Année 1959. — N° 1. Le Numéro: 100 francs. 17 Février 1959.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE

ABONNEMENTS : METROPOLE ET FRANCE D'OUTRE-MER : 800 fr.; ETRANGER : 1.200 fr.
(Compte chèque postal: 9063.13. Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations | DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e | POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

SESSION DE 1958

Séances des 16 et 17 Décembre 1958.

SOMMAIRE

ETUDE SEMESTRIELLE DE LA CONJONCTURE (1)

(Question dont le Conseil économique a été saisi par la loi du 20 mars 1951 [art. 4, alinéa 2].)

I. — Etat de la situation économique à la fin de 1958:
Rapport présenté par M. Jacques Dumontier.
Annexes (notes présentées par le groupe Force ouvrière sur l'évolution du pouvoir d'achat).
II. — Prévisions économiques pour le premier semestre 1959 et politique économique: rapport présenté par M. André Malterre.
III. — Avis émis par le Conseil économique. — Annexe (scrutins).
IV. — Annexes statistiques:
A. — France.
B. — Etranger.

I. — ETAT DE LA SITUATION ECONOMIQUE A LA FIN DE 1958

Rapport présenté, au nom du Conseil économique, par M. Jacques Dumontier.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.

PREMIÈRE PARTIE. — LE RENVERSEMENT DE LA CONJONCTURE AU PRINTEMPS DE 1958.

Chapitre Ier. — *L'évolution détaillée de la production industrielle.*
A. — Par branches.
B. — L'évolution récente.

Chapitre II. — *L'évolution de l'emploi.*
A. — Evolution globale.
B. — Evolution par branches.
1° L'agriculture.
2° L'industrie

Chapitre III. — *L'état des carnets de commande.*
a) Demi-produits et biens d'équipement.
b) La demande de logements.
c) Biens de consommation.

Chapitre IV. — *Les résultats globaux*

DEUXIÈME PARTIE. — LES CIRCONSTANCES DU RENVERSEMENT DE LA CONJONCTURE.

Titre Ier. — *La diminution de la demande.*

Chapitre V. — Masse monétaire et transactions.

Chapitre VI. — L'exécution du budget de 1958.
1° Montant des dépenses et des recettes.
2° Le rythme d'exécution du budget.

(1) Le compte rendu analytique des débats consacrés à cette question figure au *Bulletin du Conseil économique* nos 31 et 32 des 17 et 18 décembre 1958.

HC
271
.A36
1959

Chapitre VII. — Les restrictions monétaires.

A. — L'évolution du crédit.

a) La restriction des crédits bancaires.

b) Les achats d'or et de devises.

c) Les crédits des organismes spécialisés.

d) Le marché des valeurs mobilières.

B. — L'équilibre monétaire.

C. — L'équilibre des besoins et des ressources en capitaux.

Conclusion.

Titre II. — *La situation internationale et le commerce extérieur.*

Chapitre VIII. — La situation internationale.

A. — La conjoncture américaine.

1° Nature du redressement économique.

2° Perspectives.

B. — La conjoncture européenne.

a) Pays à forte croissance.

b) Pays à faible croissance.

C. — Les pays sous-développés.

D. — Conclusion.

Chapitre IX. — Le commerce extérieur.

A. — Les importations.

B. — Les exportations.

a) Les résultats à l'automne.

b) Les résultats d'octobre et de novembre.

c) Les invisibles.

Conclusion.

Titre III. — *Les difficultés agricoles.*

Chapitre X. — La production végétale.

A. — Les céréales.

B. — Les plantes sarclées.

C. — Les cultures fruitières et légumières.

D. — Vin.

Chapitre XI. — La production animale.

A. — Produits laitiers.

B. — Viande.

Chapitre XII. — Production agricole et consommation des ménages.

Troisième partie. — Les conséquences immédiates.

Titre Ier. — *Les conséquences internes.*

Chapitre XIII. — L'arrêt de la hausse des prix.

A. — Les prix industriels et les prix des services.

B. — Les prix des produits alimentaires.

a) Le prix du blé.

b) Le prix de la betterave.

c) Le prix des produits laitiers.

d) Le prix de la viande et du vin.

Chapitre XIV. — L'évolution du pouvoir d'achat.

I. — L'évolution du pouvoir d'achat en fonction du taux horaire des salaires.

II. — Evolution du pouvoir d'achat en fonction des gains horaires et de la masse des revenus salariaux.

III. — Evolution du pouvoir d'achat des agriculteurs.

Chapitre XV. — L'évolution de la consommation.

Titre II. — *Les conséquences externes.*

Chapitre XVI. — L'évolution des ressources en devises.

I. — La balance des payements.

II. — L'évolution de la trésorerie en devises.

Conclusions.

INTRODUCTION

Le quinzième et dernier rapport de conjoncture du Conseil économique est présenté dans des circonstances bien différentes de celles qu'ont connues ses prédécesseurs. Cependant il s'inscrit dans la ligne des quatorze rapports précédents que j'ai l'honneur de vous présenter, seul d'abord, puis avec mon collègue et ami, M. André Malterre.

Il y a six mois en effet, le Conseil économique avait éprouvé le besoin de faire le point d'une expansion prolongée qui avait modelé le visage économique et social d'une période qui, si elle fût peut-être critiquable à d'autres points de vue ne ressortissant pas tous de la compétence du Conseil, ni de la spécialité de son rapporteur, eût le mérite de consacrer le relèvement d'une économie.

L'abandon de l'effort qui avait caractérisé les « années trente » et qui se traduisit par peu d'enfants, peu d'investissements et peu d'aide à nos territoires d'outre-mer, ne fut pas le fait de la décennie qui suivit la Libération. Au contraire, le bilan que l'on peut tracer de cette période est nettement positif sur tous les postes, à l'exclusion d'un seul : le développement de nos exportations.

C'est surtout en raison de la diminution de nos ressources en devises que, s'il y a un an environ, une politique de rigueur budgétaire et d'expansion monétaire fut mise en œuvre, au lendemain d'une forte hausse de prix.

Avec plus de lenteur que ne l'avaient cru certains de ses promoteurs, cette politique a produit ses fruits. Ce n'est pas l'objet de ce rapport de porter sur elle un jugement de valeur. Ce n'est même pas la définition de politique économique à suivre : M. Malterre en traitera.

L'objet du présent rapport est de faire le point de la situation. C'est pourquoi, la première partie sera uniquement consacrée à apprécier l'ampleur du renversement de la conjoncture au printemps de 1958 : avec le recul, ce tournant que nous avions signalé en juillet dernier se dessine plus nettement. Les mois écoulés nous permettent d'en mieux mesurer l'importance.

La deuxième partie sera consacrée aux circonstances et aux modalités du renversement de cette conjoncture. En premier lieu, on essaiera d'apprécier la diminution de la demande, phénomène de nature monétaire. En second lieu, on verra dans quelle mesure les économies étrangères et la production agricole, qui n'avaient pas été sans incidence sur la conjoncture industrielle française dans le passé, sont venues de nouveau influencer encore cette dernière.

Enfin, dans une troisième partie, on traitera des conséquences de cette évolution, particulièrement dans les domaines où elle était censée devoir apporter une amélioration : niveau des prix et trésorerie en devises. C'est en effet sous la menace de déséquilibre de ces deux secteurs qu'avaient été prises des décisions dont l'effet a été sinon d'entraîner, tout du moins d'amplifier le retournement de la conjoncture. C'est donc d'un examen de ces secteurs que l'on peut tirer des conclusions sur la politique économique à suivre.

PREMIERE PARTIE

LE RENVERSEMENT DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE AU PRINTEMPS DE 1958

La tendance de la production industrielle au cours des derniers mois est particulièrement délicate à analyser. La simple comparaison des indices de la production industrielle pour cette année et de ceux qui avaient été obtenus l'année dernière donne, si l'on étudie les résultats superficiellement, une vue inexacte de la situation. Il ressortirait d'un simple examen du tableau n° 1 que la production industrielle, telle qu'elle est évaluée par l'intermédiaire de l'indice de l'I. N. S. E. E. non corrigé des variations saisonnières, a continué à croître au cours des derniers mois, cette croissance ayant tendance cependant à se ralentir.

TABLEAU N° 1

Indice de la production industrielle (y compris le bâtiment).

(Indices provisoires, résultats bruts, base 100 en 1952.)

	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE
1957.....	138	142	141	145	151	148	132	99	145	147
1958.....	153	156	156	158	160	157	141	102	145	152
1958 %——... 1957	+ 11	+ 10	+ 10,5	+ 9	+ 6	+ 6	+ 9	+ 3	=	+ 3

Une telle conclusion est fausse. La production industrielle pouvait être encore supérieure de 3 p. 100 au mois d'octobre à celle de l'année dernière, mais avoir cependant diminué en valeur absolue, par rapport au niveau atteint dans les mois précédant celui d'octobre.

C'est ce qui s'est effectivement passé. La simple lecture de la deuxième ligne du tableau n° 1 montre que l'indice est passé de 160 au mois de mai à 145 en septembre. Mais une telle constatation n'a pas une grande valeur. En effet, il faut tenir compte des variations saisonnières qui peuvent expliquer ce mouvement. Si l'on avait choisi le chiffre de la production industrielle en août, on aurait pu, par exemple, mettre en évidence une baisse considérable de la production (près de 50 p. 100), qui n'a cependant aucune signification économique.

Une évaluation de l'évolution réelle de la production industrielle doit donc tenir compte de ces facteurs de variation propres à la saison, tout en permettant d'évaluer le niveau absolu de cette production et non pas son niveau relatif par rapport à l'année dernière.

C'est à cet objet que répondent les calculs de l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières, que l'I. N. S. E. E. vient de mettre au point.

La lecture de ces indices montre nettement la tendance de la production industrielle au cours des derniers mois:

TABLEAU N° 2

Indices de la production industrielle (bâtiment exclu).

(Base 100 en 1952.)

Corrigé des variations saisonnières, en moyennes mobiles sur trois mois.

	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE
1958.....	154	157	157	158	158	157	156	156	155	154

Le niveau maximum de la production industrielle a été atteint aux mois d'avril et mai. Depuis, la production diminue lentement. En tout, d'avril à octobre, soit en six mois, la réduction de la production industrielle serait de 2 à 3 p. 100.

Tel est le phénomène fondamental, que nous avons signalé dès l'introduction du présent rapport et qu'il importe d'analyser en détail.

⁂

Cette analyse peut être menée sur plusieurs plans différents: il est nécessaire, en premier lieu, d'examiner l'évolution de la production industrielle plus en détail que cela vient d'être fait. En second lieu, il faut étudier les autres aspects concomitants à cette réduction de la production: l'évolution de l'emploi, l'évolution des carnets de commande.

CHAPITRE Ier

L'EVOLUTION DETAILLEE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

A. — Par branches.

Les données sur la production industrielle par branches, rectifiées pour tenir compte des variations saisonnières, ne sont disponibles que jusqu'au mois de septembre.

A cette date, une seule branche du secteur industriel restait en expansion, celle de la chimie. Cette expansion était même très rapide, elle prolongeait le mouvement de croissance qui avait démarré en juin 1957.

Toutes les autres branches étaient déjà soit dans une situation de stagnation, soit même dans une situation de légère baisse.

La *production énergétique* fait partie de la première de ces catégories d'industries. La stagnation de la production dans ce secteur date du début de l'année. Ellle est à peu près totale pour le charbon, mais laisse place à certaines variations en hausse et en baisse pour l'électricité et le pétrole.

D'autres secteurs, qui font partie des industries de transformation, voyaient leur production stagner également depuis le début de l'année. Il en est ainsi notamment pour *l'industrie du papier-carton.*

Mais ce groupe d'industries, dont la production est stable, est en définitive assez peu important. Dans presque toutes les autres branches, dès le mois d'août, l'examen des indices de la production, corrigés des fluctuations saisonnières, montre un fléchissement plus ou moins net et plus ou moins ancien.

Dans les *industries mécaniques et électriques et dans l'industrie textile*, la baisse de la production date de février; depuis ce moment le déclin est continu, avec toutefois une légère reprise en juillet et août, qui n'est pas très significative, car elle peut tenir à un aménagement des congés annuels, différent de celui des autres années.

Dans un secteur important, bien qu'ayant peu de poids dans le volume global de la production, les *machines-outils*, l'indice d'activité décroît régulièrement depuis le mois de février.

Dans d'autres branches, telles que la *production des métaux*, qui comprend la sidérurgie, l'expansion de la production s'est poursuivie jusqu'au mois de mai dernier. Mais une baisse assez marquée, d'après les indices corrigés des fluctuations saisonnières, s'est produite entre mai et août. Le rythme de la production en octobre semble légèrement supérieur à ce qu'il était au cours des mois d'été, mais se trouve à 3 p. 100 environ au-dessous du niveau atteint en mai 1958.

L'expansion de l'*automobile* s'est poursuivie plus longtemps encore, jusqu'au mois de juillet. Mais la progression n'a été que de 1 p. 100 entre avril et juillet alors qu'elle avait été de 7 p. 100 sur les quatre mois précédents (janvier-avril).

L'indice d'activité (et non de production) du secteur *Bâtiment et travaux publics* a légèrement tendance à baisser. Jusqu'au mois d'avril, à travers les aléas importants introduits par des

conditions atmosphériques variables d'une année à l'autre, on pouvait encore parler de stabilité; les derniers indices connus permettent de déceler une légère tendance à la baisse. Sur l'ensemble des quatre derniers mois connus (juillet, août, septembre, octobre) le niveau de l'activité se situe au-dessous du niveau correspondant de 1957 (1 p. 100 environ).

Cette évolution explique en partie la diminution constatée depuis quelques mois du nombre de contrats de travail souscrits par des travailleurs étrangers. En effet, la grande majorité des ouvriers immigrants travaillent, au moins pendant quelques mois, dans le secteur « Bâtiment et travaux publics ».

L'extraction de matériaux de construction, après le ralentissement d'activité enregistré entre avril 1957 et mars 1958, serait plutôt en reprise depuis le début de l'été. La fabrication de matériaux de construction (amiante-ciment, chaux et ciments-plâtre), plafonne depuis le mois de mars 1958, mais à un niveau nettement supérieur au niveau correspondant de 1957 (+ 9 p. 100 sur l'ensemble des trois derniers mois connus: juin, juillet, août). La fabrication de briques et de tuiles est restée pratiquement stable depuis le printemps 1957. Mais la conclusion que l'on peut déduire de cette stabilité doit être corrigée en tenant compte de l'évolution technique actuelle (développement des terrasses d'une part, accroissement de la proportion de briques creuses par rapport aux briques pleines d'autre part: la production étant mesurée en tonnage, l'indice croît moins que le volume réel des fabrications). Sur l'ensemble des huit premiers mois de 1958, la production de verre à vitres est également supérieure à ce qu'elle était sur les mois correspondants de 1957 (+ 14 p. 100 en moyenne); on constate, dans ce secteur, depuis 1956, une atténuation progressive du ralentissement saisonnier d'été (fonctionnement continu des fours, même pendant la période des congés, dans un plus grand nombre d'usines). L'augmentation de 14 p. 100 sur huit mois est due, en grande partie, à cette évolution; sur les quatre premiers mois de l'année, l'accroissement n'était que de 4 p. 100.

L'évolution divergente de l'activité du secteur « Bâtiment et travaux publics » et de la production des industries connexes pourrait s'expliquer soit par une augmentation de productivité du « bâtiment », soit par un accroissement des stocks dans les usines produisant des matériaux de construction. Il est difficile de tester la première hypothèse, mais elle semble peu vraisemblable sur une courte période dans la conjoncture actuelle; par contre, les quelques statistiques de stocks dont on dispose démontrent que la deuxième hypothèse est valable.

Ainsi peu à peu la production des diverses branches de l'industrie française s'oriente vers la diminution, après une période d'expansion qui a été prolongée plus ou moins longtemps.

B. — L'évolution récente.

Les indices de production analysés ci-dessus permettent de suivre globalement l'évolution du rythme de la production jusqu'à la fin du mois d'octobre. La variation des consommations d'électricité (données connues semaine par semaine) permet de se faire une idée sur ce qui s'est passé depuis fin octobre jusqu'à une date très récente. Malheureusement ces données étant très sensibles aux variations de température, leur interprétation est assez délicate. La comparaison du tableau n° 1 et du tableau ci-dessous montre par exemple que la production de janvier 1958 était supérieure de 11 p. 100 à celle de janvier 1957, alors que la variation des consommations d'électricité n'était que de 6,5 p. 100. Les différentes divergences que l'on peut ainsi relever s'expliquent en grande partie par des conditions atmosphériques différentes d'une année à l'autre.

TABLEAU N° 3

Variations des consommations mensuelles d'électricité (1958-1957).

(En pourcentage.)

JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE
+ 6,5	+ 9,5	+ 13	+11,5	+ 6,5	+ 11	+ 8,5	+ 2,5	+ 5,5	+ 6 (1)

(1) En ne prenant pas en considération les résultats de la semaine terminée le 16 octobre 1958, la donnée correspondante de 1957 ayant été fortement affectée par des grèves.

Le tableau ci-dessous donne l'évolution, depuis la fin du mois d'octobre, des variations, par rapport aux périodes correspondantes de 1957, des consommations hebdomadaires d'électricité; les données sont prises en moyennes mobiles sur trois semaines pour éliminer, au moins en partie, les variations aléatoires.

TABLEAU N° 4

Consommation d'électricité (1958-1957).

(En moyennes mobiles sur trois semaines.)

Semaine terminée le 6 novembre	+ 9 p. 100.
13 novembre	+ 8 —
20 novembre	+ 6 —
27 novembre	+ 5 —
4 décembre	+ 7 —

Les pourcentages de variations ci-dessus sont relativement importants; mais il y a lieu de les corriger pour tenir compte du fait qu'au cours du mois de novembre et du début décembre, il a fait beaucoup plus froid qu'en 1957. On peut estimer très grossièrement que la consommation d'énergie électrique est restée, au cours de ces toutes dernières semaines, supérieure de 5 p. 100 à ce qu'elle était il y a un an.

Cette variation est très nettement inférieure à ce qui a été observé au cours du premier semestre.

Tout ce que l'on peut conclure de ces données c'est que depuis le mois d'octobre, il n'y a pas eu une aggravation importante du rythme de récession. Mais l'analyse (ci-après) de l'évolution récente des carnets de commandes et des résultats de la dernière enquête de l'I. N. S. E. E. auprès des chefs d'entreprises, ne permet nullement de prévoir pour les tout premiers mois à venir une stabilisation et *a fortiori* une éventuelle reprise

CHAPITRE II

L'EVOLUTION DE L'EMPLOI

A. — Evolution globale.

Les renseignements connus à l'heure actuelle sur l'emploi confirment le retournement de la tendance de l'activité au printemps 1958; dans une certaine mesure, ils l'auraient même annoncé.

En mai 1957, 51 p. 100 des entreprises interrogées régulièrement par l'I. N. S. E. E. déclaraient que leur activité était limitée par la pénurie de main-d'œuvre. Depuis lors, cette proportion n'a cessé de diminuer et début novembre 1958, elle n'était plus que de 7 p. 100

TABLEAU N° 5

Proportion des entreprises dont l'activité est limitée par le manque de main-d'œuvre.

(D'après l'enquête de l'I. N. S. E. E. auprès des chefs d'entreprise.)

MAI 1957	NOVEMBRE 1957	MARS 1958	JUIN 1958	NOVEMBRE 1958
51 p. 100.	38 p. 100.	25 p. 100.	15 p. 100.	7 p. 100.

Par contre, une nouvelle tendance apparaissait dans des secteurs, sans cesse plus nombreux; cette tendance était à la réduction des effectifs.

Interrogés à ce sujet au cours de la dernière année, les chefs d'entreprise ont répondu comme il est indiqué dans le tableau n° 6.

TABLEAU N° 6

Evolution récente des effectifs.

(D'après l'enquête de l'I. N. S. E. E. auprès des chefs d'entreprise.)

	EN augmentation.	STABLE	EN diminution.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.
De novembre 1957 à février 1958..	26	64	10
De mars à juin 1958.....	9	73	18
De juillet à novembre 1958.....	7	68	25

La même tendance se retrouve dans la durée du travail hebdomadaire. D'après les résultats de cette enquête, la durée du travail avait commencé à diminuer entre novembre 1957 et février 1958, c'est-à-dire plus tôt que les effectifs occupés. Elle a diminué à un rythme un peu plus rapide de mars à juin et à un rythme encore plus rapide de juillet à novembre, abstraction faite des fluctuations saisonnières.

Ces indications fournies par les chefs d'entreprise sont confirmées par les résultats des enquêtes trimestrielles du ministère du travail sur l'activité de la main-d'œuvre.

L'indice des effectifs occupés, corrigé des variations saisonnières par l'I. N. S. E. E., montre que la croissance de ces effectifs s'est poursuivie jusqu'au 1er avril dernier. Depuis cette date, le nombre des travailleurs employés tend à diminuer. Cette réduction est d'autant plus forte dans les industries de transformation que la progression avait été importante.

En ce qui concerne la durée du travail, on retrouve le décalage observé par les chefs d'entreprise; dès le 1er janvier, l'enquête trimestrielle du ministère du travail montrait une diminution par rapport au 1er octobre. Dans les derniers mois, cette réduction s'est poursuivie, ainsi que le montrent les résultats du mois d'octobre.

TABLEAU N° 7

Enquête trimestrielle du ministère du travail.

(Résultats corrigés des variations saisonnières par l'I. N. S. E. E.)

(1954 = 100.)

	1957		1958			
	1er juil.	1er oct.	1er janv.	1er avril	1er juil.	1er oct.
1° Indice des effectifs occupés:						
Ensemble des activités	105,2	105,7	106,2	106,4	106,1	105,5
Industries de transformation (y compris le bâtiment).	106,3	106,6	107,2	107,4	106,8	105,9
2° Durée hebdomadaire du travail (en heures):						
Ensemble des activités	46,8	46,7	46,5	46,5	46,4	46,2
Industries de transformation (y compris le bâtiment).	46,8	46,8	46,5	46,5	46,2	46,1

Cette réduction des effectifs a-t-elle entraîné un développement important du chômage ? L'analyse de la situation courante du marché du travail permet de répondre à cette question.

TABLEAU N° 8

Situation courante du marché du travail au 1er de chaque mois.

(Données corrigées des variations saisonnières par l'I. N. S. E. E.)

(1.000.)

	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE
Offres d'emploi..	50	45	45	37	33	31	28	27	27	24	18,5
Demandes d'emploi	83	84	82	82	84	84	87	91	96	100	108
Chômeurs secourus	18	17,5	17	17	17	17	17,5	18	18,5	20	21

Les offres d'emploi non satisfaites ont été les plus sensibles à l'évolution de la conjoncture puisqu'elles sont passées de 50.000 en janvier dernier à 18.500 au 1er novembre. La diminution des offres d'emploi a été, en effet, le premier signe du renversement de la conjoncture. C'est ce que nous avions signalé comme symptôme discordant il y a six mois, malgré les difficultés d'estimer les variations saisonnières avant la mise au point d'une méthode exacte par l'I. N. S. E. E.

Les demandes d'emploi non satisfaites par contre sont restées stables jusqu'au début du mois de juin. Mais elles augmentent depuis ce mois et cette progression a tendu à s'accélérer au début du quatrième trimestre.

L'évolution du chômage secouru se trouve encore décalée par rapport à celle des demandes d'emploi. Pratiquement les chiffres du chômage corrigés des fluctuations saisonnières sont restés stables jusqu'au 1er septembre. C'est seulement depuis cette date qu'il y a une légère progression.

Le niveau du chômage reste cependant très faible en valeur absolue.

Par contre le chômage partiel montre une nette tendance à l'accroissement.

Le nombre de journées-ouvrier indemnisées au titre du chômage partiel a été multiplié par douze, en passant d'octobre 1957 à octobre 1958. La progression est particulièrement forte dans l'industrie textile où le nombre de journées-ouvrier indemnisées est passé de 10.400 à 328.000 (voir tableau n° 9).

C'est dans ce secteur que le retournement de la conjoncture est le plus net dans le domaine de l'emploi.

TABLEAU N° 9

Chômage partiel indemnisé.

(Nombre de journées-ouvrier indemnisées.) (En milliers.)

	1957					1958				
	Juin.	Juillet.	Août.	Sept.	Octobre.	Juin.	Juillet.	Août.	Sept.	Octobre.
Total	43,9	41,5	30,5	26	41	212,5	189,7	134,3	258	506
Dont:										
Industrie textile et annexes.....	9,9	3,9	6,2	7,7	10,4	116,7	112,5	78,7	169,9	328,2
Industrie de l'habillement et travail des étoffes	»	1,8	4,8	1,2	2,4	15	10,5	7,7	19,5	61,7
Industrie du cuir et de la chaussure.....	16	15,9	11,9	13,6	22	56,9	41,2	32,3	29,7	»

En complément des données globales indiquées ci-dessus, nous publions la note suivante établie par le groupe Force ouvrière du conseil: L'évolution de l'emploi présentée sous une forme globale masque le véritable recul enregistré dans certaines branches d'activité.

Si pour l'ensemble des activités, la durée du travail hebdomadaire représente bien un recul de l'ordre de 30 minutes — 46 heures 7 au 1er octobre 1957 pour 46 heures 2 au 1er octobre 1958 — nous devons remarquer que pour la même période de référence, le recul serait de:

2 heures 36 minutes dans le textile;

1 heure 36 minutes dans l'habillement;

1 heure 24 minutes dans les cuirs et peaux.

Il y aurait donc nécessité d'établir une série de tableaux sur les évolutions des horaires pratiqués entre le 1er octobre 1957 et le 1er octobre 1958, par branche d'activité.

D'autre part, nous devons faire remarquer que les entreprises comptant moins de dix salariés échappent aux enquêtes du ministère du travail.

Dans de telles conditions peut-on mesurer le véritable recul des horaires de travail ?

Le même problème se pose pour les effectifs. Nous formulons les plus grandes réserves sur les appréciations du calcul du véritable niveau de l'activité — nombre d'heures de travail — car nous estimons que les éléments précités sont indispensables pour mesurer la dégradation du pouvoir d'achat des ressources salariales hebdomadaires, les méthodes d'analyse globale risquant de conduire à des conclusions optimistes.

B. — **Evolution par branches.**

Dans une note préliminaire sur le problème de l'emploi, le président de la commission des affaires sociales, M. Haniquaut a précisé notamment la situation par branche et par région du marché de l'emploi.

1° *L'agriculture.*

L'agriculture groupe à l'heure actuelle, 25 p. 100 de la population active et 8 à 10 p. 100 de l'activité totale des salariés. Après une courte période de chômage due au gel dans les travaux agricoles et forestiers au début de l'année 1956, la courbe de l'emploi agricole est remontée peu à peu et le marché de la main-d'œuvre a même connu une certaine tension en 1957. Mais celle-ci tend à s'atténuer depuis le début de juillet 1958, notamment dans certaines régions. Une autre constatation est toutefois à signaler, c'est que l'agriculture depuis un certain nombre d'années perd 80.000 travailleurs par an et que la main-d'œuvre spécialisée autochtone devient de plus en plus introuvable.

On comprend mal que dans le même temps 40.000 travailleurs étrangers saisonniers ne répondant pas aux spécialisations nécessaires soient introduits.

Par ailleurs, les perspectives du marché de la main-d'œuvre agricole sont préoccupantes. Le 3e plan prévoit une diminution de la population active agricole de 50.000 travailleurs par an d'ici 1961. Mais on peut craindre que ces travailleurs, s'ils ne peuvent obtenir du travail dans l'industrie en raison de la récession, ne restent dans l'agriculture. Il pourrait en résulter une pression sur le marché de la main-d'œuvre agricole. D'ores et déjà, on constate du chômage dans les exploitations forestières, dans la Nièvre et la Haute-Marne notamment.

En tout état de cause, on ne doit pas oublier la spécificité du marché de la main-d'œuvre salariée en agriculture; en effet, le suremploi et le sous-emploi dû aux périodes de morte-saison, se succèdent dans le temps, et parfois même dans l'espace.

2° *L'industrie.*

Si l'on examine la situation dans les diverses branches de l'industrie, on constate que, une fois de plus, ce sont l'industrie textile et l'industrie du cuir et de la chaussure qui sont les plus touchées actuellement. C'est dans l'industrie textile et ses annexes que l'on rencontre plus de la moitié du total des journées de chômage indemnisées. Mais la situation des industries du bois et de l'ameublement, du livre, du papier-carton, du verre mécanique, du vêtement n'est guère encourageante. On enregistre aussi des signes d'essouflement dans l'hôtellerie (hôtels, cafés, restaurants).

En ce qui concerne les industries mécaniques et électriques, les diverses branches peuvent se ranger en quatre groupes: celles qui sont encore en expansion, celles qui tendent à la stabilisation et celles en crise, imminente ou déclarée. On constate un mouvement d'expansion dans l'automobile, l'équipement-auto, les métaux non ferreux et l'appareillage électrique. A propos de l'automobile, il convient de souligner que le raccourcissement des délais de livraison pour les modèles encore récemment les plus demandés et le tassement des cours pratiqués sur le marché d'occasion sont le signe d'un essouflement du marché intérieur. Il est plus que douteux que les débouchés extérieurs puissent prendre le relais des débouchés intérieurs en raison des disparités entre prix français et prix étrangers. Or, une crise de l'industrie automobile serait extrêmement grave, puisque cette branche fait vivre directement ou indirectement près de 20 p. 100 des salariés de l'industrie.

On constate une tendance à la stabilisation notamment dans la télévision et les machines-outils. Enfin parmi les branches en état de crise figurent les tubes, le gros matériel électrique, le matériel ferroviaire, la quincaillerie, les appareils électro-ménagers, le machinisme agricole, les motocycles, la mécanique générale, le matériel télégraphique et téléphonique, les constructions navales. Certaines d'entre elles ont une activité en diminution de plus de 30 p. 100: leur carnet de commande est « dégonflé » et la durée du travail y est en baisse. Il faut aussi noter que certaines industries alimentaires sont en difficulté.

Si la situation des industries textiles, mécaniques et électriques ne laisse pas d'être préoccupante, en revanche la situation de la métallurgie lourde (sidérurgie) et légère en tant qu'industrie de base (aluminium), celle du secteur énergétique et celle de la chimie apparait moins préoccupante. Dans ces secteurs un nombre important d'offres d'emploi n'a pas été satisfait. La crise du logement permet d'affirmer que les perspectives de l'industrie du bâtiment sont favorables si le pouvoir d'achat des clients de la construction est élevé et si l'Etat consacre des crédits suffisants au secteur logement comme au secteur travaux publics. D'ailleurs, dans cette dernière branche, on note une diminution de l'activité à la suite d'une réduction des crédits publics.

CHAPITRE III

L'ETAT DES CARNETS DE COMMANDE

La comparaison des indications fournies depuis deux ans par les chefs d'entreprises dans leur réponses aux enquêtes de l'I. N. S. E. E. montre clairement le renversement de la conjoncture qui s'est manifesté également dans les carnets de commande des entreprises.

A la question relative à l'évolution de la demande au cours des mois précédant chaque enquête les chefs d'entreprise ont répondu de la façon suivante, depuis mai 1956:

TABLEAU N° 10

	MAI 1956	NOVEMBRE 1956	MAI 1957	NOVEMBRE 1957	FÉVRIER 1958	JUIN 1958	OCTOBRE 1958
Pourcentage des réponses en augmentation.	70	69	56	44	24	18	6
Pourcentage des réponses en diminution...	7	10	16	24	24	46	62

En février 1958, les diminutions compensaient exactement les augmentations qui étaient encore prévues. En octobre dernier, par contre, il n'y avait plus que 6 p. 100 des chefs d'entreprise qui déclaraient que le rythme de réception des commandes nouvelles était encore en augmentation; 62 p. 100 accusaient une réduction du rythme des commandes enregistrées.

Par secteurs, d'après les renseignements fournis par l'I. N. S. E. E., la situation serait la suivante:

a) DEMI-PRODUITS ET BIENS D'ÉQUIPEMENT

Sidérurgie.

Les commandes en provenance de l'étranger ont fortement augmenté au cours des derniers mois; par contre, les commandes en provenance du marché intérieur sont restées pendant l'été à un niveau très faible.

Première transformation de l'acier.

Dans ce secteur, les carnets de commande ont eu tendance à se dégonfler légèrement pendant tout le premier semestre 1958 pour toutes les industries sauf pour les tubes soudés.

TABLEAU N° 11

Variations des carnets de commande.

(En pourcentage.)

	VARIATION 1958-1957				VARIATION entre le 1er janvier et le 1er juillet.	
	1er janvier.	1er mars.	1er mai.	1er juillet.	en 1957.	en 1958.
Tréfilage, étirage, laminage	+ 4	+ 4,5	— 6	— 12	— 2	— 18
Tubes sans soudure...	— 18	— 36	— 27	— 28	0	— 11
Tubes soudés.....	+ 47	+ 79	+ 70	+ 100	— 21	+ 7
Tubes (ensemble).....	+ 5	0	+ 3	+ 4	— 7	— 2

Construction électrique.

Les commandes en carnet ont peu varié dans la construction électrique depuis le milieu de 1957 jusqu'à la fin du premier semestre 1958. Tout au plus, peut on déceler une très légère réduction du carnet au cours du deuxième trimestre 1958, sensible particulièrement pour la petite traction électrique, les fils et les câbles, le matériel professionnel et les appareils électro-domestiques.

En comparant les commandes enregistrées aux facturations, on s'aperçoit que les carnets de commandes se sont de nouveau très légèrement regonflés en juillet et août 1958. Il y a lieu de noter toutefois que les commandes enregistrées pour les appareils électro-domestiques sont, depuis le mois de mai, moins nombreuses qu'un an auparavant (—15 à —20 p. 100).

Machines-outils.

Les commandes enregistrées mensuellement ont toujours été inférieures aux facturations depuis le mois de septembre 1957, l'écart étant particulièrement important au cours des mois de mai, juin et juillet 1958 (environ 30 p. 100). Les commandes en carnet ont diminué en conséquence de près de 40 p. 100 entre le 1er septembre 1957 et le 1er octobre 1958 et se retrouvent au même niveau qu'au milieu de l'année 1956.

Tracteurs agricoles.

La chute brutale, depuis le mois d'avril 1958, du nombre de tracteurs neufs immatriculés mensuellement permet de se faire une idée sur la baisse actuelle de la demande dans le secteur du machinisme agricole.

TABLEAU N° 12

Nombre de tracteurs immatriculés mensuellement.

(En milliers.)

(Données en moyennes mobiles sur trois mois, corrigées des variations saisonnières.)

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1957.....	8,9	8,5	8,6	8,5	8,6	8,9	9,1	9,0	8,9	8,8	8,8	9,1
1958.....	9,0	9,1	9,4	9,4	8,8	8,2	7,8	7,0	6,4	»	»	»

b) LA DEMANDE DE LOGEMENTS

On peut juger de l'évolution de la demande dans le secteur « bâtiment », par le nombre de logements correspondant aux permis de construire délivrés.

TABLEAU N° 13

Nombre de logements correspondant aux permis de construire délivrés.

(En milliers.)

(Moyennes mensuelles par trimestres mobiles.)

	1957	1958	VARIATIONS (En pourcentage.)
Premier trimestre	25,6	25,1	— 2
Deuxième trimestre	29,7	30,6	+ 3
Mai-juin-juillet.....	29,8	32,0	+ 7
Juin-juillet-août.....	27,9	29,7	+ 6
Juillet-août-septembre.....	»	»	— 6

Variations saisonnières exclues, ont peut considérer que la demande de logements a augmenté au cours du premier semestre 1958. Le nombre de logements mensuellement « autorisés » se retrouve au même niveau qu'en 1956. Au cours de 1957, la demande avait quelque peu baissé.

Les données ci-dessus doivent cependant être interprétées avec précaution; il est probable en effet que la conjoncture, et particulièrement la politique du crédit, a une influence sur les délais qui peuvent s'écouler entre l'obtention d'un permis de construire et le début des travaux.

c) BIENS DE CONSOMMATION

Textiles.

Le tableau ci-dessous montre que les carnets de commandes dans l'industrie du coton continuent à se dégonfler régulièrement depuis février 1957.

TABLEAU N° 14

Ordres en carnets en fin de mois.

(En milliers de tonnes.)

	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	AOUT	SEPTEMBRE
Coton filature:								
1957.....	91	95	94	91	89	83	77	69
1958.....	60	65	65	62	62	59	52	46
Coton, tissage et transformation:								
1957.....	55	56	55	51	49	49	49	49
1958.....	46	45	46	43	42	38	38	34

Les données correspondantes pour l'industrie lainière (plus touchée par la récession) n'existent malheureusement pas pour le moment.

Papier et carton.

Les carnets de commandes du papier d'emballage et du carton continuent à se dégonfler; pour le carton le phénomène se poursuit depuis beaucoup plus longtemps que pour le papier d'emballage.

TABLEAU N° 15

Commandes restant en notes en fin de mois dans l'industrie du papier-carton.

(En milliers de tonnes.)

	1957			1958									
	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre.	Octobre.
Papier d'emballage ...	60	61	63	67	70	66	62	62	58	55	50	47	45
Carton	60	55	53	50	47	46	37	36	35	29	28	26	25

CHAPITRE IV

LES RESULTATS GLOBAUX

Lors d'un retournement de la tendance, il est peu indicatif de donner des résultats globaux, c'est-à-dire des chiffres annuels pour l'ensemble de l'économie.

Ainsi la moyenne de l'année 1957 est très inférieure aux résultats de la fin de l'année, alors que celle de 1958 serait plutôt supérieure aux chiffres fin 1958.

Néanmoins afin de pouvoir recouper les éléments de ce rapport avec les principaux agrégats de la comptabilité nationale, on citera quelques résultats provisoires de l'année 1958.

La production intérieure brute sera environ de 21.000 milliards de francs. Par rapport à l'année 1957, elle représente une augmentation de 2,5 p. 100 en volume et 12 p. 100 en prix.

Cette légère augmentation de production en volume n'a que peu affecté la consommation — un peu moins de 1 p. 100 — alors que les investissements des entreprises ont augmenté de 6 à 7 p. 100.

DEUXIEME PARTIE

LES CIRCONSTANCES DU RENVERSEMENT DE LA CONJONCTURE

Le retournement de la conjoncture au printemps dernier n'est pas un phénomène aberrant ou fortuit. C'est l'aboutissement d'une série d'événements intérieurs ou extérieurs et de la politique économique qui a dû être suivie en conséquence.

Les difficultés d'équilibrer notre commerce extérieur en 1956 et 1957 nous avaient conduits à épuiser nos ressources en devises. Dès l'été 1957, la spéculation avait amené le gouvernement à modifier le rapport pratique d'échange entre le franc et les devises étrangères. A l'automne enfin, les mauvaises récoltes avaient entraîné une insuffisance de l'offre de produits agricoles, et les prix des denrées alimentaires avaient considérablement augmenté.

Devant cet emballement général, le gouvernement avait décidé en novembre 1957 de faciliter la déflation provisoire, qui suit toute hausse des prix, par des mesures de rigueur budgétaire et de restriction monétaire. Il en est résulté une diminution de la demande qui a amené le renversement constaté de la conjoncture.

⁂

Mais les circonstances extérieures ou climatériques, qui avaient été à l'origine de ce développement, ont connu elles aussi pendant ce temps et, notamment depuis notre dernier rapport, une évolution autonome qui n'a pas été sans effet sur l'évolution conjoncturelle et qu'il nous faut retracer pour voir dans quelle mesure elles représentent des impératifs à la politique économique française.

TITRE Ier

LA DIMINUTION DE LA DEMANDE

L'année 1958 a vu incontestablement une diminution de la demande, d'abord des biens de consommation, puis des biens d'investissement.

Cette diminution a de nombreuses causes, mais l'on peut distinguer deux aspects principaux.

Le premier est la conséquence de la hausse rapide des prix de 1957. C'est le phénomène bien connu sous le nom de « queue d'inflation ».

L'autre est l'action des pouvoirs publics en matière de budget et de crédit. Son effet s'est ajouté, avec retard, à l'évolution naturelle qui s'était amorcée mais dont les effets étaient masqués par une abondance des disponibilités des particuliers et des entreprises.

CHAPITRE V

MASSE MONETAIRE ET TRANSACTIONS

De 1951 à fin 1956, l'indice $\frac{\text{masse monétaire}}{\text{transactions}}$ avait sensiblement augmenté, passant de 100 à 140. Ainsi une plus grande quantité de monnaie avait été mise peu à peu à la disposition de l'économie et cet accroissement de la quantité de monnaie avait largement dépassé l'augmentation pourtant sensible des transactions. Une telle évolution préparait les voies à la hausse des prix par l'accroissement de la masse monétaire.

A partir de 1957, une politique inverse a été mise en œuvre. La production continuait à augmenter, les prix montaient de façon très rapide, mais la hausse monétaire ne suivait pas l'expansion des transactions qui résultait de l'action des deux premiers facteurs. A la fin de l'année l'indice $\frac{\text{masse monétaire}}{\text{transactions}}$ était redescendu à 126 contre 140 à la fin de l'année précédente.

Au premier semestre de 1958, les prix ont continué à remonter ainsi que le montre le tableau n° 16.

TABLEAU N° 16

ANNÉES	PRIX	PRODUCTION en volume.	TRANSACTIONS = prix production.	MASSE monétaire.	RAPPORT de la masse monétaire aux transactions
Fin 1951.....	100	100	100	100	100
Fin 1952.....	100	102	102	113	111
Fin 1953.....	98	106	104	128	124
Fin 1954.....	99	112	111	143	130
Fin 1955.....	101	119	120	161	134
Fin 1956.....	102	126	128	178	140
Fin 1957.....	115	133	153	193	126
Milieu 1958..	122	138	168	191	113

Par ailleurs, la production a continué à s'accroître pendant cette période, même si on l'évalue en volume et non en prix courants : on peut estimer à 4 p. 100 cette augmentation.

Ainsi, au cours de cette période, les transactions se seraient accrues de 10 p. 100.

La masse monétaire n'a pas suivi cette évolution, bien au contraire, il y a eu, au cours de la période étudiée, une légère contraction de cette masse d'environ 1 p. 100.

Dans ces conditions, si l'on admet que l'indice masse monétaire-transactions était à 100 à la fin de 1957, il s'établit à 89 au début du mois de juin.

La diminution est de 11 p. 100. Ceci correspond à un rythme annuel de diminution de l'ordre de 25 p. 100. Si l'on excepte les années d'après guerre caractérisées par un accroissement anormal des transactions (prix et volume), on constate que les deux seules périodes pendant lesquelles cet indice a diminué sont l'année 1950 et l'année 1951, l'ordre de grandeur de la diminution étant d'environ 12 p. 100 pour 1950 et 5 p. 100 pour 1951.

Certes, il n'y a pas de relation automatique entre la masse des transactions et la masse monétaire, ainsi que l'a montré, en sens inverse, la fixité relative des prix de 1952 à 1956. Mais quand le rapport entre les deux grandeurs est par trop grand ou par trop petit, il amplifie l'effet des mesures qui sont prises ou des incidences qui peuvent survenir.

C'est ainsi que les événements extérieurs à l'économie française de 1957 n'auraient pas eu de répercussion si brutale sur le niveau des prix si la masse monétaire n'avait pas été trop forte, eu égard au niveau des prix et au volume des transactions. La hausse des prix et la continuation d'une expansion rapide ont fait pencher la balance en sens inverse et le terrain était préparé pour une politique de restrictions monétaires.

CHAPITRE VI

L'EXECUTION DU BUDGET DE 1958

A cette évolution relative des prix, du pouvoir d'achat et de la monnaie, s'est ajoutée une politique délibérément restrictive en matière budgétaire et monétaire. Cette politique, mise en œuvre dès novembre 1957, se compose de deux actions complémentaires, l'une dans le domaine budgétaire, l'autre dans le domaine du crédit. C'est parce que le budget de 1958 est un budget rigoureusement équilibré que les restrictions de crédit ont leur plein effet. Pour plus de clarté, nous exposeront séparément les deux actions, mais l'on se rappellera qu'elles n'ont d'effet que conjuguées.

1° Montant des dépenses et des recettes.

Le projet de budget de 1958 était plus rigoureux que les précédents, non seulement parce que l'impasse était nominalement réduite, mais parce que les dépenses étaient limitées par des sommes exprimées en francs et que les prix avaient augmenté sérieusement depuis juillet 1957. Certes, les hausses principales portaient sur des produits agricoles; néanmoins, les prix des matériels, qui avaient connu une augmentation sensible, et les ajustements des traitements des fonctionnaires faisaient qu'au total les 2.800 milliards de dépenses ordinaires civiles prévus pour 1958 représentaient, en volume, moins que les 2.500 dépensés en 1957 à ce titre, de même que 680 milliards de budget civil en capital formaient un volume moindre que celui du même poste de 1957 arrêté à 653 milliards.

Ces sommes ont d'ailleurs été peu modifiées par la suite: les seuls rectificatifs ont été pris par décrets des 13 et 14 août 1958 qui augmentaient les dépenses civiles de 100 milliards et les dépenses en capital de 20 milliards.

C'est surtout les dépenses militaires que les décrets d'août ont augmentées. Il n'a pas paru possible, en effet, de maintenir une restriction sévère en volume du budget militaire, dont les dépenses s'inscrivaient en légère diminution nominale d'une année sur l'autre à 1.326 milliards de francs. Même l'augmentation de 190 milliards due aux collectifs d'août laissait ce poste en très faible diminution réelle.

Seul le fonds de développement économique et social ajouté aux habitations à loyer modéré connaissait, dès le commencement de l'année, une augmentation en volume puisque les dépenses prévues s'élèvent à 388 milliards contre 322 en 1957. En outre, 20 milliards de prêts étaient accordés aux habitations à loyer modéré dans les collectifs d'août.

Mais ces dépenses supplémentaires étaient gagées, d'une part, par une augmentation des recettes fiscales de 190 milliards, nettement sous-estimées fin 1957, et, d'autre part, par un supplément d'impositions de 50 milliards portant essentiellement sur les sociétés et les locaux d'habitation à valeur locative élevée.

L'impasse prévue est donc restée à 600 milliards de francs qui s'établissent en gros comme suit:

TABLEAU N° 17

	Milliards de francs.
I. — *Budget ordinaire.*	
Dépenses ordinaires (dépenses d'Algérie comprises).	2.900
Dépenses militaires	1.425
Découvert des comptes spéciaux	95
Dépenses courantes	4.420
Recettes fiscales et aide américaine	4.930
Excédent budgétaire courant	510
II. — *Opérations en capital.*	
Budget civil en capital	700
Fonds de développement et H. L. M.	410
Impasse	600

Il n'est peut-être pas inutile de revenir sur la signification de cette impasse que nous nous sommes engagés moralement à limiter à 600 milliards. Un économiste libéral d'entre les deux guerres eût appelé ces comptes un budget excédentaire, même s'il regrettait la part importante du budget civil en capital et la prise en charge par l'Etat du fonds de développement et des financements d'H. L. M.

L'impasse budgétaire n'est que la mesure de l'intervention de l'Etat sur le marché des capitaux; elle n'est condamnable que si une telle intervention aurait pu ne pas se produire, même par une voie indirecte comme la garantie des emprunts. Elle n'est, pour une grande part, que l'effet d'un masochisme comptable qui permet de maintenir à l'étranger l'impression d'un déséquilibre budgétaire réel.

Le budget de 1958, même rectifié par les collectifs d'août, apparaît ainsi avoir un double caractère. D'une part, par un excédent des opérations courantes et par une réduction en volume de chacun de ses postes, il apportait une contribution efficace à la politique de restriction monétaire. D'autre part, par l'intervention qu'il supposait sur le marché des capitaux, il contribuait, dans l'exercice auquel il s'appliquait, à favoriser l'investissement au détriment de la consommation.

Aussi, sans négliger les autres causes d'un tel résultat, il n'est pas étonnant de constater, comme on l'a fait plus haut, que la progression des investissements de 1958 sur 1957, estimée en volume, serait de 6 p. 100 au moins alors que le développement de la consommation n'atteindra pas 1 p. 100. L'établissement d'un tel budget était donc normal au moment où l'on voulait marquer l'arrêt d'une expansion inflationniste sans rompre le développement de la production.

2° Le rythme d'exécution du budget.

Cependant, cet effet de restriction ne s'est pas développé uniformément dans le temps. L'exécution du budget a connu deux phases dans l'année bien différentes. Pendant les cinq premiers mois de l'année, le total des débouts du Trésor a été inférieur au total des recettes et l'impasse a été légèrement négative, alors que les deux années précédentes elle était déjà à cette époque de 250 milliards environ, soit de 300 milliards environ en francs 1958.

Cette période, qui a correspondu au coup de frein rapide donné à l'expansion, a été dominée par l'excédent budgétaire.

Par contre, pendant les quatre mois suivants, l'impasse s'est creusée de 400 milliards de francs, somme à peine inférieure à celle des deux années précédentes (450 milliards en francs de l'époque il est vrai, ce qui amplifie la différence).

Ce changement de rythme s'oppose curieusement aux conditions de perception du ralentissement économique par les entrepreneurs: fin mai, ils étaint encore relativement optimistes; ce n'est que l'enquête d'octobre de l'I. N. S. E. E. qui les a révélés très pessimistes.

Cependant, les conditions de financement de cette impasse réduite ont été difficiles, précisément parce qu'elle avait contribué à rendre l'argent rare et à tarir la source des financements de l'impasse.

Au commencement de l'année, les banques, maintenant leurs souscriptions à 25 p. 100 de leurs dépôts, diminuaient celles-là dans la mesure où ceux-ci s'amenuisaient. Par ailleurs, les correspondants du Trésor — et notamment les postes, télégraphes et téléphones — mais non pas les dépôts dans les caisses d'épargne ou les comptes chèques postaux, procédaient à des retraits importants (150 milliards au total, seuls les bons sur formules avaient fourni un léger apport). Aussi, le Trésor eut-il recours largement à la Banque de France, à la fois par des avances directes d'un montant de 65 milliards et par le transfert d'obligations cautionnées pour 54 milliards, soit pour 120 milliards au total, au moment où les opérations budgétaires et para-budgétaires étaient exceptionnellement excédentaires.

Dans la deuxième période, de juin à octobre, la progression plus rapide des dépôts dans les caisses d'épargne, virés au Trésor par le truchement de la trésorerie de la caisse des dépôts et consignations, a compensé les retraits signalés plus haut des autres correspondants.

Mais les banques ont continué leurs retraits par le même mécanisme automatique que durant les premiers mois.

Enfin, de même qu'au premier semestre, les transferts de capitaux en provenance d'Afrique noire (et incidemment du Maroc) ont empêché les instituts d'outre-mer de contribuer, comme l'an passé, au financement de l'impasse.

Au total, les mouvements de ces correspondants sont très faibles dans leur ensemble. L'impasse a été pratiquement couverte de juin à septembre par les dépôts des caisses d'épargne et par un emprunt à long terme de taux 3 1/2 p. 100 émis du 17 juin au 12 juillet et qui a rapporté 293 milliards d'argent frais.

Une telle ressource ne saurait certes être utilisée pour les trois derniers mois de l'année. La réalisation de l'impasse demandera encore 200 milliards, mais ne posera pas de problème grave au Trésor qui bénéficiera probablement de nouveaux dépôts d'épargne et, provisoirement, des emprunts de ses correspondants, notamment de la Société nationale des chemins de fer français. Un léger accroissement des ressources provenant des bons, notamment sur formule, suffira probablement à boucler un exercice qui verra au total une impasse de 600 milliards couverte, pour moitié, par un grand emprunt et pour l'autre, par une augmentation des dépôts des caisses d'épargne et des bons du Trésor.

TABLEAU N° 18

Opérations du Trésor pendant les neuf premiers mois de 1957 et 1958.

(En milliards de francs.)

EMPLOIS	1957	1958	RESSOURCES	1957	1958
Dépenses budgétaires	3.352	3.654	Recettes fiscales et diverses	3.019	3.678
F.D.E.S. et H.L.M.	279	331	« Impasse »	702	378
Comptes spéciaux du Trésor	94	62			
Opérations sur ressources affectées	— 4	9			
Total	3.721	4.056	Total	3.721	4.056

TABLEAU N° 19

Financement de l'impasse au cours des neuf premiers mois des années 1957 et 1958.

	1957		1958	
Emprunts	+ 84		+ 293	
Correspondants	+ 35		+ 27	
Bons du Trésor		— 120		+ 169
Dépôts		+ 155		— 142
Bons du Trésor	+ 105		+ 26	
Secteur bancaire		+ 42		— 36
Bons sur formules		+ 63		+ 62
Avances de la Banque de France	+ 372		+ 40	
Relations avec instituts d'outre-mer	+ 40		— 4	
Bons du Trésor		+ 30		+ 32
Dépôts		+ 10		— 36
Divers	+ 42		— 4	
Total	+ 702		+ 378	

CHAPITRE VII

LES RESTRICTIONS MONETAIRES

A. — L'évolution du crédit.

a) LA RESTRICTION DES CRÉDITS BANCAIRES

De même que la rigueur budgétaire, la restriction du crédit trouve son origine dans les décisions prises à l'automne 1957. Mais cette première étape avait paru insuffisante à l'époque. En effet, l'abaissement des plafonds de réescompte n'avait pas alors empêché les banques de s'approvisionner en liquidités par le canal de l'Etat. En outre, l'aisance de certaines trésoreries et les facilités d'autofinancement n'avaient pas réduit le rythme des investissements.

Au mois de février 1958, il fut décidé de limiter les encours de toute nature, à moyen terme comme à court terme, à un montant égal pour chaque banque à la moyenne arithmétique du total de ses encours au 30 septembre et au 31 décembre 1957. Cete limitation quantitative reste en vigueur encore à l'heure actuelle. Elle a été un des éléments de l'arrêt progressif de l'inflation et de la hausse des prix, mais aussi de l'expansion.

Cependant, malgré l'incontestable déflation des quatre premiers mois de l'année, la Banque de France avait été forcée en mai d'augmenter son concours aux banques de plus de 200 milliards de francs, malgré l'augmentation des taux de pénalisation appliqués aux escomptes et pensions en sus du plafond. En raison des événements politiques, le risque d'inflation parut à nouveau menaçant, au moment même où la conjoncture se retournait, et il fut décidé qu'à la fin de mai tout dépassement sur les limites autorisées donnerait lieu à une réduction appropriée du plafond de réescompte des banques auprès de la Banque de France.

L'émission de l'emprunt à long terme qui eut lieu de la mi-juin à la mi-juillet n'eut pas, comme on l'avait craint, de répercussion sur le financement de crédits à l'économie ni sur les besoins des banques, et ce phénomène reste en partie inexpliqué. Cependant, au cours du troisième trimestre, les banques virent se dégonfler petit à petit leur portefeuille d'effets. En outre, fin août, le montant total de réescompte acordé par la Banque de France depuis le début de l'année restait à peu près nul.

TABLEAU N° 20

Financement des crédits à l'économie en 1958.

(En milliards de francs.)

	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE
Par les banques	+ 17	— 12	— 50	— 4	— 72	+ 80	0	— 37	— 33
Par la Banque de France	—174	+ 37	+ 41	— 20	+209	— 87	— 8	+ 3	— 28
Total	—157	+ 25	— 9	— 24	+137	— 7	— 8	— 34	— 61

Aussi, le 16 octobre, la politique de crédit se nuança de levées de restrictions encore limitées. Le taux d'escompte de l'institut d'émission était baissé de 5 p. 100 à 4,5 p. 100, et le taux de pénalité pour les papiers dits en enfer, c'est-à-dire réescomptés en sus du plafond, était ramené de 8 p. 100 à 7 p. 100.

Cependant, les restrictions quantitatives, pièce de base de la restriction, furent maintenues. Ce furent pendant l'été les seules mesures actives de restriction puisque, depuis juin, le déficit du Trésor a repris une allure plus coutumière et que les achats d'or et de devises ont permis la création d'unités monétaires.

Les variations du montant des crédit bancaires accordés à l'économie pour les neuf premiers mois de 1958 par rapport aux années précédentes sont suffisamment évocatrices d'elles-mêmes.

TABLEAU N° 21

Variations des crédits à l'économie pendant les neuf premiers mois de l'année.

	1955	1956	1957	1958
Crédits portés :				
Par les banques	+ 176	+ 4	+ 223	— 113
Par la Banque de France	— 37	+ 359	+ 44	— 27
Total	+ 139	+ 363	+ 267	— 140

Dès maintenant, il semble que ce n'est plus seulement la limitation réglementaire qui arrête les banques dans leur distribution de crédit. Deux facteurs nouveaux apparaissent. Au niveau des banques, le réflexe de prudence commence à jouer, dans le cas du crédit à l'industrie textile, par exemple. Mais il peut être commode aux établissements privés de se retrancher derrière des consignes de l'institut d'émission. Plus en amont, le demandeur de crédit lui-même commence à être nettement moins pressant, peut-être parce qu'il se rend compte d'un stockage excessif. Si, contrairement aux indications du mois d'octobre qui a vu une augmentation des crédits, ces restrictions volontaires continuent, on pourrait se demander (pour reprendre une formule qui revient à chaque ralentissement de l'activité) si, « à des ânes qui ne veulent pas boire, il convient de limiter les points d'eau ».

b) Les achats d'or et de devises

Les achats d'or et de devises ont complètement changé le sens de l'équilibre dans le marché. Mais il faut noter que ce poste comprend trois éléments complètement différents.

Le premier est l'équilibre de la balance des finances extérieures: le redressement de la balance du commerce extérieur n'a permis que de diminuer les pertes de devises dues à ce poste. Cependant, le retour des capitaux placés à l'étranger et l'amélioration des invisibles (due notamment aux touristes) ont permis de diminuer le poids de ce poste et même de le redresser au dernier moment. De janvier à septembre, ce poste n'est que très légèrement négatif.

Le second poste est celui des achats d'or français par la banque. La partie la plus importante est constituée par l'emprunt-or qui a amené le fonds de stabilisation à acheter de l'or pour 170 millions de dollars, soit 75 milliards de francs.

Le troisième poste a un aspect purement comptable: en exécution de la convention du 24 juillet 1958, qui a consacré l'opération 20 p. 100 d'août 1957, il a été procédé à la réévaluation de l'encaisse-or, du prêt d'or au fonds de stabilisation des changes et des disponibilités à l'étranger. La plus-value globale a été affectée au fonds de stabilisation des changes, soit 63 milliards.

Mais on a réévalué en même temps les dettes en devises du fonds vis-à-vis de la Banque de l'Union européenne et du fonds monétaire international. Au total, l'opération a été blanche, la réévaluation du passif équilibrant les évaluations d'actif. Mais, comme 55 milliards de cette dette profitent aux organismes spécialisés (voir le tableau correspondant plus loin), le marché monétaire a néanmoins bénéficié d'une création de monnaie pour le même montant. En réalité, l'augmentation nette des avoirs d'or et de devises pour les neuf premiers mois n'est donc que de 112 — 55 = 57 milliards, soit un peu moins que le produit or de l'emprunt.

Indépendamment de l'intérêt que présente un tel regain de devises, ces 57 milliards ont constitué une contrepartie de la circulation monétaire qui, sans eux, eût été encore plus restreinte depuis le 1er janvier dans la mesure où les autres origines de contrepartie étaient gênées dans leur développement.

c) Les crédits des organismes spécialisés

Cependant, l'activité était encore soutenue par l'apport des organismes spécialisés.

Pendant l'été, non seulement les organismes spécialisés ont, comme on l'a vu, apporté une contribution au Trésor en accroissant leurs dépôts, mais ils ont alimenté aussi le marché monétaire à court et surtout à moyen terme pour un montant de près de cent milliards.

Outre cet apport à moyen terme, ces organismes ont apporté leur concours au marché à long terme sous la forme de prêts non mobilisables pour la construction, l'équipement, les collectivités publiques.

Au premier rang de ceux-ci, se trouve la caisse des dépôts et consignations dont les ressources sont en sensible progression, en particulier depuis le troisième trimestre le montant des dépôts dans les caisse d'épargne ayant fortement augmenté, ce qui a permis — outre l'aide au Trésor et l'intervention sur les marchés monétaires — de faire pour plus de 80 milliards de prêts non mobilisables pendant le 3e trimestre.

Il ne faut pas se méprendre sur la nature de l'activité de ces organismes. Ils ne créent pas de monnaie comme la Banque de France. Ils ne font que remettre dans le circuit une partie de l'épargne.

Cependant, certains organismes spécialisés peuvent, par un artifice comptable, se substituer à la Banque de France pour financer des crédits. Ils ne font que prolonger l'action de la Banque.

De même, la caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme destinée à financer les crédits à moyen terme consolidés n'a aucun effet monétaire propre.

Dans la mesure où un tel organisme se nourrit d'une dotation budgétaire, il n'est qu'un intermédiaire sans signification économique; dans la mesure où il finance les crédits à moyen terme accordés depuis moins de cinq ans à l'aide de contre-valeur en francs du prêt accordé en janvier à la Banque de France par le fonds monétaire international, il crée, ou plus exactement répercute, l'effet déflationniste interne des prêts étrangers comme eût pu le faire la Banque de France en bénéficiant des rentrées en francs du fonds de stabilisation des changes. Toutefois, dans la mesure où l'on a déjà compté cet effet inflationniste du prêt étranger dans l'équilibre monétaire, il ne faut pas l'introduire une deuxième fois.

Quatre-vingt-huit milliards de francs ont été ainsi retirés de la circulation pendant les trois trimestres 1958.

Tableau N° 22

Evolution des liquidités secondaires.

(En milliards de francs.)

	31 décembre 1956.	30 juin 1957.	30 septembre 1957.	31 décembre 1957.	30 juin 1958.	30 septembre 1958.	En variations pour les neuf premiers mois. 1955.	1956.	1957.	1958 (3).
Dépôts dans les caisses d'épargne (2)	1.720	1.830	1.860	1.893	2.026	2.099	+ 193	+ 174	+ 140	+ 206
Bons du Trésor sur formules	932	1.004	1.018	1.039	1.073	1.101	+ 97	+ 88	+ 86	+ 62
Dépôts à terme dans les banques	232	347	332	383	406	387	+ 23	+ 15	+ 100	+ 4
Autres placements	77	81	81	88	93	99	— 4	+ 1	+ 3	+ 11
Total des liquidités secondaires (1)	2.961	3.262	3.291	3.403	3.598	3.686	+ 309	+ 178	+ 329	+ 283

(1) Dépôts dans les caisses d'épargne + bons du Trésor sur formules + bons du Trésor en comptes courants détenus par des entreprises + bons à 3 ans et à 5 ans de la caisse nationale de crédit agricole + dépôts à terme dans les banques.

(2) Y compris les intérêts capitalisés.

(3) Estimations.

d) Le marché des valeurs mobilières

Le marché des valeurs mobilières a aussi pour fonction de drainer l'épargne qui ne se dirige pas vers le marché monétaire. Au cours du deuxième et du troisième trimestre, il a augmenté sensiblement son action, récoltant près de 550 milliards. Mais c'est l'emprunt qui a constitué près de la moitié de ces rentrées. Néanmoins, emprunt déduit, l'apport de l'épargne reste du même ordre de grandeur que les années précédentes, les chiffres par trimestre étant curieusement semblables à ceux de 1957; il est vrai qu'ils représentent un volume plus faible.

Tableau n° 23

Emissions de valeurs mobilières.

(En milliards de francs.)

	1956				1957				1958		
	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim. (1)	3e trim.
I. — Actions et parts S. A. R. L. (3)	22	35	40	36	59	36	97	86	58	41	(2) 69
II. — Obligations et emprunts:											
Sociétés privées	25	10	11	28	5	14	20	20	12	19	(2) 20
Sociétés nationalisées	53	1	1	35	70	29	21	49	69	46	(2) 15
Autres (4)	14	15	20	10	39	25	0	36	39	0	(2) 29
Total I et II	114	61	72	109	173	104	138	191	178	106	133
III. — Trésor public et collectivités locales	1	104	320	0	46	39	0	1	0	127	166
Total général	115	165	392	109	219	143	138	192	178	233	(2) 299

(1) Chiffres provisoires.
(2) Estimations.
(3) Y compris les certificats pétroliers.
(4) Crédit national, Crédit foncier de France et Caisse nationale de crédit agricole.

B. — L'équilibre monétaire.

L'équilibre monétaire s'exprime d'une manière comptable par la manière dont la masse monétaire s'est modelée sur les besoins de l'économie. Mais il faudrait procéder à une analyse causale montrant à quel processus répond une identité toujours réalisée.

Pendant les neuf premiers mois de 1958 les besoins de monnaie ont été très faibles, pratiquement nuls, alors qu'ils étaient de 400 milliards de francs pour les neuf premiers mois des années précédentes.

Tableau n° 24

Contreparties des disponibilités monétaires et des dépôts à terme.

(En milliards de francs.)

	En montant au					En variation pour les neuf premiers mois			
	31 décembre 1956.	30 septembre 1957.	31 décembre 1957.	30 juin 1958.	30 septembre 1958.	1955.	1956.	1957.	1958.
Créances sur l'étranger (or et devises)	373	80	31	30	81	+ 281	— 153	— 293	+ 112
Créances sur l'Etat (1)	2.414	2.909	3.013	3.150	3.085	— 19	+ 207	+ 495	+ 72
Crédits à l'économie	4.024	4.291	4.577	4.540	4.437	+ 139	+ 363	+ 267	— 140
Total	6.811	7.280	7.559	7.660	7.603	+ 401	+ 417	+ 469	+ 44

(1) Les chiffres de créances sur l'Etat, vus du côté de la Banque de France ne coïncident pas avec ceux qui ressortent du financement de l'impasse, vu du côté du Trésor. Les ajustements sont multiples: décalage de dates dans les écritures de bons du Trésor de ces deux organismes non prises en compte par la banque des bons souscrits au titre des réserves et surtout non inscription par la banque des ressources procurées par les chèques postaux.

Mais la confrontation avec le tableau de comparaison des quatre premiers mois publié dans le précédent rapport montre que le retournement s'est opéré en deux temps.

Dès le mois de janvier, les demandes de crédits à l'économie ont fait place à des remboursements des emprunteurs. Malgré le superéquilibre budgétaire des cinq premiers mois, l'Etat s'est porté demandeur sur le marché monétaire. C'est seulement en juin que l'emprunt lui a permis de ne plus recourir au court terme. Ce n'est qu'à la même date que l'apport d'or a également retourné le poste sur l'étranger, mais en sens inverse: il a constitué une contrepartie importante de l'augmentation de la masse monétaire. Au total, la demande de monnaie est pratiquement nulle.

Elle ne sera pas négligeable au quatrième trimestre; certes, la demande du Trésor sera faible, il n'y aura plus d'emprunt or et l'influence des mouvements de devises sera faible. Mais la demande de crédit des entreprises, non négligeable déjà en octobre, se continuera en novembre et en décembre, grâce à une poussée saisonnière de fin d'année (probablement liée à des charges salariales spéciales) qui, malgré le ralentissement d'activité, sera de l'ordre de 200 milliards de francs.

A cette demande étale, le système monétaire n'a pas répondu par un immobilisme. La circulation de billets a augmenté à un rythme à peine inférieur à celui des années précédentes, alors que les dépôts dans les banques diminuaient de plus de 150 milliards.

TABLEAU N° 25

Evolution de la masse monétaire.

(En milliards de francs.)

	MONTANT AU					EN VARIATIONS POUR LES NEUF PREMIERS MOIS			
	31 décembre 1956.	30 septembre 1957.	31 décembre 1957.	30 juin 1958.	30 septembre 1958.	1955.	1956.	1957.	1958.
Billets et monnaies divisionnaires en circulation	3.181	3.374	3.343	3.445	3.507	+ 198	+ 196	+ 193	+ 164
Dépôts à vue	3.404	5.538	3.809	3.734	3.670	+ 166	+ 211	+ 134	— 139
dont:									
Dépôts en banque	2.669	2.753	2.967	2.870	2.812	+ 126	+ 121	+ 84	— 155
Dépôts aux C. C. P.	735	783	842	864	858	+ 40	+ 90	+ 50	+ 16
Total des disponibilités monétaires	6.585	6.912	7.152	7.179	7.177	+ 364	+ 407	+ 327	+ 25
Dépôts à terme	232	332	383	406	387	+ 23	+ 15	+ 100	+ 4
Disponibilités monétaires + dépôts à terme	6.817	7.244	7.535	7.585	7.564	+ 387	+ 422	+ 427	+ 29

Cette stabilité relative de la masse monétaire s'oppose au besoin accru de l'économie en moyens de payement provoqué au premier semestre de l'année par la croissance de l'économie et par la hausse des prix.

Or, ce besoin a été satisfait en 1958, en grande partie par l'utilisation des encaisses immobilisées à la suite de la thésaurisation des périodes précédentes. Depuis un certain temps, particuliers et surtout entreprises gardaient un stock d'espèces oisives plus important qu'il n'eût été nécessaire. On remarquera que ce volant a retardé l'inflation, puis a été en partie annulé par la hausse même des prix et des revenus avant de retarder — en se dissipant — l'effet de la restriction des crédits.

C. — L'équilibre des besoins et des ressources en capitaux.

Les résultats précédents peuvent être traduits en termes de comptabilité nationale. Mais dans le style des autorités monétaires et celui des comptables nationaux — qui est aussi celui des économistes nationaux — des différences de terme existent. Ainsi, l'augmentation de l'encaisse des particuliers, même si elle répond à un besoin de trésorerie accru par la hausse des prix, est une épargne dans le sens des comptables. De même, les investissements comprennent tous les mouvements effectifs de stocks, que ce soit l'augmentation de stocks utiles ou une rétention spéculative ou involontaire de produits finis ou de matières premières.

Le marché monétaire fournit une indication sur une partie des ressources en capitaux. Les tableaux de l'évolution de la masse monétaire et des contreparties peuvent se traduire en termes d'épargne et de financement de capital. L'augmentation de la circulation de billets n'est que l'augmentation des encaisses, c'est-à-dire de l'épargne en billets, et les dépôts sont également en forme d'épargne. Les dernières lignes des tableaux n°s 21 et 22 peuvent s'écrire :

TABLEAU N° 26

Ressources en épargne et emplois du marché monétaire.

(En milliards de francs.)

(Neuf premiers mois de 1958.)

Ressources:		Partie d'achat de divises et d'or	112
Epargne en espèces	+ 164	Partie du déficit du Trésor	72
Epargne en dépôts	— 135	Partie des investissements privés (crédits court terme et moyen terme)	— 140
Ajustement	+ 15		
	44		44

Les organismes spécialisés présentent un bilan qui peut s'analyser de la même manière en ventilant grossièrement les emplois des dépôts dans les caisses d'épargne :

TABLEAU N° 27

Apport des organismes spécialisés.

(Neuf premiers mois de 1958.)

(En milliers de francs.)

Epargne drainée par les caisses d'épargne	206	Partie du financement des investissements privés	684
Dépôts des correspondant à la Caisse des dépôts et autres fonds gérés par les organismes spécialisés	183		
Contrepartie des prêts extérieurs (Fonds monétaire international)	55		
Avances et dotations du F. D. E. S. et dotations budgétaires pour la consolidation	246		
Ajustement	— 6		
Total	684	Total	684

On notera — et cela soulignera le caractère complexe du jeu de ces organismes — que le financement de l'Etat comprend, d'une part, les avances et du F. D. E. S. et des dotations budgétaires pour la consolidation (331 M), un financement de report d'échéances de fonds extérieurs (22 M) et, en sens inverse, une prise en charge du déficit de l'Etat (107).

Le marché financier nous permet de dresser un semblable bilan et les trois dernières colonnes du tableau 2 A peuvent s'écrire :

TABLEAU N° 28

Ressources en épargne et emplois du marché monétaire.

(En milliards de francs.)

Ressources:		Financement par le marché financier:	
Epargne en valeur mobilière	701	Partie du déficit du Trésor	293
		Partie du financement des investissements privés	408
			701

Bien que ces tableaux, et notamment le second, ne soient qu'approximatifs, ils permettent néanmoins de tirer des conclusions intéressantes.

Notons d'abord que les achats d'or et de devises sont retracés par les deux premiers tableaux et que le financement du déficit du Trésor, c'est-à-dire de l'impasse, est mal retracé par ces tableaux, qui négligent notamment le remboursement de la dette publique (1).

Mais la partie la plus intéressante est le financement des investissements privés. Celui-ci a disposé de 684 milliards d'épargne collectés par les établissements particuliers et de 400 milliards par le marché financier. Si l'on ôte de ces 1.084 milliards les 140 milliards que le financement des investissements a dû rendre au marché monétaire, il reste environ 944 milliards de francs fournis par les différents marchés. Cette somme eût été insuffisante sans l'autofinancement qui s'est développé en 1958, puisque les prix ont monté plus que les salaires.

TABLEAU N° 29

Autofinancement des entreprises.

(En milliards de francs.)

1955	1956	1957	ESTIMATION 1958
1.955	1.962	2.185	2.550

Mais on peut néanmoins se rendre compte que les dépôts des entreprises ayant à peu près autant diminué que les crédits, leur autofinancement pendant les neuf premiers mois de 1958 n'aura pu être réglé — si l'on néglige les payements en espèces — que par les bénéfices réalisés pendant cette même période.

C'est là probablement l'explication de la contradiction apparente des tableaux du marché monétaire. Les années précédentes, l'expansion était nourrie par le marché monétaire, dont la croissance des disponibilités était de 400 milliards par an. En 1958, pendant six mois, les bénéfices réels ont pu relayer ces disponibilités. Mais ils n'auraient pu suffire à eux seuls, les besoins d'investissements s'étant fortement accrus. Non seulement les entreprises ont disposé de près de 950 milliards des différents marchés pour les neuf premiers mois, comptabilisés en emplois, mais elles ont utilisé une partie de leurs encaisses excessives immobilisées l'année précédente, en tirant sur leurs dépôts.

CONCLUSION

La pédiode qui vient de s'écouler a vu s'établir lentement, mais incontestablement, un renversement de la conjoncture. Celui-ci a été dû, fin 1957 comme à la fin de 1951, à une hausse rapide des prix diminuant les achats des particuliers. En outre, le budget de 1958, à l'inverse de celui de 1952, a connu un équilibre rigoureux. Mais les marchés monétaires, bien que soumis à une limitation quantitative dont le premier effet a été d'aider à cette stabilisation de la consommation intérieure et dont le maintien commence avec retard à avoir pour effet de peser sur les investisesments privés, n'a eu qu'un effet lent et progressif en raison de disponibilités accumulées pendant les années précédentes et d'un autofinancement important.

TITRE II

LA SITUATION INTERNATIONALE ET LE COMMERCE EXTERIEUR

Le ralentissement de l'activité, la diminution de la demande ne sont pas le développement d'un phénomène autonome. Ils ont été en liaison plus ou moins directe avec les deux écueils entre lesquels s'est débattue l'économie française:

En premier lieu, les difficultés du commerce extérieur dont l'étude ne peut être dissociée de l'évolution des économies étrangères ont été à l'origine des mesures restrictives.

CHAPITRE VIII

LA SITUATION INTERNATIONALE

Pendant les mois écoulés, l'évolution de la situation économique a été fort différente dans les divers pays faisant du commerce avec la France et dont les événements peuvent se répercuter sur notre conjoncture.

(1) Les corrections exactes sont données pour l'année 1956 dans le texte du onzième rapport du conseil national du crédit.

Alors qu'une reprise se précisait aux Etats-Unis, l'économie européenne cessait de progresser avec une légère tendance au fléchissement et celle des pays sous-développés ne montrait aucune amélioration. Cependant, ces événements n'avaient qu'une influence relative sur ceux qui se déroulaient en France.

A. — La conjoncture américaine.

Lors de notre dernier rapport, nous signalions que le palier légèrement descendant des neuf premiers mois de l'année 1957 s'était transformé en une aggravation marquée dès octobre 1957, mais que des signes d'amélioration, alors très récents, s'étaient manifestés en mai 1958.

Depuis cette époque, les progrès se sont confirmés et le redressement de l'activité américaine, d'ailleurs lent, est incontestable. Cependant, l'avenir est conditionné par la nature de ce redressement autant que par la politique qui sera adoptée.

1° NATURE DU REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE

Les indicateurs globaux sont en hausse depuis le mois d'avril. L'indice de la production industrielle, base 100 en 1953, corrigé des variations saisonnières a évolué comme suit:

TABLEAU N° 30

Janvier	99	Juin	99
Février	97	Juillet	100
Mars	96	Août	101
Avril	94	Septembre	102
Mai	95	Octobre	103

Parallèlement, le produit national (brut) qui était tombé, en taux annuel, de 445,6 milliards de dollars au troisième trimestre 1957 à 425,8 milliards au premier trimestre 1958, est remonté à 429 et 439 milliards de dollars aux deuxième et troisième trimestres de 1958.

Ainsi, après un fléchissement d'une amplitude de près de 13 p. 100, une amélioration a commencé depuis le mois de mai et la reprise s'étend déjà sur six mois, avec une amplitude de 9 p. 100 environ (les chiffres étant corrigés des variations saisonnières).

Pour pouvoir apprécier la remontée, on peut prendre une vue d'ensemble de la récession de 1957-1958 entre le maximum et le minimum, rangés par ordre croissant de pourcentage de recul.

TABLEAU N° 31

Récession de 1957/1958.

(1947/1949 = 100.)

	MAXIMUM 1957	MINIMUM 1958	POURCENTAGE de recul.
A. — Faible baisse (milliards):			
Consommation personnelle	283,6 (3e trim.).	281,2 (4e trim.).	1
Revenus personnels	347,3 (août).	343,1 (avril).	1,2
Masse des salaires	249,7 (août).	240,9 (avril).	3,5
Revenus par tête en dollars constants	1,77 (2e trim.).	1,7 (2e trim.).	4
Semaine de travail (heures)	40 (août).	38,3 (avril).	4
B. — Moyen pourcentage de baisse (milliards):			
Consommation de biens durables	35,9 (1er trim.).	31,5 (2e trim.).	12,6
Production industrielle (1947/1949 = 100)	145 (août).	126 (avril).	13
Nouvelles commandes	28,4 (mai).	24,2 (avril).	15
Profits bruts	43,9 (1er trim.).	37,5 (4e tr. 1957).	18
Production de biens durables	163 (août).	132 (avril).	19
C. — Forte baisse:			
Dépenses d'investissements des entreprises (milliards de $)	37,8 (3e trim.).	30,3 (2e et 3e tr.).	27
Production de voitures (milliers)	48,3 (avril).	88,8 (avril).	40
Production d'acier (millions de tonnes)	2,29 (avril).	1,29 (avril).	45

Ces chiffres montrent le maintien relatif de la consommation personnelle et des revenus personnels, dont la baisse n'a été que de 1 p. 100, alors que les productions de voitures et d'acier subissaient un déclin beaucoup plus grand. C'est donc une véritable crise d'écoulement des articles et de ralentissement des entreprises qui a atteint les entreprises américaines en effleurant à peine le consommateur.

En effet, par le jeu de divers facteurs (diminution de l'épargne, des impôts personnels, etc.), les dépenses de consommation personnelle n'ont pratiquement pas fléchi.

Au deuxième trimestre 1958, en particulier, la liquidation des stocks s'effectuait à une cadence annuelle de 9,5 milliards de dollars et, au deuxième trimestre, l'enquête officielle du département du commerce concernant les dépenses effectuées ou prévues par les entreprises pour la construction d'usines et d'équipement accusait une baisse de 27 p. 100 depuis le troisième trimestre 1957.

Au contraire, le niveau élevé des particuliers et des dépenses de consommation a été maintenu grâce à un accroissement des dépenses publiques (qui ont crû de 3 p. 100 au troisième trimestre) et à des mesures anticycliques: relèvement automatique des salaires, achats de soutien au secteur agricole, extension des primes de chômage. Il faut ajouter à ces éléments stabilisants le maintien des dividendes distribués par les principales sociétés, malgré une diminution des bénéfices nets de 30 p. 100 environ.

La reprise a été sinon causée, ou du moins stimulée, par le ralentissement de la liquidation des stocks qui est passée à une cadence annuelle de 4 milliards. Elle a été aussi le fait de la reprise de la construction résidentielle.

Par contre, l'équipement industriel ne s'est pas amélioré, son montant, au troisième trimestre, est le même que celui du deuxième trimestre, ce qui traduit du moins un arrêt de son déclin. Les profits des sociétés s'étant améliorés au deuxième semestre, il est probable que l'équipement verra la reprise de son activité se confirmer. Cependant, les industriels se méfient et ne revisent en hausse leurs programmes d'investissements qu'avec une grande réserve.

Au total, les causes de la baisse d'août 1957 à avril 1958 paraissent avoir cessé leurs effets. Elles étaient plus profondes qu'en 1948-1949 ou 1953-1954, période où le déclin n'avait été que de 9 p. 100 et 10 p. 100, contre 13 p. 100 cette année. Ceci est dû en partie à ce que la période actuelle ne connaît ni l'extrême liquidité qui a suivi la guerre mondiale, ni les dépenses massives provoquées par la guerre de Corée. C'est qu'à la crise d'absorption des stocks s'était jointe une hésitation beaucoup plus grande devant les investissements et une mise en œuvre plus tardive des mesures anticycliques. C'est pourquoi la durée et surtout la solidité de la reprise dépendent des attitudes des industriels et de l'Etat devant ces deux problèmes

2° Perspectives

a) *Les investissements.*

Amorcé par la reprise des autres secteurs, le secteur des biens d'investissements devait reprendre une activité soutenue. Cependant, des bruits pessimistes circulent et la théorie malthusienne de l'excédent d'investissement connaît de temps en temps un regain de faveur. On cite en sa faveur l'enquête de la firme Mac Graw Shill, effectuée au printemps dernier et selon laquelle, pendant les trois années à venir, les chefs d'entreprises projettent de n'augmenter leur capacité de production que de 3 p. 100 par an. Cette thèse est combattue par le professeur Slichter, de Harvard, et surtout par les perspectives d'évolution démographique des Etats-Unis, pays dont la population active croît de 1,7 p. 100 par an actuellement. Mais, dans l'immédiat, les reprises de l'investissement privé semblent devoir être lentes. Certains secteurs seront même en retrait (industries chimiques, automobiles).

b) *La politique monétaire.*

L'autre obstacle est celui d'une politique restrictive de la part des autorités publiques et surtout des autorités monétaires. Il est plus sérieux.

On sait, en effet, que ces autorités ont été particulièrement sensibles au phénomène nouveau et ignoré de l'économie classique de la hausse lente et continue des salaires, non pas en période d'expansion, mais en période de léger repli. Quelle que soit l'origine de ce phénomène — et M. Roux, dans un article récent, en donne une excellente analyse — il dominera encore la politique économique des années à venir.

L'inflation aux Etats-Unis est condamnée essentiellement sous sa forme de hausse des prix, peu sous sa forme de liquidités excessives, pourtant remarquables à la fin de la guerre, et pas du tout sous l'avatar du déséquilibre du commerce extérieur. Elle est donc plus une notion éthique qu'un phénomène économique. Aussi, n'y fait-on pas de différence entre une augmentation lente des prix et des salaires et une augmentation rapide. Aussi n'est-il pas étonnant que le Federal Reserve System ait commencé à détecter le mal dès le commencement de l'arrêt de la récession. Certains auraient préféré une crise plus accentuée qui cassât les reins à la montée irréversible des prix. Ceux-ci ont, en effet, connu encore une hausse de 2 p. 100 pendant la période de baisse d'activité et l'augmentation des salaires horaires a été de 4,2 p. 100 d'août 1957 à juin 1958.

C'est pourquoi le Federal Reserve Board a pris ombrage du mouvement de hausse de la Bourse à Wall Street et a relevé nettement les marges de couverture minimum pour les opérations sur titre; puis, cette mesure étant insuffisante, a relevé le taux de l'escompte à 2,5 p. 100. Mais aux Etats-Unis — comme dans d'autres pays — c'est par les opérations d'open market que les autorités monétaires jouent le rôle le plus actif en créant une quantité plus ou moins grande de monnaie. Il est à craindre qu'elles ne soient timides.

Parallèlement, le budget de l'Etat, qui, plus que le marché monétaire, contribua à l'arrêt de la crise, peut voir son action ralentie. En effet, ses recettes ont été prévues faibles et leur relèvement automatique par une activité accrue risque de le rendre excédentaire. Néanmoins, les 12 milliards de dollars de déficit prévus constituent un facteur prépondérant de relance.

Au total, le mouvement de descente de l'économie américaine semble bien arrêté, mais le relèvement risque d'être plus lent que lors des crises précédentes en raison d'une crainte excessive de l'inflation.

B. — La conjoncture européenne.

Nous notions, il y a six mois, que la récession se faisait également sentir en Europe occidentale, mais dans une mesure moindre qu'aux Etats-Unis: il n'y avait que ralentissement du rythme de croissance et non recul. Il ne s'agissait, toutefois, que d'un résultat d'ensemble qui englobait de plus les chiffres français dont l'influence était notable.

Le même phénomène de stagnation s'est poursuivi pendant l'été. Si l'on admet que les pays de l'O. E. C. E. constituent assez bien l'environnement proche de notre économie, l'activité industrielle de ces pays est bien traduite par l'indice d'ensemble, d'autant plus que les chiffres français tendent cette fois à se rapprocher de ceux de l'ensemble.

Sur la base 1953 = 100, l'indice ajusté se trouve être en septembre le même qu'en mai, et voisin de celui de janvier:

Tableau n° 32

Janvier	133	Juin	133
Février	134	Juillet	134
Mars	135	Août	132
Avril	133	Septembre	131
Mai	131		

Il ne s'agit pas là d'une moyenne reflétant des mouvements vivement opposés. Il y a, depuis le commencement de l'année, nulle part d'expansion notable et nulle part de fléchissement notable, sauf peut-être en Belgique.

Aussi, est-ce par rapport à leur évolution antérieure qu'il faut classer les diverses économies.

TABLEAU N° 33 (1)

Croissance des pays de l'O. E. C. E.

(Indices ajustés.) (1953 = 100.)

	1955	1956	1957	1958		
				I	II	III
I. — Pays à forte croissance:						
France (2)	117	129	140	156	151	153
Allemagne occidentale	129	139	147	151	150	150
Autriche	133	138	146	150	149	»
Italie	119	128	138	139	138	141
II. — Pays à moyenne croissance:						
Pays-Bas	118	124	126	124	126	»
Norvège	117	122	126	119	123	»
Finlande	127	130	131	132	121	»
Suède	111	114	119	120	119	»
III. — Pays à faible croissance ou décroissance légère:						
Danemark	112	111	115	116	114	»
Royaume-Uni	114	113	116	113	112	110
Belgique	116	123	123	118	111	113

(1) Les chiffres ont été tirés du *Bulletin économique* pour l'Europe et regroupés par nous-mêmes.

(2) En fait, la correction des chiffres français est erronée, il faudrait lire 155-155 à chaque trimestre.

a) *Pays à forte croissance.*

En fait, ce sont les pays à forte croissance qui ont tiré l'économie européenne hors d'une stagnation sans issue. Qu'ils aient négligé les conséquences monétaires de leur expansion comme la France ou que leurs problèmes cambiaires aient été plus faciles, ce sont eux qui, en tirant l'Europe de la stagnation, ont empêché de voir où un malthusianisme effréné, entraîné par le respect des règles officielles de liberté des échanges joint à la débrouillardise de chaque pays, conduisait une économie.

Or, l'impulsion donnée par ces pays s'est arrêtée en 1958. Si l'on excepte la France, dont le cas a fait l'objet de ce rapport, et l'Autriche que nous connaissons mal, restent l'Allemagne et l'Italie. Pour celles-ci, la détérioration du climat économique mondial n'a eu que peu d'influence autre que psychologique — en particulier une certaine honte de l'expansion liée à la hausse des prix. Les facteurs d'ordre interne ont, cependant, été prédominants.

La République fédérale d'Allemagne a ralenti, en 1957 et 1958, son rythme d'expansion par suite d'une politique monétaire plus stricte et de l'accroissement moins rapide de main-d'œuvre disponible. Mais le budget 1957-1958 poussait à l'expansion grâce à un déficit dont les autorités allemandes sont comme honteuses: un accroissement sensible des dépenses sociales et une réduction des impôts sont présentés comme un transfert des revenus du secteur public aux particuliers pour développer l'épargne et le marché des capitaux. Mais ces dispositions n'en sont pas moins le parallèle de l'effort américain pour développer la consommation privée.

Cependant, si les chômeurs avaient diminué de mai 1957 à l'été 1958, la moyenne hebdomadaire des heures de travail avait baissé, passant de 46,2 heures à 45,8 heures.

L'épargne a augmenté aussi dans de notables proportions: le quart de l'augmentation des revenus privés a été épargné. Devant cette augmentation de l'épargne, le taux d'intérêt a été augmenté et les perspectives nouvelles paraissent être celles d'une expansion. Les projets de construction dépassent sensiblement ceux de l'année dernière et le taux d'accroissement dans l'industrie des biens d'équipement, qui était tombé au mois de mai à son niveau le plus bas avec 2,6 p. 100, est passé en août à 9,4 p. 100 de plus qu'en 1957.

Par ailleurs, la position excédentaire de l'Allemagne occidentale dans le domaine du commerce extérieur se maintiendra au cours de la période à venir, d'après ses propres experts.

En résumé, l'Allemagne a surmonté un ralentissement d'origine purement interne et retrouve une position légèrement expansionniste grâce à l'excellence de sa balance des échanges.

L'Italie est en stagnation depuis un an. Mais cette phase est en passe de se terminer. En effet, le Gouvernement italien a établi un budget ordinaire en déficit et l'augmentation des réserves d'or et de devises permet une expansion du crédit à court terme. En outre, les résultats favorables de la récolte de 1958 vont stimuler l'économie dans son entier.

On appréciera, en la comparant à ce qui se passe en France, l'avantage de la position expansionniste de l'Italie. Elle est encore tributaire de l'évolution du commerce extérieur, mais les facteurs internes sont nettement plus favorables, notamment les résultats agricoles et la présentation de la comptabilité publique.

A part la France, les « locomotives » de l'économie européenne ne s'arrêteront donc pas, mais leur impulsion sera faible.

b) *Pays à faible croissance.*

Passant tout de suite à l'autre extrémité, nous y trouvons la Belgique et l'Angleterre, économies où le commerce extérieur a un rôle prédominant et qui, de ce fait, ont accepté depuis cinq ans une stagnation permanente pour sauvegarder leur monnaie.

Rien, dans le proche avenir, ne doit faire changer la Belgique d'attitude.

« La conjoncture économique belge, écrit le professeur Dupriez le 30 octobre 1958, est soumise à des pressions baissières plus fortes que celles qui affectent les autres pays membres du Marché commun. Elle ne semble pas devoir nous réserver, dans un avenir rapproché, des modifications décisives dans le volume de l'activité, ni dans un sens ni dans l'autre ».

La politique anti-inflationniste, inaugurée en 1956, est largement à l'origine de cet état de choses. Avec les applaudissements de l'O. E. C. E., l'économie belge s'est engagée dans une série de restrictions qui lui ont permis des excédents massifs de sa balance de payements au prix d'une stagnation totale et prolongée dans l'attente d'une reprise de la conjoncture américaine.

La politique anglaise a été semblable; semblable aussi a été la stagnation britannique depuis trois ans. Après la période des vacances, la production industrielle n'a pas marqué de reprise et serait plutôt orientée vers la baisse. Seule l'activité intense de l'industrie automobile et de l'industrie des machines électriques empêche une chute plus grave.

Aussi le Gouvernement britannique, pour la cinquième fois depuis les mesures restrictives de 1957, vient-il d'abaisser le taux de l'escompte et de demander aux autorités locales de trouver des capitaux pour accélérer la réalisation de leurs programmes d'investissements.

Enfin, pour lutter contre la baisse des investissements privés, le gouvernement — qui avait bloqué pour l'exercice 1958-1959 le montant des investissements publics — prévoit de les augmenter l'année prochaine de 10 p. 100. Ceux-ci étant comptés hors budget, ou plus exactement « en-dessous de la ligne », la mesure apparaîtra orthodoxe de l'autre côté de la Manche.

C'est heureux car les Anglais voient à la fois se préciser les signes de fléchissement, en même temps qu'une hausse des prix et des salaires. L'augmentation du taux de salaires de 4 p. 100 en un an a été compensée par une réduction des heures supplémentaires et, sur les autres postes du prix de revient, par une chute des prix des importations et une réduction des marges bénéficiaires.

En résumé, les pays qui ralentissent l'expansion de l'économie occidentale vont continuer à remplir leur rôle pendant les prochains mois; il est à craindre que ne concevant une reprise qu'au moyen d'une exportation accrue, ils ne cherchent à réaliser celle-ci par tous les moyens.

C. — Les pays sous-développés.

Analysant avec beaucoup de retard les tendances qui ont influé sur le commerce extérieur des pays sous-développés en 1957, le rapport du centre d'information des Nations unies souligne que si les produits de base ont été généralement plus abondants sur le marché en 1957 qu'en 1956, le ralentissement de l'économie dans les pays industriels a pesé sur la demande en matières premières. Les prix de base ont donc fléchi et, comme les prix des produits manufacturés ont continué à monter, les termes de l'échange ont encore empiré au regard des pays sous-développés.

Ce mouvement a continué en 1958. Les pays producteurs de matières premières ont continué à pâtir de la baisse des cours mondiaux de bon nombre de produits de base.

La diminution du pouvoir d'achat de ces pays s'est répercutée sur les importateurs de produits fabriqués. Aussi, la Banque mondiale et le fonds monétaire international viennent-il d'être autorisés à augmenter leur prêts. Mais ce n'est évidemment qu'un palliatif.

D. — Conclusion.

La crise américaine est loin d'être la seule responsable de la situation européenne, et même le responsable principal.

Le tableau des variations du stock d'or et de devises de mars à septembre illustre bien cette conclusion.

TABLEAU N° 34

Pourcentage de variation du stock d'or et de devises de fin mars à fin septembre 1958.

PAYS	POURCENTAGE en plus.	PAYS	POURCENTAGE en moins.
Belgique	17	Etats-Unis	— 7
Royaume-Uni	13	Indonésie	— 8
Allemagne (R. F.).	10	Egypte	— 9
Pays-Bas	9	Australie	— 11
Suède	8	Inde	— 19
Italie	7 (fin juin)	Pakistan	— 27

Ce sont les pays d'Europe occidentale qui ont accumulé ou plutôt récupéré des devises. L'anarchie dans les échanges internationaux a trois origines:

1° L'éthique selon laquelle celui qui accumule les devises agit bien et celui qui les perd agit mal, comme si les balances positives s'accumulaient pour créer un monde en expansion. Pour être sûr d'avoir un équilibre de sa balance des payements, chaque pays donne un objectif nettement positif et l'ensemble de tous ces matelas pèse lourd sur ceux qui doivent avoir la contre-partie en déficit. Les pays excédentaires renforcent leurs mesures officielles ou clandestines d'aménagement à l'exportation.

Pour chaque nation, une ouverture de frontière — et c'est le cas de l'échéance de janvier 1959 — est l'occasion d'une amélioration des exportations, alors qu'on entend bien ne pas subir des importations accrues.

Or, dans les déséquilibres mondiaux, le débiteur n'est pas toujours le seul coupable.

Il n'est qu'à réfléchir sur la différence entre l'objectif et les moyens que l'on assigne à un pays débiteur comme la France. Si celui-ci rétablit son commerce extérieur, ce ne pourra être qu'au détriment de celui de ses voisins qui a sur lui une balance favorable, même si cela commence par une levée de contingents et une introduction provisoire de marchandises. Seuls les pays à exportation nettement spécialisée, comme la Suisse ou le Danemark, pourront gagner à long terme et c'est pourquoi ils jouent un rôle de mécontents lors de chaque crise et de perturbateurs dans chaque tentative d'organisation.

En réalité, la France a constitué depuis deux ans un frein à la récession européenne et le rétablissement de son équilibre extérieur, surtout par une diminution du pouvoir d'achat interne, pèsera sur ses voisins;

2° Par ailleurs, la poussée continue des salaires — phénomène moderne — a été, notamment en Angleterre, aux Etats-Unis et même en Allemagne, l'origine d'une politique de diminution de l'expansion sous le prétexte de compenser le mouvement en hausse des prix qui en résultent.

Compréhensible en Angleterre, pays sur la défensive en matière de balance des comptes, cette politique a amené les deux autres pays à ne pas jouer le rôle international du pays créditeur: dans l'économie la plus classique, ils doivent supporter une telle charge jusqu'à ce que leur balance se renverse. On ne peut accepter une partie seulement de la théorie libérale de l'équilibre économique;

3° Enfin, malgré le démenti cinglant des faits, le monde occidental s'est attaché à l'idée que l'équilibre du commerce extérieur doit être la mesure de l'expansion possible. A l'échelon global, il est manifeste que cette conception est stupide, puisque le commerce extérieur ne saurait être en déséquilibre. Chaque pays de l'Europe occidentale lutte contre l'autre à coup d'efforts restrictifs supplémentaires et l'ensemble stagne. Si l'on peut encore poser une limite à l'expansion de notre pays en lui disant qu'il a besoin de devises, cette barrière n'a pas de sens pour l'ensemble des pays occidentaux — qui en ont trop vis-à-vis des pays sous-développés.

Le résultat est connu. Pendant que les pays de l'Europe orientale amélioraient leur production industrielle de 10 p. 100 entre 1957 et 1958, les pays occidentaux — les yeux fixés sur la technique de leurs échanges extérieurs — indifférents à l'impossibilité d'échanges des pays-tiers, jouaient à qui réduirait le mieux son activité pour augmenter les ressources en devises.

Le Traité de Rome avait compris la vanité de la philosophie de la Charte de la Havane, et que seule une politique concertée peut organiser les échanges sans apporter le frein systématique à l'expansion qui est l'effet de la prééminence du mécanisme régulateur des échanges dans un développement mondial.

La proposition de la zone de libre échange est un recul au point de vue de la pensée économique.

Les pays occidentaux attendent une nouvelle impulsion de l'économie américaine, malgré que l'analyse généralement admise des causes de leur stagnation ne met pas en cause l'influence de cette économie. Aussi risquent-ils de continuer à tolérer une stagnation qui pour certains d'entre eux dépasse une période provisoire de réajustement.

CHAPITRE IX

LE COMMERCE EXTERIEUR

L'excellent rapport de notre collègue M. Charvet nous permet de réduire ici les développements relatifs au commerce extérieur. Aussi présenterons-nous seulement quelques tableaux inédits, tirés de deux études de l'Institut national de la statistique et des études économiques (1).

A. — Les importations.

Les importations de l'étranger se sont rétrécies en volume. En base 100 pour 1956, elles ont été les suivantes:

TABLEAU N° 35

Premier trimestre 1957.....	116
Deuxième trimestre 1957.....	114
Troisième trimestre 1957.....	97
Quatrième trimestre 1957.....	92
Premier trimestre 1958.....	109
Deuxième trimestre 1958.....	110
Troisième trimestre 1958.....	93

(1) L'une de M. Neel a paru dans le numéro de décembre 1958 d' « Etudes et conjoncture », l'autre retraçant le développement de l'année 1958 dans le numéro de janvier d' « Etudes et conjoncture ».

Mais, par ailleurs ,les prix en devises des marchandises importées ont très nettement baissé et les valeurs en dollars de ces importations ont évolué comme suit:

TABLEAU N° 38

(En millions de dollars.)

Premier trimestre 1957	1.334
Deuxième trimestre 1957	1.286
Troisième trimestre 1957	(1) 1.078
Quatrième trimestre 1957	(1) 979
Premier trimestre 1958	1.092
Deuxième trimestre 1958	1.101
Troisième trimestre 1958	916

(1) Les valeurs en dollars retenues pour les deuxième et troisième trimestres 1957 tiennent compte approximativement de la coexistence de deux taux de change d'août à novembre entre la mise en vigueur de l'opération 20 p. 100 et sa généralisation.

Dans le proche avenir, il semble que le quatrième trimestre sera sensiblement à un niveau inférieur à celui des premier et deuxième trimestres et nous coûtera environ un milliard de dollars de devises.

La demande, en effet, restera dans l'ensemble modérée, si elle est soutenue, pour la plupart des matières premières, l'énergie, certains produits agricoles et biens d'équipement. Par contre, pour les produits sidérurgiques et la laine, la demande d'importation est en baisse sensible.

Cependant, il est intéressant de noter que les importations en provenance de la zone franc se sont maintenues en dépit d'une variation saisonnière. Mais il est à noter qu'elles avaient peu augmenté de 1956 à 1957.

Compte tenu d'une amélioration possible des disponibilités agricoles, on peut estimer que le montant des importations sera environ d'un milliard de dollars par trimestre.

Néanmoins, la reprise américaine, si elle se confirmait, alourdirait sensiblement cette charge en augmentant le prix des matières premières.

B. — Les exportations.

a) Les résultats a l'automne

En ce qui concerne les exportations, l'action des prix et celle du volume a été en sens contraire.

En volume, les exportations ont diminué:

TABLEAU N° 37

(Indice 100 en 1956.)

Premier trimestre 1957	109
Deuxième trimestre 1957	109
Troisième trimestre 1957	95
Quatrième trimestre 1957	111
Premier trimestre 1958	104
Deuxième trimestre 1958	101
Troisième trimestre 1958	95

L'augmentation de la valeur (en francs) ne doit pas faire illusion. En outre, la valeur en devises des exportations a diminué:

TABLEAU N° 38

Valeur courante trimestrielle.

(En millions de dollars.)

Premier trimestre 1957	857
Deuxième trimestre 1957	845
Troisième trimestre 1957	(1) 744
Quatrième trimestre 1957	(1) 848
Premier trimestre 1958	801
Deuxième trimestre 1958	776
Troisième trimestre 1958	726

(1) Les valeurs en dollars retenues pour les deuxième et troisième trimestres 1957 tiennent compte approximativement de la coexistence de deux taux de change d'août à novembre entre la mise en vigueur de l'opération 20 p. 100 et sa généralisation.

On peut dresser un bilan montrant le rapport des exportations en milliards de francs, en 1957 et 1958, sur la base des mois de mai, juin, juillet, août (1):

TABLEAU N° 39

PRODUITS	POURCENTAGE
Aéronautique	+ 212
Produits pétroliers	+ 73
Métaux non ferreux	+ 64
Automobiles	+ 29
Produits manufacturés de construction	0
Biens d'équipement divers	0
Machines mécaniques	0
Produits demi-finis divers	— 6
Boissons	— 8
Acier	— 13
Produits bruts divers	— 16
Produits alimentaires divers	— 16
Fils textiles	— 24
Matières premières textiles	— 34
Charbon	— 40
Céréales	— 53

Les ventilations de ces mêmes mois par pays donnent des résultats encore plus intéressants:

TABLEAU N° 40

PAYS	POURCENTAGE
U. R. S. S. et Allemagne	+ 25
Etats-Unis et Canada	+ 15
Autres pays	+ 2
O. E. C. E. non Marché commun	— 12
Pays du Marché commun	— 15

Les exportations vers les Etats-Unis sont très liées à l'exportation d'automobiles. Mais ces résultats ne doivent pas faire oublier la baisse de 12 à 15 p. 100 vers l'ensemble des pays de l'O. E. C. E. qui font les 66 p. 100, soit les deux tiers de nos exportations.

b) Les résultats d'octobre et de novembre

Les premiers résultats publiés concernant les mois d'octobre et de novembre sont plus satisfaisants. La valeur des exportations du mois d'octobre est habituellement supérieure de 4 à 6 p. 100 à la moyenne des exportations du premier semestre. Cette année elle l'a été de 16 p. 100. Le mois de novembre avec ses 120 milliards de francs de produits exportés est plus « normal », la hausse de 9 p. 100 par rapport à la moyenne du premier semestre correspondant au mouvement saisonnier.

L'augmentation de nos exportations par rapport au premier semestre 1958 concerne spécialement l'acier, l'automobile, les produits chimiques et la construction électrique. Différentes livraisons de bateaux qui s'étaient trouvées retardées ont finalement été exécutées en octobre. Le montant des exportations s'en est trouvé grossi d'autant.

On ne saurait conclure des résultats de ces deux mois dont seuls, nous l'avons vu, ceux concernant le premier sont exceptionnels, que le redressement de nos exportations est chose faite. Il semble qu'étant donné la situation intérieure de nos principaux clients, il n'y ait pas lieu de s'attendre à une augmentation importante de nos exportations. L'augmentation réalisée au cours des deux derniers mois, se produisant alors que le montant de nos importations se trouve relativement assez bas, se traduit néanmoins par une amélioration très notable de notre balance commerciale.

(1) Pour 1957, ces chiffres ont été augmentés de 20 p. 100.

c) Les invisibles

Le déficit de la balance des frets a subi une forte réduction pour deux raisons. La diminution du volume des importations a presque uniquement porté sur du fret étranger. Celui-ci en outre s'est fait à des prix inférieurs. Mais un tel résultat est essentiellement provisoire.

Par ailleurs, la balance du tourisme, qui avait été catastrophique en 1957, s'est un peu rétablie en 1958.

Ainsi que le remarque M. Charvet dans son rapport, pour les sept premiers mois de l'année, la balance du tourisme est excédentaire : 67,8 millions de dollars de recettes contre 50 de dépenses. Cette amélioration est due à la suppression de l'allocation en devises aux touristes.

Au total, la balance des invisibles dont on prévoyait qu'elle serait tout juste équilibrée, semble devoir se solder par un résultat nettement positif.

CONCLUSION

La diminution du rythme de croissance de l'activité a bien atteint son but qui était de diminuer le poids de nos importations. Mais ce phénomène a pris toute son ampleur grâce à la baisse des cours des matières premières. Par contre, en ce qui concerne les exportations, le mouvement est plus difficile à analyser si l'on tient compte de l'effet de la dévaluation, agissant en sens contraire en prix et en volume. Il faut noter cependant la baisse sensible de nos exportations à destination des pays du Marché commun et de l'O. E. C. E. Si la crise américaine a été sans effet direct sur nos exportations, par contre la stagnation européenne nous a affectés.

TITRE III

LES DIFFICULTES AGRICOLES

Ce deuxième écueil rencontré par l'économie française auquel il a été fait allusion au début du titre II provient des difficultés agricoles.

En effet, dans l'évolution économique des années précédentes, celles-ci avaient eu une part non négligeable. Les incidents climatiques (gel des blés d'hiver, gel printannier de la vigne, étés trop humides) avaient diminué les ressources agricoles.

Le cheptel qui avait semblé être en expansion en 1955 s'est révélé insuffisant pour la demande française et *a fortiori* pour l'exportation.

Ces incidents avaient perturbé de deux manières bien différentes l'économie française. D'une part, la faible production céréalière avait aggravé encore le déficit du commerce extérieur, d'autre part les insuffisances d'approvisionnement du marché intérieur avaient été la cause principale de la hausse des prix de la fin de 1957.

CHAPITRE X

LA PRODUCTION VEGETALE

A. — Les céréales.

En raison des mauvaises conditions végétatives des mois de juillet et d'août, les récoltes des céréales ne sont pas en définitive aussi brillantes qu'on l'espérait lors du dernier rapport, qu'il s'agisse du blé ou des céréales secondaires, à l'exception pour ces dernières du maïs et du riz.

Blé.

Le blé a plus souffert que les autres céréales, le rendement moyen est en baisse d'environ 2,9 quintaux-hectare par rapport à 1957. Seules les régions de la Méditerranées et des Alpes-Jura ont obtenu des rendements un peu supérieurs.

Ainsi, et compte tenu en plus d'une légère réduction des surfaces (— 1,2 p. 100), la récolte devrait atteindre environ 96 millions de quintaux contre 111 en 1957. Elle est à peine supérieure à la moyenne obtenue pour les années 1953 à 1957 qui comprennent la récolte désastreuse de 1956.

Le rendement moyen atteindrait 20,8 quintaux à l'hectare contre 23,7 l'année dernière.

Céréales secondaires.

Les surfaces en orge ont augmenté depuis la dernière campagne. Elles atteignent actuellement 1.780.300 hectares et sont ainsi supérieures de 246.000 hectares à la moyenne des années 1953-1957. Ce résultat est d'autant plus notable qu'en 1956 de nombreuses surfaces où le blé avait gelé avaient été réensemencées en orge.

En conséquence, bien qu'en dépit d'un rendement légèrement inférieur à celui de l'année dernière (21,9 contre 22,1), la récolte d'orge serait de 39 millions de quintaux environ contre 36,3 l'an passé.

La récolte d'avoine marque un nouveau recul, en dépit d'un rendement supérieur à celui de l'année précédente (17,5 quintaux-hectare contre 16), par suite d'une nouvelle réduction des surfaces. La récolte est estimée à environ 26 millions de quintaux, chiffre voisin de celui de 1957, mais loin de la moyenne obtenue pour les années 1953-1957 qui était de 36 millions de quintaux environ.

La récolte de maïs est, par contre, nettement bonne. Les surfaces ensemencées sont en nette augmentation par rapport à l'an dernier et comme cette céréale n'a pour ainsi dire pas souffert des mauvaises conditions atmosphériques de l'été, la récolte totale atteindrait 16,2 millions de quintaux (contre 13,9 en 1957).

La production de l'ensemble de la région rizicole avoisinera 130.000 tonnes contre 100.000 en 1957 et le rendement moyen sera très satisfaisant et atteindra environ 45 quintaux à l'hectare.

Tableau n° 41

Prévision des récoltes de céréales au 1er novembre.

	RENDEMENTS (Quintaux.)			PRODUCTIONS (1.000 quintaux.)		
	1er nov. 1958.	Année 1957.	Moyenne 1953-1957.	1er nov. 1958.	Année 1957.	Moyenne 1953-1957.
Blé.....	20,8	23,7	22,6	95.768	110.817	93.352
Orge.....	21,9	22,1	22,8	39.041	36.262	34.947
Avoine ...	17,5	16	17,4	26.113	25.793	36.119
Maïs.....	27,5	25,6	24,6	16.247	13.915	11.972

B. — Plantes sarclées.

La récolte de pommes de terre sera sensiblement équivalente à celle de la dernière campagne en raison d'une augmentation des surfaces de 5,6 p. 100 environ car le rendement moyen tout en étant normal est très inférieur à celui de 1957 (142,5 quintaux-hectare contre 153 et 160 pour la moyenne des années 1953-1957). En outre, les attaques de mildiou ayant été nombreuses, la conservation des tubercules sera souvent difficile.

La récolte de betteraves industrielles est satisfaisante en quantité en raison d'un accroissement du rendement moyen par rapport à celui de 1957. Mais, la densité est très variable et dans l'ensemble médiocre et même souvent faible. Elle varie de 7°3 à 8°. La production totale est estimée à 126,9 millions de quintaux contre 114,6 en 1957.

La récolte de plantes fourragères est satisfaisante ; les rendements sont supérieurs à ceux de l'an dernier, considérés comme bons

C. — Les cultures fruitières et légumières.

On peut dire en gros, en ce qui concerne les productions fruitières, que l'année a été bonne pour les fruits à pépins et mauvaise pour les fruits à noyaux. Plus particulièrement, les récoltes de pommes et poires à cidre atteignent près de sept fois celles de l'année dernière. Celle de raisin de table est supérieure de 45 p. 100 à celle de 1957. Par contre, la récolte d'abricots et celle de prunes à pruneaux sont extrêmement faibles ; elles sont respectivement de 55 p. 100 et de 27 p. 100 d'une récolte normale.

TABLEAU N° 42

Production fruitière.

(En milliers de quintaux.)

PRODUITS	MOYENNE 1953-1957.	ANNEE 1957 définitifs.	1er novembre 1958.
Raisin de table	2.116,1	1.562,4	2.271,3
Pommes et poires à cidre	30.585,2	7.046	47.970,6
Pommes de table	4.073,5	1.788,2	6.364,6
Poires de table	1.682,8	2.290,1	2.190,3
Pêches	1.849	2.717,8	1.914
Noix	274,1	115,7	305,6
Cerises	796,8	685,3	540
Abricots	498	1.084,4	270,2
Châtaignes	1.129,7	861	1.096,2
Prunes	935	602,6	515,4
Prunes à pruneaux	268,3	228,2	71,6

Source : Ministère de l'agriculture.

La production de légumes est abondante et bien supérieure à celle des années 1956 et 1957 si l'on en juge par la progression sensible des arrivages aux Halles centrales de Paris. Elle couvre en tout cas largement les besoins.

D. — Vin.

Cette année encore le vignoble a souffert des conditions climatiques défavorables de l'été. Si bien que la récolte reste moyenne ; elle atteint 47 millions d'hectolitres contre 33 l'année dernière. Mais une récolte normale devrait être de 55 millions d'hectolitres au minimum.

CHAPITRE XI

LA PRODUCTION ANIMALE

A. — Produits laitiers.

La production laitière se maintient à un niveau assez élevé. Les besoins sont en tout cas largement satisfaits.

La production de beurre paraît assez importante, et largement suffisante eu égard aux besoins, puisque les stocks ne cessent d'augmenter par rapport aux années précédentes.

B. — Viande.

Les éleveurs ont certainement tendu au cours de cette campagne à augmenter les effectifs de bétail dans presque toutes les régions.

Si l'on se réfère aux statistiques des abattages, seuls éléments chiffrés connus, on peut dire, en ce qui concerne celles de gros bovins, que la réduction constatée pour la France entière depuis le début de 1955 s'est ampliflée en 1958.

Compte tenu des disponibilités en fourrages et céréales suffisantes pour assurer une alimentation convenable du bétail, les abattages des veaux déjà considérablement réduits le seront vraisemblablement encore plus au cours des prochains mois.

La reprise des abattages des porcs par contre est assez nette ; le chiffre atteint est inférieur de 5 p. 100 seulement au minimum de septembre 1957.

Enfin, une certaine amélioration est apparue dans les abattages de moutons depuis le mois de juin dernier — en dépit d'une certaine amélioration pour août et septembre.

CHAPITRE XII

PRODUCTION AGRICOLE ET CONSOMMATION DES MENAGES

Pour juger de l'importance de la production agricole dans la demande de consommation, on citera un tableau établi par l'I. N. S. E. E.

TABLEAU N° 43

Importance des produits agricoles dans les dépenses d'un ménage.

PRODUITS	POURCENTAGE	
Produits végétaux :		
Légumes et fruits	6,2	
Vin	5,7	
Céréales	4,4	
Pommes de terre	1	
Betteraves (sucre)	1	
Total		19,3
Produits animaux :		
Viande	9,6	
Produits laitiers	5,9	
Œufs, volailles, lapins	2,6	
Total		18,1
Produits de la pêche et produits exotiques		5,1
Total général		42,5

Il s'agit bien entendu du prix de détail de ces produits. On peut donc sur ce tableau juger de l'importance des postes redevenus favorables (légumes). Il est à noter que la variation de la production de céréales ne se répercute que sur le commerce extérieur.

Mais le mérite principal de ce tableau est de montrer l'importance du poste « viande ». Or, après l'amélioration de l'approvisionnement en vin et l'apport important de beurre, le poste viande restera probablement le seul sur lequel les pronostics sont difficiles.

L'amélioration du cheptel d'environ 4 p. 100 par an devrait arriver à l'heure actuelle à peu près à une reconstitution complète. On n'est donc pas éloigné du point de renversement du rapport offre-demande. Mais l'on sait que les producteurs peuvent reculer en pratique ce moment, surtout en période de crainte au sujet de la monnaie et en présence d'un bon approvisionnement en fourrage.

TROISIEME PARTIE

LES CONSEQUENCES IMMEDIATES

Il est possible dès maintenant d'apprécier les effets de la politique économique et financière suivie dans le domaine interne en ce qui concerne les prix et le pouvoir d'achat, dans le domaine externe, en ce qui concerne la trésorerie en devises.

TITRE Ier

LES CONSEQUENCES INTERNES

CHAPITRE XIII

L'ARRET DE LA HAUSSE DES PRIX

L'évolution des prix au cours des derniers mois a été nettement différente de ce qu'elle avait été au début de l'année. Mais le renversement de la tendance date du deuxième trimestre de l'année 1958. La division en semestres civils n'a guère de sens dans ces conditions pour étudier la courbe des prix en 1958. En fait, il faut examiner ce problème sur les dix-huit derniers mois. Dans cette optique, deux périodes distinctes et bien définies apparaissent: l'une qui va de juillet 1957 à mars 1958, période de forte hausse des prix, l'autre qui débute au second trimestre de l'année présente, période de stabilisation progressive du niveau des prix atteint en mars-avril.

Le tableau n° 43 montre quelle a été l'évolution des indices des prix de gros et des prix de détail pendant ces deux périodes. Ces résultats sont donnés pour juin 1957 et mars 1958 en ce qui concerne la première, et mois par mois en ce qui concerne la seconde:

TABLEAU N° 43

	1957	1958								
	Juin.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre
Indice général des prix de gros (indice 100 en 1949)	146,2	166,4	166,2	171,6	167,8	165,9	167,3	166,2	166,1	165,8
Indice des 25 articles:										
a) Indice brut (base 100 du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957)	100,7	117,7	118,7	118,9	119,4	119,8	120,1	120,6	121	120,7
b) Indice raccordé à celui des 213 articles (base 1949) (1)	49	172,8	173,3	174,5	175,3	175,9	176,3	177	177,6	177,1

(1) Le coefficient de raccord est: 1,468.

De juin 1957 à mars 1958 l'indice des prix de gros avait augmenté de 14 p. 100 et l'indice des 250 articles de 17 p. 100. Depuis mars 1958, l'indice des prix de détail ne s'accroît que de 2,7 p. 100 tandis que les prix de gros sont restés à peu près stables.

La tendance à la stabilisation des prix est donc évidente. Cependant, il faut remarquer qu'un décalage assez sensible apparaît entre l'évolution des prix de gros et celle des prix de détail. L'indice des prix de détail a continué à augmenter, alors que l'indice des prix de gros s'était déjà stabilisé. C'est là un phénomène courant dans notre pays, qui montre la lenteur de l'adaptation de l'appareil distributif au retournement de la conjoncture.

Telle est la première caractéristique de l'évolution des prix dans ces derniers mois. Mais le mouvement global cache une évolution quelque peu différente des prix dans les divers secteurs de l'économie. La stabilisation des prix industriels et de ceux des services a été nettement plus rapide que celle des prix alimentaires.

Il importe d'analyser les raisons de cette différence, qui est la caractéristique fondamentale de l'évolution des prix au cours du semestre.

A. — Les prix industriels et les prix des services.

La stabilité des prix industriels au cours des derniers mois résulte de l'action de deux facteurs: la stabilisation des prix des matières premières, la diminution de la pression de la demande.

A la fin de l'année dernière, les prix de gros des produits industriels avaient sensiblement augmenté. La généralisation de l'opération 20 p. 100 avait eu, en effet, une incidence très profonde sur le niveau des prix de la plupart de ces produits. La mesure avait pesé en effet sur les matières premières indispensables à l'industrie: le charbon, l'acier, les produits pétroliers, les matières textiles, certains produits chimiques et métaux non ferreux. Pour quelques cas, la baisse des matières premières sur le marché international a compensé les effets de la taxe de 20 p. 100 qui a frappé les importations de ces produits depuis le 28 octobre. Mais pour d'autres produits, la répercussion s'est exercée à taux plein.

Pour cette raison et pour d'autres (notamment les augmentations de salaires, pour le charbon et l'impôt accru sur l'essence), les prix des produits énergétiques ont considérablement augmenté à la fin de l'année dernière. En janvier 1958, la hausse par rapport à janvier 1957 était de 18 p. 100.

Ces facteurs de hausse des prix se sont peu à peu résorbés. Dès le mois de janvier 1958, les indices des prix de gros des matières premières industrielles importées ont commencé à diminuer. Cette baisse a même été assez profonde dans le premier semestre de l'année. En juin, la tendance s'est brusquement retournée et l'indice a augmenté de six points en un mois. Il est resté stable depuis et son niveau est inférieur à celui atteint en janvier 1958.

Parallèlement à cette évolution favorable des prix des matières premières industrielles importées, l'indice des matières premières industrielles nationales révélait une tendance continue à la baisse.

TABLEAU N° 44

Indices des prix de gros des matières premières industrielles.
(1949 = 100.)

	1958					
	Janvier.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre
Importées....	154,9	144,3	150	150,6	150,2	150,6
Nationales....	213	213	210	209	208	208

Les prix des combustibles et de l'énergie, autres éléments fondamentaux de la production industrielle ont baissé depuis le mois de janvier jusqu'au mois de juillet dernier. Depuis août, ils ont tendance à remonter à la suite du relèvement des prix de certains produits pétroliers, puis de la mise en vigueur des barèmes d'hiver par l'Electricité de France. L'indice d'octobre reste cependant inférieur à celui de janvier dernier.

Du côté de la demande, il est difficile de préciser quelle a été l'influence exacte de la diminution de la pression de la demande, il est certain cependant que celle-ci a été loin d'être négligeable. Elle s'est traduite, semble-t-il, par des baisses de prix dans certains secteurs particuliers, où la mévente se faisait sentir. C'est ainsi que les prix des appareils ménagers ont diminué dans leur ensemble au troisième trimestre de cette année. Cette baisse est particulièrement nette sur les gros appareils électro-ménagers (— 3,7 p. 100 sur les réfrigérateurs, — 4,8 p. 100 sur les aspirateurs et cireuses). Sans doute, cette baisse s'explique-t-elle, pour une large part, par la diminution, en septembre, du taux de la taxe à la valeur ajoutée. Il est probable cependant que la diminution des ventes ait joué un rôle dans ces réductions de prix.

Dans l'ensemble, les prix de détail des produits manufacturés sont restés à peu près stables depuis le mois de juin dernier.

TABLEAU N° 45

Indices des prix des produits manufacturés au détail.
(Base 100 du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957.)

1957	1958						
Juin.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Sept.	Octobre.
102,1	110,5	110,8	111,3	111,5	111,4	111,8	112,4

En ce qui concerne les prix des services, la hausse qui avait été très sensible encore au cours du premier semestre s'est nettement ralentie.

L'indice du poste « Distractions et divers » était passé de 120,1 en janvier à 129,3 en juin. Il est depuis resté pratiquement stable dans les mois suivants. La même remarque doit être faite pour le poste « Habitation » et pour celui de l'hygiène et des soins.

TABLEAU N° 46

Indices des prix des services.
(Indice base 100. — 1er juillet 1956 au 30 juin 1957.)

	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE
Habitation.....	114,3	115,3	116,8	117,9	116,5	116,9	117,2	117,3	117,4	117,4
Hygiène et soins.....	109,4	110,1	115,4	116,1	116,3	116,7	117,1	117,1	117,3	118,5
Distraction et divers.....	120,1	120,6	124,4	128,5	128,9	129,3	129,7	129,8	130	130,4

B. — Les prix des produits alimentaires.

A la fin du semestre précédent, d'importants facteurs de hausse des prix subsistaient: l'application des divers systèmes d'indexation des prix agricoles devait entraîner une hausse sensible des prix de ces produits; par ailleurs, des inquiétudes subsistaient dans les secteurs du vin et de la viande.

De fait, les prix alimentaires ont augmenté, mais cette augmentation a été assez faible et, au début de l'automne, la tendance est relativement favorable.

Les effets de l'indexation des produits agricoles ont été limités en ce qui concerne deux de ces produits: le blé et la betterave, l'indexation n'ayant joué à plein que pour la betterave et le lait.

a) LE PRIX DU BLÉ

Le prix indicatif pour 1958 avait été initialement fixé, en octobre 1957, à 3.300 F le quintal. Mais on pouvait penser, en juin 1958, que la récolte correspondrait dès cette année à l'objectif du plan pour 1961; le Gouvernement estima donc, dans ces conditions, qu'il fallait prendre comme prix « indicatif » sur lequel jouerait l'indexation, non plus 3.300 F, mais le prix « d'objectif » initialement prévu pour 1961, c'est-à-dire 3.200 F, et le prix du blé pour la récolte 1958 fut ainsi fixé, compte tenu d'une correction indiciaire de 12,4 p. 100, à 3.596 F le quintal.

La hausse n'était plus alors que de 246 F par rapport à 1957, tandis que l'on aurait eu 359 F sur la base du prix indicatif initialement prévu pour 1958; elle aurait dû néanmoins entraîner une hausse du prix du pain, et il a fallu donner une subvention pour éviter celle-ci.

b) LE PRIX DE LA BETTERAVE

L'indexation a joué ici sur le prix indicatif initialement prévu en octobre 1957, et le prix de la betterave a été ainsi fixé à 6.209 F la tonne, en hausse de 809 F sur celui de la précédente campagne, ce qui a entraîné au début d'octobre une hausse de 6 F par kilogramme du prix de vente du sucre.

c) LE PRIX DES PRODUITS LAITIERS

La loi Laborbe a été rigoureusement appliquée pour le lait, dont le prix de campagne a été fixé à 29,84 F le litre pour la période allant du 1er octobre 1958 au 30 septembre 1959, soit une hausse de 3,11 F par rapport à la campagne 1957-1958, qui a entraîné dès le 1er octobre une hausse de 3 F par litre du prix de vente au détail.

Mais le prix du gramme de matière grasse n'a pas été augmenté, car cela aurait impliqué un relèvement du « prix-plancher » du beurre, ce qui, compte tenu de la relative mévente de ce produit, eût entraîné non pas tellement une augmentation du prix de vente au consommateur, mais surtout un accroissement des achats effectués pour soutenir les cours alors que les stocks sont déjà très importants.

d) LE PRIX DE LA VIANDE ET DU VIN

En ce qui concerne la viande et le vin, le prix du beefsteak a baissé sensiblement en octobre et la situation s'est nettement détendue sur le marché du vin.

Le marché de la viande.

La hausse des prix de la viande s'est arrêtée au cours des dernières semaines. La viande avait été en effet, depuis l'année dernière, l'un des principaux facteurs de la hausse enregistrée sur le groupe des produits alimentaires. Mais l'indice des prix de détail de la viande de boucherie est resté stationnaire en septembre (alors qu'il avait progressé de près de 30 p. 100 entre juin 1957 et août 1957). Le beefsteak, qui était passé de 855 F le kilogramme en juin 1957 à 1 099 F au début de septembre 1958, est revenu à 1.029 F à la fin d'octobre.

Cette diminution du prix du beefsteak résulte, d'une part, de la baisse des cours à la production, d'autre part, des efforts du Gouvernement et des dirigeants professionnels pour faire disparaître le penchant des détaillants pour la hausse des prix.

Le marché du vin.

La tension sur le prix du vin a diminué depuis l'été.

On a enregistré d'ores et déjà quelques baisses au détail sur les vins courants de degré élevé, mais il ne s'est agi jusqu'à maintenant que de cas isolés. Cette tendance devrait bientôt s'étendre aux vins moins alcoolisés.

TABLEAU N° 47

Indices des prix du vin.
(Base 100 en janvier 1957.)

	JANV. 1958.	AVRIL 1958.	MAI 1958.	JUIN 1958.	JUIL. 1958.	AOUT 1958.	SEPT. 1958.
Vin du midi à la production.	205	259	283	350	352	323	247
Vin rouge au détail à Paris...	153	169	174	182	182	182	184

CONCLUSIONS

Dans l'ensemble, la hausse des produits alimentaires dans l'indice des prix de détail est restée très faible:

TABLEAU N° 48

Indices des prix de détail des produits alimentaires.
(Base 100 du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957.)

JUIN 1957.	AVRIL 1958.	MAI 1958.	JUIN 1958.	JUIL. 1958.	AOUT 1958.	SEPT. 1958.	OCTOBRE 1958.
99,1	117,9	118,3	118,2	118,7	119,5	120,2	121

La stabilisation de la hausse des prix, qui était l'un des objectifs principaux de la politique gouvernementale, a donc bien été atteinte. Mais cet arrêt de la hausse des prix a-t-il correspondu à une amélioration du pouvoir d'achat ?

Tel est le second problème qu'il nous faut examiner.

CHAPITRE XIV

L'EVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT

L'évolution du pouvoir d'achat dépend d'une part, du mouvement des prix, d'autre part, de l'évolution des revenus au cours de la période étudiée. L'analyse du premier de ces facteurs a fait l'objet du chapitre précédent, elle a abouti à cette constatation que la hausse des prix avait pu être arrêtée dans son ensemble.

En ce qui concerne les revenus, une distinction doit être faite entre l'évolution du taux horaire des salaires et celle de la masse des salaires. Par ailleurs, une place à part doit être réservée aux revenus agricoles.

C'est en fonction de ces trois éléments que l'évolution du pouvoir d'achat au cours des derniers mois doit être étudiée.

I. — L'évolution du pouvoir d'achat en fonction du taux horaire des salaires.

Traditionnellement, le rapport de conjoncture du Conseil économique comprend un tableau du mouvement des taux horaires des salaires tels que ceux-ci sont enregistrés par le ministère du travail, comparé à l'évolution des indices officiels des prix et des budgets-types des organisations syndicales.

L'examen de ce tableau montre que, depuis un an, le taux des salaires horaires n'a augmenté que de 11 p. 100.

Par contre, l'indice des 250 articles a augmenté, pendant la même période, de 14,5 p. 100 et les indices des budgets-types des organisations syndicales d'un pourcentage variant de 14 à 18 p. 100.

Ainsi, depuis un an, le pouvoir d'achat horaire du salaire a sensiblement diminué.

TABLEAU N° 49.

Evolution du pouvoir d'achat depuis 1949.
(En pourcentage.)

DÉSIGNATION	DE L'ANNÉE 1949 au 1er octobre 1958.	DU 1er JANVIER 1956 au 1er octobre 1958.	DU 1er OCTOBRE 1957 au 1er octobre 1958.	DU 1er JANVIER 1958 au 1er octobre 1958.	DU 1er JUILLET 1958 au 1er octobre 1958.
Taux des salaires horaires	× 2,5	+ 27,5	+ 11,1	+ 7,2	+ 0,8
Revenus mensuels nets dans la zone 0:					
Célibataire	× 2,8	+ 31,9	+ 7,2	+ 5,4	+ 0,7
Père de deux enfants	× 2,5	+ 26,3	+ 7,3	+ 4,8	+ 0,4
Père de cinq enfants	× 2,2	+ 20,4	+ 6,6	+ 3,3	+ 0,3
Indice des 250 articles (1)	»	»	+ 14,5	+ 6,9	+ 1
Indice des 213 articles (2)	× 1,8	+ 21	»	»	»
Budget-types:					
C. G. T.-F. O. (1er du mois)	× 2,4	+ 41,1	+ 16,9	+ 7,2	+ 1,2
C. F. T. C. (1er du mois)	»	+ 32,1	+ 17,2	+ 8,3	— 0,8
C. G. T. (1)	»	+ 32,6 (3)	+ 13,8	+ 8,2	+ 0,7 (4)
I. O. E. (1)	× 2	+ 29,3 (5)	+ 17,1	+ 8	+ 0,1
U. N. A. F. (famille de quatre personnes, 1er du mois	»	+ 28,7	+ 7,6	+ 3,4	— 1,6

(1) Moyenne des deux mois encadrant le premier jour du mois considéré.

(2) Raccordé à l'indice des 250 articles selon la méthode adoptée par l'I. N. S. E. E.

(3) Moyenne $\frac{\text{15 septembre 1958 — 15 octobre 1958}}{\text{15 décembre 1955}}$.

(4) Moyenne $\frac{\text{15 septembre 1958 — 15 octobre 1958}}{\text{15 juin 1958}}$.

(5) Moyenne $\frac{\text{15 septembre 1958 — 15 octobre 1958}}{\text{15 janvier 1956}}$.

II. — Evolution du pouvoir d'achat, en fonction des gains horaires et de la masse des revenus salariaux.

Dans la détermination de la masse des revenus salariaux, le taux horaire du salaire joue évidemment un rôle essentiel. Mais le nombre d'heures de travail et le salaire indirect influent également. Or, l'évolution de ces deux éléments n'a pas été favorable aux salariés depuis un an.

La durée du travail a tendance à diminuer, ainsi que l'a montré l'étude des résultats des enquêtes trimestrielles du ministère du travail. De 46 heures 5 au 1er janvier, elle a été ramenée à 46 heures 2 au 1er octobre. Cette diminution peut paraître assez faible, mais il faut observer qu'il ne s'agit que d'une moyenne et que, dans certaines branches et certaines entreprises, les réductions ont été beaucoup plus importantes. Les chiffres du chômage partiel indemnisé donnent une indication très nette à cet égard. Par ailleurs, il faut tenir compte du fait que cette réduction des horaires de travail a porté en premier lieu sur les heures supplémentaires, c'est-à-dire celles qui faisaient l'objet d'une rémunération plus importante que les heures comprises dans les limites légales de la durée du travail. En matière de salaires, l'effet de la réduction des horaires de travail est donc plus que proportionnel à cette réduction.

Enfin, la diminution de l'activité de nombreuses entreprises, même si elle n'a pas entraîné une diminution sensible des horaires, s'est traduite dans certains cas par la suppression de primes et indemnités de natures diverses qui accroissaient notablement la rémunération des salariés. Entre notamment en ligne de compte, à cet égard, la suppression des primes par le changement d'affectation du travail de la production vers l'entretien. Les résultats de l'enquête du ministère du travail sur les gains, qui ne sont pas encore publiés, donneront des informations précises à ce sujet.

Si l'on se place non plus sur le plan de la rémunération individuelle des salariés, mais sur celui de la masse des salaires, il faut ajouter l'influence de la diminution des effectifs, qui s'est traduite par une contraction de cette masse des salaires.

Ces remarques valent pour le salaire direct. Celles qui peuvent être présentées sur le salaire indirect ne sont pas plus favorables à l'évolution du pouvoir d'achat des salariés. Les prestations familiales n'ont fait l'objet que d'un relèvement de 5 p. 100 depuis le début de l'année 1958. La progression de l'indice des 250 articles depuis cette date est de 7 p. 100 environ. Par ailleurs, le retard des prestations familiales sur le coût de la vie était déjà très grand au 1er janvier dernier et l'augmentation décidée alors ne couvrait même pas ce retard (1). Une nouvelle dégradation de la situation des familles en a été la conséquence.

Dans ces conditions, la diminution du pouvoir d'achat des salariés paraît particulièrement forte si l'on compare l'évolution de l'indice des prix et des budgets-types à celle des revenus mensuels nets, qui tiennent compte de la durée du travail et des éléments indirects du salaire.

Les revenus mensuels nets dans la zone 0 n'ont augmenté, en effet, que de 7,2 p. 100 pour le célibataire et de 6,6 p. 100 seulement pour le père de cinq enfants depuis un an, alors que les prix ont augmenté de 14,5 p. 100 et les budgets-types entre 14 et 18 p. 100.

Une note complémentaire fournie par le groupe Force-ouvrière sur l'évolution du pouvoir d'achat est donné en annexe au présent rapport.

(1) Depuis 1949, les prestations familiales de la famille de deux enfants et de la famille de cinq enfants, dont le revenu mensuel net figure dans le tableau de la page 99, ont été multipliés respectivement de 1,6 et 1,7, alors que les prix ont été multipliés par 1,8 et les taux des salaires horaires par 2,5. C'est dire que malgré l'expansion économique des dix dernières années, les prestations familiales représentent en 1958 un pouvoir d'achat plus faible qu'en 1949. La chute relative des prestations familiales par rapport aux salaires est beaucoup plus importante encore.

Dans cette évolution, les effets de la période récente de hausse rapide des prix ont été très graves pour les familles, puisque depuis le 1er janvier 1956, alors que les prix ont augmenté de 21 p. 100 d'après les indices officiels, ce qui est d'ailleurs une augmentation très inférieure à celle que permettent de calculer les budgets-types des organisations syndicales et de l'U. N. A. F., les prestations familiales de la famille de deux enfants n'ont augmenté que de 4, 8 p. 100 et celles de la famille de cinq enfants de 7,7 p. 100. En fait, depuis le 1er janvier 1954 les prestations familiales n'ont fait l'objet que d'une seule mesure générale de relèvement, l'augmentation globale de 5 p. 100, qui date du 1er janvier 1958. De telles constatations qui ont été chiffrées pour les familles de salariés de la zone 0, peuvent être étendues à toutes les familles quel que soit le régime dont elles relèvent.

III. — L'évolution du pouvoir d'achat des agriculteurs.

L'étude des résultats de la production agricole, à laquelle nous avons procédé dans la deuxième partie du rapport, a montré que les prévisions favorables de récoltes qui avaient pu être établies il y a quelques mois ne se sont pas réalisées dans les faits, notamment en ce qui concerne les céréales.

Cette situation a eu une incidence directe sur la trésorerie des agriculteurs, qui n'ont pas touché les sommes espérées, d'autant plus que la politique de stabilisation des prix du Gouvernement exigeait une application limitée du système d'indexation qui avait été mis en place.

A titre d'exemple, dans un seul département (Maine-et-Loire), les sommes payées par la caisse de crédit agricole a titre d'escompte, ont enregistré au 15 novembre 1958 une différence de 1,4 milliard par rapport au 15 novembre 1957.

Ce manque à gagner n'a pas été compensé par une augmentation des recettes tirées de la vente du bétail. Bien au contraire, les cours de ceux-ci ont nettement diminué depuis quelques mois.

Dans de telles conditions, il est certain que le revenu des agriculteurs n'a pas atteint le niveau que ceux-ci avaient pu espérer. Une telle situation s'est traduite par un accroissement important de l'endettement auprès des caisses de crédit agricole.

D'après la caisse nationale de crédit agricole, l'évolution de l'endettement des agriculteurs a été la suivante :

TABLEAU N° 50

(En milliards.)

ANNEES	ENDETTEMENT		TOTAL
	Des collectivités.	Des individus.	
1950	16	160	176
1951	36	202	238
1952	57	272	329
1953	82	305	387
1954	111	324	435
1955	130	372	502
1956	147	422	569
1957	166	563	729
1958 (fin octobre)	181	626	807

CHAPITRE XV

L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION

L'évolution du pouvoir d'achat se traduit dans celle de la consommation. Mais cette dernière est affectée en outre par la variation du taux de l'épargne (ou de l'endettement dans les revenus).

Jusqu'à ces dernières années, il n'existait aucun renseignement statistique disponible rapidement sur la consommation. Grâce aux études du centre de recherches et de documentation sur la consommation (CREDOC), cette lacune commence a être comblée. Et il est possible de donner des indications relativement précises sur l'évolution de la conjoncture de la consommation.

Les travaux du CREDOC montrent qu'un brusque changement s'est produit dans le rythme d'évolution de la demande au cours du premier semestre de 1958.

Dans son ensemble, la consommation du premier semestre a été légèrement inférieure en volume à celle de la période correspondante de 1957. Une telle baisse est beaucoup moins forte que celle qui ressort d'un examen superficiel de l'activité commerciale. Elle ne devrait être en effet que de 0,5 p. 100.

Cette diminution doit cependant retenir l'attention. C'est la première fois, en effet, depuis plusieurs années que la demande s'infléchit. Depuis 1950, le taux moyen annuel de progression était de 5 p. 100. De ce fait, la quasi-stabilité enregistrée au premier semestre apparait comme une baisse d'environ 5 p. 100 si la progression de la demande s'était poursuivie au rythme antérieur.

Une distinction ne peut être faite entre l'évolution de la consommation alimentaire et celle de la consommation non alimentaire. Mais à l'intérieur de chacun de ces deux groupes, des modifications assez importantes se sont produites.

C'est ainsi que dans la consommation alimentaire, le phénomène le plus marquant a été la chute de la demande de viande de boucherie et dans une moindre mesure des fruits et légumes, en raison de l'accroissement très élevé de leurs prix. Cette évolution en baisse a été pour une large part compensée par une expansion assez remarquable des achats d'articles d'épicerie. Le volume des ventes de ces produits s'est accru de près de 20 p. 100. Les taux d'accroissement les plus importants ont intéressé les conserves, les confitures et les produits à base de céréales.

Les ventes de vin ont été freinées par une hausse des prix de plus de 60 p. 100. Leur volume n'a toutefois pas fléchi aussi fortement qu'on aurait pu le penser. Il ne serait inférieur, en effet, que de 5 p. 100 à celui du premier semestre de 1957.

Dans le domaine non alimentaire, le commerce d'habillement, qui avait été une des dernières branches commerciales à profiter pleinement du développement de la demande a été l'un des premiers atteints au premier semestre de 1958.

La demande de biens d'équipement ménager aurait subi une régression de l'ordre de 8 p. 100 en volume. Le marché électroménager aurait été notamment très touché.

Le Crédoc considère cependant que la situation de ce secteur n'est pas très inquiétante car la baisse de la demande provient en partie de facteurs extérieurs. Les ventes qui avaient été artificiellement gonflées en 1957 ont été freinées par les relèvements successifs de la T. V. A. et surtout par les restrictions du crédit à la consommation. Les livraisons qui avaient augmenté de 20 p. 100 au premier trimestre par rapport à la période correspondante de 1957 aurait fléchi de 30 p. 100 au second.

Par contre, la demande d'appareils de radio et de télévision est restée dans l'ensemble assez soutenue. Le nombre des appareils livrés par les fabricants s'est accrue de 2,5 p. 100 pour les postes de radio et est resté à peu près stationnaire pour les appareils de télévision.

C'est dans le domaine de l'hygiène et des soins que l'accroissement de la demande a été le plus important: 5 p. 100 environ d'après le CREDOC. Ce taux serait toutefois beaucoup plus faible que les années précédentes.

TITRE II

LES CONSEQUENCES EXTERNES

CHAPITRE XVI

L'EVOLUTION DES RESSOURCES EN DEVISES

L'un des objectifs fondamentaux de la politique gouvernementale était l'amélioration de la situation de la balance des payements. Après quelques mois d'application de cette politique, la situation paraît la suivante: la situation de la trésorerie en devises est nettement meilleure, la balance des payements s'est également un peu améliorée, mais dans une beaucoup moindre mesure. Il apparaît ainsi une distorsion assez profonde entre l'évolution de la trésorerie et celle de la balance des payements.

Nous analyserons sommairement ces deux caractéristiques fondamentales de l'évolution de nos finances extérieures en nous référant au rapport établi par M. Charvet pour le compte de la commission des affaires économiques et du plan.

I. — La balance des payements.

Nous avons vu précédemment, dans la deuxième partie, comment la situation du commerce extérieur, compte tenu du tourisme et des invisibles, ne s'était que peu améliorée. Compte tenu de tous ces éléments, les comptes de la nation inscrivent provisoirement 1.750 milliards de francs d'importations contre 1.400 milliards d'exportations. Le déficit du commerce visible et invisible avec l'étranger, c'est-à-dire le solde des opérations courantes, s'établirait à 240 milliards de francs.

Au total, la balance des payements en revenus de 1958 devrait connaître encore un déficit important qui devrait atteindre environ 500 millions de dollars.

C'est sans doute encore beaucoup trop. Mais l'amélioration est certaine, si l'on compare ce chiffre prévisionnel aux résultats de 1956 où le déficit avait été de 900 millions de dollars et surtout à ceux de 1957, année pour laquelle le déficit avait été de 1.400 millions de dollars.

Cependant, le mouvement des capitaux à court terme, défavorable jusqu'au printemps, qui s'était renversé depuis l'été, tend à redevenir déficitaire.

Par ailleurs, les investissements étrangers en métropole et surtout dans la zone franc ont été assez importants et la France a reçu à ce titre des capitaux non négligeables.

II. — L'évolution de la trésorerie en devises.

Au 1er janvier 1958, les réserves en devises de la France atteignaient 35 millions de dollars, auxquelles sont venus s'ajouter les crédits étrangers qui nous ont été accordés. A la fin de l'année 1958, ces réserves devraient être comprises entre 400 et 450 millions de dollars. Sans doute, dans ce total est comprise la marge de crédit de 89 millions de dollars sur l'U. E. P., dont 30 millions au titre du quota et des rallonges (sur 100 millions) et 59 millions au titre du crédit spécial (sur 70 millions alloués pour le second semestre de 1958).

Il n'en reste pas moins que l'amélioration est très considérable. Cette amélioration se révèle dans l'évolution de la situation mensuelle de la France à l'U. E. P., mais surtout dans celle du marché du dollar.

Le déficit à l'U. E. P. est resté en moyenne de 20 à 30 millions de dollars depuis le mois de juillet. Ce chiffre est très inférieur à celui atteint l'année dernière à la même époque.

L'excédent sur le marché du dollar, par ailleurs, n'a cessé de s'accroître.

TABLEAU N° 51

Position mensuelle de la France à l'U. E. P.

(En millions de dollars.)

MOIS	1957	1958	EXCEDENT sur le marché dollar 1958.
Janvier	— 70,5	— 21,3	+ 0,6
Février	— 88,3	— 32,2	+ 10,4
Mars	— 93,7	— 56,4	+ 1
Avril	— 108,2	— 58	— 0,2
Mai	— 78,9	— 76,6	— 25,2
Juin	— 106,6	— 40	+ 18,3
Juillet	— 132,6	— 28,6	+ 50
Août	— 47,6	— 23,8	+ 28
Septembre	— 29,6	— 24,1	+ 53
Octobre	— 138,8	— 34,5	»

Source: Rapport de M. Charvet.

Les causes fondamentales de cette évolution favorable de notre trésorerie en devises sont sans doute l'amélioration de notre balance des payements, mais également les effets des achats d'or et des rapatriements de devises, effectués à l'occasion, puis à la suite de l'emprunt. Au total, on peut chiffrer à environ 200 millions de dollars l'apport qui résulte de ce dernier facteur.

CONCLUSION

Le retournement de la conjoncture française au milieu de l'année 1958 est un fait acquis, qui peut être précisé dans tous les domaines: production industrielle, emploi de la main-d'œuvre, recettes agricoles. Certes, il n'est que l'aboutissement d'une suite d'événements qui, depuis trois ans, ont nettement différencié l'allure de l'économie française de celle de ses voisines.

L'année 1956 connut un accroissement des charges imposées à notre économie à la fois par l'augmentation des dépenses militaires et par une plus juste compréhension, par la métropole, des investissements qu'elle devait faire outre-mer; il est probable que le total de ces deux postes ne se traduira guère dans l'avenir par une moindre contribution de l'économie métropolitaine à l'économie des autres pays de la communauté.

A cette époque, le développement de la consommation de 1955, excellente mesure en soi, entraînait un développement des investissements privés et publics, d'autant que la perspective d'un marché extérieur concurrentiel incitait les entrepreneurs à améliorer leur équipement.

Notre pays ne put supporter les unes et les autres charges qu'en mettant — ou plutôt en laissant se remettre — notre balance commerciale en déséquilibre. Le montant de ce déficit fut d'autant plus grand qu'une série d'écueils en matière agricole détériorèrent à la fois le niveau des prix intérieurs et notre trésorerie en devises. L'état de celle-ci fut encore aggravée par l'attitude des pays avec lesquels nous commerçons.

⁂

Ce retournement de la conjoncture a apporté pour le moment un relâchement de la pression sur les prix et dans une mesure plus précaire de la pression sur les ressources en devises; il n'a pas encore d'une manière durable assuré au commerce extérieur un équilibre satisfaisant.

Mais déjà, l'abandon du plein emploi au niveau auquel on l'avait connu, fait sentir ses effets normaux: diminution des heures de travail, stagnation de l'ensemble des revenus et diminution importante de certains d'entre eux.

Aussi une inquiétude se fait sentir parmi ceux qui sont les principales victimes de ce mouvement de baisse, d'autant plus grand que rien dans l'évolution des événements ne permet d'en prévoir l'arrêt, et à plus forte raison une reprise de l'expansion.

Or, l'expansion franche et nette qui fut celle de la France depuis plus de dix ans, a créé un climat social dont la désagrégation ne serait pas longue à suivre l'adoption définitive d'une éthique économique de résignation à la stagnation qui est celle de certains de nos voisins.

⁂

Mais la reprise de l'expansion est-elle possible ? Mon ami M. Malterre a la charge d'analyser les conditions économiques et sociales préalables à une réponse affirmative. Ma tâche doit se limiter à extraire de mon rapport et à lui fournir, tel un coureur de relais passant le témoin à son coéquipier, deux ou trois indications simples tirées des chiffres et des faits relatés dans ce rapport.

Les circonstances intérieures ne sont pas défavorables à une telle reprise. Notamment la quantité de monnaie en circulation n'est pas excessive: elle a, toutes proportions gardées, le même poids qu'en 1953; notre système monétaire peut maintenant supporter une expansion de la production et de la demande.

Les ressources agricoles devraient pendant l'année 1959 se rapprocher d'une normale dont elles se sont écartées en 1955. En particulier, la reconstitution du cheptel devrait permettre au prix de la viande de ne pas pousser systématiquement en hausse les dépenses des ménages dès qu'une amélioration du revenu se précise.

Les perpectives sont moins nettes en matière de commerce extérieur. Non seulement l'effort incontestable de nos exportations n'est pas encore à la hauteur de nos besoins en cas de reprise un peu sérieuse, mais surtout l'ensemble des pays occidentaux semble entraîné dans un système d'échanges extérieurs; tant institutionnel que caractérisé par des pratiques abusives à l'échelon national, les unes et les autres tendent à limiter l'expansion en pénalisant automatiquement le pays qui s'y livre. Le déséquilibre de la balance commerciale de ce dernier est aggravé par des mouvements de marchandises qui ne sont pas dus au seul jeu libéral des échanges et qui, en tout cas, tendent à propager à tous les partenaires la volonté de modération des autres.

C'est donc des considérants qui dépassent non seulement la seule économie française, mais encore l'organisation de diverses politiques économiques que l'on peut mettre dans le dossier des futures décisions à prendre.

ANNEXE AU RAPPORT

I — Note du groupe Force ouvrière sur le pouvoir d'achat du salaire horaire.

Les modalités de calcul du pouvoir d'achat sont nombreuses et diverses — en ce qui concerne le salaire horaire, les résultats obtenus sont le sujet de confrontations passionnées. L'utilisation des données statistiques — lorsqu'elles existent — est assez délicate pour établir des séries homogènes sur vingt ans. Ce qui permet de contester la valeur objective de ces études.

Prenons l'exemple du coût de la vie, en vingt ans, nous avons eu trois séries d'indices sur les prix de détail, à savoir:

— de 1938 à 1949, indice des 34 articles;
— de 1949 à juillet 1957, un indice des 213 articles;

Ensuite un indice des 250 articles sur la base de la période du 1er juillet 1956 au 3 juin 1957 = 100.

Pour chaque série, une structure différente fait obligation d'avoir recours à des formules compliquées pour établir les raccords indispensables.

Le groupe Force ouvrière du Conseil économique, pour éviter toutes les difficultés d'interprétation, a fait la suggestion de calculer le pouvoir d'achat de la moyenne des salaires horaires pratiqués pour l'ensemble des activités par période, chaque période correspondant à l'application d'un indice du coût de la vie.

Première période (1938 a 1949)

Pour cette période, nous avons utilisé l'étude de M. Sauvy: Etude statistique comparative des salaires et du coût de la vie, 19 octobre 1951.

Pour la France entière nous avons:

Coût de la vie (base 100 en 1938). — Un indice de 1.730 à 1.780 comme moyenne annuelle pour 1949.

Salaires horaires (base 100 en 1938). — Un indice de 1.175 comme moyenne annuelle pour 1949

Pouvoir d'achat (base 100 en 1938). — Un indice de 67,9 à 66 comme moyenne annuelle en 1949.

Deuxième période (1949 a moyenne du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957)

Coût de la vie (213 articles, base 100 en 1949). — Moyenne enregistrée entre le 1er juillet 1956 et le 30 juin 1957: 147,9.

Salaires horaires (enquête trimestrielle du ministère du travail, base 100 au 1er janvier 1946). — Moyenne 1949: 292 = 100. — Moyenne du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957: 628,3 = 215,1.

Pouvoir d'achat (base 100 en 1949). — Moyenne du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957: $\frac{215,1}{147,9} \times 100 = 145,4$.

Troisième période
(moyenne du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957 et octobre 1958)

Coût de la vie (250 articles, base 100 pour la période du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957). — Soit un indice de 121 pour octobre 1958.

Salaires horaires. — D'après les enquêtes trimestrielles du ministère du travail (base 100 au 1er janvier 1956) soit un indice de 127,6 pour octobre 1958.

Mais au 1er janvier 1956, l'indice du ministère du travail (base 100 au 1er janvier 1946) était de 589. Cet indice devrait, au 1er octobre 1958, atteindre: 589 × 1,276 = 751,6.

Pour une base 100 pour la période du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957, au 1er octobre 1958, nous aurions: $\frac{751,6}{628,3} \times 100 = 119,5$.

Pouvoir d'achat. — Pour la période prise en considération (moyenne du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957 et octobre 1958) nous aurions:

$$\frac{\text{salaires} = 119,5}{\text{prix} = 121} \times 100 = 98,7$$

Sur une base 100 en 1938, le raccord du pouvoir d'achat de chaque période donnerait au 1er octobre 1958 les indices suivants:

66 × 1,454 × 0,987 = 94,7.
67,9 × 1,454 × 0,987 = 97,4.

D'après cette estimation, la perte du pouvoir d'achat de la moyenne des salaires horaires de l'ensemble des activités, par rapport à 1938, serait entre 5,3 et 2,6 p. 100.

⁂

Nous devons faire remarquer que la C. G. T.-F. O. a contesté la valeur objective de l'indice des 213 articles comme mesure de l'évolution du coût de la vie. Personne n'ignore les savantes manipulations exercées sur cet indice par les gouvernements.

En substituant le budget type confédéral de la C. G. T.-F. O. à l'indice des 213 articles, les résultats seraient très différents.

Coût de la vie. — Budget de la C. G. T.-F. O.:
Moyenne 1949 = 15.194 F = 100.
1er octobre 1958 = 37.056 F = 243,9.

Salaires horaires. — D'après les enquêtes trimestrielles du ministère du travail (base 100 au 1er juillet 1946):
Moyenne 1949 = 292 = 100.
1er octobre 1958 = 751,6 = 257,4.

Pouvoir d'achat. — D'après ces données (base 100 en 1949):

$$\frac{257,4}{243,9} \times 100 = 105,5.$$

Et, pour une base 100 en 1938, en raccordant ce résultat avec les données de l'étude de M. Sauvy, nous aurions:

66 × 1,055 = 69,6 soit — 30,4 p. 100.
67,9 × 1,055 = 71,6 soit — 28,4 p. 100.

⁂

Une troisième méthode peut être appliquée pour calculer le pouvoir d'achat de la moyenne des salaires horaires de l'ensemble des activités.

Coût de la vie. — Le numéro 4 (octobre-décembre 1954) d'*Etudes et statistiques* de l'I. N. S. E. E. a publié une série continue d'indices des prix de détail (base 100 en 1914):

Moyenne 1938. — Région parisienne: 673 = 100.

Moyenne de la période du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957. — Région parisienne: 16.357 = 2.430.

En retenant l'écart province-Paris de 8,50 p. 100 de l'étude de M. Sauvy, nous aurions:

Région parisienne	2.430 × 0,22 = 534,6
Province	2.430 × 1,085 × 0,78 = 2.056,5
France entière	2.591,1

Au 1er octobre 1958, cet indice serait de 2.591 × 1,21 = 3.135.

Salaires horaires.

Première période 1938-1949, d'après l'étude de M. Sauvy (pour une base 100 en 1938) un indice de 1.175 comme moyenne pour l'année 1949.

Deuxième période. — D'après les enquêtes trimestrielles du ministère du travail (base 100 au 1er janvier 1946):
Moyenne 1949 = 292 = 100.
1er octobre 1958 = 751,6 = 257,4.

En procédant au raccord qui s'impose, pour une base 100 en 1938, nous aurions 1.175×2,574 = 3.024.

Pouvoir d'achat. — D'après ces données, pour une base 100 en 1938, nous aurions $\frac{3.024}{3.135} \times 100 = 96,4$ soit —3,6 p. 100.

⁂

D'après les études de l'Observation économique, numéro de novembre 1958, page 14, l'institut de l'Observation économique publie un indice du coût de la vie (base 100 en 1949) en octobre 1958 cet indice serait de 197,3.

Pour la même période, nous avons constaté que l'indice de la moyenne des salaires horaires de l'ensemble des activités était de 257,4.

D'après ces données, l'estimation du pouvoir d'achat serait de:

$$\frac{\text{salaires} = 257,4}{\text{prix} = 197,3} \times 100 = 130,5.$$

Et pour une base 100 en 1938, en reprenant pour la période 1938-1939 les résultats de l'étude de M. Sauvy, nous aurions:

66 × 1,305 = 86,1 — 13,9 p. 100.
67,9 × 1,305 = 88,6 — 11,4 p. 100.

⁂

Etudes des commissions départementales.

Indices du coût de la vie.

A notre connaissance, ces indices étaient calculés par des commissions départementales du coût de la vie. Ces études étaient effectuées pour les familles ouvrières de 4 personnes.

Depuis de nombreuses années, ces travaux n'étaient plus publiés. Nous en avons retrouvé trace dans l'Annuaire statistique de la France de 1954, 2e partie, page 56, tableau XIV.

Ces indices sont calculés d'après une basse 100 en 1930. Voici les éléments de cette documentation.

Région parisienne.

ANNÉES	BASE 100 EN 1930	BASE 100 EN 1938
1938	120	100
1949	2.035	1.696
1950	2.165	1.804
1951	2.577	2.147
1952	2.825	2.354

Pour la suite de notre étude, nous pensons que la connaissance de la variation enregistrée par poste serait utile.

INDICES EN 1949	BASE 100 EN 1930	BASE 100 EN 1938
Alimentation	2.453	1.779
Chauffage, éclairage	1.682	1.314
Logement	492	417
Habillement	2.635	2.331
Divers	2.235	1.759
Ensemble	2.035	1.696

Province.

ANNÉES	BASE 100 EN 1930	BASE 100 EN 1938
1938	117	100
1949	2.326	1.988
1950	2.445	2.090
1951	2.877	2.458

Indices par poste.

INDICES EN 1949	BASE 100 EN 1930	BASE 100 EN 1938
Alimentation	2.265	2.004
Chauffage, éclairage	2.100	1.615
Logement	566	492
Habillement	3.777	3.173
Divers	2.688	2.651
Ensemble	2.326	1.988

En conclusion, nous pouvons résumer ces données statistiques officielles (pour 1949, base 100 en 1938) dans le tableau ci-dessous:

COUT DE LA VIE	INDICES	PONDÉRATION
Région parisienne	1.696	1.696 × 0,22 = 373,1.
Province	1.988	1.988 × 0,78 = 1.550,6.
France métropolitaine	1.924	Moyenne.. 1.923,7.

D'après cette source, nous pouvons faire deux constatations, à savoir:

1° L'indice moyen du coût de la vie, pour la France entière, serait de: 1938 = 100 et 1949 = 1.924.

2° L'écart entre l'indice province et celui de la région parisienne serait de:

Région parisienne: 1.696 = 100.
Province: 1.988 = 117,2.

Nous devons faire remarquer que la publication de l'indice des 213 articles de la province ne fut plus faite à partir de décembre 1955. Pour la moyenne de l'année 1955, cet indice était respectivement de:

Région parisienne: 144,9.
Province: 145,9.

L'écart province-région parisienne se serait aggravé.

⁂

Cette serie d'études comparatives démontre les difficultés pour calculer, d'une manière objective, l'évolution du pouvoir d'achat des salaires horaires — moyenne de l'ensemble des activités.

Les difficultés précitées résident essentiellement dans les données statistiques disponibles sur l'évolution du coût de la vie, et plus particulièrement sur deux périodes, à savoir:

De 1938 à 1949;
De 1949 à l'entrée en vigueur de l'indice des 250 articles.

Pour la première période (pour une base 100 en 1938) nous pouvons confronter les résultats de l'étude de M. Sauvy et ceux des commissions départementales du coût de la vie.

ANNÉE 1949	ÉTUDE DE M. SAUVY	COMMISSIONS départementales.
Région parisienne	1.630	1.696
Province	1.810	1.985
France entière	de 1.730 à 1.780	1.92

Nous voyons immédiatement que, pour la région parisienne, l'écart entre les deux séries d'indices est de 1.696 — 1.630 = 66 soit $\frac{66 \times 100}{1.630} = 4$ p. 100 et que pour la province, cet écart est de 1.988 — 1.810 = 178 soit $\frac{178 \times 100}{1.810} = 9,8$ p. 100.

Une seconde remarque se dégage de la confrontation des indices du coût de la vie — moyenne de l'année 1949.

D'après l'étude de M. Sauvy, nous aurions:

Région parisienne: 1.630 = 100;
Province: 1.810 = 111,

soit, pour la province, une augmentation supérieure de 11 p. 100 à celle enregistrée pour la région parisienne.

D'après les études des commissions départementales, nous aurions:
Région parisienne: 1.696 = 100;
Province: 1.988 = 117,2,
soit, pour la province, une augmentation supérieure de 17,2 p. 100 à celle enregistrée pour la région parisienne.

Nous pensons avoir localisé une des difficultés majeures rencontrée dans nos calculs. Nous devons essayer de trouver un arbitrage entre ces deux données de base.

L'arbitrage peut être donné par les comptes de la nation.

Source: *Annuaire statistique* 1953, I. N. S. E. E., page 344, tableaux VI et VII.

TABLEAU N° 1

Comptes de la nation. — Dépenses des particuliers. Biens de consommation et services.

Etudes des indices des prix sur la structure de 1938.
(Base 100 en 1938.) (En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1938		
	En francs 1938.	En francs 1949.	Indices des prix.
Produits alimentaires et tabacs.....	151	2.800	1.854
Biens industriels non durables.....	28	450	1.607
Textiles, habillement, cuirs.....	40	1.070	2.675
Autres biens durables.....	25	480	1.920
Services	73	880	1.205
Ensemble	317	5.680	1.791

TABLEAU N° 2

Comptes de la nation. — Dépenses des particuliers. Biens de consommation et services.

Etudes des structures des dépenses.
(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1938		1949	
	En francs courants.	En pourcentage.	En francs courants.	En pourcentage.
Produits alimentaires et tabacs.....	151	47,6	2.690	48,6
Biens industriels non durables	28	8,8	480	8,7
Textiles, habillement, cuirs	40	12,6	970	17,6
Autres biens durables.	25	7,9	470	8,5
Services	73	23,1	920	16,6
Totaux	317	100	5.530	100

TABLEAU N° 3

Comptes de la nation. — Dépenses des particuliers. — Biens de consommation et services. — Etudes des indices des prix (base 100 en 1938). — Sur la structure de 1949.

DÉSIGNATION	1949		
	Structure.	Indice.	Pondération.
	P. 100.		
Produits alimentaires et tabacs.....	48,6	1.854	90.104,4
Biens industriels non durables.....	8,7	1.607	13.980,9
Textiles, habillement, cuirs.....	17,6	2.675	47.080,0
Autres biens durables.....	8,5	1.920	16.320,0
Services	16,6	1.205	20.003,0
Ensemble	100	1.875	187.488,3

De ces trois tableaux, nous pouvons dégager les constatations suivantes:

— par rapport à 1938, l'évolution des prix a entraîné une modification de la structure des dépenses des particuliers;

— en 1949, le volume des consommations serait inférieur à celui de 1938, d'environ 2,6 p. 100.

Pour une base 100 en 1938, l'indice de l'évolution des prix à la consommation (moyenne de l'année 1949) serait de:

Avec la structure de 1938: 1.791;
Avec la structure de 1949: 1.875,

soit une moyenne géométrique de $\sqrt[2]{1.791 \times 1.875} = 1.832$.

Nous pensons que cet indice peut être utilisé comme évolution du coût de la vie, pour l'ensemble du territoire métropolitain, pour la période 1938-1949.

Estimation du pouvoir d'achat.

A. — Période de 1938 à 1949 (moyenne annuelle).

Coût de la vie (100 en 1938)..... = 1.832.
Salaires horaires (moyenne)..... = 1.175.
Pouvoir d'achat ..... = 64,1.

B — Période de 1949 à la moyenne 1er juillet 1956 au 30 juin 1957.

Coût de la vie (100 en 1949) d'après l'institut d'observation économique ..... = 161.
Salaires horaires (moyenne)..... = 215,1.
Pouvoir d'achat ..... = 133,6.

C. — Période du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957 et 1er octobre 1958.

Coût de la vie (250 articles)..... = 121.
Salaires horaires (moyenne)..... = 119,5.
Pouvoir d'achat..... = 98,7.

Nous pouvons estimer que le pouvoir d'achat de la moyenne des salaires horaires (ensemble des activités), base 100 en 1938, serait, au 1er octobre 1958, de $64,1 \times 1,336 \times 0,987 = 84,5$, soit une régression de 15,5 p. 100.

Ce rappel prend toute sa signification au moment d'une réduction sensible de la durée hebdomadaire du travail.

Paris, le 4 décembre 1958.

Le groupe Force ouvrière du Conseil économique.

II. — Note du groupe Force ouvrière sur le pouvoir d'achat de la moyenne des taux horaires pratiques.

(Pages 23 et 24 du rapport.)

Période prise en considération, base 100, du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957.

Prix (référence aux 250 articles), octobre 1958 = indice 121.

Salaires (référence aux taux horaires de l'enquête du ministère du travail, base 100 au 1er janvier 1946), rapport Dumontier, premier semestre 1958, page 130, tableau n° 2.

Calcul (d'une base 100) du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957:

1er juillet 1956	610 × 2 = 1.220
1er octobre 1956	620 × 3 = 1.860
1er janvier 1957	629 × 3 = 1.887
1er avril 1957	639 × 3 = 1.917
1er juillet 1957	656 × 1 = 656

$$\frac{7.540}{12} = 628,3.$$

Soit une moyenne, pour la période du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957, de 628,3.

L'indice du 1er janvier 1958 (base 100 au 1er janvier 1946) était de 700.

D'après le tableau de la page 54 du pré-rapport actuellement en discussion, l'augmentation enregistrée du 1er janvier 1958 au 1er octobre 1958 serait de + 8,46 p. 100.

Soit, pour le 1er octobre 1958, un indice de $\frac{700 \times 108,46}{100} = 759,2.$

Et par rapport à une base 100, pour la période du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957, une augmentation de $\frac{759,2}{628,3} \times 100 = 120,8$, soit + 20,8 p. 100.

Pouvoir d'achat, d'après les données statistiques précitées, pour une base 100 pour la période du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957, le pouvoir d'achat d'octobre 1958 serait de:

$$\frac{\text{salaires}}{\text{prix}} \quad \frac{120,8}{121} \times 100 = 99,8,$$

soit une diminution de 0,2 p. 100.

Nous devons faire remarquer que les estimations de M. Dumontier, sur l'évolution de la moyenne des taux horaires, ensemble des activités, apparaissent surévaluées.

En effet, d'après les informations du ministère du travail, l'indice des salaires précités (base 100 au 1er janvier 1956) au 1er octobre 1958 serait de 127,6.

Soit pour une base 100 au 1er janvier 1946, un indice de 589 × 1,276 = 751,6.

Et, pour une base 100 pour la période du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957, une augmentation de $\frac{751,6}{628,3} \times 100 = 119,5$, soit + 19,5 p. 100.

Sur cette dernière estimation, le pouvoir d'achat des salaires horaires, au 1er octobre 1958, serait de:

$$\frac{\text{salaires}}{\text{prix}} \quad \frac{119,5}{121} \times 100 = 98,7,$$

soit une diminution de 1,3 p. 100.

Nous devons signaler que, pour la période prise en considération, les résultats seraient différents en prenant pour base de l'évolution des prix le budget type de la C. G. T.-F. O. En effet, les dépenses mensuelles représentent une moyenne de 28.613 F (pour la période du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957). Au 1er octobre 1958, ces dépenses étaient de 37.056 F, soit une augmentation de 29,5 p. 100.

Ce qui donnerait un pouvoir d'achat de:

$$\frac{\text{Salaires (estimation Dumontier)}}{\text{Prix}} \quad \frac{120,8}{129,5} \times 100 = 93,3,$$

soit une diminution de 6,7 p. 100.

Et, avec les corrections de l'indice des salaires:

$$\frac{\text{salaires}}{\text{prix}} \quad \frac{119,5}{129,5} \times 100 = 92,3,$$

soit une diminution de 7,7 p. 100.

Le comportement actuel des consommateurs d'origine salariale aurait tendance à démontrer que la dégradation du pouvoir d'achat est plus profonde que celle dégagée des données statistiques officielles.

Pouvoir d'achat des salaires hebdomadaires.

a) Durée hebdomadaire moyenne du travail, ensemble des activités

Calcul de la moyenne pour la période du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957:

1er juillet 1956	47 h 9 × 2 = 91,8
1er octobre 1956	46 h 0 × 3 = 138,0
1er janvier 1957	45 h 8 × 3 = 137,4
1er avril 1957	45 h 9 × 3 = 137,7
1er juillet 1957	46 h 1 × 1 = 46,1

$$\frac{551,0}{12} = 45 \text{ h } 9.$$

Au 1er octobre 1958, la durée hebdomadaire du travail (moyenne de l'ensemble des activités) serait de 45 h 6.

45 h 9 = 100 et 45 h 6 = 99,3, soit une réduction de 0,7 p. 100.

Globalement l'estimation de la réduction du pouvoir d'achat, de la moyenne des salaires hebdomadaires, au 1er octobre 1958, par rapport à celle enregistrée pour la période du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957, d'après les données officielles, serait de 2 p. 100.

Mais nous avons fait remarquer que ces données globales tendaient à masquer des situations très différentes. Citons deux exemples, à savoir:

Industrie textile. — La moyenne de la durée hebdomadaire, pour la période du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957, était de 44 heures; au 1er octobre 1958, elle serait de 41 heures 3, soit une réduction de $44 - 41,3 = \frac{2,7 \times 100}{44} = 6,1$ p. 100.

Industrie des cuirs et peaux. — La moyenne de la durée hebdomadaire pour la période du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957, était de 42 heures 9; au 1er octobre 1958, elle serait de 40 heures 7, soit une réduction de: 42 h. 9 — 40 h. 7 = $\frac{2,2 \times 100}{42,9} = 5,1$ p. 100.

Sur ces données, il est facile de démontrer officiellement que la dégradation du pouvoir d'achat de la moyenne des salaires hebdomadaires serait respectivement de:

— 7,3 p. 100 dans les industries textiles;
— 6,3 p. 100 dans les industries des cuirs et peaux.

Enfin, il est nécessaire de rappeler que les enquêtes trimestrielles du ministère du travail ne portent que sur:

1° Les entreprises de plus de dix salariés;
2° Les salaires horaires au temps.

Dans ces conditions, il apparaît dangereux d'extrapoler les données précitées pour dégager les appréciations nécessaires pour mesurer la condition ouvrière actuelle.

Malgré les améliorations des données statistiques, beaucoup de lacunes restent à combler. Ce n'est pas une raison pour qu'elles servent de prétexte à la publication de fantaisies dangereuses.

Notre commission de la conjoncture se doit de soigner particulièrement cette partie du rapport.

Le groupe de la C. G. T.-F. O. suggère d'utiliser deux études pour essayer de combler les lacunes précitées, à savoir:

— de l'influence de la taille des entreprises sur le niveau des salaires, études et conjonctures;
— les gains horaires effectifs (toutes primes comprises), enquêtes annuelles du ministère du travail.

Le groupe de la C. G. T.-F. O.

II. — PREVISIONS ECONOMIQUES POUR LE PREMIER SEMESTRE 1959 ET POLITIQUE ECONOMIQUE

Rapport présenté, au nom du Conseil économique, par M. André Malterre, rapporteur.

SOMMAIRE

CHAPITRE Ier. — *Réalisation des prévisions du Conseil sur l'évolution économique au cours du deuxième semestre de 1958.*

CHAPITRE II. — *Méthodes employées en matière de prévision économique.*

CHAPITRE III. — *Perspectives économiques pour le premier semestre 1959.*

A. — Prévisions en matière de production.

1. — Production industrielle.

2. — Production agricole.

B. — Prévisions en matière de prix.

C. — Prévisions en matière de commerce extérieur.

D. — Compatibilité des prévisions.

E. — Les problèmes sociaux.

CHAPITRE IV. — *Politique économique à suivre à court et à moyen terme.*

I. — Politique économique à court terme.

A. — Les buts de la politique économique à court terme.

B. — Les moyens de la politique économique.

II. — La politique à moyen et à long terme.

CONCLUSIONS

CHAPITRE Ier

REALISATION DES PREVISIONS DU CONSEIL SUR L'EVOLUTION ECONOMIQUE AU COURS DU DEUXIEME SEMESTRE DE 1958

Dans son rapport de juillet dernier, le Conseil économique s'était efforcé de dégager l'évolution probable de la conjoncture économique au cours du semestre suivant. Au début de décembre, il apparaît que ses prévisions ont été réalisées dans une large mesure, tant en ce qui concerne les prix et le commerce extérieur, qu'en ce qui concerne la production.

Le Conseil déclarait que les prix devaient s'orienter vers la stabilisation. C'est effectivement une telle tendance qui a caractérisé la situation des prix au second semestre de cette année. Dans le domaine des prix industriels, les facteurs de hausse qui avaient pesé sur l'évolution des prix au premier semestre ont été, en effet, éliminés: la plupart des éléments d'augmentation des prix de revient avaient été absorbés avant le mois de juin. Ceci est vrai tant pour les incidences de l'augmentation des impôts et des salaires que pour celles de l'opération 20 pour cent. Un seul problème subsistait en ce domaine, celui des conséquences d'une augmentation du prix du charbon. Cette augmentation n'ayant pas été décidée, ce facteur d'accroissement des prix de revient n'a pas joué.

La stabilisation a été, au contraire, favorisée par l'évolution des cours des matières premières qui a eu sa répercusion sur les prix de revient industriels dans le dernier semestre.

Dans le domaine alimentaire, les prévisions étaient moins favorables, dans la mesure où les approvisionnements en viande restaient limités, où la soudure paraissait devoir être difficile à réaliser sur le marché du vin, dans la mesure enfin où l'application des textes relatifs à l'indexation de certains prix devait se traduire par une augmentation sensible de ceux-ci.

Pour la viande, les prix ont été très élevés jusqu'en octobre. Mais la détente saisonnière que le Conseil avait prévue s'est réalisée. Les effets ont même été sensiblement plus importants que les prévisions faites il y a six mois ne l'auraient laissé penser, de sorte que la détente en ce domaine a été très nette.

En ce qui concerne les effets de l'indexation des prix agricoles, ceux-ci ont été limités dans le cas du blé où la loi n'a été que partiellement appliquée. Pour les autres produits et, notamment, pour le lait, les répercussions des mesures prises ont bien été celles qui avaient été prévues, puisque la loi Laborde a été intégralement appliquée.

De plus, pour le blé et la betterave, la mauvaise qualité de la récolte s'est traduite par des prix moins élevés que ceux qui auraient été pratiqués en cas de récolte normale.

Dans l'ensemble, cependant, compte tenu de la détente qui s'est produite sur le marché du vin, la hausse des prix alimentaires au stade du détail est restée très faible. L'indice officiel du groupe alimentaire de l'indice des 250 articles, qui était à 118,2 fin juin n'était, en effet, qu'à 121 fin octobre.

Ainsi, même dans le secteur où le Conseil craignait qu'une certaine tension continue à se maintenir, l'orientation vers la stabilisation du niveau des prix est nette.

Ceci provient de ce que certains facteurs de hausse prévisibles au mois de juillet dernier ne se sont pas réalisées.

Mais cette situation est due également au fait que, conformément à ce que le Conseil avait prévu, la pression de la demande interne s'est relâchée, d'une part, sous l'effet de la politique de réduction de l'impasse budgétaire et du crédit, d'autre part, sous l'effet de la diminution du pouvoir d'achat, qui s'est produite dès le premier semestre en raison de la hausse des prix, et qui s'est poursuivie au second semestre par suite de la réduction des horaires de travail.

En matière de commerce extérieur, le Conseil déclarait que le redressement de la balance commerciale ne pourrait être assuré à court terme uniquement par l'accroissement des exportations, que les facteurs commerciaux devraient de ce fait continuer à se présenter sous un aspect défavorable et qu'en définitive, l'action des facteurs psychologiques de confiance en la valeur de la monnaie jouerait un rôle notamment dans le règlement des payements extérieurs de la France.

L'évolution du commerce et des finances extérieures confirme pour une large part ces prévisions. En effet, ainsi que M. Dumontier l'a souligné dans son rapport, ce qui caractérise cette évolution, c'est la distorsion qui s'est produite entre la balance des comptes et la situation de la Trésorerie en devises. Cette

situation au 1er décembre est beaucoup plus favorable que la seule évolution de la balance des comptes ne pouvait le laisser prévoir. C'est que la Trésorerie en devises a disposé d'environ 200 millions de dollars supplémentaires, grâce aux achats d'or et aux rapatriements de devises.

Ces 200 millions de dollars sont l'expression concrète du retour à la confiance en la valeur de la monnaie.

En ce qui concerne la balance des comptes, les facteurs favorables que le Conseil avait prévus sont effectivement apparus. Ceci est vrai notamment pour la balance du tourisme, qui s'est améliorée grâce à la suppression du contingent de devises alloué aux Français se rendant à l'étranger.

En ce qui concerne les exportations, « aucun facteur favorable d'évolution n'apparaît dans ce domaine, si ce n'est celui qui résulte de l'évolution saisonnière et laisse espérer un niveau des exportations traditionnellement plus élevé au cours du quatrième trimestre ». Telles étaient les prévisions du Conseil.

Ces prévisions étaient un peu pessimistes. Depuis le mois de juin, les exportations ont eu tendance à s'accroître lentement; pour le mois d'octobre et la première quinzaine de novembre, les résultats sont très brillants. S'agit-il là du mouvement saisonnier prévu ou d'une évolution vers l'accroissement des exportations ? C'est là une question qui sera étudiée dans le chapitre des prévisions.

Quoi qu'il en soit, les résultats du commerce extérieur montrent une nette amélioration pour les derniers mois. Mais ce phénomène n'est pas dû seulement au mouvement des exportations. Il s'explique aussi par la diminution des importations, qui restent au-dessous du plafond prévu. C'est sur ce point, plutôt qu'en matière d'exportation, que les prévisions du Conseil peuvent paraître quelque peu infirmées par les résultats disponibles.

Dans le domaine de la production, le Conseil estimait que le mouvement de ralentissement du rythme d'expansion de l'activité économique ne serait pas très prononcé cette année et que ce mouvement ne serait pas tant la conséquence des restrictions d'importations que celle de la diminution de la demande interne.

Si l'on observe l'évolution de la production industrielle vue d'une manière globale, par rapport aux mois correspondants de l'année dernière, il apparaît que l'expansion de la production a peu à peu diminué, l'écart entre le niveau actuel et celui de 1957 se rétrécissant progressivement.

Le ralentissement ainsi observé a correspondu à une légère baisse de la production par rapport au niveau qu'elle avait atteint il y a quelques mois, si l'on étudie l'évolution des indices de production après correction des variations saisonnières. Mais le coup de frein n'a pas été brutal. Le retournement de la conjoncture s'est fait progressivement depuis quelques mois.

Cette évolution n'a pas été la conséquence des restrictions d'importations, puisque le programme des importations prévu n'a pas été exécuté en définitive. La cause du mouvement est la diminution de la demande interne provoquée, comme le Conseil l'avait prévu, « d'une façon par des mesures anti-inflationnistes, telles que l'équilibre actuel du budget et les restrictions de crédit et, d'autre part, par la hausse des prix ».

CHAPITRE II

METHODES EMPLOYEES EN MATIERE DE PREVISION ECONOMIQUE

Les méthodes dont on se sert en matière de prévision économique ont fait des progrès considérables au cours des dernières années. Les comptes prévisionnels de la nation, les enquêtes auprès des chefs d'entreprise, les indices corrigés des mouvements saisonniers, qui viennent d'être récemment calculés par l'I. N. S. E. E., sont autant de moyens nouveaux mis à la disposition de la prévision économique.

Les renseignements ainsi fournis sont en effet très précieux. Les indices, calculés en tenant compte des saisons permettent d'apprécier la tendance réelle de la production, des prix de tel ou tel élément de la vie économique, dont le mouvement profond est parfois caché par les fluctuations saisonnières.

Les calculs de l'I. N. S. E. E. sur l'évolution réelle de l'indice de la production industrielle ont montré qu'il ne fallait pas se fier aux mouvements apparents de cette production, tels qu'elle semblait ressortir de la comparaison des résultats des derniers mois avec ceux des mois correspondants de l'année passée. Les nouveaux indices montrent que, contrairement aux apparences, la production industrielle a commencé à baisser légèrement dès le mois d'avril, alors que la comparaison mois sur mois montrait une continuation de l'expansion à un rythme sans cesse ralenti. Cette indication, fournie par les calculs de désaisonnalisation, sera très utile dans l'analyse des tendances de la production dans les six mois à venir.

Les enquêtes auprès des chefs d'entreprise présentent l'avantage de regrouper et de synthétiser les opinions et les informations fournies par un grand nombre d'entre eux, qu'il ne serait pas possible d'atteindre par d'autres moyens. Ces enquêtes fournissent non seulement des indications sur l'état actuel de la production, mais elles donnent également des renseignements sur l'état des carnets de commande, l'évolution de la demande et l'opinion des entrepreneurs interrogés sur l'évolution de leur propre production, sur celle de leur profession et celle plus générale de l'économie française.

L'expérience des dernières années a montré que la physionomie de l'économie donnée par cette enquête est dans une large mesure exacte.

Enfin, les comptes prévisionnels de la nation, qui sont présentés en introduction au projet de loi de finances, chaque année depuis la réforme du budget, donnent une vue d'ensemble de l'évolution économique à partir d'un certain nombre d'hypothèses sur la production, le commerce extérieur, les finances publiques, etc.

L'intérêt essentiel de ce travail réside dans le fait qu'il donne une vue cohérente des perspectives d'évolution économique, qui sont ainsi présentées dans le cadre logique de la comptabilité nationale. Ces comptes prévisionnels sont particulièrement utiles dans la définition d'une politique économique, dans la mesure où ils permettent d'apprécier les conséquences de telle ou telle mesure sur le fonctionnement de l'économie. Mais l'inconvénient majeur que présente l'utilisation de la comptabilité nationale est la forme annuelle donnée aux comptes. L'évolution des principales données de l'économie est indiquée, non pas de mois en mois, mais d'une année sur l'autre. De ce fait, il n'est pas possible de définir les tendances de l'économie dans les mois suivants, ainsi que cela serait nécessaire pour l'établissement du rapport de conjoncture du Conseil économique. Aussi, les prévisions, que ces comptes peuvent nous donner, portent-elles sur les hypothèses d'ensemble de l'année 1959 par rapport aux résultats globaux de l'année 1958.

Les indicateurs rapides apportent aussi des renseignements précieux aux conjoncturistes. C'est ainsi qu'en particulier l'évolution des offres et des demandes d'emploi constitue un des indicateurs les plus sensibles aux renversements de tendance. Il est également précieux de suivre l'évolution de la durée du travail, car la diminution des horaires précède dans le temps l'apparition du chômage total.

De même, l'indice des commandes de la machine-outil, qui paraît trimestriellement, est bon en ce qui concerne les prévisions d'investissements.

Enfin, parmi les indices qui permettent de se renseigner sur le présent immédiat, sans connaître les retards dus à l'élaboration et à la diffusion des statistiques, figure notamment celui de l'électricité et celui des transports.

Ainsi, grâce à cet ensemble d'instruments statistiques, il est possible de faire des prévisions plus scientifiques et moins subjectives en ce qui concerne l'évolution à court terme.

Mais il ne faut pas toutefois se faire trop d'illusion; il existe toujours une grande part d'incertitude dans toute prévision; celle-ci est plus grande dans les cas de renversement de la conjoncture. Il ne suffit pas, en effet, d'extrapoler une tendance déjà observée mais de prévoir des phénomènes entièrement nouveaux, ce qui est d'autant plus difficile actuellement, que la politique économique et financière du Gouvernement n'est pas encore définie.

Enfin, la commission a exprimé le regret que les enquêtes du ministère du travail sur l'activité et le niveau de l'emploi ne soient que trimestrielles, alors que si elles étaient mensuelles elles constitueraient un élément d'appréciation de la conjoncture. Par ailleurs, plusieurs commissaires, représentant plus particulièrement les organisations de salariés, ont estimé qu'une statistique plus fréquente des gains salariaux serait également précieuse, notamment dans le cas de renversement de la conjoncture.

Telle est la situation à l'heure actuelle. Après une époque où l'économie française a connu depuis quatre ans une période continue d'expansion, la production stagne et baisse même légèrement. De plus, en ce début de décembre, aucune information précise n'est encore parvenue au sujet des décisions fondamentales que le Gouvernement doit prendre, aussi bien en ce qui concerne le budget, que les relations économiques extérieures.

Les prévisions qui seront présentées, ci-dessous, pour le prochain semestre, devront donc être interprétées avec une certaine prudence. Elles concernent, selon la tradition du Conseil, l'évolution de la production, celle des prix et enfin celle du commerce extérieur.

CHAPITRE III

PERSPECTIVES ECONOMIQUES POUR LE PREMIER SEMESTRE 1959

Ce chapitre traite des prévisions et d'abord de celles concernant la production.

A. — Prévisions en matière de production.

1. — Production industrielle

Il y lieu de remarquer, en premier lieu, que les indices corrigés montrent une légère baisse de l'indice global de production. Les enquêtes auprès des chefs d'entreprise, qui ont eu lieu au mois d'octobre, font apparaître une majorité de réponses prévoyant une stagnation de la production, voire même une baisse, tandis qu'il n'existe qu'une faible minorité de réponses où les chefs d'entreprise estiment qu'il y aura une augmentation de la production de leur entreprise ou de leur branche d'activité.

Une enquête analogue a été faite auprès des adhérents de la C. G. C. et notamment auprès des cadres supérieurs. Les conclusions sont dans les grandes lignes, les mêmes que celles de l'enquête effectuée par l'I. N. S. E. E.

En ce qui concerne l'observation des indices rapides, on assiste toujours à une régression des offres dans le domaine de l'emploi et à une diminution des horaires de travail. Le seul indice qui serait peut-être révélateur d'une tendance contraire, serait celui de l'électricité qui ferait apparaître une légère augmentation de la consommation d'électricité. Toutefois, des réserves s'imposent, car il est certain que la consommation de cette forme d'énergie augmente pour des raisons qui sont propres à cette industrie et qui ne coïncident pas toujours avec une augmentation générale de la production.

Enfin, des renseignemnets ont été recueillis auprès d'un certain nombre de personnalités du monde des affaires appartenant à des branches d'activité particulièrement représentatives.

Une constatation qui est absolument générale, c'est que, même à l'intérieur des professions, les renseignements globaux, que l'on peut avoir, recouvrent des situations très différentes selon les « sous-branches d'activité », les régions et même les entreprises.

C'est le cas notamment de l'industrie textile qui est une des industries de transformation les plus atteintes. La branche du coton est plus touchée que celle de la laine. Certaines régions connaissent des horaires très bas et même la fermeture d'entreprises. C'est le cas des Vosges où les horaires, qui étaient encore il y a quinze jours de 32 heures, sont tombés à 28 heures. La situation est également inquiétante dans la région alsacienne et dans la région du Nord, en particulier pour l'industrie du lin. Toutefois, les dirigeants du textile espèrent une amélioration de la situation économique de leur profession au printemps de l'année prochaine. Cependant, l'incertitude est grande car une industrie a très peu de rapports directs avec le consommateur final dont elle est séparée par un réseau de distributeurs.

Dans l'industrie du papier et du carton, la situation est également diverse selon les sous-branches. C'est ainsi qu'il n'y a aucune trace de ralentissement de la production, en ce qui concerne l'industrie du papier journal. Par contre, celle du carton est très touchée. C'est même une branche d'activité dont l'évolution peut être considérée comme un indice concernant l'évolution future et il faut dire qu'il n'y a pas de symptômes de redressement dans cette industrie. En ce qui concerne le papier d'impression et d'écriture, la note générale est celle d'un palier de production. D'une manière globale, il est permis d'envisager que la production de l'année 1959 sera analogue à celle de 1957.

En ce qui concerne la sidérurgie, la situation, sans connaître l'expansion des dernières années, ne semble pas inquiétante. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que sa vitesse de croisière est fonction, dans une large mesure, à la fois de l'évolution de la conjoncture internationale et du maintien de l'activité de l'industrie automobile.

C'est certainement dans les industries chimiques, que l'opinion est la plus optimiste. En effet, l'expansion se poursuit à l'exception des fabricants d'engrais, ce qui est dû, selon les dirigeants de ces industries, à un resserrement dans la trésorerie des agriculteurs.

Il existe une crise assez nette, également, en ce qui concerne la production du verre utilisé dans la fabrication de bouteilles, mais cette récession n'existe pas dans celle du verre à plat car, jusqu'à présent, l'industrie automobile et celle du bâtiment lui assurent des débouchés normaux.

Le sort des industries mécaniques est différent. Il y a une crise très sensible en ce qui concerne l'ensemble des appareils électro-ménagers, l'industrie électronique, l'industrie des motocyclettes, des vélomoteurs et des scooters et, également dans la fabrication de l'appareillage électrique, Des réflexions analogues peuvent être faites sur l'industrie de transformation des métaux avec cette remarque additionnelle qu'il semble que les petites et moyennes entreprises sont frappées plus durement que les grandes firmes. Toutefois, si l'on considère l'ensemble de ces industries, on peut constater qu'il n'y a pas jusqu'à présent de difficultés suffisamment graves pour faire redouter un effondrement de leur activité dans la mesure où l'industrie automobile maintiendra son niveau actuel de production.

Les industries de construction navale, qui avaient connu une période de grande activité se trouvent maintenant dans une situation beaucoup plus difficile à la suite, en particulier, d'annulations de commandes soit de l'Etat, soit des armateurs.

Des difficultés notables sont aussi apparues ces derniers temps dans les industries de machines agricoles, à la suite de sérieuses diminutions d'achat de matériel pour les agriculteurs.

Enfin, pour terminer ce tour d'horizon, il convient d'évoquer les industries de soutien, c'est-à-dire celles autour desquelles gravitent des industries annexes de traitants ou de sous-traitants, ou des entreprises qui sont largement tributaires des premières en ce qui concerne leurs carnets de commandes.

En premier lieu, vient l'industrie du bâtiment. Son activité devrait se maintenir, compte tenu notamment d'un certain nombre de décisions d'ordre gouvernemental qui peuvent intervenir.

L'industrie automobile a été au cours de ces dernières années une industrie pilote. Son rythme d'accroissement de production était très supérieur à la moyenne. Aussi beaucoup de bons esprits se sont demandés si en plus d'une crise conjoncturelle, l'industrie automobile n'allait pas connaître une crise de structure due à une saturation du marché. Préoccupation grave car une importante diminution de la production dans cette profession entraînerait un ralentissement correspondant notamment dans la transformation de métaux ce qui viserait plus particulièrement la région parisienne.

Les conclusions auxquelles le rapporteur est arrivé sont les suivantes: les derniers renseignements statistiques laissent apparaître une diminution des immatriculations sur Paris et une augmentation des immatriculations en province. En ce qui concerne les carnets de commandes, il est incontestable que ceux-ci ont diminué, du reste d'une façon très variable, et ceci est lié à la diminution des délais de livraison. La situation n'est d'ailleurs pas la même selon les marques. Certaines considèrent qu'elles pourront passer sans inquiétude le creux, en quelque sorte saisonnier, qui se situe entre la période du Salon et les fêtes de Pâques qui provoquent généralement une reprise dans l'industrie automobile par suite des perspectives des vacances et des fins de semaine à la campagne. La prochaine échéance se situerait donc au mois d'octobre. D'autres, au contraire, sont moins optimistes et craignent un certain stockage qui, en lui-même, ne serait pas inquiétant si la reprise saisonnière escomptée à Pâques se produit en temps utile.

En résumé, le rapporteur n'appréhende pas de catastrophes dans un avenir proche. Les dirigeants de l'industrie automobile seraient tentés de répondre à ceux qui s'inquiètent du sort de leur profession, que leur production se maintiendra, à condi-

tion que la reprise d'ensemble ne tarde pas trop à se manifester et surtout qu'il n'y ait pas de récession importante. Tous reconnaissent enfin que la bonne tenue des exportations constituera un élément important de la stabilité de la production.

Pour achever cet examen des principaux secteurs économiques, il est logique d'étudier la situation des Charbonnages de France très représentatifs de la situation économique d'ensemble. Ceux-ci se préoccupent de faire des prévisions en ce qui concerne les possibilités d'absorption du marché et de ce fait prennent des contacts avec l'ensemble de l'industrie française, puisque la plus grande partie des entreprises industrielles sont consommatrices de charbon.

Les renseignements recueillis permettent un optimisme relatif. Le stockage est limité à 2 millions de tonnes. Il est donc beaucoup moins important que celui existant dans les pays étrangers et, malgré la concurrence faite actuellement par le fuel, les Charbonnages de France estiment qu'il n'y aura pas lieu de procéder à une diminution des heures de travail. Ainsi, l'on prévoit le maintien du plein-emploi dans cette industrie, qui est essentiellement une industrie de main-d'œuvre.

Le rapporteur aboutit en définitive à des conclusions qui sont forcément prudentes. Honnêtement, il n'a rien trouvé jusqu'à présent, dans les indices ou dans les conversations qu'il a eus, lui permettant d'écrire que la prospérité est au coin de la rue. Il a noté qu'il était très difficile d'avoir une vue d'ensemble, car la situation est extraordinairement complexe, à la fois selon les branches industrielles, selon les régions et même selon les périodes de temps. Il n'existe pas, dans la plupart des industries, de tendance continue. Une quinzaine favorable aux affaires est suivie d'une quinzaine défavorable.

Le rapporteur pense que l'économie française est sur un palier avec une tendance à la baisse de production. Cette opinion peut se trouver corrigée par un certain nombre de facteurs. Un élément nouveau favorable est à noter: le Gouvernement aurait pris la décision de ne pas réduire les investissements, ce qui veut dire que dans le futur budget, quelle que soit la présentation de celui-ci, non seulement il n'y aura pas de diminution des investissements en francs par rapport à l'année précédente, mais il y aura au contraire une augmentation.

Ceci constitue un facteur de consolidation de la production.

Les décisions prises concernant le bâtiment agissent également dans le même sens ainsi que la réduction du taux de l'escompte et le retour à une politique plus libérale en matière de crédit à la consommation.

2. — Production agricole

Les renseignements connus actuellement sur les semailles d'automne de céréales permettent de penser que la récolte de blé devrait normalement être en 1959 supérieure à celle de 1958. En effet, en dépit d'une légère diminution des surfaces, on peut espérer des rendements supérieurs à ceux relativement faibles de 1958, malgré des semences de qualité parfois médiocre, qui semblent rarement avoir influencé défavorablement la levée des premiers semis. Peu d'indications sont connues sur les autres céréales.

On ne devrait pas observer une grosse variation des surfaces cultivées en pommes de terre, mais il serait normal de voir une augmentation de la production car les rendements en 1958 ont été médiocres.

Il est vraisemblable, par contre, que la récolte d'oléagineux sera inférieure à celle de 1958 car le lin qui représentait depuis quelques années une partie importante des surfaces cultivées en oléagineux ne semble pas devoir poursuivre son expansion.

Les plantations fruitières faites depuis dix ans permettraient des récoltes plus élevées chaque année, si l'on ne devait pas tenir compte des conditions atmosphériques.

Au sujet de la production animale il est indéniable que, depuis un certain temps, les producteurs tendent à augmenter le cheptel; et d'ici l'année prochaine, tout laisse penser que cette tendance ne sera pas modifiée.

B. — Prévisions en matière de prix.

En ce qui concerne les prévisions des prix, en première analyse, il semble qu'elles soient beaucoup plus aisées à faire que celles concernant l'évolution de la production. C'est seulement une impression bien que la tendance actuelle soit nettement à la stabilisation. Ceci est vrai aussi bien pour les produits alimentaires que pour les produits industriels. Dans le domaine des produits alimentaires, la hausse spectaculaire du prix du beefsteack au cours des dernières semaines a été suivie d'une détente sensible sur le marché de la viande. Il est évidemment trop tôt pour savoir si ce mouvement se maintiendra.

Plusieurs facteurs doivent être pris en considération à cet égard: en premier lieu, le facteur saisonnier — puisqu'il est traditionnel que, dans une époque de stabilité générale des prix, les cours de la viande baissent à cette époque de l'année. Il est non moins traditionnel que le prix de la viande augmente un peu plus tard. En second lieu, le facteur à long terme, car notre pays a traversé pendant plusieurs années une phase de pénurie de bétail; or maintenant, il semble que la France entre, sinon dans une phase d'abondance, du moins dans une période où cette pénurie est beaucoup moins marquée.

En ce qui concerne le vin, il y a eu un mouvement de baisse des prix très net au stade de la production, qui devrait normalement se répercuter sur celui du détail, d'autant plus que la récolte, bien que médiocre, semble suffisante pour satisfaire les besoins, compte tenu des stocks disponibles.

A ce sujet, le rapporteur ouvre une parenthèse car, d'après tous les renseignements recueillis jusqu'à présent, il ne devrait pas exister de stocks disponibles; or il semble que tout d'un coup des stocks réapparaissent. Il faut s'en féliciter, mais c'est une raison de plus d'être très humble dans le domaine des prévisions car les meilleures sources de renseignements sont sujettes à erreur. Les milieux professionnels souhaitent d'ailleurs, semble-t-il, relancer les ventes pour lutter contre la concurrence d'autres boissons moins chères, craignant que certaines catégories de consommateurs se détournent finalement du vin et notamment du vin de consommation courante.

Les perspectives sont également favorables en ce qui concerne les fruits et légumes. Pour les fruits d'hiver, la récolte est bonne, particulièrement pour les pommes. La situation est également satisfaisante pour les légumes frais; la production étant abondante, les hausses saisonnières de l'hiver devraient être retardées. Quelques difficultés sont à prévoir en ce qui concerne l'approvisionnement en pommes de terre car, semble-t-il, celles-ci se conservent mal. Le programme d'importations devrait y pourvoir.

En ce qui concerne les produits laitiers, il faut rappeler que le beurre connaît à l'heure actuelle une certaine mévente. Les stocks sont importants. Le prix de cette denrée ne devrait donc pas augmenter sensiblement dans les prochains mois.

Quant aux produits industriels, une inquiétude se manifeste sur la stabilité de leurs prix par suite du relèvement brusque de l'indice des matières premières industrielles importées en France. L'indice qui était de 144,3 à la fin de mai est remonté à 150 (base 100 en 1949) au mois de juin et depuis, l'indice mensuel se maintient au même niveau. Mais il faut noter que le chiffre ainsi atteint reste encore inférieur à celui du mois de janvier 1958 puisqu'il était de 154,9.

Par contre, les prix des matières premières nationales sont orientés vers la baisse depuis le début de l'année. De 213 au mois de janvier, l'indice est tombé à 208 au mois de septembre. Les craintes ne paraissent donc pas trop grandes dans ce domaine.

Dans celui des combustibles et de l'énergie, une augmentation du prix de certains produits pétroliers a été enregistrée au mois d'août: 3 p. 100 pour l'essence, 1 p. 100 pour le fuel léger, 3 p. 100 pour le fuel lourd. Ces hausses se répercuteront peu à peu sur les prix des produits industriels finis. Toutefois l'incidence sera dans l'ensemble faible.

Il ne faut pas oublier qu'un problème existe, c'est celui d'une hausse éventuelle du prix du charbon, qui tend à redevenir d'actualité. Le Gouvernement a repoussé au mois de juin dernier toute décision de hausse. Mais le problème n'a été résolu temporairement que par le versement d'une subvention aux Charbonnages de France. Cette subvention se trouve actuellement remise en cause. Néanmoins, pour des raisons proprement conjoncturelles, même si une hausse du prix du charbon devait avoir lieu, il est vraisemblable qu'elle serait moins importante que celle envisagée au mois de juin dernier. En effet, il y a une crise, notamment dans les pays de la C. E. C. A., et ceci se traduit par une baisse des prix. Par suite, également, de la concurrence du fuel, il ne semble pas que l'on puisse, pour des raisons commerciales, augmenter trop sensiblement le prix du charbon à l'heure actuelle, ce qui laisse toutefois intact le problème de l'équilibre des Charbonnages de France au point de vue financier.

Dans le domaine des prix industriels, on a même assisté à quelques baisses, soit à la suite de mesures fiscales, soit de certains mouvements de prix limités. Dan les mois à venir, et compte tenu de ces observations, on pourrait donc avec

beaucoup d'assurance, semble-t-il, envisager la stabilité des prix industriels, avec peut-être une tendance à la baisse.

Mais ici intervient un autre facteur, sur lequel malheureusement il n'a pas été possible d'avoir des données officielles ni des renseignements précis. Il s'agit du problème budgétaire. Il est actuellement beaucoup question de l'impasse. D'après les dernières informations, son montant, à la suite des arbitrages budgétaires faits par le président du conseil, se situerait entre 1.125 et 1.150 milliards. A la suite d'engagements au moins moraux, pris vis-à-vis des autorités monétaires internationales, non par ce gouvernement mais par le précédent, il était prévu que l'impasse française ne devrait pas dépasser 600 milliards de francs pour l'année 1958, et que l'on s'efforcerait d'avoir une impasse plus faible pour l'année 1959.

Un problème se pose donc au Gouvernement sur lequel ce dernier n'a pas pris position, c'est de savoir à quel niveau va être fixée cette impasse. Personne ne pense que l'on puisse supporter une impasse de 1.125 à 1.150 milliards. En effet, la trésorerie ne trouverait pas les ressources nécessaires, sauf si elle avait recours à l'inflation, soit sous forme d'une avance directe de l'institut d'émission, soit sous forme d'une politique appropriée de crédit.

Or, le Gouvernement ne veut pas risquer de relancer un processus inflationniste. Par contre, les économistes discutent sur le montant raisonnable de l'impasse susceptible d'être supporté par le Trésor sans avoir recours aux méthodes condamnables évoquées tout à l'heure. La fixation de cette impasse doit tenir compte également de la conjoncture actuelle, très différente de celle du début de l'année 1958. Les chiffres entre lesquels on hésite, la fourchette d'indécision, se situeraient probablement entre 600 et 800 ou 850 milliards.

Quel que soit le chiffre retenu, il doit comporter une diminution sensible de l'impasse. Si celle-ci est de 850 milliards, la réduction sera de 300 milliards, si elle est de 600 milliards, la diminution sera de 500 milliards. De toute façon, c'est un effort considérable à faire. Si l'on envisage les économies possibles, comment se présente le problème ? Il ne semble pas que l'on puisse toucher aux dépenses militaires à moins de réduire les missions de l'armée. Les arbitrages ont déjà été rendus et les programmes de dépenses sont déjà largement engagés. Par ailleurs, le Gouvernement paraît décidé à ne pas diminuer les programmes d'investissements prévus pour le prochain budget.

Dans ces conditions, et compte tenu du fait qu'un certain nombre de dépenses sont incompressibles, ne seraient-ce que les dépenses de fonctionnement de l'administration et, plus particulièrement, celles qui ont trait à la rémunération du personnel — il ne reste plus que ce que l'on appelle les subventions. Ces subventions — et ces détaxations, parce que les détaxations ne sont qu'une forme de subvention — recouvrent des réalités très différentes: les unes sont des subventions d'ordre économique, les autres d'ordre social. Dans la mesure même où on les supprimerait, quel que soit leur caractère, cela se traduirait normalement par une hausse de prix soit par la suppression des détaxations, qui avaient justement pour objet de maintenir plus bas que la normale certains prix, soit, au contraire, par la répercussion des hausses de tarifs, en cas de suppression par exemple des subventions aux entreprises nationalisées.

Des augmentations d'impôts pèseraient également sur les prix de revient, car il ne semble pas possible d'augmenter les tarifs des impôts directs.

Il ne faut toutefois pas oublier que nous sommes dans une conjoncture déflationniste et que de ce fait une augmentation des prix de revient ne se traduit pas automatiquement par une augmentation du prix de vente, comme dans une période d'expansion. En haute conjoncture, on a parfois constaté qu'une hausse des prix de revient, de 3 p. 100 par exemple, se traduisait par une augmentation supérieure des prix de vente. Dans une époque de récession cela peut se traduire par un phénomène inverse; il est possible qu'un certain nombre d'industries soient obligées de supporter tout ou partie de l'augmentation de certains éléments de leur prix de revient. Ceci rend donc plus difficile les prévisions à faire dans le domaine de l'évolution des prix. Toutefois, compte tenu du phénomène d'hysteresis, bien que celui-ci joue surtout dans le sens de la baisse plutôt que dans celui de la hausse, on peut penser qu'au cours de ce semestre, il ne devrait pas y avoir d'augmentation très sensible du niveau des prix.

Ce ne serait différent qu'en cas de reprise rapide de la production au cours du premier semestre 1959, coïncidant avec une inflation des prix de revient; cette double hypothèse est peu vraisemblable.

C. — **Prévisions en matière de commerce extérieur.**

La troisième partie des prévisions concerne l'évolution du commerce extérieur et de la balance des comptes.

Sans entrer dans le détail des prévisions de commerce extérieur, l'on peut se demander pour quelle raison il y a eu une évolution plus favorable du commerce extérieur que celle escomptée au cours du mois d'octobre et vraisemblablement au cours du mois de novembre. La grande question que l'on peut se poser est de savoir si cette situation relativement bonne se poursuivra. Si l'on procède à une analyse économique de ce phénomène, on se trouve en présence de deux causes principales qui expliquent cette amélioration.

En premier lieu, contrairement à ce qui a été dit parfois par certains économistes et industriels, un début de crise ou du moins un ralentissement d'activité tend à stimuler les exportations, car le réflexe naturel d'un chef d'entreprise est d'essayer de maintenir son niveau de production, quand ce ne serait que pour garder son personnel au plein emploi. C'est un souci que l'on rencontre chez de nombreux chefs d'entreprise français qui se défont beaucoup moins facilement que certains de leurs collègues étrangers de la main-d'œuvre qui peut sembler en surnombre. De ce fait, il est hors de doute qu'un effort particulier a été fait pour exporter vers l'étranger le surplus de production que l'on trouvait difficilement à placer sur le marché intérieur.

Inversement, du fait que l'on tablait sur une stabilisation de la production, voire sur une baisse des prix, les entreprises diminuaient leurs importations puisqu'au début du premier semestre les demandes de licence ne pouvaient être toutes satisfaites, actuellement elles sont inférieures au programme d'importation prévu. Tout ceci s'explique car, dans la mesure où une entreprise voit s'accumuler ses stocks côté vente, elle a tendance à les réduire côté achat, pour des raisons financières d'autant plus évidentes que l'argent est rare et cher.

C'est là l'explication de cette amélioration relative, mais ce phénomène ne sera constant que dans la mesure où la diminution de la production ne prendra pas une ampleur telle que, compte tenu de l'exportation, les entreprises ne se trouvent dans l'obligation, ayant diminué leur production, de constater que leurs prix de revient augmentent.

Il ne faut donc pas croire que, plus la crise serait importante et plus notre situation au point de vue commerce extérieur serait favorable. Ce serait même exactement l'inverse. L'idéal consisterait en une légère reprise, de nature à améliorer les cadences de production, sans que le marché intérieur redevienne un marché des acheteurs où le vendeur serait roi.

En deuxième lieu, cette amélioration du commerce extérieur résulte de l'effort très réel fait par un certain nombre de branches d'activité pour installer à l'étranger des réseaux commerciaux. L'expérience de ces dernières années a montré, M. Charvet l'a souligné à juste titre dans son rapport, que l'on ne pouvait pas s'improviser exportateur car cela supposait la création de toute une infrastructure commerciale entraînant des frais d'investissement considérables, si considérables qu'aux Etats-Unis, par exemple, où l'industrie automobile française est incontestablement en train de développer les ventes, la maison Peugeot a eu la sagesse d'utiliser le réseau commercial qui venait d'être établi par la maison Renault. Cette dernière a également eu la sagesse de consentir à faire un accord avec l'un de ses confrères concurrent sur certaines marques. De ce fait, on assiste actuellement non seulement à une augmentation des exportations de Dauphines, puisque 50 p. 100 de leur production sont vendues à l'étranger, fait qui ne s'est jamais produit en France, mais même pour une marque comme Peugeot, qui jusqu'à présent n'était pas grosse exportatrice, les ventes à l'étranger représentent 25 p. 100 de sa production. Toutefois, l'effort fait dans l'automobile et aussi dans d'autres branches, telles que celle des industries chimiques, doit se traduire par des résultats relativement favorables au cours du prochain semestre.

Néanmoins, cet optimisme très relatif doit être corrigé par un certain nombre de constatations.

Première constatation: traditionnellement le premier trimestre de l'année est toujours mauvais, car c'est généralement au cours de ce trimestre que la France est particulièrement importatrice.

Seconde constatation: la récolte agricole n'a pas été celle que nous espérions il y a six mois lors du dernier rapport de conjoncture. L'on ne sait ce que sera la nouvelle récolte et

si au premier semestre de l'année prochaine des exportations sensibles de produits agricoles seront enregistrées.

Enfin, la grande inconnue qui a été évoquée longuement dans le rapport de M. Charvet concerne les mesures gouvernementales sur la libération des échanges.

La France doit s'efforcer à la date du 18 décembre de libérer à nouveau les contingents à concurrence de 75 p. 100. Certes il ne s'agit pas d'une obligation juridique au sens strict Mais le problème se pose, dans un contexte politique au sens noble du terme. Il ne faut pas perdre de vue que le Gouvernement français a décidé de tenir ses engagements en ce qui concerne le Marché commun, engagements qui doivent entrer en application le 1er janvier. Ces engagements comporteront à la fois une libération des échanges, non seulement celle à laquelle il était fait allusion tout à l'heure, mais une libération particulière prévue par le traité de Rome. Les détails sur la question figurent dans le rapport de M. Charvet. Mais il semble évident qu'à partir du moment où la France tiendra ses engagements du traité de Rome, sa position vis-à-vis de l'O. E. C. E. deviendra plus délicate puisque la campagne menée contre notre pays et contre les autres signataires du traité de Rome consiste à dire que l'application de ce traité crée une discrimination à l'intérieur des nations de l'O. E. C. E.

Enfin, il y a le problème de la zone dite « de libre échange ». Le Gouvernement français y a opposé un refus qui, il y a lieu de l'espérer, est définitif. Toutefois, ceci ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de négociations en cours, négociations que la France désire poursuivre produit par produit et branche par branche, mais qui peuvent également se traduire par un certain nombre de mesures concernant la libéralisation des échanges. Le point à souligner est qu'il n'y aura pas réciprocité. Il y a réciprocité sur certains points en ce qui concerne les mesures nouvelles visées par exemple par le traité de Rome, et encore il faut tenir compte du fait que les Allemands ont libéré par anticipation. Mais dans la mesure où la France reviendrait sur les mesures de contingentement intéressant les pays membres de l'O. E. C. E., elle n'aura droit à aucune contrepartie.

Il semble très difficile de chiffrer autrement que d'une façon très arbitraire quelles vont être les conséquences de ces diverses mesures concernant les échanges commerciaux sur l'évolution de notre commerce extérieur au cours du premier semestre de l'année prochaine. Mais l'on ne peut dire raisonnablement que ces conséquences seront favorables. Elles iront plutôt dans le sens d'une accentuation du déséquilibre de notre balance commerciale.

En ce qui concerne la balance des comptes et notamment les éléments invisibles, nous avons là aussi le problème de la suppression de l'allocation de devises pour les touristes français, qui va être à nouveau évoquée par nos partenaires de l'O. E. C. E., car il y a non seulement un tourisme d'été, mais également un tourisme d'hiver. Il est donc difficile de prévoir comment les choses évolueront.

L'évolution du mouvement des capitaux flottants a été favorable et, au lieu de se traduire par une hémorragie de capitaux direction France/étranger, l'évolution a été en sens inverse jusqu'à ce dernier mois où l'on assiste à un certain renversement de la tendance à la suite de bruits concernant une éventuelle dévaluation monétaire. Ainsi, il y a eu une tension, dont il ne faut peut-être pas surestimer l'importance, mais qui est tout de même significative sur le marché de l'or; l'on sent très bien cette tendance également sur le marché des capitaux flottants. Il est évident qu'à partir du moment où l'on évoque les possibilités de manipulation monétaire, il y a désir bien compréhensible de la part des entreprises d'essayer de se couvrir le plus rapidement possible en monnaie étrangère en ce qui concerne leurs importations, et peut-être un zèle moins grand de rapatrier les devises procurées par leurs exportations, toujours dans le cadre prévu par les lois et règlements en vigueur.

D. — Compatibilité des prévisions.

La partie la plus délicate de ce rapport est de déterminer si les différentes prévisions sont compatibles entre elles.

Dégager pour le premier semestre de l'année 1959 une tendance à une baisse légère de la production, se situant toutefois à un niveau moyen pas trop éloigné de celui de l'année précédente, est parfaitement compatible avec la perspective d'une stabilité des prix et avec celle d'un déficit de notre commerce extérieur supportable, dans l'état de nos ressources en devises.

Ces prévisions (toutes choses restant égales d'ailleurs) sont donc vraisemblables.

Il en serait différemment si les prix devaient s'élever soit par suite d'un déficit budgétaire trop lourd pour être financé sans inflation, soit par suite d'une augmentation des prix de revient. Dans une telle hypothèse, le problème du commerce et des finances extérieurs retrouverait toute son acuité. La tendance serait très forte de chercher une solution à ces difficultés dans un ajustement de la monnaie au nouveau niveau des prix.

Le rapporteur indiquera, dans la partie consacrée à la politique économique, pourquoi la commission est hostile à une telle conception.

E. — Les problèmes sociaux.

Derrière ces aspects purement économiques d'une politique à suivre, il y a des aspects sociaux. Dans le domaine social, il y a également un certain nombre de problèmes qui, pour des raisons diverses, n'ont pas été résolus. Il n'est pas certain que l'on puisse les résoudre immédiatement, mais il faut souligner leur existence. Les rémunérations du personnel de certains secteurs nationalisés, les allocations familiales, le resserrement dans la trésorerie de l'agriculture, la surtaxe progressive dont ni l'abattement à la base, ni les tranches n'ont été revus, constituent autant de difficultés à surmonter.

L'on est donc amené à se demander avec une certaine anxiété quelle politique économique et sociale il convient de mener.

CHAPITRE IV

POLITIQUE ECONOMIQUE A SUIVRE A COURT ET A MOYEN TERME

I. — *Politique économique à court terme.*

Au cours du deuxième semestre de 1958, la situation de l'économie française s'est profondément modifiée : à une période de hausse rapide des prix a succédé une période de stabilité ; à une période de croissance de la production a succédé une période caractérisée par un lent déclin.

Une telle situation exige une nouvelle politique économique qui sera nécessairement différente de celle qui a été suivie jusqu'à maintenant et dont le but essentiel était la lutte contre l'inflation.

Quels doivent être les buts de cette politique économique ? Quels doivent en être les moyens ?

A. — Les buts de la politique économique a court terme

Un résultat important a été obtenu au cours du deuxième semestre de cette année, la stabilisation du niveau des prix. Ce résultat ne doit pas être remis en cause. Tel est le premier but qui doit être fixé à la politique économique de la France dans le prochain semestre.

Le maintien de la valeur de la monnaie à son niveau actuel paraît indispensable dans les conditions actuelles de l'économie française.

Une nouvelle dévaluation entraînerait par le seul jeu mécanique des forces économiques une augmentation des prix de revient qui serait, sans doute, absorbée en partie par les entreprises dans une période de légère baisse de la production, mais qui se traduirait, nécessairement par la hausse de certains prix. Il faut, de plus, tenir compte des réactions psychologiques d'une dévaluation qui amplifient les effets mécaniques de cette mesure. Or, les Français sont particulièrement sensibles aux effets réels ou supposés des dévaluations, même dans les cas où, par le fait de la situation économique, une grande partie des effets mécaniques d'une dévaluation sur les prix de revient est absorbée par les entreprises et ne se répercute pas sur les prix de vente. Par ailleurs, dans un premier temps, les effets de la dévaluation sur le commerce extérieur ne sont pas favorables. La première conséquence est une augmentation du coût des importations à volume égal. Par contre, dans le domaine des exportations, pour maintenir les recettes en devises à un montant analogue à celui atteint avant la dévaluation, il faut augmenter le volume des exportations.

Le maintien de la valeur de la monnaie et de la stabilité des prix permet d'espérer, en premier lieu, une augmentation de l'épargne, une mobilisation facile des capitaux et de nouvelles ventes d'or. Au contraire, la perspective d'une dévaluation déclenche des mouvements spéculatifs qui ruinent les effets heureux de l'augmentation des exportations par des mouvements de capitaux, qui s'effectuent au détriment de la balance des comptes français, et les ventes d'or sont arrêtées.

Le progrès de l'épargne n'est pas la seule conséquence de la stabilisation des prix et de la monnaie. Une certaine amélioration de la productivité doit également en résulter. Il est certain en effet, que la productivité perd de son importance en période d'inflation, où les variations de prix des matières premières jouent un rôle beaucoup plus grand dans l'évolution des coûts de production que les gains de productivité qui passent ainsi au second plan.

Enfin, les conséquences sociales de la stabilité des prix et de la monnaie doivent être soulignées. La hausse rapide des prix diminue le pouvoir d'achat des salariés et l'expérience de la fin de l'année 1957 a été une nouvelle preuve, alors même que les taux des salaires continuaient à augmenter.

Dans la conjoncture actuelle, où le mouvement de croissance spontanée des salaires est stoppé, une hausse nouvelle des prix serait encore plus dangereuses pour les salariés, elle entraînerait inévitablement de violentes revendications sociales.

Un second but doit être fixé à la politique économique. Le mouvement de la production s'est renversé depuis les mois d'avril-mai. A l'heure actuelle, la production industrielle tend à baisser légèrement, mais de façon continue. En l'absence d'intervention du gouvernement, il semble que le déclin devrait se poursuivre pendant le prochain semestre, ainsi que nous l'avons montré dans le chapitre III.

Cette évolution entraîne un certain accroissement du chômage, limité d'ailleurs pour le moment plus au chômage partiel qu'au chômage total.

Le but de la politique économique doit être d'abord de consolider l'économie française et d'arrêter le mouvement de diminution. Dans une seconde étape, il faudra assurer une reprise de l'expansion. Cette reprise devra être proportionnée aux ressources en devises de l'économie française, car elle suppose un accroissement des importations. Elle ne pourra donc être que modérée et progressive, si l'on ne veut pas aboutir à une nouvelle crise des payements extérieurs.

Tels sont les buts fondamentaux qui doivent être fixés à la politique économique dans les six prochains mois. Soulignons qu'il n'y a pas obligatoirement incompatibilité entre une politique de stabilisation des prix et une politique d'expansion de la production si l'une et l'autre ne soit pas poussées à l'extrême. Tout est question de mesure.

B. — Les moyens de la politique économique

L'évolution de l'économie française dans le prochain semestre et la réalisation des buts que nous venons de fixer à la politique économique dépendent essentiellement des décisions qui seront prises dans le budget de 1959.

Le budget apparaît comme étant le moyen essentiel d'évolution dans les prochains mois. Deux solutions extrêmes peuvent être envisagées à cet égard.

Si l'impasse est fixée à un niveau trop élevé, elle sera nécessairement financée par des moyens inflationnistes. Il s'en suivra un gonflement de la demande, qui amènera sans doute un relèvement de la production, mais également une hausse des prix, cette reprise de l'économie n'étant pas assurée par des moyens sains.

Par contre, si l'impasse est fixée à un niveau trop bas, ceci impose que des moyens exceptionnels soient trouvés pour financer l'écart actuellement existant entre les dépenses décidées et les recettes prévues. Les moyens exceptionnels seront très probablement une suppression des subventions économiques et un accroissement de la fiscalité indirecte. La suppression des subventions économiques se traduira par un relèvement de nombreux prix et notamment de tarifs de certains services publics. La fiscalité indirecte entraînera elle aussi des augmentations de prix. Si l'inflation de la demande aura été ainsi évitée, par contre, l'inflation des prix de revient se développera et le premier des buts fixés à la politique économique n'aura pas été atteint.

Ce raisonnement conduit à donner au problème budgétaire une solution intermédiaire qui évite les deux formes différentes de l'inflation. Cette solution repose sur les deux principes suivants:

— l'impasse doit être limitée à un chiffre tel que le Trésor puisse espérer raisonnablement pouvoir la financer sans nouvel appel à la Banque de France;

— les autres moyens envisagés pour couvrir l'écart actuel entre les recettes et les dépenses (suppression de subventions économiques, augmentation de la fiscalité indirecte) doivent être strictement limités à la couverture du déficit qu'il paraît impossible que le Trésor finance par ses propres moyens.

Par ailleurs, la limitation de l'impasse ne doit pas être assurée par la réduction des investissements financés par le budget, car une telle décision compromettrait la réalisation du second but fixé à la politique économique: l'arrêt du déclin de la production et la reprise progressive à terme de l'expansion.

Les investissements dans le budget doivent être maintenus au niveau atteint en 1958, compte tenu de la hausse des prix qui s'est produite sur le marché des biens d'équipement.

Dans la perspective d'une telle politique, le crédit ne joue pas le rôle principal. La politique de crédit doit suivre au contraire les nécessités de la politique budgétaire.

Par ailleurs, le desserrement des restrictions de crédit, amorcé par le conseil national du crédit, doit être poursuivi en fonction de l'évolution de la production dans les divers secteurs de l'économie.

II. — La politique à moyen et à long terme.

Le Conseil économique déclarait dans son rapport de juillet dernier: « La politique préconisée à court terme donne à notre pays le temps de trouver une solution à ses problèmes, mais ne les résout pas en eux-mêmes. Aussi est-il nécessaire de préparer une politique à plus longue échéance qui devra être mise en service dès maintenant, mais dont les effets ne porteront leurs fruits que progressivement ».

Bien que la conjoncture ait évolué depuis six mois, à cet égard, les données du problème ne se sont pas modifiées. La nécessité de définir une politique à longue échéance reste toujours aussi impérieuse.

Le Conseil a donc estimé indispensable de rappeler les grandes lignes de la politique économique à moyen et à long terme qu'il avait définies dans son dernier rapport.

En premier lieu, il est nécessaire, dès que l'équilibre de notre balance commerciale aura été rétabli, d'augmenter le niveau de vie réel des Français ainsi que celui des populations d'outre-mer associées à la France dans le cadre de l'Union française.

Mais il doit être entendu qu'il ne saurait être question de poursuivre une expansion du type de celle que nous avons connue dans le passé, reposant essentiellement sur le développement de la demande interne et sur l'utilisation de nos réserves en devises; elle porte en elle-même ses limites.

Il s'agit donc de trouver une autre forme d'expansion, compatible avec le développement de notre exportation et avec l'équilibre de notre balance commerciale. Ceci ne peut se réaliser qu'à condition que cette expansion se fasse dans la stabilité retrouvée des prix.

Quelles sont les mesures que l'on peut envisager pour mener à bien cette politique ?

En ce qui concerne le commerce extérieur, il ne faut pas se contenter d'aide ou d'expédients, du reste nécessaires, pour développer nos exportations. Il est indispensable que la France fasse ce qu'ont fait avant elle ses principaux concurrents, à savoir: se doter d'une solide infrastructure commerciale, aussi bien en ce qui concerne le corps consulaire et les services de l'expansion économique à l'étranger, que dans le domaine de la représentation des professions.

Cette implantation nouvelle ne doit pas se faire évidemment au hasard des opportunités, mais doit être la conséquence d'une prospection méthodique des marchés étrangers afin que l'on puisse déterminer ceux où les produits français ont le plus de chance de se vendre non pas d'une manière accidentelle, parce qu'il s'agit d'une mode, mais d'une manière permanente.

C'est en fonction de la connaissance des besoins de l'étranger que l'activité de notre agriculture, de notre industrie et de notre artisanat devra être orientée, non plus seulement en fonction des seules nécessités du marché intérieur, bien qu'elles ne doivent pas être négligées, mais en tenant le plus grand compte des demandes venant de l'étranger.

Si l'exportation est, à long terme, le seul garant de la continuation de l'expansion économique française, il ne faut pas négliger non plus les économies que la France peut réaliser dans le domaine des importations. A cet égard, il convient de souligner le déficit de notre balance énergétique, soit 350 milliards

en 1957; son importance montre la nécessité, ainsi que le Conseil économique l'a demandé à plusieurs reprises, d'avoir une politique cohérente en matière énergétique aussi bien en développant les recherches faites en France et dans l'Union française pour trouver de nouvelles sources d'énergie qu'en exploitant avec rapidité celles qui viennent d'être découvertes.

A cet égard, il suffit de rappeler que le gaz de Lacq permet dès maintenant de profiter d'un appoint intéressant d'énergie; que le pétrole du Sahara devrait, dès 1960, nous apporter 10 millions de tonnes supplémentaires et 21 millions de tonnes en 1963. De plus, des ressources en gaz, aussi importantes que celles de Lacq, ont été trouvées dans cette région africaine.

Bien entendu, il ne faut pas négliger l'exploitation méthodique de nos ressources en énergie hydraulique et en charbon.

Si cette politique combinée avec le développement des centrales atomiques, est menée à bien conformément aux indications du troisième plan, on peut espérer que l'accroissement de la production française, prévu par les objectifs du plan, se feraient sans aggravation du déficit de notre balance énergétique, ce qui ne fut pas le cas précédemment.

Ceci suppose que le rythme en matière d'investissements soit maintenu et qu'une politique d'orientation et de formation professionnelle soit poursuivie afin que les branches en voie d'expansion trouvent la main-d'œuvre technique dont elles ont besoin. Il ne s'agit pas d'imposer une orientation préétablie mais de conseiller les jeunes et leur famille sur le choix d'une profession et de mettre à leur disposition les moyens nécessaires.

Ces mesures doivent être orientées notamment en fonction de l'évolution démographique, qui doit provoquer, dans quelques années, une transformation profonde de la structure de notre population active.

Plus particulièrement, on ne saurait trop souligner la nécessité de consacrer les crédits nécessaires à l'enseignement de la jeunesse, afin que le renouveau démographique de notre pays le soit aussi bien au point de vue du nombre que de la qualité.

Enfin, on doit insister sur le fait que l'expansion par elle-même ne résout pas tous les problèmes, mais y contribue. Bien que la France ait vu sa production s'accroître depuis 1945, il n'a pas été porté remède à la plupart de ses déséquilibres fondamentaux. Il faut donc veiller avec un soin extrême à ce que l'expansion des revenus soit en rapport avec l'accroissement de la production. Ceci suppose qu'une politique budgétaire rigoureuse, éliminant toutes les dépenses non essentielles, et veillant à ce que les dépenses indispensables se fassent au moindre coût, soit poursuivie pendant les prochaines années. C'est en effet, le déséquilibre des finances publiques qui a été la source principale de l'inflation française et par conséquent de la hausse des prix.

Il ne faut pas perdre de vue non plus que l'amélioration nécessaire de la productivité ne peut à elle seule surmonter tous les obstacles.

Il ne faudrait pas que les fruits de la productivité soient intégralement distribués sous forme de revenus. Il est nécessaire qu'une part soit affectée systématiquement à la diminution des prix de revient, partant des prix de vente. C'est un état d'esprit à créer. Ce n'est que lorsqu'il sera suffisamment répandu que l'on pourra espérer que la stabilité des prix en France deviendra une constante de notre économie.

En effet, stabilité ne veut pas dire immobilité; il y aura toujours des raisons qui feront que certains prix monteront. Il faut donc que de telles hausses soient compensées par des baisses sur d'autres produits. Il faut également que dans certaines périodes, l'ensemble des prix puisse baisser de quelques p. 100 afin que des augmentations inévitables à d'autres époques n'entraînent pas un déséquilibre profond de notre balance commerciale vis-à-vis des pays étrangers.

Une telle politique peut être menée à bien ainsi que le montre l'exemple allemand.

Ce sera précisément dans cette stabilité retrouvée que les investissements bénéficieront de facilités accrues en s'adressant à l'épargne et en n'étant plus uniquement tributaires des crédits bancaires et des crédits à moyen terme.

L'épargne ne peut se développer et ne peut être utilisée que dans un climat de confiance et de stabilité. En définitive, il apparaît que tout se tient — qu'une politique monétaire saine, loin de s'opposer à une politique d'expansion la renforce — qu'une politique d'expansion, si elle veut être durable, doit s'entourer d'un certain nombre de précautions afin que l'expansion ne s'identifie pas avec l'inflation. Ce n'est que si ces vérités économiques sont connues de tous que l'on peut espérer donner à la France la chance à laquelle elle a droit.

Enfin un certain nombre de réformes doivent être entreprises, dont certaines ont déjà été amorcées. La France a souffert dans le passé d'une législation élaborée plus par des juristes et des politiques que par des économistes. La pression des intérêts particuliers s'est parfois manifestée au détriment de l'intérêt général. Il n'appartient pas à la commission de la conjoncture de faire le catalogue de toutes ces réformes. Elle doit toutefois en préciser les grandes lignes.

Il n'est pas possible sans affaiblir l'économie d'assurer l'existence permanente d'unités de productions nécessitant des subventions sous une forme ouverte ou sous des formes déguisées.

Il n'est pas possible de s'opposer systématiquement et en toute circonstance à un certain nombre de lois fondamentales de l'économie.

Le but de ces réflexions est de faire comprendre que la politique conjoncturelle, si importante soit-elle, ne doit pas faire négliger les impératifs à long terme.

CONCLUSIONS

La France depuis 1914 est à la poursuite d'un équilibre dans tous les domaines. Elle l'a d'abord recherché dans un retour au passé. Elle l'espère maintenant dans un avenir paré de toutes les séductions. Des raisons sérieuses permettent à notre pays d'être optimiste: amélioration de la situation démographique, accroissement quasi continue de la production industrielle et agricole depuis 1945, découverte d'énergie et de matières premières. Mais rien n'est donné gratuitement. Des investissements importants sont nécessaires pour permettre à la France et à la communauté de saisir leurs chances. L'économie de notre pays devra donc évoluer dans un chenal étroit entre l'inflation génératrice de désordres sociaux, et source de récession à long terme, et la déflation mettant en cause le plein emploi en hommes et en matériel. Tâche difficile. La France du XXe siècle ne se compose pas, comme certains le croient, de l'Etat et de citoyens. Entre les deux se sont insérés les corps intermédiaires que sont les grandes organisations syndicales et professionnelles. Il est utopique de vouloir gouverner contre elles. L'Etat doit être un arbitre. Aucune politique économique ne pourra être menée à son terme si les forces vives du pays ne sont pas associées à sa conception, à son élaboration et à son exécution.

III. — AVIS FORMULE PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE AU COURS DE SA SEANCE DU 17 DECEMBRE 1958 SUR LA CONJONCTURE ECONOMIQUE AU DEUXIEME SEMESTRE DE 1958 ET LES PREVISIONS POUR LE PREMIER SEMESTRE DE 1959 ET POLITIQUE ECONOMIQUE

Le Conseil économique,

Vu l'article 4, alinéa 2, de la loi du 20 mars 1951 l'invitant à donner son avis sur l'évolution semestrielle de la conjoncture économique;

Après avoir entendu les rapports présentés par MM. Jacques Dumontier et André Malterre, au nom de la commission de la conjoncture économique et du revenu national,

Emet l'avis (1):

I. — Sur l'évolution de l'économie française au cours du deuxième semestre 1958

A. — *Le phénomène principal de la conjoncture au deuxième semestre de 1958 est le renversement de la conjoncture industrielle.*

1° L'indice corrigé des variations saisonnières de la production industrielle a atteint son niveau maximum aux mois d'avril et mai. Depuis, la production diminue lentement. En tout, d'avril à octobre, la réduction de la production industrielle serait de 2 à 3 p. 100;

2° Cette évolution d'ensemble de la production industrielle masque des évolutions par secteurs, par branches et même par entreprises, qui sont profondément différentes;

— Par secteurs et par branches, une seule industrie reste à l'heure actuelle en expansion, la chimie. Les autres branches connaissent soit la stagnation (production énergétique, papier-carton), soit la régression;

— Par entreprises, la situation est très différente, même dans des secteurs où la production a sensiblement baissé, comme celui du textile. Certaines entreprises ont encore conservé des horaires élevés;

3° Sur le plan de l'emploi, d'après la statistique trimestrielle du ministère du travail, on assiste depuis le premier trimestre à une diminution des horaires entraînant la suppression des heures supplémentaires et, depuis le 1er avril, à une réduction des effectifs.

Cette évolution n'a pas entraîné une augmentation sensible du nombre des chômeurs totaux secourus. Par contre, les chômeurs partiels secourus ont augmenté de façon importante;

4° Cette évolution de la production industrielle s'est accompagnée d'incidences profondes sur les carnets de commande. D'après l'enquête de l'I. N. S. E. E. auprès des chefs d'entreprise, alors qu'en mai 1956, 70 p. 100 des chefs d'entreprise répondaient que leurs carnets de commande se gonflaient, il n'y en avait plus que 7 p. 100 qui faisaient une telle réponse en octobre 1958. Par contre, 60 p. 100 répondaient que leurs carnets diminuaient.

B. — *Le retournement de la conjoncture industrielle n'a pas été un phénomène autonome. Il s'inscrit dans le cadre général de l'évolution économique de la France (voire même de l'évolution mondiale), qui a été caractérisée par les faits suivants.*

1° La demande a diminué d'abord sur le marché des biens de consommation, puis sur celui des biens d'investissement.

Cette diminution a de nombreuses causes, mais on peut distinguer deux aspects principaux:

a) La diminution de la demande a été, en premier lieu, la conséquence de la hausse rapide des prix, qui a été plus forte que celle des salaires;

b) Le second facteur essentiel, relevant d'une politique de réduction de la demande interne, est constitué par les mesures suivies en matière de budget et de crédit, à la suite de l'épuisement de nos ressources en devises à la fin de 1957;

— Le budget de 1958 était plus rigoureux que les précédents, non seulement parce que l'impasse était réduite à 600 milliards, mais aussi parce qu'il était caractérisé par une réduction en volume de chacun de ses postes par rapport au budget de l'année précédente.

Si l'on rappelle, de plus, que, pendant les cinq premiers mois de l'année, l'impasse prévue ne s'est pas réalisée, mais qu'il y a eu au contraire un léger excédent, le caractère déflationniste du budget de 1958 apparaît particulièrement important.

Les restrictions quantitatives de crédit, renforcées au mois de février dernier, ont constitué un élément essentiel du mécanisme de lutte contre l'inflation mis en place par le Gouvernement.

L'application de ces mesures a été particulièrement brutale pour les neuf premiers mois de 1958, puisque les crédits à l'économie ont diminué de 140 milliards, alors que pour la période correspondante de 1957 ils avaient augmenté de 267 milliards (1).

2° Le commerce extérieur de la France ne s'est redressé que très lentement:

a) Les importations ont diminué, d'abord par le fait de la baisse des cours des matières premières, puis par la diminution de la demande de produits importés qui a été sensible au point que les programmes d'importation prévus pour l'année 1958 ne seront certainement pas atteints;

b) Mais l'évolution des exportations n'a pas été aussi favorable que celle qui avait été prévue.

La conjoncture internationale a exercé une action défavorable sur le développement de nos exportations:

Si la crise américaine a été sans effet direct sur nos exportations, par contre la stagnation européenne a entraîné une baisse sensible de nos exportations à destination des pays du Marché commun et de l'O. E. C. E.

3° Les résultats de la dernière campagne agricole n'ont pas réalisé les espoirs qui avaient pu être formulés il y a quelques mois:

— en raison de l'abondance des pluies des mois de juillet et août, les récoltes des céréales ne sont pas, en définitive, aussi importantes que l'espérait le dernier rapport de conjoncture. La récolte de blé, notamment, n'est estimée qu'à 96 millions de quintaux;

— le vignoble a souffert des conditions climatiques défavorables de l'été et la récolte ne sera que moyenne: 47 millions d'hectolitres;

— par contre, dans le domaine de la production animale, la production laitière se maintient à un niveau élevé, et, en ce qui concerne la viande, il semble que les éleveurs augmentent actuellement leurs effectifs de bétail;

— l'amenuisement de la trésorerie des agriculteurs, qui a été la conséquence de cette évolution, s'est traduit par une diminution des achats de matériel agricole et d'engrais au deuxième semestre.

(1) Ce résultat a été acquis par 116 voix contre 1 et 34 abstentions. (Voir les résultats du scrutin en annexe, scrutin n° 5.)

(1) Cet alinéa résulte de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T.-F. O.

Le texte présenté par la commission était le suivant: « Cet instrument a été particulièrement efficace puisque, pour les neuf premiers mois de 1958, les crédits à l'économie ont diminué de 140 milliards, alors que, pour la période correspondante de 1957, ils avaient augmenté de 267 milliards ».

C. — *Sur les conséquences immédiates de l'évolution économique du deuxième semestre de* 1958.

1° Les conséquences internes:

a) *Sur les prix*: depuis le second trimestre de 1958, les prix se sont orientés vers une stabilisation progressive, tant en ce qui concerne les produits industriels que les produits alimentaires.

On doit noter cependant que la baisse de certains produits agricoles, la viande et les fruits, ne s'est pas encore intégralement répercutée au stade des prix à la consommation.

b) *Sur le pouvoir d'achat:* cette tendance à la stabilisation des prix ne s'est pas traduite par un redressement du pouvoir d'achat des salariés, dans la mesure où celui-ci a diminué par le fait du développement du chômage partiel, de la réduction des horaires de travail qui s'est traduite par la suppression des heures supplémentaires et de nombreuses primes. Par ailleurs, malgré le retard accumulé depuis le début de la hausse des prix, les personnes chargées de famille n'ont bénéficié d'aucune augmentation des allocations au cours du dernier semestre.

Enfin, les revenus des agriculteurs n'ont pas atteint le niveau que ceux-ci avaient espéré, étant donné notamment les mauvaises conditions climatiques de cet été;

2° Les conséquences externes:

L'un des objectifs fondamentaux de la politique gouvernementale était l'amélioration de la situation de la balance des payements. Après quelques mois d'application de cette politique, la situation paraît la suivante: la position de la trésorerie en devises est nettement meilleure, grâce notamment aux rapatriements de devises et aux ventes d'or à la Banque de France; la balance des comptes s'est également un peu améliorée, mais dans une mesure moindre.

II. — SUR LES TENDANCES DE L'ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE AU PREMIER SEMESTRE 1959

A. — *La production.*

1° La situation actuelle est caractérisée par une évolution assez différente de la production selon les secteurs, les branches et même les entreprises. Dans l'ensemble, la production industrielle tend à baisser;

2° Pour les mois à venir, dans l'état actuel de l'économie et de la politique économique, aucun facteur de reprise de la production ne semble devoir se manifester. Il ne semble pas que le mouvement actuel puisse être enrayé par le seul jeu des forces économiques actuellement en action.

A cet égard, le seul facteur qui pourrait jouer est la liquidation des stocks existants tant à l'échelon du commerce qu'à celui de l'industrie. C'est là une perspective qui ne semble pas proche, ni même susceptible de se réaliser;

3° Par contre, si aucun signe de reprise ne semble devoir se manifester, l'économie française ne présente pas non plus de signes d'effondrement. Sans doute, le pouvoir d'achat des détenteurs de revenus fixes a-t-il sensiblement baissé et c'est là un facteur peu favorable de la conjoncture actuelle. Cette baisse n'atteint cependant pas un point tel qu'elle laisse peser une menace immédiate sur l'ensemble de la production française.

B. — *Les prix.*

1° A première vue, il semblerait que la stabilité des prix ne dût pas être compromise dans les prochains mois:

a) En ce qui concerne les prix alimentaires.

Une détente sensible s'est produite sur le marché de la viande. Il est trop tôt pour savoir si cette tendance se maintiendra. On peut espérer cependant qu'il ne s'agit pas là d'un mouvement temporaire et que dans l'avenir la production de bétail sera non seulement en mesure de répondre aux besoins du pays, mais aussi d'assurer des exportations profitables à l'économie nationale, dans le cadre de l'organisation des marchés agricoles;

Sur le marché du vin, la baisse des prix qui s'est produite au stade de la production devrait se répercuter au stade du détail dans les prochains mois;

Les perspectives de productions sont favorables en ce qui concerne les fruits et légumes. Il en est de même pour les produits laitiers.

b) En ce qui concerne les prix des produits industriels

Sans doute, les prix des matières premières industrielles importées ont légèrement augmenté au cours des derniers mois, ainsi que le prix de certains produits pétroliers; par ailleurs, le problème d'une éventuelle hausse du prix du charbon reste toujours posé;

Dans l'ensemble, cependant, compte tenu de l'évolution de la demande, il semble possible d'envisager pour les prix des produits industriels le maintien de la stabilité avec peut-être même une tendance à la baisse.

2° Mais à la vérité, l'équilibre des prix sera largement fonction des décisions qui seront prises pour couvrir l'écart jugé excessif entre les dépenses et les recettes prévues pour le budget de l'Etat en 1959. Dans la mesure où la réduction de l'impasse budgétaire, au niveau jugé supportable, se ferait par la diminution ou la suppression de certaines subventions, ou par l'augmentation de la fiscalité indirecte, ou par ces deux méthodes à la fois, l'équilibre des prix et la stabilité de la monnaie seraient remis en cause.

C. — *Le commerce extérieur.*

1° L'évolution récente de nos exportations vers l'étranger, le fait que les accroissements d'exportations sont souvent le résultat d'efforts d'entreprises françaises afin de développer leur réseau commercial, sont autant de facteurs favorables qui devraient continuer à exercer leurs effets au premier semestre de l'année prochaine;

2° Dans la mesure où la production française s'orienterait vers un palier, les besoins en produits importés devraient se stabiliser à un niveau qui ne devrait pas être différent de celui atteint au cours des derniers mois;

3° Cet optimisme relatif doit être corrigé par plusieurs autres constatations:

a) Traditionnellement, le premier trimestre est mauvais pour le commerce extérieur de la France, dans la mesure où l'économie se réapprovisionne à l'étranger à cette époque;

b) La récolte n'a pas donné les résultats espérés, et les exportations ne seront pas aussi importantes que prévues;

c) Enfin, une inconnue subsiste: il n'est pas possible d'évaluer les effets de l'application des dispositions du traité de Rome au 1er janvier 1959, et encore moins ceux d'éventuelles mesures que le Gouvernement pourrait prendre à l'égard des pays de l'O. E. C. E. ou de l'ensemble des pays du G. A. T. T.

III. — SUR LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE A SUIVRE

A. — *La politique à court terme.*

1° La politique économique et sociale doit correspondre aux impératifs suivants:

a) Le plein comme le meilleur emploi de nos ressources en hommes et en matériel doit être assuré par une consolidation de notre économie, notamment par le maintien de son activité et des horaires de travail et par une reprise progressive tenant compte des précautions et des mesures qu'impose l'état de nos ressources en devises;

b) Les prix doivent être maintenus à leur niveau actuel et la stabilité de la monnaie ne doit pas être compromise, car si une dévaluation a plus de chance de réussir dans une période de déflation que dans une période d'inflation, il ne faut pas oublier:

— Que les Français sont particulièrement sensibles à une dévaluation monétaire et qu'il faut craindre les inconvénients psychologiques d'une telle mesure;

— Que compte tenu des clauses d'échelle mobile existantes, toute hausse des prix tend à provoquer une augmentation générale des revenus nominaux d'une manière inégale selon les catégories sociales et selon les individus à l'intérieur de celles-ci, se traduisant par une réduction du pouvoir d'achat des détenteurs de revenus rigides;

— Qu'enfin, il est certain qu'une dévaluation se traduirait par une augmentation en valeur des importations et une diminution des exportations exprimées en devises.

Il faudrait dans ce cas une augmentation des exportations en devises qui est incertaine dans les conditions actuelles.

C'est seulement si l'impératif de la stabilité des prix et de la monnaie est respecté que l'on peut espérer :

— Un progrès de l'épargne, une mobilisation facile des capitaux disponibles et les ventes de stocks d'or que les particuliers détiennent encore ;

— Une amélioration réelle de la productivité, celle-ci perdant de son importance en période d'inflation, où les variations de prix des matières premières jouent un rôle beaucoup plus grand dans l'évolution des coûts de production que les gains de productivité, qui passent ainsi au second plan ;

— A condition que l'activité économique se développe, une amélioration de la situation sociale, le pouvoir d'achat des salariés n'étant plus diminué par la hausse rapide des prix ;

— Une meilleure répartition des revenus pour effacer les conséquences douloureuses, pour certains groupes sociaux, de l'inflation de 1956 et 1957 et de la politique de rigueur monétaire suivie en 1958, selon les termes de l'avis sur la conjoncture adopté en juillet 1958.

2° Les moyens de la politique économique et sociale ainsi décrite doivent être les suivants :

Parmi ceux-ci, le budget jouera le rôle essentiel, notamment, directement dans les industries de base. Aucune solution ne peut être pleinement satisfaisante. Si l'impasse est trop considérable et financée par des ressources à caractère nettement inflationniste, il s'ensuivra un gonflement de la demande et, par conséquent, une hausse des prix.

Par contre, une impasse trop réduite suppose une augmentation des recettes fiscales, des tarifs des services publics, la suppression de certaines subventions, toutes mesures se traduisant par une inflation des prix de revient (1).

La solution se trouve dans une position intermédiaire pour éviter à la fois un excès de la demande et une inflation des prix de revient trop accentuée (2).

Cette solution intermédiaire permet de plus de soutenir et de relancer l'économie ; elle est de ce fait nécessaire dans la situation présente.

Dans cette perspective :

a) Le total des investissements en volume financés par le budget dans la métropole doit être maintenu au niveau atteint en 1958, compte tenu de la hausse des prix qui s'est produite sur le marché des biens d'équipement.

De plus, dans le cadre de ces investissements, il convient d'accroître ceux qui sont déterminants, soit du point de vue social (logements, écoles), soit du point de vue du rééquilibre des échanges extérieurs (investissements énergétiques, etc.).

En particulier, les besoins nouveaux résultant de la situation démographique et de la prolongation de la scolarité doivent être pris en considération ;

(1) Le groupe des travailleurs C. G. T. a présenté un amendement sur cet alinéa, qui a été rejeté au scrutin public par 99 voix contre 40 et 3 abstentions (voir les résultats du scrutin en annexe, scrutin n° 1).

Le texte de cet amendement était le suivant : « Par contre une impasse *réduite* par l'augmentation des recettes fiscales *indirectes*, des tarifs des services publics, la suppression de *certaines* subventions, se traduirait par une *augmentation des prix incompatible avec la stabilité de la monnaie* ».

(2) Le groupe des travailleurs C. G. T. a présenté un amendement sur cet alinéa qui a été rejeté au scrutin public par 91 voix contre 52 et 1 abstention (voir les résultats du scrutin en annexe, scrutin n° 2).

Le texte de cet amendement était le suivant : « La solution se trouve dans une position intermédiaire pour éviter à la fois *ces deux formes d'augmentation des prix* ».

b) L'impasse doit être limitée à un chiffre tel que le Trésor puisse espérer raisonnablement pouvoir le financer sans appel durable à la Banque de France ;

c) Les autres moyens envisagés pour couvrir le déficit actuel du budget (suppression de subventions économiques, augmentation de la fiscalité) doivent être strictement limités à la couverture du déficit qu'il paraît raisonnablement impossible que le Trésor finance (1) ;

d) Une restauration du pouvoir d'achat des salariés, qui est amputé par la hausse des prix et la réduction des horaires de travail, doit être assurée : les divers moyens pouvant se trouver dans les discussions professionnelles paritaires, le relèvement des prestations familiales et des garanties supplémentaires des ressources aux chômeurs totaux et partiels (2).

***

La politique de crédit doit tenir compte de la politique budgétaire.

Par ailleurs, le desserrement des restrictions de crédit, amorcé par le Conseil national du crédit, doit être poursuivi en fonction de l'évolution de la production dans les divers secteurs de l'économie.

***

B. — *La politique à moyen et long terme.*

Le Conseil économique rappelle son avis du 8 juillet dernier, dans lequel il a défini les buts et les objectifs généraux de la politique économique à moyen et long terme, ainsi que les moyens pratiques de sa réalisation.

Il souligne que les mesures proposées supposent en premier lieu la réalisation de réformes et d'adaptations importantes de notre économie.

La nécessité de ces réformes et de ces adaptations a été longtemps masquée par l'inflation, qui a entraîné l'économie française dans un mouvement désordonné qui a dû être stoppé, faute de moyens de payements extérieurs pour le continuer.

Dans la situation actuelle de l'économie, ces réformes ne peuvent plus être éludées, si le Gouvernement veut faire repartir l'expansion de l'économie française sur une base saine et ne pas gâcher les possibilités nouvelles qu'offriront à notre pays dans les proches années, l'essor démographique qui se poursuit depuis la libération et les récents progrès et découvertes effectués dans le domaine énergétique.

(1) Le groupe des travailleurs C. G. T. a présenté un amendement sur cet alinéa, qui a été rejeté au scrutin public par 109 voix contre 32 et 5 abstentions (voir les résultats du scrutin en annexe, scrutin n° 3).

Le texte de cet amendement était le suivant : « Les autres moyens envisagés pour couvrir le déficit actuel du budget (suppression de subventions économiques, augmentation de la fiscalité indirecte) doivent être écartés et les impôts exceptionnels de 1957-1958 maintenus, à l'exclusion toutefois de la taxe civique ».

(2) Le groupe des travailleurs C. G. T. a présenté un amendement sur cet alinéa, qui tendait à ajouter les mots suivants : « ainsi que dans le dégrèvement fiscal et l'augmentation du S. M. I. G. ».

Cet amendement a été rejeté au scrutin public par 93 voix contre 16 et 34 abstentions (voir les résultats du scrutin en annexe, scrutin n° 4).

ANNEXE

SCRUTIN N° 1

sur l'amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T., tendant à modifier la rédaction du troisième alinéa de la partie du projet d'avis relative aux moyens préconisés pour la politique à court terme.

Nombre de votants..... 142

Ont voté pour..... 40
Ont voté contre..... 99
Se sont abstenus..... 3

Le Conseil économique n'a pas adopté.

Ont voté pour: (40).

Groupe des travailleurs:

C. G. T. MM. Bouchaud, Brard, Duret, Fürst, Mme Joannès, MM. Laudet, Le Brun, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Paul, Racamond, Subreville.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Chaulet, Charuau, Descamps, Espéret, Levard, Liénart, Quirin, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem.

Groupe de l'agriculture. — MM. Carroué (C. G. T.), Haniquaut (C. F. T. C.).

Groupe de l'Union française. — MM. Delavignette, Pongault (C. F. T. C.), Diallo (C. G. T.-U. G. T. A. N.).

Groupe de la pensée française. — MM. Philip, Sauvy.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard, M. Vinot.

Ont voté contre: (99).

Groupe des travailleurs:

C. G. T.-F. O. — MM. Baban, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Travailleurs intellectuels. — M. Wolff.

Travailleurs indépendants. — M. Dewez.

Groupe de l'artisanat. — MM. Boulland, Canonville, Chareille, Chopin, Colomer, Dallant, Lecœur, Levieux, Ressicaud, Séné.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Blaise (F. O.), Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Havard, Lacaille, Lepicard, Lequertier, Milhau, Nové-Josserand, Prault, Robin, Rousse, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe des entreprises privées:

Industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Commerciales. — MM. Ansieau, Barlangue, Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe de l'Union française. — MM. Coulibaly (F. O.), Jourdain, Serrure.

Groupe de la Pensée française. — MM. Branger, Dumontier, Soula.

Groupe des activités diverses. — M. Grimaud.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

Groupe de l'habitat. — M. Robert.

Se sont abstenus: (3).

Groupe de l'Union française. — MM. Lawrance, Monthé.

Groupe des sinistrés. — M. Aroud.

Rectificatif.

Le groupe des associations familiales dont les membres ont été portés comme ayant voulu « voter pour » déclare avoir voulu « voter contre ».

SCRUTIN N° 2

sur un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. tendant à modifier la rédaction du quatrième alinéa de la partie du projet d'avis relative aux moyens préconisés par la politique à court terme.

Nombre de votants..... 144

Ont voté pour..... 52
Ont voté contre..... 91
S'est abstenu..... 1

Le Conseil économique n'a pas adopté.

Ont voté pour (52).

Groupe des travailleurs:

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Fürst, Mme Joannès, MM. Laudet, Le Brun, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Paul, Racamond, Subreville.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Chaulet, Charuau, Descamps, Espéret, Levard, Liénart, Quirin, Mlle Tribolati, Vandenbussche, Vansieleghem.

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

Travailleurs indépendants. — M. Dewez (C. G. S. I.).

Groupe de l'agriculture. — MM. Blaise (F. O.), Carroué (C. G. T.), Haniquaut (C. F. T. C.).

Groupe de l'Union française. — MM. Coulibaly (F. O.), Delavignette, Lawrence, Monthé, Pongault (C. F. T. C.), Diallo (C. G. T.-U. G. T. A. N.).

Groupe de la pensée française. — MM. Branger, Philip, Sauvy.

Groupe de l'habitat. — M. Robert.

Ont voté contre (91).

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Travailleurs intellectuels. — M. Wolff.

Groupe de l'artisanat. — MM. Boulland, Canonville, Chareille, Chopin, Colomer, Dallant, Lecœur, Levieux, Ressicaud, Séné.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Havard, Lacaille, Lepicard, Lequertier, Milhau, Nové-Josserand, Prault, Robin, Rousse, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe des entreprises privées: —

Industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Commerciales. — MM. Ansieau, Barlangue, Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Ferlet, Verret.

Goupe des coopératives. — MM. Benoist, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe de l'Union française. — MM. Jourdain, Serrure.

Groupe de la pensée française. — MM. Dumontier, Soula.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe des activités diverses. — M. Grimaud.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

S'est abstenu (1).

Groupe des sinistrés. — M. Aroud.

SCRUTIN N° 3

sur un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. tendant à modifier la rédaction de l'alinéa c de la partie du projet d'avis relative aux moyens de la polique à court terme

Nombre de votants 146

Ont voté pour 32
Ont voté contre 109
Se sont abstenus 5

Le Conseil économique n'a pas adopté.

Ont voté pour (32).

Groupe des travailleurs:

C .G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Fürst, Mme Joannès, MM. Laudet, Le Brun, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Paul, Racamond, Subreville.

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

Groupe des travailleurs indépendants. — M. Dewez (C. G. S. I.).

Groupe de l'agriculture: MM. Blaise (F. O.), Carroué (C. G. T.).

Groupe de l'Union française. — MM. Coulibaly (F. O.), Diallo C. G. T.-U. G. T. A. N.).

Groupe de l'habitat. — M. Robert.

Ont voté contre (109).

Groupe des travailleurs·

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Chaulet, Charuau, Descamps, Espéret, Levard, Liénard, Quirin, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vanseileghem.

C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Groupe des travailleurs intellectuels. — M. Wolff.

Groupe de l'artisanat. — MM. Boulland, Canonville-Chareille, Chopin, Colomer, Dallant, Lecœur, Levieux, Ressicaud, Séné.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Haniquant (C. F. T. C.), Havard, Lacaille, Lepicard, Lequertier, Milhau, Nové-Josserand, Prault, Robin, Rousse, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe des entreprises privées:

Industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Commerciales. — MM. Ansieau, Barlangue, Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire - Audoire, Paquette, Stoll.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Ferlet, Verret.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe de l'Union française. — MM. Bouruet-Aubertot, Jourdain, Poilay, Pongault (C. F. T. C.), Serrure.

Groupe de la Pensée française — MM. Branger, Dumontier, Soula.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe des activités diverses. — M. Grimaud.

Groupe des classes moyennes. — M. Millot.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

Se sont abstenus (5).

Groupe de l'Union française. — MM. Delavignette, Lawrence, Monthé.

Groupe de la Pensée française. — M. Sauvy.

Groupe des sinistrés. — M. Aroud.

Scrutin n° 4

sur un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. tendant à compléter l'alinéa d de la partie du projet d'avis relative aux moyens de la politique à court terme.

Nombre de votants..... 143

Ont voté pour..... 16
Ont voté contre..... 93
Se sont abstenus..... 34

Le Conseil économique n'a pas adopté.

Ont voté pour (16).

Groupe des travailleurs:

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Fürst, Mme Joannès, MM. Laudet, Le Brun, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Paul, Racamond, Subreville.

Groupe de l'artisanat. — M. Séné.

Groupe de l'agriculture. — M. Carroué (C. G. T.).

Groupe de l'Union française. — M. Diallo (C. G. T.-U. G. T. A. N.).

Ont voté contre (93).

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Groupe des travailleurs intellectuels: M. Wolff.

Groupe de l'artisanat. — MM. Boulland, Canonville, Chareille, Colomer, Ressicaud.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Havard, Lacaille, Lepicard, Lequertier, Milhau, Nové-Josserand, Prault, Robin, Rousse, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe des entreprises privées:

Industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Commerciales. — MM. Ansieau, Barlangue, Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe de l'Union française. — MM. Bouruet-Aubertot, Delavignette, Jourdain, Monthé, Poilay, Serrure.

Groupe de la pensée française. — MM. Branger, Dumontier, May, Sauvy, Soula.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe des activités diverses. — MM. Montfajon, Grimaud.

Groupe des classes moyennes. — M. Millot.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

Se sont abstenus (34).

Groupe des travailleurs:

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Chaulet, Charuau, Espéret, Levard, Liénart, Quirin, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Descamps.

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

Groupe des travailleurs indépendants. — M. Dewez.

Groupe de l'artisanat. — MM. Dallant, Lecœur.

Groupe de l'agriculture. — MM. Blaise (F. O.), Haniquaut (C. F. T. C.).

Groupe de l'Union française. — MM. Coulibaly (F. O.), Pongault (C. F. T. C.).

Groupe des sinistrés. — M. Aroud.

Groupe de l'habitat. — R. Robert.

SCRUTIN N° 5

sur l'ensemble du projet d'avis.

Nombre de votants..... 151

Ont voté pour..... 116

A voté contre..... 1

Se sont abstenus..... 34

Le Conseil économique a adopté.

Ont voté pour (116).

Groupe des travailleurs:

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Chaulet, Charuau, Descamps, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Quirin, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem.

C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Travailleurs intellectuels. — M. Wolff.

Groupe de l'artisanat. — MM. Boulland, Canonville, Chareille, Chopin, Colomer, Dallant, Lecœur, Levieux, Ressicaud, Séné.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Haniquaut (C. F. T. C.), Havard, Lacaille, Lepicard, Lequertier, Milhau, Nové-Josserand, Prault, Robin, Rousse, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe des entreprises privées:

Industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayoile, Meunier, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Commerciales. — MM. Ansieau, Barlangue, Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Ferlet, Verret.

Groupe des coopératives. — MM. Antoni, Benoist, Harasse, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe de l'Union française. — MM. Bouruet-Aubertot, Delavignette, Jourdain, Lawrence, Monthé, Poilay, Pongault (C. F. T. C.), Serrure.

Groupe de la Pensée française. — MM. Branger, Dumontier, May, Soula.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard.

Groupe des activités diverses. — MM. Grimaud, Montfajon.

Groupe des classes moyennes. — M. Millot.

Groupe des sinistrés. — MM. Aroud, Barat.

A voté contre (1).

Groupe de la Pensée française. — M. Sauvy.

Se sont abstenus (34).

Groupe des travailleurs:

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Fürst, Mme Joannès, MM. Laudet, Le Brun, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Paul, Racamond, Subreville.

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

Travailleurs indépendants. — M. Dewez (C. G. S. I.).

Groupe de l'agriculture. — MM. Blaise (F. O.), Carroué (C. G. T.).

Groupe de l'Union française. — MM. Coulibaly (F. O.), Diallo (C. G. T.-U. G. T. A. N.).

Groupe de la Pensée française — M. Philip.

Groupe des associations familiales. — M. Vinot.

Groupe de l'habitat. — M. Robert.

IV. — Annexes statistiques.

A. — FRANCE

Présentation par division économique.

N. B. — Les résultats présentés sont généralement des moyennes mensuelles par trimestre.
(Les chiffres entre parenthèses ont un caractère provisoire.)

SOMMAIRE

Pages.

I — **Population.**

A. — Données démographiques :
1° Population totale de la France 48
2° Mouvement naturel de la population 48
3° Immigration 48
4° Répartition de la population par groupes d'âge 49

B. — Population active :
1° Résultats du recensement de 1954 49
2° Résultats de l'enquête par sondage sur l'emploi effectuée par l'I. N. S. E. E. en février 1956 50
3° Evolution de la répartition de la population occupée par secteurs d'activités collectives de 1951 à 1956.. 51

II. — **Activité et production.**

I. — Production agricole :
A. — Production végétale 52
1° Volume de la production 52
2° Rendements à l'hectare 52
B. — Production animale 52
1° Production annuelle 52
2° Etat du cheptel 52
C. — Indices d'ensemble de la production agricole finale 53

II. — Pêches maritimes 53

III. — Production industrielle :
A. — Indices annuels de la production industrielle 53
B. — Energie 54
1° Indices d'ensemble 54
2° Production totale d'énergie 54
C. — Production des mines et carrières 54
1° Indices d'ensemble 54
2° Productions totales des mines et carrières.. 55
D. — Production et transformation des métaux 55
1. Production des métaux 55
1° Indices d'ensemble 55
2° Productions totales de métaux ferreux et autres 55
2. Transformation des métaux 56
1° Indices d'ensemble 56
2° Productions totales des fonderies autonomes de véhicules automobiles et de machines agricoles 56
E. — Industrie du verre 56
F. — Céramique et fabrication de matériaux de construction 56
G. — Bâtiment et travaux publics 56
H. — Caoutchouc 57
I. — Industries chimiques 57
1° Indices d'ensemble 57
2° Productions totales d'engrais 57
J. — Industrie textile 57
1° Indices d'ensemble 57
2° Productions totales de laine et coton 58
K. — Corps gras 58
L. — Cuirs 58
M. — Papiers et cartons 58
N. — Presse-édition 58
O. — Tabacs et allumettes 58
P. — Indications sur l'industrie cinématographique.... 59
Q. — Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle 59

IV. — Activité :
1° Résultats de l'enquête trimestrielle du ministère du travail 60
A. — Evolution d'ensemble (toutes activités).... 60
B. — Evolution récente par secteur ou branche d'activité 60
1. Effectifs 60
2. Durée hebdomadaire du travail (heures).. 61
3. Activité 61
2° Données récentes sur l'emploi et le chômage 62
a) Données d'ensemble 62
b) Chômage partiel (évaluation des effectifs ouvriers occupés moins de 40 heures)..... 63
c) Chômage partiel indemnisé 63
d) Conflits de travail 63
3° Activités générales. — Indices rapides 64

V. — Productivité 64

VI — Echanges extérieurs en nature :
A. — Résultats globaux 65
1° Evolution d'ensemble des importations et des exportations 65
2° Indices du volume 66
a) Indices bruts de 1913 à 1942 66
b) Indices bruts de 1938 à 1945 66
c) Indices corrigés de 1946 à 1956 66
3° Répartition des échanges extérieurs par produits et selon l'origine ou la destination.. 67
B. — Echanges agricoles en nature 68
1° Part des divers produits agricoles dans le commerce extérieur avec l'étranger 68
1. Importations de l'étranger de produits de l'agriculture 68
2. Exportations vers l'étranger des produits agricoles et des industries alimentaires 69

Pages.

2° Echanges de produits végétaux 70
1. Céréales 70
2. Plantes sarclées 71
3. Oléagineux 71
4. Légumes secs 71
5. Légumes frais 71
6. Fruits 72
7. Plantes industrielles 72
8. Vin 72
3° Echanges de produits animaux 73
1. Lait et produits laitiers 73
2. Viande 73
C. — Echanges industriels en nature 74
1° Part des divers produits industriels dans le commerce extérieur avec l'étranger 74
1. Importations de l'étranger de produits de l'industrie 74
2. Exportations vers l'étranger de produits de l'industrie 74
2° Energie 75
1. Charbon 75
2. Electricité 75
3. Pétrole et produits pétroliers 75
3° Production et transformation des métaux... 76
1. Exportations totales de minerai de fer et de bauxite 76
2. Importations et exportations totales de métaux non ferreux 76
3. Sidérurgie 76
4. Importations et exportations totales d'ouvrages en métaux et machines. 77
4° Caoutchouc 77
5° Engrais 77
6° Produits chimiques 78
7° Produits textiles 78
8° Cuirs et peaux 79
9° Papiers et cartons 79

VII. — Distribution. — Commerce :

A. — Importance et répartition des entreprises commerciales 80
1. Nombre d'établissements de commerce..... 80
2. Répartition des établissements commerciaux d'après leur importance et le groupe d'activités collectives (décembre 1956).... 80
B. — Indices du chiffre d'affaires 81
C. — Evolution du commerce intérieur 81

VIII. — Transports :

A. — Trafic par mode de transport 82
a) Fer (S. N. C. F.) 82
b) Voies navigables 83
c) Mer 83
d) Air 84
B. — Routes 84
1° Parc routier au 1er janvier 1958..... 84
2° Livraison de carburants à la clientèle civile et métropolitaine 84

III. — **Finances. — Crédit. — Monnaie. — Finances extérieures.**

I. — Finances publiques

A. — Budget de l'Etat et trésorerie 85
1° Situations budgétaires :
a) Evolution de 1955 à 1958..... 85
b) Opérations du Trésor..... 86
c) Financement de l'impasse..... 86
2° Répartition des ressources budgétaires..... 86
3° Evolution des recettes de l'Etat :
1. Comparaison de la répartition de la charge fiscale totale 1955 à 1957 87
2. Répartition des recettes budgétaires en 1956-1957 87
3. Evolution du taux de prélèvement fiscal par rapport au produit national brut 87
4° Impôts indirects..... 88
a) Recouvrements annuels des impôts indirects et du monopole des tabacs 88
b) Rendement mensuel des impôts indirects et des tabacs..... 88
5° Produit du prélèvement sur les salaires..... 88
6° Dette publique..... 88
B. — Collectivités locales 88

Pages

II. — Services publics :

A. — S. N. C. F. 89
B. — Postes, télégraphes et téléphones 89

III. — Services sociaux :

A. — Evolution du bilan du régime général de la sécurité sociale 90
B. — Répartition des prestations sociales 90
C. — Etablissements hospitaliers 91

IV. — Crédit. — Banque. — Monnaie :

A. — Evolution d'ensemble des disponibilités monétaires et de leur contrepartie 91
1. Disponibilités monétaires et dépôts à terme. 91
2. Contrepartie 92
3. Evolution des comptes courants créditeurs et disponibilités monétaires 92
4. Rapport au produit national brut 92
5. Proportion dans la masse monétaire des billets et des dépôts à vue..... 92
B. — Epargne 93
1. Epargne totale 93
2. Epargne nette investie en valeurs mobilières 94
3. Actions et obligations 94
C. — Crédit 94
1. Crédits à l'économie distribués par les banques 94
2. Répartition en 1956 et 1957 des crédits aux entreprises et aux particuliers 95
3. Répartition des crédits selon leur durée ... 95
a) Crédits à court terme 95
b) Crédits à moyen terme 96
c) Crédits à long terme 96
4. Répartition du crédit selon l'activité utilisatrice 97
a) Le crédit à l'agriculture..... 97
b) Le crédit aux entreprises industrielles et commerciales 97
1° Durée des engagements..... 97
2° Destination économique des prêts 97
3° Branches d'activités utilisatrices. 98
5. Financement des ventes à tempérament.... 98
D. — Banque de France 99
Actif 99
Passif 100
E. — Crédit agricole 100
F. — Franc 101
1. Définition du franc 101
2 Pouvoir d'achat du franc 101
A. — Evolution 1914-1957..... 101
B. — Evolution 1938-1957..... 102

V. — Investissements et construction :

A. — Formation brute de capital fixe et produit national. 102
a) Evolution de la formation brute de capital fixe (stocks compris) par rapport au produit national brut aux prix de marché. 102
b) Répartition de la formation de capital brut depuis 1954 103
c) Investissements des entreprises individuelles. 103
d) Répartition des investissements en 1956 et 1957 103
B. — Ressources d'origine métropolitaine consacrées au financement d'investissements dans la métropole et dans les pays d'outre-mer 104
a) Ensemble 104
b) Prêts des organismes spécialisés 104
c) Emissions sur le marché financier métropolitain 104
d) Dépenses effectuées sur fonds publics..... 105
e) Répartition des crédits à moyen terme mobilisables selon le secteur économique. 105
C. — Investissements dans les pays d'outre-mer 106
a) Afrique du Nord 106
1. Algérie 106
2. Tunisie et Maroc 106
b) Territoires d'outre-mer 107
c) Départements d'outre-mer 107

Pages.

D. — Logement 107
a) Part de la construction de logements et des réparations d'immeubles dans les investissements totaux de la nation et le produit national brut depuis 1949 107
b) Financement total de la construction de logements 107
c) Part de l'Etat dans le financement de la construction de logements 108
d) Constructions privées 108
1° Prêts du Crédit foncier 108
2° Primes à la construction 109
3° Permis de construire 109

VI. — Marché monétaire :

A. — Marché monétaire (données d'ensemble) 110
B. — Ensemble des devises 111
C. — Valeurs mobilières 112
D. — Marché financier (taux) 112

VII. — Finances extérieures :

A. — Balance commerciale 113
1. Résultats globaux (or exclus) 113
a) Pourcentages de couverture des importations par les exportations 113
b) Part de l'étranger et de l'U. F. O. M... 113
c) Evolutions annuelles 113
2. Répartition des échanges extérieurs par zone 114
3. Valeur des échanges par groupements d'utilisation 115
4. Commerce extérieur de la France avec les principaux pays étrangers 116
I. Principaux fournisseurs 117
II. Principaux clients 117
B. — Indices des valeurs moyennes et taux de l'échange. 117
C. — Balance des payements 118
1. Evolution d'ensemble 118
2. Evolution de la balance des payements avec les différentes zones de 1951 à 1956 119
3. Evolution des règlements non commerciaux. 119
4. Position de la zone franc à l'U. E. P. 120
5. Balance du tourisme 120

IV. — Prix. — Coût de la vie.

I. — Prix :

A. — Prix de gros 121
1 Indices des prix de gros 121
a) Indices d'ensemble des 488 articles... 121
b) Indices annuels des prix des produits de la pêche 122
c) Indices des prix de gros agricoles à la production 122
B. — Indices des prix de détail 123
1. Indice d'ensemble des prix de détail 123
a) Indice des 250 articles 123
b) Evolutions annuelles de 1950 à 1956 de l'indice des 213 articles (indices des prix de détail) 123
c) Indices des 179 articles 124
2. Indices des prix des véhicules à moteur.... 124
3. Indices des prix de détail à Paris des appareils d'équipement ménager 124
4. Indices des prix des produits industriels nécessaires aux exploitants agricoles 125
5. Indices des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques 125
6. Indices des prix de détail des objets manufacturés 125
7. Indices des prix des chambres d'hôtel 125
8. Indices annuels des prix des repas dans les établissements de tourisme 126
9. Indice du coût de la construction 126
10. Indices des transports S. N. C. F. pour l'usager 126

Pages.

II. — Cout de la vie :

A. — Indices de l'I. N. S. E. E. (rappel) 126
Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale à Paris 126
B. — Budgets types établis par les organisations syndicales et l'institut d'observation économique 127
1. Budget type d'un célibataire à Paris 127
2. Budget type d'une famille de quatre personnes 127

V. — Salaires. — Revenus.

I. — Salaires :

A. — Résultats de l'enquête du ministère du travail 128
1. Indices moyens annuels 128
2. Evolution trimestrielle de l'indice général du taux des salaires horaires 128
3. Evolution trimestrielle des indices des taux des salaires horaires masculins et féminins. 128
4 Indices par secteurs d'activités collectives.. 129
5. Indices des salaires horaires par sexe et qualification 129
6. Ecart moyen des salaires des femmes par rapport à ceux des hommes 129
7. Variations des taux des salaires moyens observés pour chaque catégorie professionnelle par rapport aux taux moyens des salaires des manœuvres ordinaires (salaires masculins) 129
8. Abattements moyens des salaires de province par rapport à ceux de Paris depuis le 1er janvier 1952 130
B. — Indices des salaires horaires établis par les syndicats professionnels 130
1. Indices des salaires horaires par activité collective 130
2 Indices des salaires horaires par profession. 130
3. Indices des salaires horaires par qualification individuelle 131
4. Charges sociales dans la construction mécanique et électrique 131
C. — Revenus mensuels nets des salariés 131
Indices des salaires mensuels 131
D. — Salaires agricoles 132
1. Nombre de salariés 132
2. Revenu global des salariés agricoles 133

II. — Revenus de l'agriculture :

1. Evolution globale 134
2. Recettes de l'agriculture 135
3. Dépenses de l'agriculture 136

VI — Comptabilité nationale.

1. Produit national (francs courants) 137
2. Produit national (francs constants) 137
3. Revenu national et revenu disponible 137
4. Dépense nationale 138
5. Evolution du revenu national de 1901 à 1953 138

VII. — Consommation.

1. Evolution de la consommation en 1956-1957 139
2. Consommation des administrations 139
3. Consommation territoriale aux prix de 1954 (en millions de francs) 140
4. Consommation territoriale aux prix de 1954 (répartition en pourcentage) 140

I. — POPULATION

A. — DONNEES DEMOGRAPHIQUES

1° Population totale de la France.

La population totale de la France, telle qu'elle est mesurée par les recensements, était de 41.900.000 personnes en 1936, de 40.135.000 personnes en 1949 et de 42.900.000 personnes en 1954 (y compris pour ces deux dernières années les militaires du contingent hors métropole, les fonctionnaires civils et militaires de carrière et leur famille en zone d'occupation). Sur la base de ces évaluations, l'évolution annuelle de la population totale de la France peut être calculée.

Evolution de la population totale de la France de 1946 à 1956

(En milliers.)

ANNEES	POPULATION au 1er janvier	POPULATION moyenne évaluée.	ANNEES	POPULATION au 1er janvier.	POPULATION moyenne évaluée.
1936-1938	»	41.900	1952	42.201	42.360
1946	40.125	40.282	1953	42.518	42.652
1947	40.438	40.644	1954	42.785	42.951
1948	40.851	41.044	1955	43.115	43.273
1949	41.238	41.400	1956	43.430	43.600
1950	41.562	41.736	1957	43.854	(44.100)
1951	41.910	42.055	1958	(44.289)	

Source: I. N. S. E. E.

2° Mouvement naturel de la population.

DÉSIGNATION	1934-1938	1949	1954	1955	1956	1957	1958 1er trimestre	1958 2e trimestre.
Taux (pour 1.000 habitants):								
Nuptialité	13,2	16,3	14,6	14,5	13,4	14,1	9,4	15,9
Natalité	14,8	20,9	18,8	18,5	18,4	18,4	18,7	18,6
Mortalité:								
Générale	15,3	13,7	12	12,1	12,4	12	13	10,7
Infantile (pour 1.000 nés vivants)	65,7	5,6	36,6	34,2	31,6	29,2	34,8	27
Nombres absolus (en milliers):								
Nombre de naissances	620	865	807,2	802,3	803,1	813	204	205,5
Nombre de décès	640	568	515,3	522,7	541,9	529	142	118,7
Excédent de naissances sur les décès	— 19	+ 297	+ 291,9	+ 279,6	+ 261,2	+ 284	+ 62	+ 86,8

Source: Institut national d'études démographiques.

3° Immigration.

(En milliers.)

DÉSIGNATION	1946	1949	1954	1955	1956	1957
Immigration contrôlée (office national d'immigration):						
Travailleurs non saisonniers	30	59	12	19	65	110
Membres de leur famille	»	27	»	5	6	9,5
	30	86	16	24	71	119,5
Algériens (immigration nette)	(1) 44	8	25	28	3,5	20

(1) 1947.

Source: Institut national d'études démographiques.

4° Répartition de la population par groupes d'âge.

ANNEES	A — POPULATION (en milliers)				B — REPARTITION (en pourcentage)			
	Total.	Jeunes (0—19 ans).	Adultes (20—64 ans).	Vieux (65 ans et plus).	Total.	Jeunes	Adultes.	Vieux
1901 (a) (b)...	38.451	13.313	21.983	3.155	100	34,6	57,2	8,2
1921 (b).....	38.797	12.271	23.013	3.513	100	31,6	59,3	9,1
1936 (b).....	41.183	12.446	24.679	4.058	100	30,2	59,9	9,9
1949 (c).....	40.150	11.847	23.860	4.443	100	29,5	59,4	11,1
1955 (c).....	43.115	13.328	24.798	4.989	100	30,9	57,5	11,6
1956 (c).....	43.430	13.510	24.888	5.032	100	31,1	57,3	11,6
1957 (c).....	43.854	13.758	25.029	5.067	100	31,4	57,1	11,5
1958 (c).....	(44.289)	(13.975)	(25.199)	5.115	100	(31,6)	(56,9)	(11,5)

(a) 87 départements. — (b) Au recensement. — (c) Au 1er janvier.
Source: I. N. S. E. E.

B. — POPULATION ACTIVE

La population active et sa répartition par secteur d'activité collective et par catégories sociales ont été calculées à l'aide des résultats du sondage au 1/2 sur le recensement de 1954. Ces données sont mises à jour par les résultats de l'enquête par sondage sur l'emploi de février 1956.

1° Résultats du recensement de 1954.

a) *Population active par sexe et catégorie socio-professionnelle* (en milliers).

(Exploitation par sondage de l'I. N. S. E. E.)

DÉSIGNATION	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE
1. Agriculteurs	2.342	1.642	3.984
2. Salariés agricoles	984	169	1.153
3. Patrons de l'industrie et du commerce	1.443	858	2.301
4. Professions libérales et cadres supérieurs	483	74	557
5. Cadres moyens	714	430	1.144
6. Employés	985	1.096	2.081
7. Ouvriers:			
Qualifiés et contremaîtres	334	23	357
Apprentis	169	44	213
Manœuvres	865	228	1.093
Autres	3.627	1.164	4.791
	4.995	1.459	6.454
8. Personnel de service	199	809	1.008
9. Artistes	30	16	46
10. Clergé	58	119	177
11. Armée et police	299	5	304
Total	12.537	6.682	19.220
12. Militaires du contingent	300	•	300
Population active totale	12.837	6.682	19.520

N. B. — Population active: personnes ayant déclaré exercer une profession et personnes sans travail cherchant un emploi. Ont échappé, en fait, une part de celles qui ne travaillent que quelques heures par semaine, femmes de ménage occupées partiellement, conjoints d'agriculteurs, artisans ou commerçants. En 1946, étaient classés « aides familiaux », donc actifs, les épouses d'agriculteurs et enfants de plus de quatorze ans n'ayant pas déclaré une profession ou poursuivant leurs études. En 1954, ont été classées actives seulement les personnes s'étant déclarées comme telles.

2° Résultats de l'enquête par sondage sur l'emploi effectuée par l'I. N. S. E. E. en février 1956.

a) *Répartition de la population âgée de quatorze ans et plus suivant l'activité au cours de la semaine précédant l'enquête, par sexe et lieu de résidence* (février 1956).

DÉSIGNATION	LIEU DE RÉSIDENCE								
	Région de Paris (1).			Province			Ensemble		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Population active occupée:									
Ne cherchant pas d'autre emploi	82,1	44,9	61,9	80,6	38,1	58	80,8	39,2	58,6
Cherchant un autre emploi	1,8	1,2	1,5	1,2	0,5	0,8	1,3	0,6	0,9
Population sans emploi cherchant du travail:									
Ne percevant pas l'allocation de chômage	0,9	1,4	1,2	0,9	1,2	1	0,9	1,2	1,1
Percevant l'allocation de chômage	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Population non active	14,9	52,4	35,2	17,1	60,1	40,1	16,8	58,9	39,3
Ensemble (2)	100 (2,3)	100 (2,7)	100 (5,0)	100 (12,9)	100 (14,7)	100 (27,6)	100 (15,2)	100 (17,4)	100 (32,6)

(1) Agglomération de Paris et zone suburbaine.

(2) Entre parenthèses: nombres absolus en millions.

b) *Répartition de la population occupée suivant la branche d'activités collectives, par sexe et lieu de résidence* (Février 1956.)

BRANCHES D'ACTIVITÉS COLLECTIVES	LIEU DE RÉSIDENCE								
	Région de Paris (1).			Province			Ensemble		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble
Agriculture, forêts, pêche	0,9	0,9	0,9	34,8	35,3	35	29,5	29,1	29,4
Industrie	51,4	36,7	45,6	38	22,7	32,6	40,1	25,2	34,7
Dont:									
Energie	2,3	0,5	1,6	2,8	0,5	2	2,7	0,4	1,9
Sidérurgie, travail des métaux	25,5	11,3	19,9	10,5	3,2	7,9	12,8	4,7	9,9
Bâtiment et travaux publics	8,5	1,3	5,7	11,6	1,3	8	11,1	1,3	7,6
Textiles, habillement	2,6	11,1	5,9	4,1	11,7	6,7	3,9	11,6	6,6
Autres industries	12,5	12,5	12,5	9	6	8	9,6	7,2	8,7
Transports	12,9	2,5	8,8	6	2,4	4,8	7,1	2,4	5,4
Commerce	14,9	20,4	17,1	10,3	17,7	12,9	11	18,2	13,6
Professions administratives et libérales	16,5	25,7	20,1	9,8	12	10,6	10,8	14,5	12,1
Services domestiques et hygiène	2	11,9	5,9	0,8	9,8	3,9	1	10,2	4,3
Non déclarée	1,4	1,9	1,6	0,3	0,1	0,2	0,5	0,4	0,5
Ensemble (2)	100 (1,9)	100 (1,3)	100 (3,2)	100 (10,5)	100 (5,7)	100 (16,2)	100 (12,4)	100 (7,0)	100 (19,4)

(1) Agglomération de Paris et zone sururbaine.

(2) Entre parenthèses: nombres absolus en millions.

c) *Répartition de la population occupée suivant le groupe socio-professionnel par branche d'activités collectives.*
(Février 1956.)

BRANCHES D'ACTIVITÉS COLLECTIVES	GROUPE SOCIO-PROFESSIONNEL									
	Agriculteurs exploitants	Salariés agricoles	Patrons de l'industrie et du commerce	Professions libérales et cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnel de service	Autres catégories	Ensemble
Agriculture, forêts, pêche	78,4	19,6	0,2	0,1	0,1	0,1	1	0,3	0,2	100 (5,7)
Industrie	»	»	15	2,8	5,8	7,8	67,6	1	»	100 (6,8)
Dont										
Energie	»	»	»	5,4	9,7	11,9	71,4	1,6	»	100 (0,4)
Sidérurgie et travail des métaux	»	»	10,4	3,9	7,7	9,3	67,7	0,9	0,1	100 (1,9)
Bâtiment, travaux publics	»	»	16,8	2,2	3,4	4,5	72,7	0,4	»	100 (1,5)
Textiles, habillement	»	»	20,4	1,1	3,6	4,2	69,8	0,9	»	100 (1,3)
Autres industries	»	0,1	17,7	2,8	6,7	10,8	60,6	1,2	0,1	100 (1,7)
Transports	»	»	3,8	3,4	10,3	55,2	43,1	4	0,2	100 (1,0)
Commerces	»	0,4	53,3	1,6	4,4	21,9	14,6	3,6	0,2	100 (2,6)
Professions administratives et libérales	»	0,2	2,2	14,2	25	22,4	14,3	7,9	13,8	100 (2,4)
Services domestiques, hygiène	»	0,5	11,1	»	»	0,2	9,9	76,6	1,7	100 (0,8)
Non déclarée	»	»	2,2	4,4	14,4	27,6	43,4	6	2	100 (0,4)
Ensemble (1)	23,1	5,8	13,5	3,1	6,3	10,5	30,5	5,4	4,9	100 (19,4)

(1) Entre parenthèses: nombres absolus en millions.

3° **Evolution de la répartition de la population occupée par secteurs d'activités collectives de 1951 à 1956.**

BRANCHES D'ACTIVITÉS COLLECTIVES	DÉCEMBRE 1951	OCTOBRE 1952	JUIN 1953	OCTOBRE 1954	MARS 1955	FÉVRIER 1956
Agriculture, forêts, pêche (01 à 05)	31,8	31,6	31,5	29,5	28,9	29,4
Industrie (06 à 61)	35,1	34,7	34,9	37	34,9	34,7
Dont						
Bâtiment, travaux publics (33 et 34)	5,4	6,3	6,3	6,4	6,8	7,6
Textiles, habillement, travail des étoffes, cuirs et peaux (47 à 52)	8,7	7,7	7,5	7,3	7	6,6
Transports (62 à 68)	4,8	5,3	5,1	5	4,7	5,4
Commerce (69 à 81)	12,8	13	13,4	12,9	13,9	13,6
Professions administratives et libérales (82 à 88 et 91 à 99)	9,4	10,1	9,8	11,1	11,8	12,1
Services domestiques, hygiène (89, 90)	4,7	4,5	4,1	3,9	5	4,3
Non déclarée	1,3	0,8	1,2	0,6	0,8	0,5
Ensemble (1)	100	100	100	100	100	100
	(20,1)	(19,6)	(18,9)	(20,0)	(20,2)	(19,4)

(1) Entre parenthèses: nombres absolus en millions

Source: I. N. S. E. E., enquêtes par sondage sur l'emploi.

II. — ACTIVITE ET PRODUCTION

I. — PRODUCTION AGRICOLE

A. — Production végétale.

1° *Volume de la production* (en millions de quintaux)

PRODUITS	MOYENNE 1930-1939	1954	1955	1956	1957	1958 1er nov. (3)
Blé	80,5	105,7	103,6	56,8	110.8	95,7
Céréales secondaires:						
Seigle	7,9	5,2	4,4	4,7	4,8	4,5
Orge	11,04	25,2	26,7	64,1	36,3	39
Avoine	47,5	35,7	36,4	46	25,8	26,1
Maïs	5,35	9,6	10,9	17,4	13.9	16,2
Plantes sarclées:						
Pommes de terre (plein champ)	156	159	137,5	168,5	129,9	128,2
Betteraves industrielles	91.4	116,6	109,7	108,8	112,5	126,9
Riz	»	0,52	0,81	0,4	0,1	0,13
Oléagineux	(1) 0,133	1,08	1,3	1	2	2,2
Légumes secs (2)	2,5	2,3	2,4	2,3	2,3	2,2
Plantes industrielles (1.000 quintaux):						
Houblon	22,47	19,6	19,8	16,3	»	20,8
Chanvre	38,4	17,6	24,4	28,1	23,5	21,9
Lin	180	341	453,5	387,1	296,6	267,3
Production fourragère:						
Prairies artificielles et temporaires, fourrages annuels, prés naturels fauchés en sec	354	405	554,6	395	439	492
Cultures maraîchères (3) (légumes frais de plein champ)	»	»	19,6	»	»	»
Cultures fruitières:						
Pommes et poires à cidre	332,1	35	36,8	36	7	4,8
Pommes de table	2,44	4,4	4,4	5,2	1,8	6,4
Poires de table	0,46	1,48	1,88	1,73	1.29	2,19
Pêches	0,57	1,37	1,55	1,72	2,72	1,91
Prunes	0,5	1,36	1,18	0,93	0,60	0,51
Raisin de table	»	2,42	2,55	2,10	»	2,27
Vin (en millions d'hectolitres)	58,9	61,1	61,1	»	33,3	47

(1) Moyenne 1934-1938.
(2) Haricots, lentilles, pois, fèves, féveroles, autres légumes secs de plein champ.
(3) Evaluations.
Source: Ministère de l'agriculture.

2° *Rendements à l'hectare* (quintaux).

PRODUITS	MOYENNE 1930/1939	1954	1955	1956	1957	1958 1er nov. (1)
Blé	15,4	23,5	22,8	20,7	23,7	20,8
Céréales secondaires:						
Seigle	11,6	12,7	11,4	12,7	13,2	13
Orge	14,7	20,5	20,3	28,1	22.1	21,9
Avoine	14,3	16,6	17,5	20,2	16	17,5
Maïs	15,8	23,2	24	26,6	25,6	27,5
Plantes sarclées:						
Pommes de terre (plein champ)	111	166	146,6	176,1	153	142,5
Betteraves industrielles	287	307	293	289,8	323,8	343
Riz	»	26,7	41,3	42,5	»	45
Oléagineux	»	12,3	13,8	13,1	13.9	13,2
Légumes secs	9,9	10,4	10,6	10,8	10,8	11
Plantes industrielles:						
Houblon	10,1	13,7	13,8	12	11,5	14,2
Chanvre	11,3	10,8	13,6	13,2	13,3	12,9
Lin	6,6	7,5	7,9	6,8	6,4	6,6
Production fourragère:						
Prairies artificielles et temporaires, fourrages annuels, prés naturels fauchés en sec	34,5	43,7	40,7	113,2	174,2	186,8

(1) Evaluations.
Source: Ministère de l'agriculture.

B. — Production animale.

1° *Production annuelle.*

DÉSIGNATION	AVANT GUERRE (moyenne)	1949	1955	1956	1957
1. Lait (millions d'hectolitres)	138 (Moyenne 1937-1938.)	132,5	178	180	200
2. Viande (millions de tonnes)	1,7	1,86	2,54	2,6	2,6
Bœufs	0,60	0,68	1,02	0,95	0,96
Veaux	0,27	0,29	0,37	0,36	0,34
Moutons	0,1	0,07	0,11	0,10	0,12
Porcs	0,68	0,77	0,95	0,3	1,1
Chevaux	»	»	»	»	0,8

Source: Ministère de l'agriculture (évaluation au 1er octobre).

2° *Etat du cheptel.*
(Moyenne en millions de têtes.)

DÉSIGNATION	1934-1938	1949	1955	1956	1957	1958 1er oct.
Chevaux	2,77	2,41	2,16	2,1	2	1,9
Bovins	15,7	15,43	17,57	17,7	18	18,4
Ovins	9,75	7,48	8,22	8,4	8,6	8,7
Porcins	7,08	6,76	7,73	7,75	8,1	8,4
Chèvres	»	»	1,3	1,8	1,2	1,4

Source: Ministère de l'agriculture (évaluation au 1er octobre).

C. — Indices d'ensemble de la production agricole finale.

(Ensemble des produits allant aux consommateurs ou à l'industrie.)

Bases { Moyenne 1934-1938 = 100 (pour tous les produits sauf le vin et les fruits).
Moyenne 1936-1939 = 100 (pour le vin et les fruits).

DÉSIGNATION	PRODUCTION végétale (sans le vin).	PRODUCTION de vin	PRODUCTION végétale totale	PRODUCTION animale (non compris poisson).	PRODUCTION totale y compris poisson).
Campagne 1951-1952 (récolte 1951)	95 à 100	88 à 93	92 à 97	107 à 112	100 à 105
Campagne 1952-1953 (récolte 1952)	105 à 110	88 à 93	102 à 107	110 à 115	105 à 110
Campagne 1953-1954 (récolte 1953)	113 à 117	98 à 103	109 à 113	120 à 125	115 à 120
Campagne 1954-1955 (récolte 1954)	120 à 125	100 à 105	115 à 120	130 à 135	122 à 127
Campagne 1955-1956 (récolte 1955)	118 à 123	100 à 105	113 à 118	130 à 135	121 à 126 (121-126)
Campagne 1956 (récolte 1956)	100 à 105	85 à 90	95 à 100	132 à 137	115 à 120
Campagne 1957 (récolte 1957)	115 à 120	55 à 60	99 à 105	138 à 144	120 à 125

Source. I N. S. E. E.

II. — PECHES MARITIMES

DÉSIGNATION	1938	1949	1955	1956	1957
					P
a) Production totale métropolitaine (1 000 tonnes):					
Poissons frais	312	293	344	350	343
Morue salée	71	47	67	62	»
Huîtres et coquillages (évaluation) (1)	60	»	97	109	61
b) Indications de valeurs:					
Vente du poisson frais (en milliards de francs)	»	22,5	38	41	36,7

(1) Surtaxes comprises.
Source: Ministère de la marine marchande.

III. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

A. — Indices annuels de la production industrielle.

(Base 100 en 1952. — Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1953	1954	1955	1956	1957
Ensemble avec bâtiment	75	84	88	99	101	119	119	130	141
Ensemble sans bâtiment	75	83	88	99	101	111	121	134	146
1 Energie	»	83	86	94	99	105	110	116	121
Électricité	52	74	81	94	102	112	122	132	141
Gaz	51	95	95	99	101	106	112	127	147
Pétrole et carburants	32	53	67	86	105	112	120	132	127
Combustibles minéraux solides	83	92	92	96	95	98	100	100	103
2 Mines et carrières	»	85	85	92	97	100	106	107	112
Extraction de minerais métalliques	75	77	74	87	103	105	120	125	137
Extraction et préparation de minéraux divers	60	86	92	97	101	116	125	134	142
Extraction de matériaux de construction	72	58	63	77	7[illegible]	96	113	117	125
3 Production et transformation des métaux:									
Production des métaux	56	79	78	90	92	98	117	124	134
Transformation des métaux	65	81	84	97	96	108	123	142	153
4. Verre	80	97	104	121	100	112	120	139	157
5. Céramique et fabrication de matériaux de construction	74	86	86	97	9[illegible]	108	121	128	141
6. Bâtiment et travaux publics	(65)	89	89	95	101	104	110	112	121
7. Caoutchouc	57	80	88	104	101	114	122	134	146
8. Industries chimiques	67	82	89	106	107	124	149	163	184
9. Industries textiles	104	95	107	110	106	113	110	119	132
10. Corps gras	189	110	92	118	113	119	128	133	132
11. Cuirs et peaux	127	85	97	96	100	107	103	103	114
12. Papiers et cartons	94	93	106	124	115	133	146	159	173
13. Presse et édition	88	88	86	106	101	107	134	155	166
14 Tabacs et allumettes	78	88	93	102	101	107	107	114	124

Source · I. N. S. E. E

Evolution trimestrielle récente

Indices d'ensemble.

1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. Ensemble (avec bâtiment) :					
1956	125	138	118	140	130
1957	140	148	125	152	141
1958	155	158	(1) 153	»	»
2. Ensemble (sans bâtiment) :					
1956	132	143	120	145	134
1957	146	153	128	159	146
1958	162	166	134	(1) 160	»
Dont :					
Energie :					
1956	122	113	107	122	116
1957	124	119	113	130	121
1958	138	128	122	(2) 138	»
Mines et carrières :					
1956	105	112	103	112	107
1957	113	116	108	114	112
1958	118	117	(1) 107	(2) 119	»

(1) Moyenne octobre-novembre.
(2) Octobre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source : I. N. S. E. E.

B. — **Energie.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. Combustibles minéraux solides (ensemble) :					
1956	104	100	94	105	100
1957	106	105	98	106	103
1958	112	105	93	(1) 111	»
2. Electricité (ensemble) :					
1956	138	127	119	144	132
1957	147	138	128	152	141
1958	160	152	138	(1) 160	»
3. Gaz (ensemble), gaz naturel et d'usine :					
1956	153	117	99	142	127
1957	158	134	122	172	147
1958	189	159	159	(1) 140	»
4. Pétrole et carburants (ensemble) :					
1956	131	131	140	124	132
1957	110	122	131	143	127
1958	148	146	155	(1) 154	»
5. Production métropolitaine de pétrole brut :					
1956	319	343	369	409	361
1957	420	419	394	393	405
1958	389	397	403	»	»
6. Pétrole traité dans les raffineries :					
1956	125	125	134	114	125
1957	100	111	122	132	116
1958	137	136	142	»	»

(1) Octobre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source : I. N. S. E. E.

2° *Production totale d'énergie.*

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1955	1956	1957
Houille et lignite (1.000 tonnes) : production nette = vente de houille crue aux tiers + consommation des mines + variation des stocks	3.963	4.780	4.693	4.782	4.782	4.924
Cokes (1.000 tonnes) : production totale disponible de semi-coke, coke de four, coke de gaz	806	899	850	947	1.063	1.076
Pétrole (1.000 tonnes) :						
Production métropolitaine de brut	6	29,1	42,4	72,9	105,4	117,9
Pétrole traité dans les raffineries (importations)	582	1.791	1.987	2.091	2.233	2.080
Electricité (millions de kWh) :						
Production totale	1.733	3.400	3.797	4.130	4.485	4.800
Centrales thermiques : 5.000 kWh (puissance installée). Centrales hydrauliques : 1.000 kWh (puissance installée).						
Statistique partielle	1.548	3.208	3.567	3.882	4.229	4.495
Gaz (millions de m³) :						
Gaz d'usine (distillation de la houille seule)	149	207	216	209	217,4	235,4
Gaz naturels	»	22,2	21,6	23,2	26,6	41,5

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

C. — **Production des mines et carrières.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. Extraction de minerais métalliques (ensemble) :					
1956	125	131	120	129	125
1957	141	139	134	145	137
1958	151	148	130	(1) 149	»
Dont :					
Minerai de fer :					
1956	130	136	124	132	129
1957	146	143	135	149	142
1958	156	150	134	»	»
Bauxite :					
1956	117	139	116	157	131
1957	155	160	127	166	151
1958	175	182	135	»	»
2. Extraction de matériaux de construction (ensemble) :					
1956	85	136	130	119	117
1957	113	142	128	120	125
1958	104	141	128	(1) 126	»
3. Extraction et préparation de minéraux divers (ensemble) :					
1956	132	141	121	144	134
1957	147	150	127	149	142
1958	158	159	136	167	»

(1) Moyenne octobre-novembre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales des mines et carrieres.*

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1955	1956	1957
1. Extractions de minerais métalliques:						
Minerai de fer (production totale de minerai marchand)	2.574	3.393	3.632	4.193	4.390	4.813,8
Bauxite	54	93	106	125	93	140,3
2. Extraction de matériaux de construction:						
Ardoises de couverture	10,9	13,1	11,6	10,1	10,6	10,5
Pierres à bâtir (1)	127	131	130	159	153	148,4
Sables et graviers d'alluvions	1.244	2.537	2.740	3.295	3.623	4.104
Matériaux de viabilité	1.109	1.826	1.980	2.240	2.320	2.467

(1) Calcaires (pierres de taille, moellons, enrochements, cales et meulières à bâtir).

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

D. — **Production et transformation des métaux.**

1. Production des métaux

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. Production des métaux (ensemble):					
1956	120	130	119	130	124
1957	134	136	127	140	134
1958	144	146	127	(1) 142	»
Dont:					
1. Sidérurgie (ensemble):					
1956	118	125	112	127	120
1957	131	128	120	138	129
1958	140	137	118	»	»
Fonte:					
1956	116	120	112	122	116
1957	122	120	119	127	122
1958	128	125	113	»	»
Acier:					
1956	121	127	115	130	123
1957	131	126	124	139	130
1958	143	137	123	»	»
Produits finis laminés:					
1956	119	126	109	128	120
1957	137	134	118	144	133
1958	148	145	118	»	»
2. Métallurgie des métaux non ferreux (ensemble):					
1956	128	151	146	143	142
1957	144	167	155	151	154
1958	155	183	163	»	
Dont:					
Aluminium:					
1956	133	144	141	135	144
1957	152	157	150	164	155
1958	165	168	158	»	»
Cuivre:					
1956	128	112	82	126	112
1957	113	106	85	108	103
1958	115	130	100	»	»
Plomb:					
1956	140	142	102	124	127
1957	134	135	120	136	131
1958	139	142	119	»	»
Zinc:					
1956	144	157	146	138	146
1957	167	175	159	177	169
1958	190	209	186	»	»

(1) Moyenne octobre-novembre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales de métaux ferreux et autres.*

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1955	1956	1957
1. Sidérurgie						
Fonte (production totale de fonte brute) (1)	501	814	737	913	957	993
Acier (production totale d'acier brut)	518	906	886	1.049	1.177	1.174,8
Produits finis (2)	343	647	606	739	777	860,3
2. Métallurgie de métaux non ferreux:						
Aluminium (production totale 1re et 2e fusion)	4,233	10,554	12,258	13,418	15,173	16,406
Cuivre (production de cuivre électrolytique en cathodes et production de cuivre affiné 2e fusion) (3)	1,772	1,987	2,313	2,287	2,221	2,045
Zinc (production totale 1re et 2e fusion)	6,568	7,786	11,312	11,447	11,385	13,155
Plomb (production totale de plomb doux, 1re et 2e fusion) (4)	4,723	5,936	6,849	7,716	7,135	7,766

(1) Fonte de moulage, fonte d'affinage, spiegel, ferro-manganèse, autres fontes.
(2) Productions totales de laminés à chaud et tôles minces laminées à froid.
(3) La production est une transformation d'une partie du métal importé et de vieilles matières.
(4) Le plomb antimonieux est fabriqué à partir de plomb de première et deuxième fusion, soit de déchets ou d'alliages.

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

2. Transformation des métaux

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
II. — Transformation des métaux (ensemble):					
1956	140	156	124	154	142
1957	152	165	132	175	153
1958	176	179	137	(1) 170	»
Dont:					
Première transformation (métaux ferreux et autres):					
1956	132	148	115	150	136
1957	152	162	125	166	150
1958	172	170	127	»	»
Fonderie (métaux ferreux et autres):					
1956	116	120	90	125	113
1957	130	135	100	134	124
1958	139	139	101	»	»
Construction automobile:					
1956	162	178	130	165	156
1957	170	190	141	188	170
1958	205	221	153	»	»
Construction aéronautique:					
1956	178	212	147	169	175
1957	154	113	79	130	117
1958	148	148	100	»	»
Construction électrique:					
1956	150	168	146	195	164
1957	186	197	165	234	193
1958	198	208	168	»	»

(1) Moyenne octobre-novembre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales des fonderies autonomes de véhicules automobiles et de machines agricoles.*

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1955	1956	1957
Productions totales des fonderies autonomes de fonte et d'acier (1.000 tonnes)	78	108	101	119	124	133
Automobiles (1.000):						
Voitures particulières	15,2 (1)	30,8	36,4	46,1	54	60,3
Véhicules utilitaires (camions et camionnettes)	3,3	10,3	13,1	13,9	14,5	16,5
Machines agricoles (pièces).						
Tracteurs	145 (2)	2.086	2.387	5.352	6.557	7.708
Motoculteurs et mototreuils	36	396	352	902	1.224	1.517

(1) Moyenne du 1er octobre 1937 au 10 septembre 1938.
(2) Tracteurs à roues et à chenilles.

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

E. — **Industrie du verre.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle):					
1956	135	135	128	157	139
1957	162	160	144	165	157
1958	171	175	150	(1) 151	»

(1) Octobre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

F. — **Céramique et fabrication de matériaux de construction.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Ensemble:					
1956	113	137	125	137	128
1957	136	150	137	146	141
1958	146	158	144	(1) 156	»

(1) Octobre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes).

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

	1938	1952	1954	1955	1956	1957
Ciment	296	720	781	881	933	1.039,7
Briques et tuiles	346	390	417	481,5	483	514,2

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

G. — **Bâtiment et travaux publics.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle):					
1956	92	117	107	115	110
1957	112	120	111	117	121
1958	118	125	115	(1) 127	»

(1) Octobre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

H. — Caoutchouc.

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Ensemble:					
1956	136	144	112	148	134
1957	152	159	118	158	146
1958	165	167	123	(1) 159	»

(1) Octobre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes).
(Moyennes mensuelles.) — (Evolutions annuelles.)

	1938	1952	1954	1955	1956	1957
Productions totales de pneumatiques et bandages	6,7	13,4	14,5	15,6	17,1	18,4

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

I. — Industries chimiques.

1° *Indices* (base 100 en 1952)
(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
Industries chimiques (ensemble):					
1956	156	171	153	174	163
1957	180	181	170	203	184
1958	208	220	152	(4) 216	»
Dont:					
Produits chimiques minéraux (1):					
1956	137	146	132	144	140
1957	149	157	143	160	152
1958	171	174	157	»	»
Produits chimiques organiques (2):					
1956	240	260	234	258	248
1957	288	280	280	329	294
1958	348	377	325	»	»
Industries parachimiques (3):					
1956	122	141	127	149	133
1957	147	144	129	164	147
1958	157	166	144	»	»

(1) Acide sulfurique, carbonate de soude, carbure de calcium, engrais phosphatés, engrais azotés, phosphate trisodique, chlore gazeux, oxygène comprimé, acétylène dissous.

(2) Organiques de synthèse, matière plastique, colorants, goudrons et benzols.

(3) Lessives, abrasifs (carborundum), peintures et vernis, surfaces sensibles.

(4) Octobre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales d'engrais.*
(Moyennes mensuelles en milliers de tonnes.)
(Evolutions annuelles.)

PRODUITS	1938	1952	1954	1955	1956	1957
Engrais azotés (1)	14,7	23,7	26,5	31,9	34	37,8
Engrais phosphatés (2)	312	302	417	459	508	310,9

(1) Production totale d'engrais azotés de synthèse (sulfate d'ammoniaque, nitrates de chaux, de soude, d'ammoniaque, ammonitrates), de cyanamite calcique et de sulfate d'ammoniaque de récupération (évalués en tonnes d'azote).

(2) Production totale de superphosphates, phosphates moulus, scories de déphosphoration et engrais composés.

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

J. — Industrie textile (ensemble).

1° *Indices* 1952 = 100.
(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
Industrie textile (ensemble):					
1956	116	128	100	134	119
1957	136	144	111	142	132
1958	145	142	110	(1) 131	»
Dont:					
Jute (tissus, filés):					
1956	128	128	97	130	121
1957	116	107	88	118	106
1958	120	122	88	»	»
Lin et chanvre (tissus et filés):					
1956	82	95	79	109	91
1957	107	109	80	105	99
1958	114	102	73	»	»
Coton (filés de coton):					
1956	109	117	90	124	110
1957	129	130	100	131	122
1958	138	138	97	»	»
Coton (tissus de coton):					
1956	101	112	91	117	103
1957	123	126	97	129	118
1958	(1) 138	138	98	»	»
Laine (filés de laine):					
1956	124	142	108	145	129
1957	144	157	118	144	140
1958	136	132	97	»	»
Tissus de laine:					
1956	100	110	89	114	103
1957	117	124	94	116	112
1958	118	118	85	»	»
Fibranne:					
1956	159	174	124	187	160
1957	186	211	147	212	188
1958	226	247	187	»	»
Rayonne					
1956	139	145	100	138	130
1957	139	157	117	154	140
1958	148	149	108	»	»
Fibres et fils synthétiques					
1956	438	474	356	540	449
1957	586	680	470	683	599
1958	726	770	524	»	»

(1) Octobre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales de laine et coton* (1.000 tonnes).
(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1955	1956	1957
1. Laine :						
Laine peignée	5,25	4,7	6,2	6,1	7,1	7,8
Filés (filés purs et mélangés pour tissage, bonneterie et mercerie)	9,8	9,2	10,7	10,7	11,8	12,8
Tissus (tissus bruts) (1)	6,65	6,1	6	5,8	6,25	6,8
2. Coton :						
Filés (production totale de filés de cotons purs ou mélangés fibranne)	20,8	21,4	24,6	22,1	23,4	26,07
Tissus (production totale de tissus de cotons purs ou mélangés fibranne)	13,2	12,5	14,5	12,5	12,7	14,26

(1) Moyenne janvier-février.

K. — **Corps gras** (ensemble).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyennes mensuelles) :					
1956	128	136	120	119	133
1957	140	130	117	113	132
1958	139	137	109	(1) 145	»

(1) Octobre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source : I. N. S. E. E.

L. — **Cuirs.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Cuirs (ensemble) :					
1956	105	107	92	111	103
1957	115	118	100	127	114
1958	125	116	85	(1) 102	114

(1) Octobre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes).
(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

	1938	1952	1954	1955	1956	1957
Cuirs et peaux finies de bovins	5,3	3,5	3,5	3,2	3,1	3,5

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

M. — **Papiers et cartons.**

1° *Indices* 1952 = 100.
(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
Papiers et cartons (ensemble) :					
1956	161	172	134	170	159
1957	177	186	146	185	173
1958	188	189	153	(1) 185	»
Dont :					
Papier journal, impression et écriture :					
1956	147	157	120	154	143
1957	160	161	124	154	149
1958	158	155	130	»	»

(1) Octobre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes).
(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1955	1956	1957
Pâtes à papier (production totale évaluée en 1.000 tonnes de pâtes sèches) (1)	28,9	43	56,3	61,2	67	73,3
Papier d'impression et d'écriture	48,7	49,2	62,1	67,1	70,7	72,8
Papier paille et d'emballage	26,6	29	39,8	45	50,4	55,7

(1) Production totale de pâtes mécaniques et mi-chimiques de pâtes au bisulfite, de pâte Kraft à la soude et autres pâtes chimiques.

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

N. — **Presse-édition.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle) :					
1956	153	153	145	170	155
1957	180	172	154	160	166
1958	167	172	155	(1) 164	»

(1) Octobre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source : I. N. S. E. E.

O. — **Tabacs et allumettes.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle) :					
1956	115	124	90	127	114
1957	132	135	94	128	121
1958	139	140	96	(1) 152	»

(1) Octobre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source : I. N. S. E. E.

P. — **Indications sur l'industrie cinématographique.**
(Long métrage = 1.300 mètres.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1953	1954	1955	1956	1957 (P)
1. Production de films	108	96	111	96	110	129	140 à 142
2 Visa de censure:							
Français	96	108	111	96	106	133	»
Américains (total)	336	312	324	468	(1)	»	»
Autres (total)	192	288	372	156	(1)	»	»
Total visas	624	708	804	720	660	352	»
3. Visas d'exportation (2)	1.020	1.440	1.488	1.572	(3)	»	»
4. Nombre de spectateurs (millions)	385	356	356	383	395	394-400	415 à 420

(1) Total visas américains et autres: 354.
(2) Visas délivrés pour les films exportés vers l'étranger (films de long métrage, plus de 1.300 mètres).
(3) Visas longs et courts métrages: 2.555.
Sources: Ministère de l'industrie et du commerce et Centre national du cinéma.

Q — **Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle.**

L'indice mensuel de la production industrielle ne couvre pas les branches: industries alimentaires, industries du bois et de l'ameublement, habillement et travail des étoffes, dont l'activité est difficile à saisir au rythme mensuel ou n'est connu qu'avec retard.

Pour les *industries alimentaires*, un indice a cependant été calculé sur la base de mesures en volume de la production, à l'exception de certaines productions pour lesquelles il a fallu se contenter d'évaluation (laiteries, conserves de poissons...).

L'indice des *industries de l'habillement* et du *travail des étoffes* est calculé d'après les approvisionnements en tissus et les consommations apparentes.

L'activité des industries du bois et de l'ameublement est particulièrement difficile à apprécier, par insuffisance des informations. L'indice correspondant est obtenu à partir de la consommation apparente de bois ou des livraisons de contreplaqués et les consommations d'électricité haute tension.

Un indice d'ensemble est enfin calculé pour ces trois branches.
(1952 = 100.)

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Industries alimentaires	70	95	109	109	100	110	110	116	117	126
Habillement et travail des étoffes	61	96	106	112	100	108	108	103	110	123
Bois et ameublement	35	91	95	100	100	102	109	115	120	132
Ensemble	166	95	105	108	100	105	109	111	115	»

A partir de cet indice d'ensemble des trois branches ci-dessus et de l'indice mensuel de la production industrielle (vingt branches), l'indice complet de la production industrielle a été calculé par l'institut national de la statistique et des études économiques (vingt-trois branches).

Indice complet de la production industrielle.
(1952 = 100.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Indices d'ensemble: industries alimentaires, habillement et travail des étoffes, bois et ameublement (trois branches compris)	85	91	100	100	101	110	118	128	139

Source: I. N. S. E. E.

IV. — ACTIVITE

1° Résultats de l'enquête trimestrielle du ministère du travail (1).

A. — Evolution d'ensemble (toutes activités).

DÉSIGNATION	1957				1958				ANNÉES (moyenne)					
	I — 1er janvier.	II — 1er avril.	III — 1er juillet.	IV — 1er octobre.	I — 1er janvier.	II — 1er avril	III — 1er juillet.	IV — 1er octobre.	1949	1952	1954	1955	1956	1957
1. Effectifs (indices 1954 = 100)...	103,2	104,1	105,5	106,2	105,7	106,1	106,4	106	97,2	100,2	100	101	102,3	105,1
2. Durée hebdomadaire du travail (heures)	45,8	45,9	46,1	46,1	45,8	45,8	45,8	45,6	44,6	44,9	45,2	45,4	45,7	46
3. Niveau de l'activité (indices 1954 = 100)	104,5	105,7	107,6	108,4	107,2	107,6	107,8	107	96,8	99,5	100	101,3	103,6	106,9

(1) Enquête trimestrielle effectuée par voie de questionnaires aux employeurs et portant sur des établissements de plus de dix salariés, représentant environ 58 p. 100 de l'effectif du personnel travaillant dans les secteurs professionnels considérés. Ceux-ci comprennent l'ensemble des activités, à l'exclusion de l'agriculture, du gaz et des services publics (pour lesquels aucune donnée valable n'a pu être recueillie sur un rythme trimestriel); la C. F., les houillères et la R. A. T. P. sont comprises dans l'enquête. Les travailleurs isolés et le personnel domestique sont de même exclus. Sont d'autre part considérés les effectifs et la durée du travail des ouvriers de plus de dix-huit ans, payés à l'heure.

B. — Evolution récente par secteur ou branche d'activité

N. B. — Les observations données ci-après concernent, autant que possible, ceux des secteurs de production dont les résultats ont été exposés précédemment (production industrielle) et, en outre, les transports et les activités commerciales et libérales:

(Indice 1954 = 100.)

1. *Effectifs.*

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
1. Energie					
Combustibles minéraux solides:					
1957.....	93,5	93,3	94,1	94,1	93,8
1958.....	94,1	93,4	92,5	92,1	»
Eau, gaz, électricité.					
1957.....	99,5	100	100,6	101,2	100,5
1958.....	101,2	101,4	102	102,6	»
Pétrole et carburants liquides:					
1957.....	103,1	102,4	103,5	102,5	102,8
1958.....	102,1	102,3	103,3	103,1	»
Ensemble:					
1957.....	95,9	95,9	96,6	96,7	96,4
1958.....	96,7	96,3	96	95,9	»
2. Industrie d'équipement:					
Extraction de minerais divers:					
1957.....	97,3	97	97,8	95,7	96,6
1958.....	94,7	95	95,6	94,3	»
Céramique, matériaux de construction, verre:					
1957.....	103,5	104,5	105,9	105,9	105,3
1958.....	106	107,1	107,5	106,6	»
Production des métaux:					
1957.....	106,6	106,8	107,5	108,5	107,7
1958.....	109,2	110	109,2	109,1	»
Industries mécaniques et électriques:					
1957.....	108,4	109,7	110,5	111,7	110,6
1958.....	112,7	113,6	112,6	112,1	»
Bâtiment et travaux publics:					
1957.....	105,7	109	111,1	111,3	109,4
1958.....	106,5	107,2	108,1	108,4	»

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
3. Industries de consommation:					
Industrie chimique et caoutchouc:					
1957.....	104,1	104,9	104,9	105,4	105,2
1958.....	107	107,5	107,5	107,3	»
Industrie textile:					
1957.....	93,9	94,7	94,7	95	94,7
1958.....	95	94,4	92,3	90,5	»
Cuirs et peaux:					
1957.....	96,7	98	97,8	98,3	98
1958.....	98,9	98,9	95,6	93,8	»
Papiers et cartons:					
1957.....	102,8	104	104,6	105	104,5
1958.....	105,9	106,4	106,6	106,7	»
Industries agricoles et alimentaires:					
1957.....	107,1	105,2	111,7	116,5	110,5
1958.....	110,4	110,8	117,1	120,9	»
Industrie du bois et ameublement:					
1957.....	100,9	101,5	101,8	102,5	102,1
1958.....	104,4	104,9	103,5	103,5	»
Habillement, travail des étoffes:					
1957.....	96,9	99	99,4	100,6	99,4
1958.....	100,4	101,4	98,8	97,8	»
4. Industries de transformation (bâtiment inclus):					
Ensemble:					
1957.....	103,9	105,2	106,5	107,5	106,1
1958.....	106,6	107,1	107	106,7	»
5. Transports:					
S. N. C. F.:					
1957.....	94,1	93,5	93,9	93,8	93,8
1958.....	93,9	93,4	93,6	93,1	»
Ensemble:					
1957.....	97,3	97,1	97,8	97,9	97,6
1958.....	97,8	97,6	98,1	97,7	»
6. Activités commerciales et libérales:					
1957.....	105,4	105,8	108,1	108,2	107,3
1958.....	108,5	109,2	110,6	110	»

Source: Ministère du travail.

2. *Durée hebdomadaire du travail* (heures).

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
1. Energie:					
Combustibles minéraux solides.					
1957	47,1	47,1	47,1	47,1	47,1
1958	47,1	47,1	47,1	47,1	»
Eau, gaz, électricité:					
1957	48	48	48	48	48
1958	48	48	48	48	»
Pétrole et carburants liquides					
1957	47,3	46,9	47,5	47	47,2
1958	47,3	47,4	47,4	47,2	»
Ensemble:					
1957	47,4	47,4	47,4	47,4	47,4
1958	47,4	47,4	47,4	47,4	»
2. Industrie d'équipement:					
Extraction de minerais divers:					
1957	47,2	48,2	49,1	49	48,4
1958	47,6	48	49,2	49,2	»
Céramique, matériaux de construction, verre:					
1957	46,5	46,6	46,8	46,9	46,7
1958	46,7	46,7	46,9	46,8	»
Production de métaux					
1957	48,6	48,6	48,7	48,7	48,7
1958	48,6	48,1	47,8	47,8	»
Industries mécaniques et électriques:					
1957	47,1	47,3	47,4	47,3	47,3
1958	47,4	47,3	47	46,7	»
Bâtiment et travaux publics:					
1957	47,5	48,8	49,5	49,5	48,8
1958	47,5	48,6	49,3	49,4	»
3. Industries de consommation:					
Industrie chimique et caoutchouc:					
1957	45,4	45,4	45,4	45,3	45,4
1958	45,5	45,3	45,4	45,1	»
Industrie textile:					
1957	43,7	43,8	43,9	43,9	43,8
1958	43,6	43	42,1	41,3	»
Cuirs et peaux:					
1957	43	43,3	43,4	43,4	43,3
1958	43,5	43,2	42,1	42	»
Papiers et cartons					
1957	45,9	45,9	45,9	46	45,9
1958	45,9	45,8	45,7	45,5	»
Industries agricoles et alimentaires:					
1957	46,8	45,1	46,2	46,5	46,1
1958	46,3	45,1	45,9	46,1	»
Industrie du bois et ameublement					
1957	46,6	46,9	47,1	47,1	47
1958	47	47	46,7	46,6	»
Habillement, travail des étoffes.					
1957	41,6	42	42,1	42,1	42
1958	41,9	41,9	41	40,5	»
4. Industries de transformation (bâtiment inclus):					
Ensemble					
1957	46	46,2	46,5	46,5	46,3
1958	46,1	46,1	46	45,8	»
5 Transports					
S. N. C. F.:					
1957	48	48	48	48	48
1958	48	48	48	48	»
Ensemble:					
1957	47,6	47,6	47,7	47,7	47,7
1958	47,7	47,7	47,7	47,7	»
6. Activités commerciales et libérales					
1957	44	43,8	43,8	43,9	43,9
1958	44	43,8	43,8	43,7	»

Source: Ministère du travail.

3. *Activité.*

(Indices 1954 = 100.)

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
1. Energie					
Combustibles minéraux solides:					
1957	93,5	93,3	94,1	94,1	93,8
1958	94,1	93,4	92,5	92,1	»
Eau, gaz, électricité:					
1957	99,5	100	100,6	101,2	100,5
1958	101,2	101,4	102	102,6	»
Pétrole et carburants liquides					
1957	103,7	102,2	104,6	102,5	103,1
1958	102,7	103,2	104,2	103,5	»
Ensemble:					
1957	95,9	95,9	96,7	96,7	96,4
1958	96,7	96,4	96,1	95,9	»
2 Industrie d'équipement:					
Extraction de minerais divers:					
1957	97,3	99	101,7	99,3	99,1
1958	95,5	96,6	99,6	98,3	»
Céramique, matériaux de construction, verre:					
1957	105,1	106,3	108,2	108,4	107,4
1958	108,1	109,2	110,1	108,9	»
Production de métaux:					
1957	110,2	110,4	111,4	112,4	111,4
1958	112,9	112,5	111,1	111	»

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
2. Industrie d'équipement (*suite*) :					
Industries mécaniques et électriques :					
1957	110,2	112	113,2	114,2	113,1
1958	115,4	116,1	114,2	113,1	»
Bâtiment et travaux publics					
1957	105,1	111,3	115,1	115,3	111,8
1958	105,9	109	111,5	112	»
3. Industries de consommation :					
Industrie chimique et caoutchouc					
1957	105,2	106,1	106,1	106,3	106,3
1958	108,4	108,5	108,7	107,7	»
Industrie textile :					
1957	96,8	97,8	98	98,3	97,8
1958	97,7	95,7	91,7	88,1	»
Cuirs et peaux					
1957	100	102	102	102,5	102,1
1958	103,4	102,7	96,7	94,7	»
Papiers et cartons					
1957	105,1	106,3	106,9	107,5	106,8
1958	108,2	108,5	108,5	108,1	»
Industries agricoles et alimentaires					
1957	106,5	104,6	106,6	108,5	106,9
1958	109,1	107	108	108,7	»

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
3. Industries de consommation (*suite*) :					
Industrie du bois et ameublement :					
1957	103,1	104,4	105,2	105,9	105,2
1958	107,6	108,2	106	104,7	»
Habillement, travail des étoffes :					
1957	99	102,2	102,8	104	102,5
1958	103,3	104,3	99,5	97,3	»
4. Industries de transformation (bâtiment inclus) :					
Ensemble :					
1957	105,7	107,5	109,6	110,6	108,7
1958	108,6	109,1	108,9	108,1	»
5. Transports.					
S. N. C. F. :					
1957	94,1	93,5	93,9	93,8	93,8
1958	93,9	93,4	93,6	93,1	»
Ensemble :					
1957	97,7	97,5	98,3	98,4	98,1
1958	98,3	98,1	98,7	98,3	»
6. Activités commerciales et libérales					
1957	106,2	106,1	108,6	109	107,9
1958	109,4	109,7	111,2	110,2	»

2° Données récentes sur l'emploi et le chômage.

a) *Données d'ensemble.*

DÉSIGNATION	1957				1958				ANNÉES						
	I — 1er janvier.	II — 1er avril.	III — 1er juillet.	IV — 1er octobre.	I — 1er janvier.	II — 1er avril.	III — 1er juillet	IV — 1er octobre.	1938	1949	1952	1954	1955	1956	1957
Chômeurs secourus.															
Total France entière (1.000) (1)	23,1	23,5	16,6	13,6	17,2	20,5	16,7	16	373,6	39,7	37,8	62,6	52	32,5	18,6
Dont :															
Hommes de moins de 60 ans aptes au travail	6,5	7,2	4,2	3,5	5,8	8,1	5,8	»	»	»	»	»	24,3	11,7	5,3
Fonds de chômage couverts.	498	478	392	361	366	417	394	»	»	»	435	857	794	670	421
Demandes d'emploi non satisfaites : nombre (1.000) (2)	97,4	92,2	67,7	67,4	87,3	96	77,4	85,6	402	80,5	132	183,9	158,6	112,3	80,7
Offres d'emploi non satisfaites (1.000)	40,4	57,8	61,3	53,4	34,5	37,1	35,7	28,5	»	»	»	»	19,8	42,4	50,8

(1) Cette statistique ne donne pas l'ensemble des personnes en chômage les fonds de chômage n'existant pas partout et un certain nombre de ces personnes ne s'inscrivant pas à ces fonds.

(2) Les statistiques des demandes d'emploi proviennent des relevés effectués dans les bureaux de main d'œuvre. Elles ne sauraient apporter une estimation exacte du nombre des personnes réellement en chômage; elles comprennent, en effet, des personnes ayant un emploi et en recherchant un autre, d'autres personnes, effectivement en chômage, n'ayant pas recours aux offres de placement. Toutefois les enquêteurs par sondage sur l'emploi de l'I. N. S. E. E. semblent faire apparaître la validité relative d'une évaluation du nombre des chômeurs complets à une fois et demie celui des demandeurs d'emploi

Source : Ministère du travail.

b) *Chômage partiel, évaluation des effectifs ouvriers occupés moins de quarante heures par semaine selon l'activité au cours de l'année 1957.*

BRANCHES D'ACTIVITÉ	ENSEMBLE							
	1er janvier 1957.	1er avril 1957.	1er juillet 1957.	1er octobre 1957.	1er janvier 1958.	1er avril 1958.	1er juillet 1958.	1er octobre 1958.
Extraction de minerais divers	»	»	»	»	»	900	1.500	»
Production des métaux	»	200	»	3.300	1.800	»	200	200
Première transformation des métaux	»	»	200	»	»	200	900	3.400
Mécanique générale	»	»	600	300	300	700	1.000	1.700
Construction de machines	3.500	500	500	1.100	»	»	1.000	500
Construction électrique	300	»	300	1.600	500	300	300	600
Verre, céramique, matériaux de construction	»	»	200	200	800	300	600	900
Bâtiment et travaux publics	4.700	»	2.000	1.000	6.500	3.900	3.900	»
Industrie chimique, caoutchouc	1.400	1.600	1.400	1.800	1.400	1.400	1.200	1.600
Industries agricoles et alimentaires	3.400	12.300	7.900	4.900	2.000	12.700	7.800	11.200
Industrie textile	7.600	7.600	7.600	3.900	3.800	20.300	39.100	77.900
Habillement et travail des étoffes	12.700	3.900	6.000	5.100	9.800	4.000	19.200	31.300
Cuirs et peaux	3.600	4.600	2.000	2.600	3.800	3.600	12.800	15.500
Industrie du bois, ameublement	2.200	800	300	400	»	1.100	1.900	1.200
Papier, carton	800	1.000	1.100	1.000	800	900	1.200	1.000
Industrie polygraphique	16.200	14.700	17.000	17.200	16.200	16.600	18.100	18.300
Industries diverses	1.000	800	500	600	300	1.100	1.300	2.500
Transports (sauf S. N. C. F. et R. A. T. P.)	400	200	»	700	400	200	300	300
Commerces agricoles et alimentaires	500	900	100	100	400	600	700	500
Commerces non alimentaires	2.100	1.800	1.900	2.100	900	300	1.500	2.500
Spectacles	200	500	»	600	»	100	300	300
Hygiène	21.000	12.500	11.500	13.700	25.600	16.000	20.300	24.400
Professions libérales	1.400	1.100	900	800	700	800	900	1.200
Industries de transformation (y compris le bâtiment)	57.400	48.000	47.600	45.000	48.000	68.000	110.500	167.800
Toutes activités	83.000	65.000	62.000	63.000	76.000	86.000	136.000	197.000

Source: Ministère du travail, enquête trimestrielle.

c) *Chômage partiel indemnisé.*

	I — (Janvier.) (Fin de mois.)	II — (Avril.) (Fin de mois.)	III — (Juillet.) (Fin de mois.)	IV — (Octobre.) (Fin de mois.)
Nombre de journées indemnisées (1) (1.000):				
Ensemble:				
1957	87	(mars) 49	41,6	41
1958	72,8	160,5	189,6	506,5
Dont:				
Textiles et annexes:				
1957	25	(mars) 14,5	3,8	13,6
1958	28,2	81,8	118,5	328,2
Habillement et travail des étoffes:				
1957	13,5	(mars) 5,9	1,83	2,4
1958	4,3	10,6	10,6	61,7
Industrie du cuir et de la chaussure:				
1957	10,3	(mars) 9,4	15,9	22,06
1958	14,04	32,2	41,2	52,6

(1) Sur la base d'une journée pour huit heures indemnisées. La statistique ne remonte pas au-delà de janvier 1952.
Source: Ministère du travail.

d) *Conflits de travail.*

	I — (Janvier.)	II — (Avril.)	III — (Juillet.)	IV — (Octobre.
Nombre de journées perdues (1.000):				
1957	168,8	650,8	546,8	1.313,2
1958	57,1	491,5	14,4	(14,9)

N. B. — Moyenne mensuelle: 1949 = 591. — 1955 = 256,5.
Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

3° **Activités générales** (indices rapides).

Divers indices permettent de mesurer, en ordre de grandeur, l'ensemble de l'activité. Parmi ceux-ci, trois peuvent être, en particulier, retenus pour une vue d'ensemble rapide:

L'indice d'ensemble de la production industrielle;

L'indice total des recettes, calculé à prix constants, de la Société nationale des chemins de fer français (auquel on peut ajouter l'évolution des tonnages chargés);

La consommation d'électricité.

Voici les données correspondantes:

DÉSIGNATION	1957				1958				ANNÉES			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV (1)	1938	1956	1957	1958
1952 = 100 (Moyennes mensuelles.)												
1. Indices d'ensemble de la production industrielle (sans bâtiment) indices provisoires).	146	153	128	159	162	166	134	160	75	134	141	»
2. Trafic S. N. C. F. (1938 = 100):												
(Indice total des recettes S. N. C. F. calculé à prix constant) (voir N. B.).....	164	160	154	157	165	155	147	147	128	149	159	»
Tonnages chargés et entrés chargés.....	605	582	560	629	604	587	532	613	»	»	»	»
(Moyenne journalière des transports commerciaux (1.000 tonnes) (1938 = 100)....	»	»	»	»	»	»	»	»	362	569	594	»
3. Indices de la production totale d'électricité (1952 = 100) (indices provisoires).....	147	138	128	153	160	152	138	(2) 160	»	132	141	»

(1) Octobre.
(2) Moyenne octobre-novembre.

N. B. — Cet indice est le quotient, multiplié par 100, des recettes de la période considérée par les recettes de la période correspondante de 1938, ramené au taux de la période considérée. Les indices mensuels ne sont donc pas comparables entre eux.

Source: I. N. S. E. E.

V. — PRODUCTIVITE

Evolution récente de la productivité en France de 1949 à 1956 (1949 = 100.)

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
	1. Production brute:							
64	Consommation des ménages.....	107	112	115	120	126	137	143
5,5	Consommation des administrations.....	107	122	174	197	185	173	223
18,5	Formation brute de capital.							
	Stocks inclus.....	100	97	98	93	101	113	123
	Stocks exclus.....	(101)	(107)	(104)	(104)	(113)	(127)	(136)
12	Exportations (1).....	131	156	148	152	173	188	180
100	Ensemble production brute.....	107,5	113,5	117	120	127	137,5	145
	2. Facteurs de production:							
12	Travail dans l'agriculture et les pêcheries.....	98	96	94	92	90	88	86
60,5	Travail dans l'industrie et les services.....	101,3	104,2	104,1	102,7	104,3	105,6	106
5,5	Travail des fonctionnaires civils.....	98	98,5	98,5	99	100	102	105
10,5	Amortissement	102	104,5	106,5	108	109,5	111,5	114
11,5	Importations	104	122	127	126	136	152	177
100	Ensemble des facteurs.....	101	105	105,5	104,5	107,5	109	112,5
	3. Productivité globale des facteurs.....	106	108	111	115	118	126	129
	Progrès de productivité par rapport à l'année précédente (pourcentage)	6	2	2,5	3,5	3	6,5	2,5

(1) Y compris solde des utilisations de services.

Source: I. N. S. E. E. (Etudes et conjoncture).

Progrès récents de productivité.

	VARIATIONS ANNUELLES			VARIATIONS ANNUELLES	
	Entre 1955 et 1956.	Entre 1956 et 1957.		Entre 1955 et 1956.	Entre 1956 et 1957.
	P. 100.	P. 100.		P. 100.	P. 100.
1. Productivité finale brute:			2. Facteurs de production:		
Consommation des ménages	+ 5,5	+ 6	Travail dans l'agriculture et les pêcheries	— 2	— 2
Consommation des administrations	+ 19	+ 8	Travail dans l'industrie et les services	+ 0,5	+ 3
Formation brute de capital:			Total des fonctionnaires civils	+ 2	+ 2,5
Stocks inclus	+ 10	+ 12	Amortissement	+ 2	+ 2,5
Stocks exclus	(+ 8)	(+ 8,5)	Importations (2)	+ 10	+ 7,5
Exportations (1)	— 6	+ 7	Ensemble des facteurs	+ 1,5	+ 3
Ensemble production finale brute	+ 5,5	+ 6,5	3. Productivité globale	+ 4	+ 3,5

(1) Y compris solde des utilisations de services.
(2) Non compris les importations de caractère militaire.
Source: I. N. S. E. E.

VI. — ECHANGES EXTERIEURS EN NATURE

A. — Résultats globaux.

Les échanges sont observés ici en nature. Les valeurs ne sont données que pour l'ensemble et à titre complémentaire, les finances extérieures et la balance des comptes faisant l'objet d'une étude particulière (III, 7°).

Commerce spécial, c'est-à-dire importations mises sur le marché intérieur ou livrées à des usines métropolitaines pour transformation et exportations des marchandises nationales ou nationalisées et des produits fabriqués dans des usines métropolitaines avec des matières premières importées.

Les statistiques douanières se rapportent, à partir de janvier 1956, au mois calendaire ordinaire.

Auparavant, elles étaient arrêtées le 20 du mois pour les exportations et au 25 pour les importations, ce qui donnait aux mois douaniers la longueur du mois précédent.

D'autre part, entre le mouvement des marchandises et leur enregistrement, des délais variables et différents selon les cas peuvent être observés pour les importations et les exportations.

Enfin, des variations accidentelles telles que retards d'horaire dus au mauvais temps peuvent affecter considérablement les relevés douaniers pour un mois donné.

Ces considérations expliquent l'intérêt de n'employer que des chiffres trimestriels, beaucoup moins affectés par les causes d'erreurs signalées ci-dessus que des chiffres mensuels

1° Evolution d'ensemble des importations et des exportations (or inclus)

1. *Evolutions annuelles* (Moyennes mensuelles).

DESIGNATION	1928	1929	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Quantités (1.000 tonnes):												
Importations	4.111	4.925	3.952	3.859	3.257	4.054	4.365	4.082	4.380	4.879	5.685	5.990
Exportations	3.427	3.525	2.249	2.265	2.858	3.324	3.116	3.403	3.760	4.753	4.000	3.972
Valeurs (milliards de francs):												
Importations	4,45	4,85	3,84	77,19	89,39	133,64	132,64	121,52	126,84	138,04	164,70	168,8
Exportations	4,28	4,18	2,55	65,33	89,39	123,24	116,04	117,24	129,03	141,32	135,22	157,45

Source: Ministère des finances.

2. *Evolutions trimestrielles (or inclus).*

(Moyennes mensuelles.)

DESIGNATION	I	II	III	IV
A. — Quantités (1.000 tonnes) :				
Importations.				
1957	6.017	6.173	5.940	5.829
1958	6.173	6.003	5.483	»
Exportations :				
1957	4.057	3.921	3.821	4.088
1958	4.039	3.990	3.809	»
B. — Valeurs (milliards de francs) :				
Importations :				
1957	198,96	198,84	172,42	184,9
1958	211,4	212,6	176,3	184,8
Exportations :				
1957	156,76	153,22	140,87	178,9
1958	178,64	171,5	161,44	206,2

Source : Ministère des finances.

2° LES INDICES DU VOLUME

Définition.

Les indices du *volume du commerce extérieur*, calculés dans presque tous les pays publiant des indices de ce commerce, sont caractérisés par la comparaison des valeurs échangées, ces valeurs étant calculées à prix constant.

En effet, un indice ne tenant compte que du tonnage de l'ensemble des marchandises échangées donnerait une part prépondérante et injustifiée aux matières pondéreuses et de prix relativement faible.

Un indice basé sur les valeurs n'aurait de sens que si les prix étaient stables, afin que ne soient pas masquées par le mouvement des prix, des variations dues à l'évolution des quantités échangées.

Les indices du volume calculés par l'I. N. S. E. E. sont des moyennes arithmétiques pondérées des indices de quantité relatifs aux différentes marchandises, les coefficients de pondération étant proportionnels aux valeurs échangées pendant l'année de base. La base 1949 a été adoptée, 1949 étant la première des années d'après-guerre marquée par une stabilité relative de l'économie et plus spécialement des prix.

Le nombre des marchandises ou de groupements de marchandises utilisées dans le calcul est largement supérieur à celui retenu pour les anciens indices : 274 à l'importation, 338 à l'exportation, contre 131 et 104 auparavant.

A partir de 1951, pour accorder les indices base 100 en 1949 à ceux de base 1938, il faut multiplier les indices des exportations (base 100 en 1949) par 1,21 pour obtenir les indices à base 1938, ceux des importations restant identiques. Une nouvelle série a été calculée de 1946 à 1950 pour tenir compte des variations du nombre et de la valeur des marchandises utilisées pour le calcul des indices (voir ci-après).

Pour la période antérieure à 1938, on obtiendra des indices à base 1938 en multipliant les indices à bases 1913 par 0,934 pour les importations et 1,105 pour les exportations (voir Bulletin de la statistique générale de décembre 1945 pour ces séries).

Enfin, les nouveaux indices publiés sur la base 100 en 1949 tiennent compte, désormais, de la valeur de la totalité des marchandises dont ils prétendent représenter les variations de volume et ne sont donc plus calculés avec une « couverture » incomplète comme les précédents.

EVOLUTION DES INDICES DU VOLUME DU COMMERCE EXTERIEUR DEPUIS 1913 (OR INCLUS)

(Valeurs échangées à prix constants.)

a) *Indices bruts* (1913=100) *de* 1913 *à* 1942.

ANNEES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1913	100	100
1919	121	45
1920	114	86
1921	82	83
1922	108	86
1923	109	103
1924	115	119
1925	106	124
1926	111	134
1927	109	146
1928	116	148
1929	133	147
1930	143	132
1931	141	112
1932	118	86
1933	123	88
1934	106	91
1935	103	81,5
1936	113	78
1937	120	84
1938	107	90,5
1939	94	87,5
1940	»	40
1941	30	30
1942	24	45

N. B. — Indice très approximatif de 1940 à 1945 (occupation).

Sources : Statistique générale de la France, I. N. S. E. E.

b) *Indices bruts* (1938 = 100) *de* 1938 *à* 1945.

ANNEES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1938	100	100
1939	87,6	99,1
1940	64	44,5
1941	28,3	34,9
1942	22,8	50,2
1943	2,1	46,3
1944	5,8	26,7
1945	86,4	15,3

N. B. — Indice très approximatif de 1940 à 1945 (occupation).

c) *Indices corrigés* (1938 = 100) *de* 1946 *à* 1956.

ANNEES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1946	109	40
1947	116	70
1948	98	82
1949	101	118
1950	105	164
1951	123	195
1952	125	172
1953	126	182
1954	132	206
1955	142	225
1956	166	202
1957	175	223

Source : I. N. S. E. E.

3° Répartition des échanges extérieurs par produits et selon l'origine ou la destination
(Indices du volume du commerce extérieur) (or exclu).

Désignation	Pondération de l'indice.	Indices base 100 en 1949						Indices base 100 en 1956				
		1951	1952	1953	1954	1955	1956	Pondération de l'indice.	1957	1958 1er trim.	1958 2e trim.	1958 3e trim.
Exportations.												
Alimentation, boissons, tabacs:												
Etranger	723	178	119	121	246	371	291	853	124	98	92	69
Zone franc	619	154	158	171	191	166	179	577	118	130	112	108
Ensemble	1.342	169	138	143	218	277	239	1.430	121	111	100	85
Produits bruts												
Etranger	752	131	128	139	169	193	189	867	96	92	86	81
Zone franc	100	155	140	143	120	143	140	81	106	134	116	120
Ensemble	852	132	131	141	165	187	183	948	97	95	88	85
Energie, lubrifiants												
Etranger	515	143	171	177	182	234	160	481	82	100	82	94
Zone franc	109	170	224	288	270	306	327	219	88	120	111	112
Ensemble	624	147	179	196	196	247	190	700	84	106	91	100
Produits manufacturés												
Etranger	3.835	181	137	148	175	213	204	4.522	107	107	107	103
Zone franc	3.347	134	123	123	125	113	95	2.400	123	138	129	122
Ensemble	7.182	160	130	135	149	166	154	6.922	113	118	115	100
Comprenant												
Demi-produits:												
Etranger	»	»	»	»	»	»	239	2.445	99	94	88	98
Zone franc	»	»	»	»	»	»	103	571	124	139	122	120
Ensemble	»	»	»	»	»	»	199	3.016	104	102	94	102
Produits finis												
Equipement												
Etranger	613	177	173	163	173	210	252	956	116	112	121	88
Zone franc	792	124	108	83	83	75	89	546	126	146	143	129
Ensemble	1.405	147	136	118	122	133	160	1.502	119	125	129	103
Consommation												
Etranger	»	»	»	»	»	»	134	1.121	117	133	132	129
Zone franc	»	»	»	»	»	»	94	1.283	121	135	127	121
Ensemble	»	»	»	»	»	»	111	2.404	119	134	130	125
Total des exportations:												
Etranger	5.825	169	131	149	182	234	211	6.723	106	103	104	95
Zone franc	4.175	138	141	133	141	127	114	3.277	119	135	124	119
Ensemble	10.000	156	135	142	165	190	170	10.000	110	114	108	103
Importations.												
Alimentation, boissons, tabacs:												
Etranger	1.000	112	129	112	84	100	170	997	77	118	106	80
Zone franc	1.702	108	119	125	143	153	143	1.461	110	127	122	87
Ensemble	2.702	111	120	120	122	133	153	2.458	97	124	116	84
Produits bruts												
Etranger	2.340	109	93	107	118	134	138	2.086	106	98	103	85
Zone franc	814	108	113	120	134	128	150	746	110	118	124	117
Ensemble	3.154	109	99	111	122	133	141	2.832	107	104	108	93
Energie, lubrifiants												
Etranger	2.030	115	127	119	128	139	156	1.788	107	109	104	100
Zone franc	5	45	112	140	169	163	104	7	148	439	366	458
Ensemble	2.035	115	128	120	129	139	155	1.795	107	110	105	102
Produits manufacturés:												
Etranger	2.020	135	120	116	134	178	216	2.752	112	113	121	98
Zone franc	89	130	153	177	199	203	216	163	98	107	100	104
Ensemble	2.109	135	124	120	137	179	216	2.915	111	113	119	98
Comprenant:												
Demi-produits:												
Etranger	»	»	»	»	»	»	220	1.323	116	129	129	104
Zone franc	»	»	»	»	»	»	»	148	97	114	100	104
Ensemble	»	»	»	»	»	»	»	1.471	114	127	126	104
Produits finis												
Etranger	836	115	115	109	103	123	188	998	120	116	139	105
Equipement, consommation:												
Etranger	»	»	»	»	»	»	301	431	94	76	89	73
Total des importations:												
Etranger	7.390	121	116	114	122	143	172	7.623	105	109	110	93
Zone franc	2.610	109	116	123	139	147	149	2.377	109	124	122	99
Ensemble	10.000	118	116	117	126	144	166	10.000	106	112	113	94

Source: I. N. S. E. E.

B. — **Echanges agricoles en nature.**

N. B. — Les observations données ci-après se rapportent, chaque fois qu'il est possible, aux produits analysés au paragraphe 1° (résultats agricoles) afin de permettre le calcul, ultérieurement, des disponibilités nationales. Elles sont relatives au commerce spécial.

1° PART DES DIVERS PRODUITS AGRICOLES DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR AVEC L'ÉTRANGER

1. *Importations de l'étranger de produits de l'agriculture pour les années 1956 et 1957.*

Année 1956.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE du total des importations (1)
Produits de l'agriculture et des industries alimentaires	235,5	15,5
Dont :		
Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales	57,8	3,8
Fruits et légumes (conserves comprises) et pommes de terre	38,7	2,6
Café, cacao, thé et épices	23,5	1,6
Produits laitiers et œufs	19,7	1,3
Graines et fruits oléagineux	15,5	1
Viandes (y compris conserves)	11,4	0,7
Tabacs	10	0,7
Sucres et sucreries	3,6	0,2
Boissons	3,1	0,2
N. B. — Poissons, crustacés (y compris conserves)	9,4	0,6

(1) Pour l'année 1956, le total des importations de l'étranger atteint 1.515,6 milliards de francs.
Source : Ministère des finances.

Année 1957.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE du total des importations (1).
Produits de l'agriculture et des industries alimentaires	201,4	11,7
Dont :		
Fruits et légumes (y compris les conserves) et pommes de terre	31,5	1
Café, cacao, thé et épices	25,1	1,5
Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales	20,3	1,2
Graines et fruits oléagineux	20	1,2
Viandes (y compris les conserves)	17,4	1
Tabacs	12,6	0,7
Corps gras (graisses et huiles)	12,1	0,7
Sucres et sucreries	10,5	0,6
Produits laitiers et œufs	9,9	0,6
Boissons	4,1	0,2
N. B. — Poissons, crustacés, y compris conserves	9,2	0,5

(1) Le total des importations pour l'année 1957 est de 1.726,6 milliards de francs.
Source : Ministère des finances.

2. *Exportations vers l'étranger des produits de l'agriculture et des industries alimentaires pour les années 1956 et 1957.*

Année 1956.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE du total des exportations (1).
Produits de l'agriculture et des industries alimentaires	154,8	13,8
Dont:		
Boissons	50,7	4,6
Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales	36,1	3,3
Fruits, légumes (y compris conserves) et pommes de terre	17,1	1,5
Sucres et sucreries	12,6	1,1
Viandes (y compris conserves)	6,6	0,6
Corps gras (graisses et huiles)	5,1	0,5
Semences, plantes et produits horticoles	4,4	0,4
Produits laitiers et œufs	3,3	0,3
Animaux vivants	2,1	0,2
Tourteaux	1,9	0,2
Poissons, crustacés (y compris conserves)	2,9	0,3

(1) Pour l'année 1956, le total des exportations vers l'étranger atteint 1.101,5 milliards de francs.

Source: Ministère des finances.

Année 1957.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE du total des exportations (1).
Total: produits de l'agriculture	190,3	15,4
Dont:		
Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales	65,8	5,3
Boissons	57,1	4,6
Fruits, légumes (y compris conserves) et pommes de terre	18,3	1,5
Corps gras	6,6	0,5
Sucres et sucreries	6,3	0,5
Produits laitiers et œufs	6	0,5
Viandes (y compris les conserves)	5	0,4
Tourteaux	2,2	0,2
Animaux vivants	1,7	0,1
N. B. — Poissons et crustacés (y compris conserves)	3	0,3

(1) Le total des exportations atteint 1.234,1 milliards de francs.

Source: Ministère des finances.

2° Echanges de produits végétaux

1. *Céréales* (1.000 quintaux).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (8 mois.)	1958 (8 mois.)
a) Blé							
Importations:							
Etranger	2.011	3.745	6.628	13.416,7	5.394	5.330	»
U. F. O. M.	2.708	2.185	1.021	1.846,8	1.601	948	1.741
Total	4.719	5.930	7.649	15.263,5	6.995	6.278	1.741
Exportations:							
Etranger	718	755	1.108	8.281,3	8.819	2.084,9	892
U. F. O. M.	7	1.986	46	546,1	408	57,5	1.074
Total	725	2.741	1.154	8.827,4	9.227	2.142,4	1.966
b) Céréales secondaires							
Seigle.							
Importations:							
Etranger	»	615	1	184,4	»	»	»
U. F. O. M.	»	3	»	6,9	»	»	»
Total	»	618	1	188,3	»	»	»
Exportations:							
Etranger	»	»	5	»	374,9	»	170,6
Orge.							
Importations.							
Etranger	298	618	174	1.455	7,6	7,6	158
U. F. O. M.	439	2.638	1.879	1.384	»	»	666
Total	737	3.256	2.053	2.839	7,6	7,6	824
Exportations:							
Etranger	»	58	195	4.201	16.985	13.763	478
U. F. O. M.	»	»	»	5,7	10	7,8	»
Total	»	58	195	4.206,7	16.995	13.770,8	478
Avoine.							
Importations:							
Etranger	»	1.505	12	291,7	2,8	2,8	16,5
U. F. O. M.	»	128	129	21,6	»	»	113,3
Total	»	1.633	141	313,3	2,8	2,8	129,8
Exportations:							
Etranger	2,7	0,4	25	77,9	542,2	519,7	»
U. F. O. M.	»	0,9	»	1,3	2,3	1,8	»
Total	2,7	1,3	25	79,2	546,5	521,5	»
Maïs.							
Importations							
Etranger	265	2.999	4.240	2.616	1.225	977	1.545
U. F. O. M.	6.816	1.648	580	1.519	522,3	385	655
Total	7.081	4.647	4.820	4.135	1.747,3	1.362	2.100
Exportations:							
U. F. O. M.	»	Etr.: 10 6,8	10		Etr.... 2,5 F.O.M. 5,7 8,2	Etr.... 2,6 U.F. .. 5,7 8,3	Etr.... 100 U.F... » 100
Riz.							
Importations:							
Etranger	229	215	250	269	52	51,05	22,5
U. F. O. M.	5.405	211	64	513	838	665,3	390,6
Total	5.634	426	314	782	890	716,35	413,1
Exportations:							
Etranger	»	»	»	0,2	0,4	0,3	69,6
U. F. O. M.	»	0,2	26	25,8	24,8	14,7	22,5
Total	»	0,2	26	26,1	25,2	15	92,1

Source: Ministère des finances.

2. *Plantes sarclées* (1.000 quintaux).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (8 mois.)	1958 (8 mois.)
Pommes de terre.							
Importations:							
Etranger	791	952	1.274	1.128	923	628,5	1.285,6
U. F. O. M.	756	423	809	769	712	711	808,8
Total	1.547	1.375	2.083	1.897	1.635	1.339,5	2.094,4
Exportations:							
Etranger	133	1.653	419	594	366	252,8	68
U. F. O. M.	764	1.275	1.155	2.068	2.173	968,7	975,2
Total	897	2.928	1.574	2.662	2.539	1.221,5	1.043,2

Source: Ministère des finances.

3. *Oléagineux* (1.000 quintaux) (1).

DÉSIGNATION	1949	1952	1956	1957	1957 (8 mois.)	1958 (8 mois.)
Total graines et fruits oléagineux.						
Importations:						
Etranger	2.133	1.414	2.782	3.344	2.562,9	1.715,6
U. F. O. M.	4.646	3.783	5.128	5.332	3.829,2	4.234,4
Total	6.779	5.197	7.910	8.676	6.392,1	5.950
Exportations:						
Etranger	3,5	276	45	281	82	79,7
U. F. O. M.	4,3	27	31,8	105	81	29,2
Total	7,8	303	76,8	386	163	108,9

(1) Arachides, principalement, et coprah, noix, soja, graines de colza, tournesol, œillette, etc.
Source: Ministère des finances.

4. *Légumes secs (écossés)* (1.000 quintaux).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (8 mois.)	1958 (8 mois.)
Importations:							
Etranger	475	124	78	140	182	165,2	195,7
U. F. O. M.	805	502	764	836	353	174,9	235,8
Total	1.280	626	842	976	535	340,1	431,5
Exportations:							
Etranger	231	154	19	78,6	15,4	9,5	5,4
U. F. O. M.	77	63	47	95,4	100,6	57,2	54,8
Total	308	217	66	174	116	66,7	60,2

Source: Ministère des finances.

5. *Légumes frais* (1.000 quintaux).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (8 mois.)	1958 (8 mois.)
Importations:							
Etranger	563	611	520	893	387	340,8	655,1
U. F. O. M.	963	812	1.287	2.093	1.598	1.395	1.695
Total	1.526	1.423	1.807	2.986	1.985	1.735,8	2.350,4
Exportations:							
Etranger	552	504	695	400	897,5	812	570
U. F. O. M.	»	57	99	64	69	50	63,8
Total	552	561	794	464	986,5	862	633,8

Source: Ministère des finances.

6. *Fruits* (1.000 quintaux).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (8 mois.)	1958 (8 mois.)
Fruits à pépins (1).							
Importations:							
Etranger	(2) 547	426	313	599	Etr.: 510,3 1,2 511,5	357	293,2
Exportations:							
Etranger	1.359	391	240	107,5	78,8	22,2	»
U. F. O. M.	26	74	113	97	56	35,4	»
Total	1.385	465	353	204,5	134,8	57,6	»
Fruits à noyaux (frais).							
Importations:							
Etranger	67	22,2	82	74,4	17,9	12,1	68,6
U. F. O. M.	106	28,9	62	119,6	97,2	97,1	78,3
Total	173	51,1	144	194	115,1	109,2	146,9
Exportations:							
Etranger	140	112	15	36	265,7	263,4	»
U. F. O. M.	»	1,5	2	2,5	3,5	2,9	»
Total	140	113,5	17	38,5	269,5	266,3	»
Raisins frais.							
Importations:							
Etranger	»	47,3	35	47	30,3	10,7	6,7
U. F. O. M.	128	62,6	35	57	58,2	53,8	52,3
Total	128	109,9	70	104	89,5	64,5	59
Exportations:							
Etranger	129	128	291	235	97,3	4	14,8
U. F. O. M.	»	4,3	2	1,8	1,5	»	»
Total	129	132,3	293	236,8	98,8	4	14,8

(1) Pommes, poires et coings.
(2) Pommes et poires fraîches.
Source: Ministère des finances.

7. *Plantes industrielles* (1.000 quintaux).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (8 mois.)	1958 (8 mois.)
Houblon.							
Importations:							
Etranger	»	6,6	5,5	8,5	10	8,2	10,8
Exportations:							
Etranger	»	15,1	11	2,8	0,9	0,7	»
U. F. O. M.	»	1,8	1	0,8	1	0,4	0,1
Total	»	16,9	12	3,6	1,9	0,11	0,1

Source: Ministère des finances.

8. *Vin* (1.000 hectolitres).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (8 mois.)	1958 (8 mois.)
Vins de raisin frais et moûts de raisin.							
Importations:							
Etranger	173	1.269	72	113,8	178,1	72,1	3.318,7
U. F. O. M.	16.153	9.033	11.686	14.390	18.269	11.939,5	10.347,9
Total	16.326	10.302	11.758	14.503	18.447,1	12.011,6	13.666,6
Exportations:							
Etranger	761	475	811	1.988	1.530,9	870,6	743,2
U. F. O. M.	271	268	668	823	147,9	107,4	112,8
Total	1.032	743	1.469	2.811	1.678,8	978	856

Source: Ministère des finances.

3° Echanges de produits animaux

1. *Lait et produits laitiers* (1.000 quintaux).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (8 mois.)	1958 (8 mois.)
Laits concentrés et crème de lait.							
Importations:							
Etranger	24	164	39,2	66,5	38,4	31,5	35,3
Exportations:							
Etranger	»	»	»	»	Etr.. 19,4	Etr.. 9,5	Etr.. 16,9
U. F. O. M.	53,2	117,5	177,4	(2) 145,6	U.F. 244,8	U.F. 143,3	U.F. 193,5
Total	77,2	281,5	216,6	212,1	(3) 264,2	152,8	210,4
Fromages et caillebotte.							
Importations:							
Etranger	142	91	165	122,6	105,8	65,4	74,4
U. F. O. M.	»	0,87	2,7	1,1	1	»	1,2
Total	142	92	167,7	123,7	106,8	65,4	75,6
Exportations:							
Etranger	46	62	36,5	44,5	63,7	39,7	38,4
U. F. O. M.	74	103	142,6	158	197,2	124,9	133,4
Total	120	165	179,1	202,5	260,9	164,6	171,8
Beurre.							
Importations:							
Etranger	6	253	150	171,4	6,4	5,3	2,3
U. F. O. M.	»	9,5	0,56	»	»	»	»
Total	6	262,5	150,56	171,4	6,4	5,3	2,3
Exportations:							
Etranger	»	0,1	0,7	24,5	57,7	26,5	23,4
U. F. O. M.	25	31,6	11,6	23	43,6	24,8	25,3
Total	25	31,7	12,3	47,5	101,3	51,3	48,7

(1) Exportations de lait non concentré. 76,7.
(2) Exportations totales de lait non concentré: 100.
(3) Exportations totales de lait non concentré: 144.
Source: Ministère des finances.

2. *Viande (fraîche ou congelée)* (1) (1.000 *quintaux*).

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (8 mois.)	1958 (8 mois.)
				(2) (3)	(2)	(3)	
Importations:							
Etranger	84	22,6	223	394	608,8	469,9	430
U. F. O. M.	125	45,1	56	27	9	8,3	21,4
Total	209	67,7	279	421	617,8	478,2	451,4
Exportations:							
Etranger	5	88	24	185	67,8	42,1	6,8
U. F. O. M.	»	9,8	21	32	60,5	41	27,9
Total	5	97,8	45	217	128,3	83,1	34,7

(1) Volailles exclues.
(2) Animaux vivants (à l'exception des poissons, crustacés et mollusques) (1.000 quintaux):
1956. — Importations: étranger, 572; U. F. O. M., 141. Exportations: étranger, 99; U. F. O. M., 52.
1957. — Importations: étranger, 432; U. F. O. M., 114. Exportations: étranger, 56; U. F. O. M., 63.
1957 (8 mois). — Importations: étranger, 413; U. F. O. M., 82 = 495. — Exportations: étranger, 38; U. F. O. M., 39 = 87.
1958 (8 mois). — Importations: étranger, 204; U. F. O. M., 135 = 339. — Exportations: étranger, 29; U. F. O. M., 35 = 64
(3) Abats comestibles inclus.
Source: Ministère des finances.

C. — Echanges industriels en nature.

1° Part des divers produits industriels dans le commerce extérieur avec l'étranger

1. *Importations de l'étranger de produits de l'industrie pour les années 1956 et 1957.*

Année 1956.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE des importations (1).
Produits de l'industrie	1.280,1	84,5
Dont:		
Energie	346,4	22,9
Combustibles minéraux solides et produits de leur distillation	132	8,7
Produits pétroliers	214,4	14,2
Industrie métallurgique	311,2	20,5
Industrie textile	214,9	14,2
Industries chimiques et parachimiques	76,5	5,1
Pâtes, papiers et leurs applications	62,5	4,1
Matériel de transport	39,4	2,6
Caoutchouc et ouvrages	36,8	2,4
Cuirs et peaux	33,7	2,2
Bois et ouvrages	28,5	1,9
Industries électriques	25,8	1,7
Industrie céramique	6,7	0,4
Chaussures	2,8	0,2
Industrie du verre	2,7	0,2

(1) Pour 1956, le total des importations de l'étranger atteint 1.515,6 milliards de francs.

Source: Ministère des finances.

Année 1957.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE des importations (1).
Produits de l'industrie	1.525,2	88,3
Dont:		
Energie:		
Produits pétroliers	450,4	26,1
Combustibles minéraux	275	15,9
Solides	175,4	10,2
Industrie métallurgique	372	21,6
Industrie textile	250,6	14,5
Industries chimiques et parachimiques	84,9	4,9
Pâtes, papiers et leurs applications	70,2	4,1
Matériel de transport	56,2	3,3
Cuirs et peaux	41,1	2,3
Caoutchouc et ouvrages	40,2	2,3
Industrie électrique	30,2	1,7
Bois et ouvrages	29,7	1,7
Industrie céramique	7,1	0,4
Industrie du verre	2,7	0,2
Chaussures	2,4	0,1

(1) En 1957, le montant total des importations atteint 1.726,66 milliards de francs.

Source: Ministère des finances.

2. *Exportations vers l'étranger de produits de l'industrie pour les années 1956 et 1957*

Année 1956.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE des exportations (1).
Produits de l'industrie (ensemble)	949,7	86,2
Dont:		
Industrie métallurgique	334,3	30,3
Industrie textile	159,9	14,5
Industries chimiques et parachimiques	91,2	8,3
Matériel de transport	86,6	7,9
Dont:		
Automobiles, tracteurs et cycles	51	4,6
Navigation maritime et fluviale	26,2	2,4
Bois et ouvrages	27,3	21,5
Industrie électrique (machines et matériel)	24,3	21,2
Cuirs, peaux, pelleteries et ouvrages (sauf chaussures)	23,3	21,1
Combustibles minéraux solides et produits de leur distillation	40,5	3,7
Produits pétroliers	33,1	3
Pâtes, papiers et leurs applications	21,1	1,9
Caoutchouc et ouvrages	9,7	0,9
Industrie du verre	9,2	0,8
Industrie céramique	4,9	0,4
Chaussures	1,1	0,1

(1) Pour l'année 1956, le total des exportations vers l'étranger atteint 1.101,5 milliards de francs.

Source: Ministère des finances.

Année 1957.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE des exportations (1).
Produits de l'industrie	1.043,8	84,6
Dont:		
Industrie métallurgique	364,5	29,5
Industrie textile	170,5	13,8
Matériel de transport	119	9,7
Dont:		
Automobiles, tracteurs et cycles	73,5	6
Navigation maritime et fluviale	25,7	2,1
Industries chimiques et parachimiques	108,3	8,8
Combustibles minéraux solides	41,9	3,4
Produits pétroliers	28	2,3
Industrie électrique	31	2,5
Cuirs et peaux	26,3	2,1
Bois et ouvrages	24,7	2
Pâtes, papiers et leurs applications	22,7	1,8
Industrie du verre	10,8	0,9
Caoutchouc et ouvrages	10,5	0,9
Industrie céramique	5	0,9
Chaussures	1,4	0,1

(1) En 1957, le total des exportations s'élève à 1.234,1 milliards de francs.

Source: Ministère des finances.

2° Energie

1. *Charbon.*

Importations et exportations totales de combustibles minéraux solides.
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er sem.)	1957 (3e trim.)	1958 (1er sem.)	1958 (3e trim.)
Combustibles minéraux solides (ensemble):									
Importations (2)	1.842	1.752	1.549	1.900	2.081,8	2.215,3	2.062,8	1.860,1	1.475,8
Exportations (1)	96,3	195	141,4	206	195	192,3	201,5	158,8	167,1
Houille et lignite :									
Importations (2)	1.278	1.329	1.112	1.427,6	1.551,3	1.623,1	1.527,9	1.345,9	1.096,6
Coke et semi-coke:									
Importations (2)	197	422	426	436	460	467,4	443,6	428,2	337,7

(1) Sarre exclue.
(2) Y compris livraison de la Sarre.
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

2. *Electricité.*

(Millions de kWh.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er sem.)	1957 (3e trim.)	1958 (1er sem.)	1958 (3e trim.)
Importations	34,5	85,4	53,2	80,7	77,5	60	116,5	65	136,6
Exportations	10	22,7	52,6	70,1	55	59,6	25	56,6	32,3

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3. *Pétrole et produits pétroliers.*

Importations et exportations totales de pétrole et produits pétroliers.
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er sem.)	1957 (3e trim.)	1958 (1er sem.)	1958 (3e trim.)
Pétrole brut:									
Importations	580	983	1.768	2.084,3	2.005,2	1.828,9	2.125,1	2.337,5	2.442,5
Essences:									
Importations	57,8	16,6	15,8	44,3	64,8	76,9	49,8	54,9	76,3
Exportations	18,1	40,8	123,2	101,3	83,8	107,7	77,7	105,3	122,3
Gas oil:									
Importations	6,9	6,1	11	9,1	74,1	123,3	31	37,4	37
Exportations	14	67,3	141,7	133,5	90,5	78,5	88,5	161,8	164,8
Fuel oil:									
Importations	33,2	23,6	20,2	38,8	75,4	101,7	68,3	38,4	23,8
Exportations	8,6	67,5	287,6	166,7	140,9	127,6	162,9	193,5	196,5

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3° Production et transformation des métaux

1. *Exportations totales de minerai de fer et de bauxite.*

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1954	1956	1957	1957 (1er sem.)	1957 (3e trim.)	1958 (1er sem.)	1958 (3e trim.)
Minerai de fer	814	592	764	935	1.135	1.191,8	1.175,6	1.160,2	1.265,4	1.259,9
Bauxite	24,3	15,9	28,2	26,5	27,1	27,1	28,7	25,2	25,9	25,5

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

2. *Importations et exportations totales de métaux non ferreux.*

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er sem.)	1957 (3e trim.)	1958 (1er sem.)	1958 (3e trim.)
Aluminium:									
Exportations	1,17	1,16	0,84	1,28	1,38	0,77	1,7	1,92	6,4
Cuivre (1):									
Importations	10	12,1	12,3	14,8	17,08	18,7	16,4	20,86	18,1
Exportations	0,99	0,08	0,05	0,28	0,12	0,14	0,062	0,053	0,16
Plomb:									
Importations	4	2,1	4,5	5,3	4,6	5	2,6	4,7	4,73
Exportations	0,25	1,71	0,54	0,62	0,95	0,26	1,7	1	1,5
Zinc:									
Importations	2,85	4,19	3,76	1,62	1,62	1,62	1,9	2	2,06
Exportations	0,373	0,061	0,066	0,015	0,025	0,020	0,021	0,053	0,020

(1) Y compris cuivre non raffiné, limailles et vieux métaux de cuivre utilisés pour la production.
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3 *Sidérurgie.*

Importations et exportations totales de produits sidérurgiques.
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er sem.)	1957 (3e trim.)	1958 (1er sem.)	1958 (3e trim.)
Ensemble (fonte, acier, produits finis):									
Importations	6,2	16,4	9,2	135,4	164,8	143	176,4	200,9	137,7
Exportations	173	163	218	405,2	391,5	428,8	354,3	343	375,3
Fonte (fonte brute et ferro-alliages):									
Importations	2,78	1,25	1,62	11,60	19,5	18,3	20,7	13,8	15
Exportations	45,1	47,1	28,7	31	26	26,7	30	13,5	11,4
Acier (lingots et demi-produits fer-acier):									
Importations	0,08	1,08	3,87	18,8	25,4	19,1	26,5	43,3	31,8
Exportations	15,2	14,1	15	31	26	31	23	16,9	22,1
Produits finis (laminés à chaud et tôles minces laminées à froid):									
Importations	2,2	12,9	2,9	49,4	67,3	60,7	58,1	83,2	55,7
Exportations	75	117	167	297	285	308	262	273,4	303,6
Ferrailles et déchets:									
Importations	1,2	1,2	0,8	55,5	52,6	44,7	71	60,6	35,2
Exportations	37,4	15,1	7,1	47	54,5	63	39,6	39,2	38,2

Source: Ministère de l'industrie et du commerce

4. *Importations et exportations totales d'ouvrages en métaux et machines.*
(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er sem.)	1957 (3e trim.)	1958 (1er sem.)	1958 (3e trim.)
Fonderie (1.000 tonnes):									
Importations (1)	0,219	0,116	0,165	1,4	1,24	1,44	0,77	1,06	0,22
Exportations (2)	7,91	16,48	18,7	21,4	20,8	19,93	23,04	17,3	17,7
Machines agricoles (pièces):									
Tracteurs (3):									
Importations	»	1.014	783	2.097	2.026	2.117	2.087	1.448	1.062
Exportations	»	219	350	483	460	421	409	442	551
Motoculteurs:									
Importations	»	61	89	224	251	404	313	187	77
Exportations	»	18	7	25	97	55	181	549	212
Automobiles (pièces):									
Voitures particulières:									
Importations	»	119	648	822	678	738	546	780	599
Exportations	»	6.896	6.896	12.620	18.212	18.079	16.657	27.705	20.500
Véhicules utilitaires (camions et camionnettes):									
Importations	66	12	54	91	93	90	87	83	77
Exportations	200	1.669	1.701	1.894	2.545	2.798	1.688	3.258	1.694

(1) Chauffage, sanitaire, poteries; principalement et, très faiblement, tuyaux de fonte et fonte mécanique.
(2) Tuyaux de fonte surtout et, très faiblement, chauffage, sanitaire, poteries.
(3) Tous tracteurs agricoles et autres à roues et, très faiblement, à chenilles.
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

4° CAOUTCHOUC

Importations et exportations totales de pneumatiques et bandages
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er sem.)	1957 (3e trim.)	1958 (1er sem.)	1958 (3e trim.)
Importations	0,31	0,35	0,65	0,96	0,75	1,12	0,38	0,8	0,54
Exportations	0,83	1,75	2,4	3	3,5	3,6	4	3,6	3,7

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

5° ENGRAIS
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er sem.)	1957 (3e trim.)	1958 (1er sem.)	1958 (3e trim.)
Importations.									
a) Nitrate de soude naturel	9,6	8,4	5,19	7,49	7,85	7,52	14,70	7,78	10,86
b) Nitrate de soude synthétique	7,4	0,7	»	»	»	»	»	»	»
c) Superphosphate	6,2	»	»	3,88	4,44	3,90	8,77	7,12	0,68
d) Scories de déphosphoration	»	»	»	23,3	23	19,8	27,6	24,04	16,50
Exportations.									
1. Superphosphate	3,4	23,6	5,6	1,32	1,98	2,21	2,5	1,67	0,22
2. Scories de déphosphoration	23,2	24,8	25,2	24	30,12	24,4	34,83	24,80	21
3. Engrais composés	3,9	5,3	6,5	2,57	7,85	6,7	7,23	8,12	10,72

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

6° Produits chimiques

(1.000 quintaux.)

DÉSIGNATION	1952	1955	1956	1957	1957 (8 mois.)	1958 (8 mois.)
Produits chimiques inorganiques.						
Importations:						
Etranger	1.277	1.467	1.443	1.363	1.022	841
Zone franc	13	14	9	14	8	12
	1.290	1.481	1.452	1.377	1.030	853
Exportations:						
Etranger	4.275	5.331	5.172	4.787	3.101	2.550
Zone franc	1.025	1.021	950	1.330	858	1.162
	5.300	6.352	6.122	6.117	3.959	3.712
Produits chimiques organiques:						
Importations:						
Etranger	472,8	735	1.017	966	720	929
				2	2	»
				968	722	929
Exportations:						
Etranger	74	418	434	561	318	509
Zone franc	48	66	65	77	56	56
	122	484	499	638	374	565

Source: Ministère des finances et des affaires économiques.

7° Produits textiles

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er sem.)	1957 (3e trim.)	1958 (1er sem.)	1958 (3e trim.)
Laine:									
Laine brute (1):									
Importations	10,4	9,4	8,1	12	12,2	13,73	10,7	11	7,4
Laine peignée:									
Importations	0,067	0,009	0,15	0,24	0,12	0,20	0,054	0,051	0,030
Exportations	1,87	1,02	1,47	1,72	1,82	1,96	1,51	1,73	1,4
Filés:									
Importations	0,047	0,021	0,018	0,045	0,026	0,041	0,014	0,015	0,014
Exportations	0,92	1,23	0,8	1,81	1,75	1,78	1,63	1,35	1,4
Tissus (2):									
Importations	0,06	0,025	0,08	0,36	0,40	0,52	0,42	0,24	0,18
Exportations	0,28	0,77	0,55	0,40	0,47	0,40	0,54	0,36	0,48
Coton:									
Coton brut:									
Importations	23,2	21,6	20,5	23,6	26,08	33,75	22,34	25,6	23,5
Filés:									
Importations	0,04	0,55	0,3	0,046	0,070	0,10	0,049	0,030	0,029
Exportations	0,77	0,44	0,62	0,35	0,31	0,35	0,25	0,30	0,25
Tissus:									
Importations (2)	0,054	0,63	0,70	0,18	0,27	0,30	0,27	0,40	0,32
Exportations	3,72	4,42	4,68	2,74	2,78	2,94	2,3	2,55	2,28

(1) Laine brute, blousses, déchets et effilochés.
(2) Statistiques nouvelles depuis 1952 (tapis exclus).
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

8° Cuirs et peaux

1. *Cuirs bruts de bovins.*

(Tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1956	1957	1957 (1er sem.)	1957 (3e trim.)	1958 (1er sem.)	1958 (3e trim.)
Importations	6.172	1.371	1.722	2.011	2.230	1.808	2.108	1.629
Exportations	2.150	763	1.826	1.482	1.756	1.100	1.152	1.063

Source. Ministère de l'industrie et du commerce.

2. *Cuirs bruts de veaux*

(Tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1956	1957	1957 (1er sem.)	1957 (3e trim.)	1958 (1er sem.)	1958 (3e trim.)
Importations	970	246	541	637	634	598	997	402
Exportations	1.875	375	375	371	382	314	369	655

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3. *Cuirs finis de bovins.*

(Tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er sem.)	1957 (3e trim.)	1958 (1er sem.)	1958 (3e trim.)
Importations	87	10	23	44	58	69	40	47	28
Exportations	123	99	264	279	347	321	298	361	312

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

9° Papiers et cartons

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1952	1956	1957	1957 (1er sem.)	1957 (3e trim.)	1958 (1er sem.)	1958 (3e trim.)
Importation de pâtes à papier (1.000 tonnes pâtes sèches)	33	34.3	35.2	53,79	54,88	55,94	45,74	61,5	52,04

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

VII. — DISTRIBUTION. — COMMERCE

A. — Importance et répartition des entreprises commerciales.

1. Nombre d'établissements de commerce

BRANCHES	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS		VARIATION	
	1950	1954	Nombre	P. 100
Commerces agricoles	39.700	38.200	— 1.500	— 3,8
Commerces alimentaires	445.000	418.300	— 26.700	— 6
Commerces non alimentaires	270.100	280.500	+ 10.400	+ 3,8
Entreprises à commerces multiples	7.200	7.200	»	»
Commerces non sédentaires	96.400	97.800	+ 1.400	+ 1
Total	858.400	842.000	— 16.400	— 1,9

Source: Commissariat du plan.

2. Répartition en décembre 1956 des établissements commerciaux d'après leur importance et le groupe d'activités collectives

GROUPES D'ACTIVITÉS collectives.	NOMBRE total.	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS OCCUPANT DES SALARIÉS									
		0	1	2	3	4	5	6 à 10	11 à 20	Plus de 20.	Non déclaré.
Commerces agricoles et alimentaires	336.243	184.678	87.739	28.200	9.629	5.217	3.275	6.553	2.746	1.827	6.379
Commerces non spécialisés	7.163	4.297	1.135	395	196	114	55	168	127	511	165
Commerces et spectacles non sédentaires	99.530	86.524	9.434	1.678	555	236	116	143	18	12	814
Commerces des matières premières, matériaux combustibles	34.874	11.952	8.740	4.085	2.004	1.348	932	2.416	1.391	1.255	751
Commerces de quincaillerie, machines, véhicules	49.339	19.687	10.727	5.349	2.872	1.947	1.268	3.416	1.830	1.308	935
Commerces des textiles de l'habillement et des cuirs	97.264	51.454	19.900	8.403	4.327	2.624	1.672	3.615	1.500	889	2.880
Commerces divers	76.243	42.530	15.948	5.886	2.910	1.672	1.055	2.151	866	478	2.747
Hôtellerie	105.374	50.832	29.470	9.361	4.239	2.426	1.597	3.178	1.365	1.008	1.898
Débits de boisson, tabac	182.521	148.051	24.152	4.869	1.368	543	287	507	139	42	2.563
Industries et commerces de récupération	12.624	7.814	1.803	791	407	294	194	551	350	252	188
Commerces mal désignés	132	39	25	15	11	8	4	9	5	1	15
Ensemble	1.001.307	607.858	209.073	69.032	28.518	16.429	10.455	22.707	10.317	7.583	19.335

Source: I. N. S. E. E.

B. — **Indices du chiffre d'affaires.**

(Chiffre d'affaires moyen quotidien.) (1950 = 100.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. *Commerces alimentaires* (1).					
Succursalistes:					
1956	202	207	205	233	213
1957	218	235	245	266	241
1958	266	287	292	»	»
Coopératives de consommation:					
1956	257	239	254	303	263
1957	272	274	284	362	300
1958	353	362	365	»	»
Détaillants indépendants:					
1956	166	167	166	195	174
1957	164	178	191	218	188
1958	207	223	207	»	»
Grossistes:					
1956	136	143	137	181	149
1957	138	158	190	197	171
1958	172	205	209	»	»

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
2. *Commerces non alimentaires.* (Indice du chiffre d'affaires moyen quotidien.)					
Commerces multiples:					
Grands magasins (1):					
Paris:					
1956	207	203	190	318	229
1957	234	240	230	372	269
1958	266	267	242	»	»
Province:					
1956	203	219	229	310	240
1957	209	260	275	356	275
1958	249	298	300	»	»
Autres commerces (2):					
Textiles, habillement:					
1956	117	142	120	201	144
1957 (2)	128	174	142	203	162
1958	145	173	137	»	»
Chaussures:					
1956	119	170	136	201	157
1957	126	200	149	216	173
1958	130	219	155	»	»
Droguerie, quincaillerie:					
1956	169	195	202	226	198
1957	205	228	241	262	234
1958	235	267	241	»	»
Ameublement:					
1956	195	237	257	277	241
1957	249	275	315	389	307
1958	306	345	321	»	»

(1) Source: Ministère de l'industrie et du commerce.
(2) Source: I. N. S. E. E.

C. — **Evolution du commerce intérieur** (1).

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1957		1958			1938	1949	1952	1955	1956	1957
	I	II	I	II	III						
1. Création de fonds (France entière)	4.807	4.273	4.870	3.969	3.654	»	»	4.690	3.159	3.727	4.140
Actes de constitution de sociétés (Seine)	440	380	411	367	288	294	650	484	348	369	375
2. Dissolution et radiation (1):											
Radiation de fonds (France entière)	5.317	3.253	5.565	3.426	3.284	»	»	3.380	3.664	3.793	3.985
Actes de dissolution de sociétés (Seine)	325	289	241	173	178	147	347	228	244	234	284
3. Liquidations judiciaires (déclarées)	301	284	293	270	205	145	98	125	216	260	263
Dont:											
Commerces agricoles et alimentaires	53	52	42	36	22	38	»	22	26	35	42
4. Faillites (déclarées)	347	306	353	298	217	405	283	369	394	320	297
Dont:											
Commerces agricoles et alimentaires	45	31	40	34	22	70	58	66	53	44	37

(1) Intermédiaires exclus.
Source: I. N. S. E. E.

VIII. — TRANSPORTS

A. — Trafic par mode de transport.

a) Fer (S. N. C. F.)

1° *Evolution du trafic et de la productivité de la S. N. C. F.* (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1957		1958				1929	1938	1949	1952	1956	1957
	I	II	I	II	III	IV						
A. — *Trafic.*												
Trafic voyageurs/kilomètres (millions de voyageurs/kilomètres)	2.163	2.786	2.077	2.603	3.520	»	2.350	1.837	2.456	2.380	2.570	2.700
Trafic marchandises/kilomètres (millions de kilomètres)	4.471	4.430	4.547	4.494	4.070	»	3.480	2.210	3.420	3.675	4.185	4.471
Tonnages chargés et entrés chargés (moyenne journalière des transports commerciaux) (1.000 tonnes)	605	582	604	587	532	»	»	362	»	474	569	594
B. — *Productivité* (indices 1929 = 100).												
Du travail	»	»	»	»	»	»	100	88	»	»	»	»
De la consommation d'énergie	»	»	»	»	»	»	100	87	»	»	»	»

Sources : I. N. S. E. E. (évolution du trafic). Commissariat au plan (évolution de la productivité).

2° *Evolution du parc du matériel roulant de la S. N. C. F.* (1).

CATÉGORIES DE MATÉRIEL	1929	1938	1946	1950	1952	1955	(1956)
Locomotives à vapeur	19.800	15.200	13.800	12.300	10.460	8.550	7.900
Locomotives et automotrices électriques	790	1.120	1.180	1.251	1.360	1.540	1.650
Locomotives diesel	»	7	16	110	155	216	290
Autorails	64	664	618	718	780	960	1.010
Voitures à voyageurs (y compris remorques d'autorails et d'automotrices électriques)	35.200	30.800	18.000	17.900	16.800	15.500	15.400
Wagons et fourgons	521.000	485.000	329.000	409.000	379.000	352.000	345.000

(1) Effectif en exploitation, moyenne annuelle.

Source : Commissariat général du plan.

b) Voies navigables

1. *Trafic kilométrique total.*

(Millions de tonnes-kilomètres.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1957 I	1957 II	1958 I	1958 II	1958 III	1958 IV	1929	1938	1949 (Moyennes mensuelles.)	1952 (Moyennes mensuelles.)	1955 (Moyennes mensuelles.)	1956	1957
1. Trafic kilométrique total (millions de tonnes-kilométrques)	722,4	876,4	723,3	839,3	764	»	567	629	521	640	737	762,4	813,6

Source : I. N. S. E. E.

2. *Composition de la flotte fluviale à la fin de 1955.*

TYPES DE BATEAUX	UNITÉS Navigation intérieure Rhin inclus.	UNITÉS Rhin.	TONNAGES Navigation intérieure Rhin inclus.	TONNAGES Rhin.
Bateaux de transport:				
Marchandises générales :				
Tractionnées	6.310	195	2.275.137	241.641
Automoteurs	3.280	152	1.156.048	123.980
Citernes :				
Tractionnées	196	11	102.916	12.686
Automoteurs	637	2	240.671	1.528
Remorqueurs	429	75	»	»
Total (dont 3.104 bateaux bois)	10.860	435	3.774.772	379.835
Tonnage équivalent en péniches	»	»	5.171.491	505.343

Source: Commissariat général du plan.

c) Mer

1. *Evolution du trafic.* (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1957 I	1957 II	1958 I	1958 II	1958 III	1958 IV	1938	1949	1952	1955	1956	1957
Voyageurs (grande navigation) (1.000):												
Débarquements	8,26	18,93	8,09	21	25,07 (1)	»	16,9	16,4	21,6	21,4	19,4	16,9
Embarquements	8,81	16,62	7,16	14,18	27,25 (1)	»	18,6	22,4	23,1	22,2	21,6	17,7
Marchandises (toutes) (1.000 tonnes):												
Débarquements	4.811	4.943	4.916	4.902	4.659 (1)	»	2.989	3.006	3.538	3.856	4.673	4.802
Embarquements	1.789	1.869	2.087	2.064	2.089 (1)	»	1.050	1.266	1.860	2.255	2.093	1.961

(1) Moyenne juillet-août.

2. *Flotte marchande.* (Evolution en tonnage.)

(Les chiffres placés entre parenthèses sont ceux du nombre de navires.)

Navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute.

ANNÉES	PÉTROLIERS (1.000)	NAVIRES à passagers (1.000)	AUTRES cargos (1.000)	TOTAL (1.000)
1er janvier:				
1929	1.300	170	1.600	3.870
1938	1.210	260	1.220	2.690
1939 (1/9)	1.166	323	1.244	2.734
	(146)	(72)	(452)	(670)
1945 (1/8)	365	102	375	842
1946	Pas de statistiques (Cf. août 1945).			
1947	421	176	859	1.456
1948	457	276	1.267	2.000
1949	569	434	1.421	2.424
	(4)	(67)	(447)	(585)
1950	608	538	1.562	2.708
1951	709	612	1.645	2.966
1952	739	711	1.723	3.173
1953	784	849	1.760	3.395
1954	873	869	1.803	3.545
1955	860	998	1.714	3.572
	(89)	(119)	(520)	(728)
1956	800	1.195	1.714	3.709
	(82)	(127)	(510)	(719)
1957	729	1.276	1.762	3.767
	(73)	(132)	(320)	(725)
1958	664	1.396	1.858	3.919
	(68)	(141)	(537)	(746)
En construction et reconstruction (commandes)				
1958 (1/1):				
France	53 (2)	197 (10)	113,7 (2)	363,7 (33)
Etranger	»	139,5 (8)	27,1 (12)	166,6 (20)
Total	53 (2)	336,5	140,8 (33)	530,3 (53)

Source: Ministère de la marine marchande.

a) Air

Evolution du trafic. (Moyennes mensuelles.)

TRANSPORTEURS FRANÇAIS	1957		1958			1938	1949	1952	1955	1956	1957
	I	II	I	II	III						
Passagers (millions de voyageurs)	245,2	3.387	266,5	347,4	483,8	6,1	110	179	266	299,7	335
Poste (Air France) (millions de tonnes-kilomètre)	1.335	1.365	1.483	1.386	1.430	95,4	941	1.578	1.563	1.330	1.388
Fret (sans la poste) (milliers de tonnes-kilomètre)	6.345	6.280	6.290	6.154	5.636	85,3	4.251	6.792	6.962	5.647	6.260

Source: I. N. S. E. E.

B. — **Routes** (indication).

1° Parc routier au 1er janvier 1958 (1.000)

DÉSIGNATION	PARC estimé en service le 1er janvier 1958.	PARC estimé en service le 1er janvier 1957.
Voitures particulières et commerciales	3.972,2	3.476,5
Autocars et autobus	32,9	31,2
Camionnettes, camions et véhicules spéciaux	1.319,1	1.228,7
Tracteurs routiers	19,4	17,7
Tracteurs agricoles, forestiers et autres	474,8	376,2
Total véhicules à moteur	5.818,4	5.130,3
Remorques	131	125,7
Semi-remorques	25,3	22,7
Total tous véhicules	5.974,7	5 278,7

Source: I. N. S. E. E.

2° Livraison de carburants a la clientèle civile et métropolitaine

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV
1956:				
1. Essence auto	188	256	302	283,6
Supercarburant	117	126	158	90,5
2. Gas oil (livraison au marché intérieur)	118	136	131,5	132,6
1957:				
1. Essence auto	260,4	293	290,5	267,7
Supercarburant	4,6	111,6	129,2	99,6
2. Gas oil (au marché intérieur et aux soutes françaises)	108,3	125,4	131,7	141,4
1958:				
1. Carburant auto	221	293,7	324,5	»
Supercarburant	90	133	158,2	»
2. Gas oil (total)	116,7	138,7	139,1	»

Moyennes mensuelles:

Années	Essence auto.	Supercarburant.	Gas oil.
1938	225 (avec le super)	»	253
1949	148	»	63
1952	205,3	57	85
1953	216	77	101
1954	207	108	110
1955	223	130	124,4
1956	251,2	123	129 7
1957	277,6	84	126,7

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

III. — FINANCES — CREDIT — MONNAIE — FINANCES EXTERIEURES

I. — FINANCES PUBLIQUES

A. — Budget de l'Etat et trésorerie.

1° Situations budgétaires de 1955 a 1957

a) *Evolution de 1955 à 1958.*

(En milliards de francs.)

NATURE DES CHARGES ET DES RESSOURCES	1955 — SITUATION définitive des crédits ouverts.	1956 — LOI de finances.	1956 — RESULTATS en décembre 1956.	1957 — LOI de finances rectifiée.	1957 — SITUATION fin décembre	1957 — SITUATION fin février 1958.	1958 — PROJET DE LOI de finances. (3).
I. — *Opérations budgétaires.*							
Budget ordinaire (1)	1.927	2.171	2.253	2.408	2.602	2.548	2.805
Budget civil en capital	660	625	649	695	655	653	682
Budget militaire (normal)	1.008	963	969	1.362 (2)	1.364	1.358	1.326
Provision	»	»	»	»	»	»	»
Total	3.595	3.759	3.871	4.465	4.621	4.561	4.813
Recettes ordinaires et extraordinaires (y compris aide américaine)	3.217	3.374	3.530	3.820	4.130	4.112	4.696
Solde des opérations budgétaires	— 378	— 385	— 341	— 645	— 491	— 449	— 117
II — *Opérations propres du Trésor.*							
Découvert des comptes spéciaux	70	90	93	80	144	144	95
Fonds de développement économique et H. L. M.	307	307	307	325	322	322	388
Total	377	397	400	405	466	466	483
Total des charges de trésorerie.	755	782	741	1.050	957	915	600
Dépenses spéciales d'Algérie	48	200	315	(3)	(3)	(3)	(2)
Ressources y affectées	»	»	— 22	»	»	»	»
Total de l'impasse	808	982	1.034	1.050	957	915	600

(1) Dépenses d'Algérie comprises.
(2) Voir dépenses militaires.
(3) Prévisions d'exécution du budget pour 1958:

I. — Budget ordinaire:

Dépenses ordinaires (dépenses d'Algérie comprises)	2.900
Dépenses militaires	1.425
Découvert des comptes spéciaux	95
Dépenses courantes	4.420
Recettes fiscales et aide américaine	4.930
Excédent budgétaire courant	510

II. — Opérations en capital:

Budget civil en capital	700
Fonds de développement et H. L. M.	410
Impasse	600

b) *Opérations du Trésor pendant les neuf premiers mois de 1957 et 1958.*

(En millions de francs.)

EMPLOIS	1957	1958	RESSOURCES	1957	1958
Dépenses budgétaires	3.352	3.654	Recettes fiscales et diverses	3.019	3.678
F. D. E. S. et H. L. M.	279		« Impasse »	702	378
Comptes spéciaux du Trésor	94	62			
Opérations sur ressources affectées	— 4	9			
Total	3.721	4.056	Total	3.721	4.056

c) *Financement de l'impasse au cours des neuf premiers mois des années 1957 et 1958.*

(En millions de francs.)

DÉSIGNATION	1957		1958	
Emprunts	+ 84		+ 293	
Correspondants	+ 35		+ 27	
Bons du Trésor		— 120		+ 169
Dépôts		+ 155		— 142
Bons du Trésor	+ 105		+ 26	
Secteur bancaire		+ 42		— 36
Bons sur formules		+ 63		+ 62
Avances de la Banque de France	+ 372		+ 40	
Relations avec instituts d'outre-mer	+ 40		— 4	
Bons du Trésor		+ 30		+ 32
Dépôts		+ 10		— 36
Divers	+ 42		— 4	
Totaux	+ 702		+ 378	

2° Répartition des ressources budgétaires de 1953 a 1957 (période complémentaire comprise).

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957 — Situation fin février 1958.
Impôts directs (revenus)	955	951	975	1.448	1.354
Impôts sur la fortune (1)	151	150	160	206	258
Impôts indirects	1.490	1.576	1.642	1.769	2.079
Total des ressources fiscales	2.596	2.677	2.777	3.123	3.691
Autres ressources budgétaires	380	516	569	499	421
Aide américaine	127	163	105		
Total général	3.103	3.356	3.450	3.622	4.112

(1) Enregistrement, successions, timbres, opérations de bourse.

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

3° Evolution des recettes de l'Etat

1. *Comparaison de la répartition de la charge fiscale totale* 1955 *à* 1957.

(Ensemble des administrations.)

DÉSIGNATION	1955		1956		1957	
	Montant.	Pourcentage.	Montant.	Pourcentage.	Montant.	Pourcentage.
	(Milliards.)		(Milliards.)		(Milliards.)	
Impôts directs:						
Sociétés	320	8,8	408	10	462	9,9
Entreprises individuelles	157	4,3	158	3,8	206	4,4
Ménages	331	9,1	420	10,3	529	11,3
Total	808	22,2	986	24,1	1.197	25,6
Impôts indirects:						
Taxes sur le chiffre d'affaires	1.560	42,8	1.650	40,4	1.827	39,0
Autres impôts indirects	1.275	35	1.451	35,5	1.661	35,4
Total	2.835	77,8	3.101	75,9	3.488	74,4
Total général	3.643	100	4.087	100	4.685	100
Produit national brut	17.150	»	18.520	»	20.420	»
Pourcentage du total des impôts par rapport au produit national brut	21,3	»	22,1	»	22,9	»

Source: Ministère des finances.

2. *Répartition des recettes budgétaires en* 1956 *et* 1957.

RECETTES	RÉSULTATS 1956.	LOI DE FINANCES 1957.	SITUATION des recouvrements en France 1958 (1).
I. — *Fiscales.*			
A. — Contributions directes:			
Perçues par voie de rôle	467	537	569
Impôts sur les sociétés	336	282	(2) 362
Versement forfaitaire sur les salaires et professions non commerciales	287	312	329
Taxe proportionnelle sur le revenu des valeurs mobilières	58	62	66
Taxe exceptionnelle sur les réserves des sociétés	»	50	28
	1.148		»
B. — Autres produits:			
Enregistrement, timbres, opérations de Bourse	206	227	253,1
Douanes	395	464	520
Contributions indirectes	1,5	77,8	79
Taxe sur les transports de marchandises	59,5	16	17
T. V. A. et T. P. S.	1.209	1.294	1.379
Taxes uniques	104	108,7	83,9
Total	3.123	3.430,5	3.691
II. — *Non fiscales.*			
Exploitations industrielles	88	90	93
Revenus du domaine	26	23	24
Produits divers	220	174	196
Ressources exceptionnelles	(3) 165	102	(4) 108
Total	3.622	3.820	4.112

(1) Y compris les impôts créés en cours d'année.
(2) Y compris la taxation des décotes.
(3) Y compris 49 milliards d'aide extérieure.
(4) Y compris 5 milliards de reliquat d'aide extérieure.

Source: Ministère des finances.

3. *Evolution du taux de prélèvement fiscal par rapport au produit national brut.*

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958
Recettes fiscales	2.777	3.123	3.688	4.224
Taux du prélèvement fiscal	16,2 p. 100	16,9 p. 100	18,1 p. 100	19,4 p. 100

Source: Projet de loi de finances pour 1958.

4° Impôts indirects

a) *Recouvrements annuels des impôts indirects et du monopole des tabacs.*

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957
Enregistrement et timbres...	147	148	161	207	(258)
Taxes uniques.....	»	92,9	100,3	103,6	79,6
Taxes sur le chiffre d'affaires.	1.091	1.153	1.161	1.209	1.382

Source: Ministère des finances.

b) *Rendement mensuel des impôts indirects et des tabacs.*

Produits budgétaires.

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	RÉSULTATS (Neuf premiers mois.)
Taxes sur le chiffre d'affaires:	
Total:	
1957	977
1958	1.132,6
Taxes uniques:	
Taxe sur les vins et cidres:	
1957	9,3
1958	21,3
Taxe sur les viandes:	
1957	30,9
1958	37,6
Taxe sur les thés et cafés:	
1957	16
1958	16,5
Monopole des poudres à feu:	
1957	1,03
1958	1,12
Total général:	
1957	1.102
1958	1.281,2
Taxes locales:	
Total (1):	
1957 (septembre).	174
1958 (septembre).....	192,7

(1) Non compris les ressources affectées à des dépenses diverses: 35 milliards en 1956.

Source: Ministère des finances.

5° Produit du prélèvement sur les salaires

(En milliards de francs.)

1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
107,5	135	165	207	211	228	251	287	(1) 329

(Taxe de 5 p. 100 versée par les employeurs et versement forfaitaire de 3 p. 100 sur les pensions servies.)

(1) Evaluation des recouvrements en février 1958.

Source: Ministère des finances.

6° Dette publique

(Etat, caisse autonome d'amortissement, P. T. T.)

Montant (fin d'année).

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1938	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (fin août).
Dette intérieure.	414	4.177	4.529	4.840	5.573	7.001	7.763
Dont;							
(Non exigible).	(390)	(3.791)	(4.056)	(4.245)	(4.812)	6.121	6.740
(Instituts d'émission) ...	(36,2)	(880)	(815)	(704)	(633)	1.085	1.161
Dette extérieure.	»	»	»	834	795	752	893

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

B. — **Collectivités locales** (établissements publics compris).

Situation financière à la clôture de l'exercice.

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1948	1949	1952	1953	1954	1955	1956
Départements.							
Recettes	»	168,0	305	340,1	385,6	433,7	513,7
Dépenses	»	155,7	290,8	330,1	374,3	423,7	515,2
Disponibilités au 31 décembre..	3,3	15,6	58,4	68,4	79,7	91,3	83,8
Communes.							
Recettes	»	464,6	930,8	1.029,7	1.189,7	1.284,6	1.398,6
Dépenses	»	425,2	899,2	974,7	1.104,5	1.228,7	1.363,9
Disponibilités au 31 décembre..	36,9	76,3	252,7	317,6	414,1	483,1	504,1

Source: Ministère des finances.

II. — SERVICES PUBLICS

A. — Société nationale des chemins de fer français.

Evolution trimestrielle.

RECETTES (en milliards de francs).	I	II	III	IV
	(Moyennes mensuelles.)			
Voyageurs:				
1957.....	8,84	13	15,53	10,03
1958.....	9,64	12,53	17,17	»
Marchandises (2):				
1957.....	26,33	26,10	25,10	27,75
1958.....	29,33	28,30	25,43	»
Total (1):				
1957.....	36,95	40	42	39,90
1958.....	40,89	42,86	44,67	»

INDICES DES RECETTES A PRIX CONSTANT (3) (1938 = 100)	I	II	III	IV
	(Moyennes mensuelles.)			
Voyageurs:				
1957	160	152	141	155
1958.....	156	143	140	»
Marchandises (2):				
1957	166	164	163	158
1958.....	168	160	152	»
Total (1):				
1957	164	160	154	157
1958.....	165	155	147	»

Evolution annuelle.

	1938	1949	1952	1955	1956	1957
Voyageurs	0,344	5,8	8,6	9,9	10,70	11,60
Marchandises	0,840	15,6	19,5	22,7	24,40	20,20
Total (1).....	1,237	22,2	32,4	34,1	36,8	39,70

	1949	1952	1955	1956	1957
Voyageurs	133	133	130	143	150
Marchandises.....	144	156	142	153	163
Total	141	150	138	149	159

(1) L'indication totale des recettes ne couvre pas exactement les chiffres « voyageurs » et « marchandises ». Elle comprend les recettes voyageurs, marchandises, bagages et consigne, colis postaux, petits colis.

(2) Marchandises détail et wagons.

(3) Cet indice est le quotient (multiplié par 100) des recettes de la période considérée par les recettes de la période correspondante de 1938 ramenées aux taux de la période considérée. Les indices mensuels successifs ne sont donc pas comparables entre eux et la comparaison doit se faire seulement par rapport à 1938.

Sources: S. N. C. F., I. N. S. E. E.

B. — Postes, télégraphes et téléphones.

RECETTES TOTALES

Postes, télégraphes, téléphones, services financiers.

(Mois cumulés.) (En milliards de francs.)

ANNÉES	I	II	III	IV
	(Fin de trimestre.)			(Année entière.)
1956	52,8	98,3	155,3	216,6
1957	56,7	108,3	178,2	253,5
1958	57,1	128	196,1	»

N. B. — Année 1951 = 85,9. — Année 1952 = 143. — Année 1953 = 150,2. — Année 1954 = 183,2. — Année 1955 = 202,3.

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

III. — SERVICES SOCIAUX

A. — Evolution du bilan du régime général de la sécurité sociale.

(Y compris le régime des fonctionnaires et celui des étudiants, non compris les professions agricoles.)
(En milliards de francs.)

DESIGNATION	1938	1947	1948	1949	1951	1952	1953	1954	1955	1956 (P.)	1957 (P.)
I. — *Recettes.*											
Assurances sociales	»	108,2	172,8	216,8	300,3	384,3	413,7	441,4	474,1	582,1	659,6
Accidents du travail	»	16,7	29,5	33,6	43,5	54,1	59,6	63,6	78,1	94,8	108,2
Prestations familiales:											
1° Salariés	»	65,1	124,9	192,6	275,3	371,8	402,1	434,5	470,6	540,3	593,4
2° Employeurs et travailleurs indépendants	»	5,7	5,1	8,6	18,1	21,4	24,8	29,9	31,6	33,5	38,6
Action sanitaire et sociale (1)	»	11,7	11,0	12,4	Ventilée.						
Ensemble	»	207,4	343,3	464,0	637,2	831,6	900,2	969,4	1.054,4	1.250,7	1.399,8
II. — *Dépenses.*											
Assurances sociales	2,6	93,4	145,6	208,8	343,6	416,5	451,8	488,9	531,3	612,1	722,8
Accidents du travail	»	10,8	22,4	33,7	44,4	52,3	60,2	66,8	84,8	96,4	110,7
Prestations familiales:											
1° Salariés	»	65,1	134,8	185,2	265,7	330,8	360,5	403,2	445,8	491,5	520,5
2° Employeurs et travailleurs indépendants	»	8,1	10,5	9,7	18,4	21,9	24,2	27,8	30,4	32,7	39,2
Action sanitaire et sociale	»	3,3	9,8	13,9	Ventilée.						
Ensemble (1)	2,6	180,7	323,1	451,3	672,1	821,5	896,7	986,7	1.092,3	1.232,7	1.393,2
Patrimoine	»	105,5	134,9	138,8	121,4	135,9	137,3	132	»		

(1) Contrôle médical exclu.
Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

B. — Répartition des prestations sociales (1954-1957).

DESIGNATION	1954		1955		1956		1957	
		P. 100.		P. 100.		P. 100.		P. 100.
Assurances sociales (en milliards)	341	19,9	403	21,2	463	21,8	529	21,6
Année précédente = 100	»	»	118	»	115	»	114	»
Accidents du travail (en milliards)	67	3,9	84	4,4	97	4,6	111	4,5
Année précédente = 100	»	»	125	»	115	»	115	»
Prestations familiales (en milliards)	619	36,1	674	35,4	733	34,5	784	32
Année précédente = 100	»	»	109	»	109	»	107	»
Retraites (en milliards)	689	40,1	744	39	831	39,1	1.029	41,9
Année précédente = 100	»	»	108	»	111	»	123,8	»
Totaux	1.716	100	1.905	100	2.124	100	2.453	100
Année précédente = 100	»	»	111	»	111	»	115	»

Source: Ministère des finances.

C. — **Etablissements hospitaliers.**

Résultats à la clôture de l'exercice (1).
(En milliards de francs.)

RECETTES ET DÉPENSES

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1956
Recettes	95	115	150	176	195,5	161	168
Dépenses	87	101	138	163	180	171,3	170,1
Solde	+ 8	+ 14	+ 12	+ 13	+ 15,5	+ 10,3	— 2

(1) Année civile plus période complémentaire de l'exercice (31 mars).

Source: Ministère des finances.

IV. — CREDIT. — BANQUE. — MONNAIE

A. — Evolution d'ensemble des disponibilités monétaires et de leur contrepartie.

1. DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES ET DÉPÔTS A TERME

(En milliards de francs.)

ANNÉES	MONTANT (Fin de trimestre.) I	II	III	IV
Billets en circulation.				
1955	2.623	2.676	2.781	2.910
1956	2.962	3.015	3.042	3.114
1957	3.116	3.206	3.303	3.268
1958	3.286	3.370	(3.431)	»
Monnaies divisionnaires.				
1955	39	46	51	57
1956	59	61	65	67
1957	86	69	71	75
1958	74	75	(76)	»
Dépôts à vue (1).				
1955	2.712	2.783	2.881	3.059
1956	3.106	3.217	3.242	3.404
1957	3.338	3.434	3.538	3.809
1958	3.652	3.734	(3.670)	»

ANNÉES	MONTANT (Fin de trimestre.) I	II	III	IV
Total.				
1955	5.335	5.459	5.662	5.969
1956	6.068	6.232	6.376	6.885
1957	6.520	6.709	6.912	7.535
1958	7.012	7.179	(7.173)	»
Plus dépôts à terme.				
1955	172	179	190	200
1956	212	219	215	232
1957	308	347	332	383
1958	429	406	(387)	»
Ensemble: disponibilités monétaires et dépôts à terme.				
1955	5.507	5.638	5.852	6.169
1956	6.280	6.451	6.591	6.817
1957	6.828	7.056	7.244	7.535
1958	7.441	7.585	(7.560)	»

(1) Comptes courants créditeurs des particuliers et des entreprises à la Banque de France. — Dépôts à vue dans les banques. — Dépôts ou comptes courants postaux. — Dépôts de fonds particuliers au Trésor.

Source: Conseil national du crédit.

2. Contre-partie des disponibilités monétaires et dépôts a terme

(En milliards de francs.)

ANNÉES	MONTANT (Fin de trimestre.) I	II	III	IV
Créances sur le Trésor public (1).				
1955	2.131	2.165	2.203	2.228
1956	2.317	2.344	2.435	2.414
1957	2.469	2.670	2.909	3.013
1958	3.108	3.150	(3.085)	»
Crédits à l'économie.				
1955	2.927	2.930	2.999	3.299
1956	3.346	3.524	3.662	4.024
1957	4.105	4.254	4.291	4.577
1958	4.427	4.540	(4.437)	»
Or et devises.				
1955	482	561	675	695
1956	660	598	542	401 (2)
1957	342	313 (2)	312 (2)	313 (2)
1958	313 (2)	313 (2)	(374)	»
Ajustement.				
1955	— 33	— 18	— 25	— 53
1956	— 42	— 15	— 48	— 22
1957	— 86	— 181	— 268	— 368
1958	— 407	— 418	(— 332)	»
Total.				
1955	5.507	5.638	5.852	6.169
1956	6.281	6.451	6 591	6.817
1957	6.828	7.056	7.244	7.535
1958	7.441	7.585	(7.564)	»

(1) Créances de la Banque de France. — Portefeuille d'effets publics de la Banque de France et des banques, créances d'entreprises ou de particuliers (avoirs aux chèques postaux et au Trésor, monnaie divisionnaire en circulation).

(2) Net en déduisant les comptes courants du fonds de stabilisation des changes et des banques et institutions financières étrangères comptées dans le passif:

Or et devises.	Déc. 1956.	Juin 1957.	Sept. 1957.	Déc. 1957.	Mars 1958.	Juin 1958.	Sept. 1958.
—	—	—	—	—	—	—	—
Actif	401	313	312	313	313		
Passif	28	170	232	344	334		
Net	373	143	80	— 31	— 21	— 30	+ 81

Source: Conseil national du crédit.

3. Evolution des comptes courants créditeurs et disponibilités monétaires

a) *L'évolution* des comptes créditeurs doit être rapprochée des variations des dépôts à vue dans les banques, comparées à celles des règlements effectués en compensation à Paris. Un « *indice de la vitesse de rotation des dépôts* » ou coefficient d'échange des avoirs en compte rend compte de ces variations selon la formule suivante:

$$\text{Indice de vitesse de rotation des dépôts} = \frac{\text{Indice des règlements en compensation à Paris.}}{\text{Indice des dépôts en banques.}}$$

Cet indice est calculé sur la base 1 en 1938 (coefficient 0,57), obtenu par le rapport:

$$\frac{\text{33 (moyenne mensuelle des compensations.)}}{\text{58 (dépôts au 31 décembre 1938.)}}$$

Sur cette base, l'évolution de l'indice de la vitesse de rotation des dépôts en banque est la suivante:

(1938 = 1.)

1,95

ANNÉES	TRIMESTRES I	II	III	IV	ANNÉE
1952	2,24	2,18	2,14	2,14	2,17
1953	2,08	2,15	2,07	2,11	2,10
1954	2,07	2,07	2,15	2,13	2,10
1955	2,01	1,94	1,92	1,91	1,94
1956	1,9	1,93	2,12	2,41	2,09
1957	2,78	2,96	3,06(1)	»	»

(1) Août.

4. Rapport au produit national brut (évolutions annuelles).

PRODUITS	1938	1949	1952	1954
Produit national brut	444	8.400	14.140	15.780
Disponibilités monétaires (1)	182	2.408	3.899	4.859
Rapport: Disponibilités monétaires. / Produit national brut.	2,44	3,49	3,63	3,25

PRODUITS	1955	1956	1957
Produit national brut	17,150	18.520	20.420
Disponibilités monétaires (1)	5.536	6.236	6.735
Rapport: Disponibilités monétaires. / Produit national brut.	3,10	2,97	3,03

N. B. — Hausse du rapport: la même quantité de monnaies permet d'alimenter un volume de transactions établies à un niveau de prix plus élevé. Baisse du rapport: une fraction plus importante de la monnaie est conservée inactive dans les encaisses.

(1) Moyenne des douze mois.

Source: Conseil national du crédit.

5. Proportion dans la masse monétaire des billets et des dépots a vue

(En pourcentage.)

DÉSIGNATION	31 DÉCEMBRE 1955.	31 DÉCEMBRE 1956.	30 SEPTEMBRE 1957.	31 DÉCEMBRE 1957.
Billets et monnaies divisionnaires	48,8	48,3	49	46,7
Dépôts à vue	51,2	51,7	51	53,3

Source: Conseil national du crédit.

B. — Epargne.

1. Epargne totale

Variations annuelles respectives des différentes formes recensables de l'épargne.

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Epargne liquide directe:							
Valeurs du Trésor à court terme détenues par les particuliers et les entreprises (variations)							
Bons sur formules (1)	+ 30	+ 77	+ 89	+ 137	+ 140	+ 107	+ 106
Bons en compte courant (2) (Bons détenus par d'autres porteurs que des banques.)		— 1	— 13	+ 28	+ 9	— 21	— 6
Epargne liquide collectée							
Augmentation des dépôts dans les caisses d'épargne	+ 90	+ 124	+ 188	+ 214	+ 283	+ 213	+ 173
Variations des dépôts à échéance dans les banques et fonds de caisse	+ 20	+ 19	+ 37	+ 31	+ 33	+ 32	+ 151
Total épargne liquide (3)	+ 140	+ 219	+ 301 (3)	+ 410 (3)	+ 465 (3)	+ 331 (3)	+ 326
Epargne investie par l'intermédiaire des compagnies d'assurances	(+ 37)	(+ 61)	+ 4	+ 57	+ 48	+ 47	+ 54
Epargne investie directement par le public sur le marché financier en valeurs mobilières	(+ 121)	(+ 283)	+ 209	+ 333	+ 327	688	577
Epargne totale (3)	(+ 298)	(+ 563)	+ 557 (3)	+ 800 (3)	+ 840 (3)	+ 1.066 (3)	1.052 (3)

(1) Il s'agit des bons délivrés au public: bons de la reconstruction et bons de la défense nationale pour les montants restant en circulation; bons du Trésor à un an, à deux ans et bons à intérêt progressif, qui continuent seuls à être émis.

(2) S. N. C. F., compagnies d'assurances, sociétés de capitalisation, mutuelles.

(3) Non compris la part des émissions des bons à trois ans et à cinq ans de la caisse nationale du crédit agricole souscrites par le public. Son accroissement en 1953, 1954, 1955, 1956 et 1957 est respectivement de 4, 8, 10, 13 et 16 milliards de francs.

Source: Conseil national du crédit.

Variations récentes des emplois liquides de l'épargne.

	MONTANTS			
	1957		1958	
	Mars.	Juin.	Mars.	Juin.
Dépôts bancaires à terme et bons de caisse	308	347	429	(1) 399
Dépôts dans les caisses d'épargne:	1.820	1.830	2.012	2.026
a) Caisse nationale d'épargne	(783)	(785)	(854)	(857)
b) Caisses d'épargne ordinaires	(1.037)	(1.045)	(1.158)	(1.169)
Bons du Trésor (excédent des souscriptions sur les remboursements):				
a) Bons sur formules	986	1.004	1.071	(1) 1.074
b) Bons en comptes courants détenus par des entreprises	30	24	27	17
Bons à trois ans et cinq ans de la caisse nationale de crédit agricole (part détenue par le public)	53	57	74	76
Total	3.197	3.262	3.613	(1) 3.589

(1) Chiffres provisoires.

Source: Conseil national de crédit.

2. Epargne nette investie en valeurs mobilières

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957
	(En milliards de francs.)				
Epargne liquide	305	418	475	344	440
Epargne nette recueillie par les compagnies d'assurances (à l'exclusion de l'apport des compagnies à des émissions placées dans le public)	47	57	48	47	51
Epargne investie en valeurs mobilières	209	333	327	688	577
Totaux	561	808	850	1.079	1.068

Nota. — Les données chiffrées de ce tableau diffèrent quelque peu, pour les années antérieures à 1957, de celles qui avaient été indiquées aux rapports précédents, en raison essentiellement de l'amélioration des rassemblements statistiques.
Source: Conseil national du crédit.

3. Actions et obligations

Souscriptions nouvelles du public en numéraire. (En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1958 I	1958 II	1958 III	1958 IV	1938	1949	1952	1953	1954	1955	1956	1957
	(Montant par trimestre.)				(Montant par année.)							
Actions émises contre espèces (1)	48,2	36,5	51,7	»	1,5	39	66	50,5	78,3	106,8	114,5	250,9
Obligations	120,2	49,2	64,1	»	1,3	28,1	49	122,5	192,8	200,2	224,7	298,4
Dont: Sociétés privées (obligations) (2)	11,8	18,7	21,2	»	0,5	9,8	7	24,4	43,8	88,2	74,4	59,6
Total actions et obligations (3)	168,4	856,8	1.158,1	»	2,8	67,1	115	173	271,2	30,7	389,2	549,3
+ Collectivités locales et groupements de sinistrés	»	0,024	»	»	1,63	»	2	11,7	9,6	14,3 (4)	1,6	2,4
+ Emprunts du Trésor à long et à moyen terme	»	142,1	166	»	7,5	»	217	44	107,5	85,4	423,1	108,4
+ Sociétés à responsabilité limitée (versements approximatifs en espèces) (5)	6	4,2	5,2	»	»	»	7,4	12,4	11,1	11,6	13,4	22,7
Total de l'épargne apparente investie sur le marché financier	174,3	232.08	2.870	»	»	»	341	243	399	418	787,3	682,8

(1) Appels de fonds sur actions partiellement libérées antérieurement à la période exclus. Sont seuls considérés les versements au titre d'actions émises au cours de la période.
(2) Toutes sociétés non nationalisées ou dont le capital n'est pas détenu en majorité par l'Etat.
(3) Appels de fonds sur actions antérieures partiellement libérées exclus.
(4) Compte tenu de petits emprunts locaux n'ayant pas été publiés au cours de l'année.
(5) A l'exclusion des apports et incorporations de réserves.
Sources: Crédit lyonnais, I. N. S. E. E.

C. — Crédit.

1. Crédits a l'économie distribués par les banques

Montants (en milliards de francs).

DÉSIGNATION	31 décembre 1952.	31 décembre 1953.	31 décembre 1954.	31 décembre 1955.	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	31 mars 1958.	30 juin. 1958.
A. — Avances	299	330	409	483	593	526	928	897
B. — Effets de commerce	1.876	2.068	2.234	2.460	2.855	3.315	3.744	3.773
Court terme	(1.532)	(1.635)	(1.758)	(1.960)	(2.298)	(2.614)	(2.470)	(2.439)
Moyen terme	(344)	(433)	(476)	(500)	(557)	(701)	(713)	(741)
Total des crédits à l'économie distribués par les banques	2.175	2.398	2.643	2.943	3.448	3.841	4.911	4.955

Source: Conseil national du crédit.

2. Répartition en 1956 et 1957 des crédits aux entreprises et aux particuliers
(En milliards de francs.)

CLASSEMENT	ENCOURS AU 31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	31 mars 1958.	30 juin 1958.
I. — *Selon la durée des crédits.*				
Crédits à court terme (mobilisables ou non)	2.913	3.161	3.051	3.052
Crédits à moyen terme mobilisables par nature	1.233	1.545	1.590	1.656
Prêts à long terme	2.531	3.072	2.484	2.618
Total	6.677	7.778	7.125	7.326
II. — *Selon les organismes distributeurs.*				
Banques et établissements financiers	3.459	3.857	3.761	3.791
Organismes spécialisés	3.196	3.900	3.344	3.515
Banque de France	22	21	20	20
Total	6.677	7.778	7.125	7.326
III. — *Selon les organismes porteurs* (montant des portefeuilles).				
Banques	2.187	2.618	2.573	2.559
Banque de France	1.837	1.959	1.863	1.965
Total des moyens monétaires	4.024	4.577	4.436	4.524
Organismes spécialisés	2.653	3.201	2.689	2.802
Total général	6.677	7.778	7.125	7.326
IV. — *Selon les bénéficiaires.*				
Agriculture	527	671	678	656
Entreprises industrielles et commerciales	3.991	4.496	3.922	4.038
Construction	1.253	1.654	1.749	1.851
Ventes à tempérament	130	129	128	129
Entreprises sarroises	97	117	116	124
Bénéficiaires non recensés (1)	679	711	532	518
Total	6.677	7.778	7.125	7.326

(1) Les crédits compris sous cette rubrique ont été distribués essentiellement aux entreprises métropolitaines.
Source: Conseil national du crédit.

3. Répartition des crédits selon leur durée

a) *Crédits à court terme.*
(Sommes en milliards de francs.)

RÉPARTITION DES CRÉDITS A COURT TERME par bénéficiaire.	ENCOURS AU 31 décembre 1956.	31 mars 1957.	30 juin 1957.	30 septembre 1957.	31 décembre 1957.	VARIATION DES ENCOURS en 1956. En sommes.	en 1956. En pourcentage.	en 1957. En sommes.	en 1957. En pourcentage.
I. — *Crédits à la construction de logements*	19	21	23	18	18	+ 5	+ 33	— 2	— 10
II. — *Crédits aux entreprises françaises:*									
Agriculture	255	256	234	279	311	— 14	— 5	+ 56	+ 22
Industrie et commerce	1.879	1.933	2.013	1.954	2.074	+ 282	+ 18	+ 195	+ 10
Dont:									
Entreprises nationalisées	(65)	(56)	(66)	(74)	(79)	(+ 6)	»	(+ 14)	»
Total II	2.134	2.189	2.247	2.233	2.385	+ 268	»	+ 251	»
III. — *Crédits aux entreprises sarroises*	87	88	96	100	108	+ 17	+ 24	+ 21	+ 24
IV. — *Financement des ventes à tempérament.*	130	138	142	136	129	+ 21	+ 19	— 1	— 1
Crédits non recensés	543	469	497	469	523	»	»	»	»
Ensemble des crédits à court terme	2.913	2.905	3.005	2.956	3.163	+ 453	+ 18	+ 250	+ 8

Source : Conseil national du crédit.

b) *Crédits à moyen terme.*

Montants en milliards de francs (crédits mobilisables).

RÉPARTITION DES CRÉDITS A MOYEN TERME par bénéficiaires.	ENCOURS AU 31 décembre 1955.	ENCOURS AU 31 décembre 1956.	ENCOURS AU 31 décembre 1957.	VARIATION DES ENCOURS en 1956. En sommes.	VARIATION DES ENCOURS en 1956. En pourcentage.	VARIATION DES ENCOURS en 1957. En sommes.	VARIATION DES ENCOURS en 1957. En pourcentage.
I. — *Crédits à la construction de logements:*							
Prêts spéciaux	411	577	721	+ 166	+ 40	+ 144	+ 25
Autres crédits	78	86	95	+ 8	+ 10	+ 9	+ 25
Total I	489	663	816	+ 174	+ 36	+ 153	+ 23
II. — *Crédits aux entreprises françaises:*							
Agriculture	49	55	64	+ 6	+ 12	+ 9	+ 16
Industrie et commerce	454	516	665	+ 62	+ 14	+ 149	+ 29
Dont:							
Entreprises nationalisées (1)	(218)	(248)	(310)	(+ 30)	(+ 14)	(+ 62)	(+ 25)
Total II (2)	503	571	729	+ 68	+ 14	+ 158	+ 28
III. — *Crédits aux entreprises sarroises*	4	7	6	+ 3	+ 75	— 1	— 14
Ensemble des crédits à moyen terme	996	1.241	1.551	+ 245	+ 25	+ 310	+ 25

(1) *N. B.* — Ces chiffres comprennent une somme de 22 milliards qui a été, dans un souci d'harmonisation avec les données retenues dans les contreparties de la masse monétaire, incluse au titre de l'année 1957. Dans le rapport précédent, cette somme avait été comprise dans les chiffres de l'année 1956; elle correspond à des crédits utilisés pour le règlement de l'échéance de la fin de l'année 1956, règlement qui n'a été inscrit en comptabilité dans les banques qu'à la date du 2 janvier 1957.

(2) Dont:

Financement de l'équipement	462	519	671	+ 57	+ 12	+ 152	+ 29
Financement des exportations	41	52	58	+ 11	+ 27	+ 6	+ 12

Source: Conseil national du crédit.

c) *Crédits à long terme.*

(Sommes en milliards de francs.)

RÉPARTITION DES PRÊTS A LONG TERME par bénéficiaires.	ENCOURS AU 31 décembre 1955.	ENCOURS AU 31 décembre 1956.	ENCOURS AU 31 décembre 1957.	VARIATIONS D'ENCOURS En 1956.	VARIATIONS D'ENCOURS En 1957.
I. — *Crédits à la construction de logements:*					
Prêts spéciaux des lois de 1950 et 1953 après consolidation	»	19	70	+ 19	+ 51
Prêts H. L. M.	382	522	696	+ 140	+ 174
Autres prêts	13	30	54	+ 17	+ 24
Total I	395	571	820	+ 176	+ 249
II. — *Crédits aux entreprises françaises:*					
Agriculture	159	217	296	+ 58	+ 79
Industrie et commerce:					
Secteur nationalisé	1.120	1.246	1.363	+ 126	+ 117
Secteur privé	301	350	394	+ 49	+ 44
Total II	1.580	1.813	2.053	+ 233	+ 240
III. — *Crédits aux entreprises sarroises*	3	3	3	»	»
Crédits non recensés	115	144	196	»	»
Ensemble des prêts à long terme	2.093	2.531	3.072 (1)	+ 438	+ 541

(1) Ce chiffre comprend 650 milliards de prêts antérieurement accordés à des entreprises nationalisées et qui ont été convertis en 1957 en dotations de capital, en application de l'article 110 de la loi du 4 août 1956.

Source: Conseil national du crédit.

4. Répartition du crédit selon l'activité utilisatrice

a) *Le crédit à l'agriculture.*

(Sommes en milliards de francs.)

CRÉDITS RECENSÉS	ENCOURS			VARIATIONS DES ENCOURS			
				en 1956.		en 1957.	
	31 décembre 1955.	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	En milliards.	En pourcentage.	En milliards.	En pourcentage.
Agriculture.							
Court terme	269	255	311	— 14	— 5	+ 56	+ 22
Moyen terme	49	55	64	+ 6	+ 12	+ 9	+ 16
Long terme	159	217	296	+ 58	+ 35	+ 79	+ 36
Total	477	527	671	+ 50	+ 10	+ 144	+ 27

Source: Conseil national du crédit.

b) *Le crédit aux entreprises industrielles et commerciales.*

1° Durée des engagements.

(Sommes en milliards de francs.)

CRÉDITS RECENSÉS	ENCOURS			VARIATIONS DES ENCOURS			
				en 1956.		en 1957.	
	31 décembre 1955.	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	En milliards.	En pourcentage.	En milliards.	En pourcentage.
Industrie et commerce.							
Court terme	1.597	1.879	2.074	+ 282	+ 18	+ 195	+ 10
Moyen terme	454	516	665	+ 62	+ 14	+ 149	+ 29
Long terme	1.421	1.596	1.757	+ 175	+ 12	+ 161	+ 10
Total	3.472	3.991	4.496	+ 519	+ 15	+ 505	+ 13

Source: Conseil national du crédit.

2° Destination économique des prêts.

(Sommes en milliards de francs.)

CRÉDITS RECENSÉS	ENCOURS			VARIATIONS DES ENCOURS			
				en 1956.		en 1957.	
	31 décembre 1955.	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	En milliards.	En pourcentage.	En milliards.	En pourcentage.
Industrie et commerce.							
Financement des fonds de roulement (y compris financement court terme exportations)	1.597	1.879	2.074	+ 282	+ 18	+ 195	+ 10
Financement de l'équipement	1.834	2.060	2.364	+ 226	+ 12	+ 304	+ 15
Financement à moyen terme des exportations	41	52	58	+ 11	+ 27	+ 6	+ 12
Total	3.472	3.991	4.496	+ 519	+ 15	+ 505	+ 13

Source: Conseil national du crédit.

3° Branches d'activités utilisatrices.

DÉSIGNATION	VARIATIONS DES ENCOURS							
	1956				1957			
	En milliards.			En pourcentage.	En milliards.			En pourcentage.
	C. T.	M.T. + L.T.	Total.	Total.	C. T.	M.T. + L.T.	Total.	Total.
Industrie et commerce.								
1. Charbon, énergie, transports	+ 21	+ 159	+ 180	+ 12	+ 15	+ 187	+ 202	+ 13
2. Bâtiment, travaux publics	+ 34	+ 15	+ 49	+ 24	»	+ 24	+ 24	+ 8
3. Sidérurgie, minerais et métaux, constructions mécaniques	+ 101	+ 27	+ 128	+ 16	+ 86	+ 54	+ 140	+ 15
4. Textiles	+ 35	+ 2	+ 37	+ 17	+ 36	+ 4	+ 40	+ 16
5. Cuir, papier, bois	+ 27	+ 2	+ 29	+ 23	+ 16	+ 8	+ 24	+ 15
6. Produits chimiques	+ 26	+ 17	+ 43	+ 22	+ 24	+ 18	+ 42	+ 18
7. Industries et commerces alimentaires	+ 23	+ 5	+ 28	+ 14	+ 42	+ 7	+ 49	+ 21
8. Commerces non spécialisés	+ 7	»	+ 7	+ 6	+ 7	»	+ 7	+ 6
9. Activités diverses	+ 18	+ 10	+ 29	+ 27	+ 9	+ 8	+ 17	+ 10
10. Échéance reportée	— 10	»	— 10	»	— 40	»	— 40	»
Total	+ 282	+ 237	+ 519	+ 15	+ 195	+ 310	+ 505	+ 13

Source : Conseil national du crédit

5. Financement des ventes a tempérament

a) *Evolution globale des encours.*

(En milliards de francs.)

	1954	1955	1956	1957			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
Montant global en fin de période	88,3	136,8	165,7	173,3	181,9	172,9	168,9
Variation en cours de période	»	+ 48,5	+ 28,9	+ 7,6	+ 8,6	— 9	— 4

Source : Conseil national du crédit.

b) *Répartition des crédits suivant la nature des biens financés.*

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	31 DÉCEMBRE 1955	31 DÉCEMBRE 1956	30 JUIN 1957	31 DÉCEMBRE 1957
Biens à usage professionnel :				
Matériel d'équipement professionnel (1)	16,6	25,3	28,5	29,8
Véhicules utilitaires (camions, tracteurs, cars) :				
Neufs	34,1	41,7	46,7	44,6
D'occasion	6,9	8,2	8,5	7,1
Biens généralement destinés à l'usage des particuliers :				
Véhicules de tourisme :				
Neufs	30,3	37,7	43,8	39,4
D'occasion	15,7	17,2	18,7	16,7
Véhicules à deux roues	10,3	8	6,9	5
Appareils ménagers	11,2	13,4	14,7	13,1
Radiodiffusion, télévision	4,7	5	5,4	5
Meubles et divers	7,2	9,5	8,8	8,3
Total	137	166	182	169

(1) Non compris les biens classés sous la rubrique « Crédits à moyen terme ».

Source : Conseil national du crédit.

D. — **Banque de France.**

SITUATION MENSUELLE (FIN DE MOIS)

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	I			II			III			IV		
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai	Juin	Juillet.	Août.	Septemb.	Octobre.	Novemb.	Décemb.
ACTIF												
1° Or, devises (total):												
1957	371	364	342	313	313	313	313	312	312	313	313	313
1958	313	314	313	313	312	313	382	382	382	382	382	382
Encaisse-or:												
1957	301	301	301	301	301	301	301	301	301	301	301	301
1958	»	»	301	»	»	301	»	»	368	»	»	248 120
Disponibilité à vue à l'étranger et avoirs à l'U.E.P.:												
1955	60	66	86	122	164	184	200	200	200	200	200	200
1956	197	178	178	162	152	145	127	116	106	92	68	49
1957	»	»	23	»	»	12	»	»	11	»	»	12
1958	12	12	12	12	11	12	14	14	14	14	14	14
Avances au fonds de stabilisation des changes:												
1957	»	»	18	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1958	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
2° Créances sur le Trésor (total):												
1957	1.068	1.087	1.078	1.092	1.108	1.211	1.377	1.418	1.466	1.466	1.430	1.513
1958	1.606	1.566	1.587	1.596	1.536	1.597	1.560	1.539	1.544	1.536	1.463	1.508
Dont: Prêts et avances provisoires (1):												
1957	»	»	655	»	»	655	»	»	655	»	»	655
1958	»	»	655	»	»	655	»	»	655	»	»	651
Avances spéciales (2):												
1957	»	»	»	»	»	166	299	300	(7) 300	300	300	300
1958	390	390	390	390	390	390	390	390	390	390	390	390
Comptes courants postaux:												
1957	»	»	35	»	»	33	»	»	49	»	»	72
1958	»	»	59	»	»	54	»	»	51	»	»	51
Effets publics en portefeuille (3):												
1957	»	»	224	»	»	190	»	»	225	»	»	195
1958	»	»	199	»	»	177	»	»	163	»	»	135
Escompte de traites fiscales (4):												
1957	»	»	124	»	»	137	»	»	157	»	»	132
1958	»	»	159	»	»	188	»	»	101	»	»	207
Monnaies divisionnaires:												
1957	14	14	14	14	13	12	12	13	12	12	11	10
1958	11	12	12	12	11	11	12	11	11	10	10	8
3° Crédits à l'économie (total):												
1957	1.733	1.736	1.880	1.870	1.900	1.997	1.976	1.916	1.881	1.903	1.924	1.959
1958	1.785	1.822	1.863	1.843	2.052	1.965	1.957	1.960	1.932	1.923	2.044	2.151
Effets de commerce escomptés (5):												
1957	»	»	1.793	»	»	1.898	»	»	1.789	»	»	1.855
1958	»	»	1.752	»	»	1.851	»	»	1.807	»	»	2.015
Avances sur titres:												
1957	»	»	12	»	»	12	»	»	10	»	»	11
1958	»	»	10	»	»	10	»	»	12	»	»	20
Effets de commerce négociables achetés en France (6):												
1957	»	»	75	»	»	87	»	»	80	»	»	93
1958	»	»	101	»	»	104	»	»	114	»	»	126

(1) Total des rubriques de la situation de la Banque de France: Bons du Trésor négociables à 4 milliards, prêts sans intérêts à l'Etat (50 milliards), avances provisoires extraordinaires du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 (426 milliards), et avances provisoires à l'Etat (loi du 23 janvier 1953) maintenues à 195 milliards en 1954.

(2) Loi du 11 juillet 1953: plafond de 240 milliards réduit à 20 milliards tous les trois mois à compter du 16 décembre 1953, soit 220 milliards à cette dernière date et 140 milliards le 16 décembre 1954 (120 milliards le 16 mars 1955, 100 milliards le 16 juin 1955, 80 milliards le 16 septembre 1955 et 60 milliards le 16 décembre 1955).

(3) Additions de la part d'effets publics inclus dans la rubrique: « Effets négociables achetés en France » et de la rubrique: « Avances à 30 jours sur effets publics ».

(4) Compris dans la rubrique : « Effets escomptés sur la France » du portefeuille d'escompte de la Banque de France.

(5) Rubrique « Portefeuille d'escompte » de la situation de la Banque de France, déduction faite de l'escompte direct de traites fiscales incluses dans la sous-rubrique: « Effets escomptés sur la France ».

(6) Part d'effets de commerce inclus dans la rubrique: « Effets négociables achetés en France ».

(7) Plus 50 milliards de bons du Trésor achetés.

DÉSIGNATION	I			II			III			IV		
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septemb.	Octobre.	Novemb.	Décemb.
PASSIF												
Engagements à vue (total):												
1957	3.195	3.227	3.315	3.338	3.385	3.528	3.721	3.639	3.659	3.710	3.658	3.793
1958	3.590	3.692	3.752	3.366	3.888	3.853	3.898	3.852	3.850	3.829	3.849	4.041
Billets en circulation:												
1957	3.045	3.066	3.116	3.126	3.132	3.206	3.311	3.264	3.303	3.293	3.184	3.268
1958	3.218	3.236	3.286	3.295	3.334	3.370	3.438	3.409	3.431	3.412	3.422	3.469
Comptes courants créditeurs:												
1957	150	161	199	212	253	322	410	375	356	417	474	525
1958	372	456	466	471	554	483	460	443	419	417	427	572

E — Crédit agricole.

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	FIN DE TRIMESTRE I	II	III	IV Nov.
1. *Solde des dépôts.*				
A vue.				
1955	182	178,2	215,6	212,7
1956	217,6	220,6	244	243,7
1957	255	265,8	307,5	309,6
1958	310,5	308,8	347,2	341,4
Fin 1951 = 109,6				
Fin 1952 = 127				
Fin 1953 = 148				
Fin 1954 = 176,4				
Fin 1955 = 212,7				
A échéance:				
1955	10,6	11,6	12	10,9
1956	11,9	12,5	12,7	11,8
1957	13	14,5	14,6	16,7
1958	16,6	18,4	17,3	16,7
Fin 1951 = 2,6				
Fin 1952 = 5,7				
Fin 1953 = 8,6				
Fin 1954 = 10,2				
Fin 1955 = 16,9				
2. *Bons à 5 ans.*				
Montant, depuis l'origine, des souscriptions:				
1955	43,5	46,4	49,5	53,1
1956	57	61	65	68
1957	72,3	76,3	79,8	84,03
1958	88,4	95,8	103,6	109,8
Fin 1951 = 21,4				
Fin 1952 = 24,8				
Fin 1953 = 30,6				
Fin 1954 = 40,3				
Fin 1955 = 53,11				
3. *Bons à 3 ans.*				
Montant, depuis l'origine, des souscriptions:				
1955	29,6	37,5	46	53,7
1956	65	81,4	96	104,2
1957	115,5	129,2	147,1	165,7
1958	180,4	205	228	238,4
Fin 1954 = 21				
Fin 1955 = 53,7				
4. *Soldes des prêts.*				
A court terme:				
1955	188,5	162,7	191,2	209,5
1956	185,7	152	168,5	200
1957	198,3	191,4	226,3	256,2
1958	243,1	212,6	232	261,5
Fin 1951 = 134				
Fin 1952 = 187				
Fin 1953 = 206				
Fin 1954 = 201				
Fin 1955 = 209,5				

DÉSIGNATION	FIN DE TRIMESTRE I	II	III	IV Nov.
A moyen terme:				
1955	108	115,5	123,2	137,7
1956	141,9	153,6	165	176,4
1957	187,4	208,5	228,2	247,5
1958	264,3	281,5	295,1	303,5
Fin 1951 = 58,6				
Fin 1952 = 72,7				
Fin 1953 = 84,2				
Fin 1954 = 102,8				
Fin 1955 = 131,6				
A long terme (individuels):				
1955	22,3	25,3	28,1	31,6
1956	34,7	38,1	42	46
1957	49	52,5	55,9	59,6
1958	62,7	66,6	70,6	72,6
Fin 1951 = 9,1				
Fin 1952 = 12,4				
Fin 1953 = 14,8				
Fin 1954 = 19,7				
Fin 1955 = 31,6				
A long terme (collectifs):				
1955	97,5	100,3	106,2	111,4
1956	115,1	120,2	125	127,5
1957	129,5	133,4	139	144,7
1958	150,3	153,3	156,9	153,2
	(1)		(1)	(1)
Fin 1951 = 30,8				
Fin 1952 = 47,6				
Fin 1953 = 68,7				
Fin 1954 = 94,2				
Fin 1955 = 111,4				
Dont électrification rurale:				
1955	24,5	24,3	24,1	24,2
1956	23,5	23,4	23,3	23
1957	22,8	22,8	»	»
1958	»	»	»	»
Fin 1951 = 9,1				
Fin 1952 = 5,4				
Fin 1953 = 2,2				
Prêts de modernisation et d'équipement de caractéristiques spéciales.				
1955	17,6	17,7	18,3	18,5
1956	18,7	19	19,7	19,7
1957	20,3	20,5	21	21,2
1958	21,8	22,7	23,1	23,6
Fin 1951 = 5,65				
Fin 1952 = 9,8				
Fin 1953 = 14				
Fin 1954 = 17,2				
Fin 1955 = 18,5				

(1) Y compris les prêts d'électrification rurale.

Source: Caisse nationale de crédit agricole.

F. — Franc.

1. Définition du franc

Evolution depuis 1914 jusqu'à 1949.

DÉSIGNATION	POIDS D'OR du franc en milligr à 900/1 000).	COURS du dollar.	COURS de la livre sterling
1914. — Franc germinal.....	322,58	5,18	25,22
26 juin 1928. — Franc Poincaré.....	65,5	25,52	124,24
Février 1934. — Après dévaluation de la livre et du dollar.....	65,5	15	77
1er octobre 1936. — Franc Auriol....	43 à 49	21,50	105
30 juin 1937. — Franc Bonnet.....	Max. 43	25,14	124,44
5 mai 1938. — Daladier.....	—	36	179
12 novembre 1938. — Franc Reynaud.	27,5	37.50	180
29 février 1940. — 2e franc Reynaud.	23,34	43,80	176,38
1er septembre 1944. — Libération...	—	49.267	200
26 décembre 1945. — Franc Pleven..	(8,288)	119,107	480
26 janvier 1948. — Franc Meyer....	(4,69)	214.392	864
17 octobre 1948. — Queuille.....	—	264	1.062
27 avril 1949. — (Petsche).....	—	272	1.097
20 septembre 1949. — Franc Petsche.	(2,87)	350	980

2. Pouvoir d'achat du franc

Les mouvements du niveau général des prix constituent l'élément d'appréciation le moins contestable, bien qu'imparfait, de l'évolution du pouvoir d'achat du franc.

L'imperfection du calcul est due, en premier lieu, à l'absence d'indices continus des prix de gros ou de détail, depuis 1914, en raison des progrès des procédés statistiques et des modifications intervenues dans l'utilisation des diverses marchandises (changements dans les habitudes, etc.). Elle s'explique encore par le fait que le calcul des indices ne tient compte, pour la période de guerre et d'après guerre, que des prix officiels, inférieurs aux prix moyens effectivement payés par les acheteurs.

Il n'y a donc pas d'indice unique susceptible de fournir une base de conversion générale. Suivant les cas, il y aurait lieu de se référer soit à un indice des prix de gros, soit à un indice des prix de détail, soit encore à un indice industriel ou agricole.

Dans ces conditions, on trouvera ci-après les indices de la valeur du franc et les coefficients de transformation des francs courants, d'une part pour la période 1914-1952 (elle-même divisée en trois sous-périodes 1914-1928, 1928-1938 et 1938 à 1952), sur la base des variations des prix de détail, et d'autre part, pour la période 1938-1952, d'après la moyenne des indices des prix de gros et de détail.

A. *Evolution* 1914-1957 (base prix de détail).

N. B. — Indications *très approximatives*, en raison de l'absence d'indice continu des prix de détail.

ANNÉES	INDICE des prix de détail (Paris).	INDICE de la valeur du franc	COEFFICIENTS de transformation des francs courants	
			En francs 1914.	En francs 1963
1914 (1).....	100	100	1	174
1915	(2) 120	83,3	0,833	145
1916	135	74	0,74	129
1917	163	61,3	0,613	107
1918	213	46,9	0,469	82
1919	268	37,3	0,373	65
1920	371	27	0,270	47
1921	337	29,7	0,297	52
1922	301	33,2	0,332	58
1923	332	30,1	0,301	52
1924	370	26,3	0,263	46
1925	425	23,5	0,235	41
1926	554	18,1	0,181	31
1927	556	18	0,180	31
1928	(549)	(18,2)	(0,182)	32
.....	.....	.....	.....	.....
1928	(3) 584	17,1	0,171	29,79
1929	621	16,1	0,161	28,01
1930	618	16,2	0,162	28,15
1931	609	16,4	0,164	28,56
1932	546	18,3	0,183	31,86
1933	520	19,2	0,192	33,45
1934	491	20,4	0,204	35,43
1935	440	22,7	0,227	39,54
1936	480	20,8	0,208	36,24
1937	611	16,4	0,164	28,47
1938	706	14,2	0,142	24,64
1939	763	13,1	0,131	22,8
1940	909	11	0,110	19,14
1941	1.062	9,4	0,094	16,38
1942	1.236	8,1	0,081	14,07
1943	1.578	6,3	0,063	11,02
1944	2.013	5	0,050	8,64
1945	2.778	3,6	0,036	6,26
1946	4.553	2,2	0,022	3,82
1947	7.273	1,4	0,014	2,39
1948	11.529	0,86	0,0086	1,51
1949	12.830	0,77	0,0077	1,35
1950	13.730	0,72	0,0072	1,27
1951	16.097	0,62	0,0062	1,08
1952	17.396	0,57	0,0057	1
1953	17.085	0,58	0,0058	1,02
1954	16.958	0,59	0,0059	1,03
1955 (4).....	17.142	0,58	0,0058	1,01
1956 (4).....	17.473	0,57	0,0057	0,99
1957 (5).....	17.939	0,56	0,0056	0,98

(1) Juillet 1914.
(2) Indice pondéré de 13 articles (Paris).
(3) Indice pondéré des 34 articles (Paris).
(4) Sur la base de l'indice 1949 = 100 multipliée par le coefficient de conversion en base 1938 = soit × 16,76.
(5) Sur la base de l'indice des 250 articles multipliée par le coefficient de conversion = 24,60.

B. *Evolution* (1938-1957).

(Base : moyenne des prix de gros et de détail.)

ANNEES	INDICE des prix de gros (1).	INDICE des prix de détail (2).	MOYENNE des deux indices.	INDICE de la valeur du franc.	COEFFICIENTS DE TRANSFORMATION des francs courants. En francs 1938.	En francs 1951.	En francs 1952.
1938	100	100	100	100	1	24,65	26,21
1939	105	108	106	94,3	0,943	23,26	24,73
1940	139	129	134	74,6	0,746	18,40	19,56
1941	171	150	161	62,1	0,621	15,31	16,28
1942	201	175	188	53,2	0,532	13,11	13,94
1943	234	224	229	43,7	0,437	10,76	11,44
1944	264	285	275	36,4	0,364	8,96	9,53
1945	375	393	384	26	0,260	6,42	6,82
1946	648	645	647	15,5	0,155	3,81	4,05
1947	989	1.030	1.010	9,9	0,099	2,44	2,59
1948	1.712	1.632	1.672	6	0,060	1,47	1,57
1949	1.917	1.817	1.867	5,4	0,054	1,32	1,4
1950	2.166	1.945	2.056	4,9	0,049	1,20	1,27
1951	2.651	2.279	2.465	4,1	0,041	1	1,06
1952	2.778	2.464	2.621	3,8	0,038	0,94	1
1953	2.651	2.420	2.535	3,9	0,039	0,97	1,03
1954	2.605	2.402	2.504	3,9	0,039	0,97	1,03
1955	2.601	2.428 (3)	2.514	3,9	0,039	0,97	1,03
1956	2.714	2.475	2.595	3,85	0,038	0,94	0,99
1957	2.870	2.541 (4)	2.705	3,70	0,037	0,90	0,97

(1) Indice général pondéré des prix de gros de 135 marchandises. A partir de 1951, les indices donnés sont le produit de l'indice actuel (319 articles), base 100 en 1949, par le coefficient de conversion 19,17.

(2) Indice des prix de détail à Paris (34 articles).

(3) Indice 1949 = 100 × 16,76.

(4) Indices des 250 articles × 24,60.

N. B. — Pour retrouver, avec ces indices, la base 100 en juillet 1914, il faut multiplier les indices des prix de gros par 6,40, les indices des prix de détail par 7,6, la moyenne par 6,73.

Pour obtenir le coefficient de transformation des francs courants en francs 1914, il faut diviser par 6,73 les coefficients indiqués pour la conversion en francs 1938 ou les multiplier par 0,148.

V. — INVESTISSEMENTS ET CONSTRUCTION

A. — Formation brute de capital fixe et produit national.

a) Evolution de la formation brute de capital fixe (stocks compris) par rapport au produit national brut aux prix de marché

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
	En milliards de francs courants.								
Formation brute de capital fixe	1.680	1.790	2.180	2.600	2.490	2.700	3.100	3.560	4.050
Produit national brut	8.600	9.850	12.110	14.340	14.930	15.790	17.020	18.590	20.520
	En milliards de francs 1954.								
Formation brute de capital fixe	2.570	2.580	2.560	2.570	2.480	2.700	3.060	3.360	3.630
Produit national brut	12.740	13.670	14.130	14.470	15.030	15.790	16.740	17.610	18.690
	En pourcentage.								
Formation de capital fixe par rapport au produit national brut	19,5	18,2	18	18,1	16,7	17,1	18,2	19,2	19,7

Source : Commission des comptes de la nation.

b) Répartition de la formation de capital brut depuis 1954
(En milliards de francs.)

	ENTREPRISES	MENAGES	ADMINISTRATIONS	TOTAL	STOCKS
1. Aux prix courants:					
1954	1.754	543	305	2.602	97
1955	1.983	643	350	2.976	125
1956	2.297	673	386	3.356	208
1957	2.675	787	410	3.872	274
2. Aux prix de 1954:					
1954	1.754	543	305	2.602	97
1955	1.971	624	341	2.936	123
1956	2.189	616	336	3.169	198
1957	2.410	668	351	3.429	204

Source: Commission des comptes de la nation.

c) Investissements des entreprises individuelles
(En milliards de francs courants.)

ANNÉES	INVESTISSEMENTS bruts et stocks.	ÉPARGNE BRUTE des entreprises.
1951	2.286	1.943
1952	2.101	1.906
1953	1.774	1.796
1954	1.851	1.908
1955	2.108	2.086
1956	2.505	2.173
1957-1958	2.849	2.446

Source: Commission des comptes de la nation.

d) Répartition des investissements en 1956 et 1957

ANNÉES	INVESTISSEMENTS administratifs.	LOGEMENTS	INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS				TOTAL
			Matériel de transports.	Matériel agricole.	Autres équipements.	Total.	
1° Aux prix courants (en milliards de francs):							
1956	386	832	447	140	1.590	2.177	3.395
1957	414	964	501	174	1.829	2.504	3.882
2° Aux prix de 1956 (en milliards de francs):							
1956	386	832	447	140	1.590	2.177	3.395
1957	384	893	485	169	1.739	2.393	3.670
3° En volume:							
1957 (1956 = 100)	99	107	108,5	120	109	110	108

Source: Budget de la loi de finances pour 1958.

B. — Ressources d'origine métropolitaine consacrées au financement d'investissements dans la métropole et dans les pays d'outre-mer.

a) Ensemble

	1954	1955	1956	1957
	(En milliards de francs courants.)			
Fonds publics	744	750	856	966
Organismes spécialisés et assurances (2)	205	263	341	414
Marché financier (3)	210	261	280	400
Crédit à moyen terme (4):				
Variation d'encours	148	204	256	270
Evaluation des amortissements.	134	145	187	(1) 195
Solde des autres emplois et ressources	1.225	1.396	1.476	1.627
Total (5) (formation brute de capital fixe en métropole).	2.666	3.019	3.395	3.882
Investissements hors métropole financés:				
Sur fonds publics métropolitains.	(153)	(177)	(162)	(225)
Sur prêts des organismes spécialisés	(12)	(11)	(8)	(2)
Sur marché financier	(5)	(8)	(19)	(60)
	(En pourcentage.)			
Pourcentage du montant de la formation brute de capital fixe en métropole:				
Fonds publics	27,5	25	25	25
Organismes spécialisés et assurances	7,5	9	10	10,7
Marché financier	7,5	9	8,5	10,3
Crédit à moyen terme (variation d'encours, plus amortissements)	10,5	11	13	12
Autofinancement et ressources diverses	47	46	43,5	42
Total	100	100	100	100

(1) Le montant des amortissements est calculé dans ce tableau, déduction faite de la consolidation des prêts spéciaux à la construction, pour un montant de 49 milliards dont 30 milliards sont à la charge du Crédit foncier et 19,6 milliards supportés par le Trésor, ont été compris dans le total des fonds publics.

(2) Montant des prêts consentis à des emprunteurs exerçant leur activité dans la France métropolitaine, réalisés par la caisse des dépôts et consignations, le Crédit national, le Crédit foncier, la Caisse centrale de crédit hôtelier et le Crédit agricole, sur des ressources autres que les avances du fonds de développement; montant des souscriptions des compagnies d'assurances aux emprunts qui leur sont réservés.

(3) Souscriptions nouvelles en espèces, du public, à des émissions de valeurs à revenu fixe indexé ou variable, à l'exception des ventes de certificats pétroliers, des emprunts de l'Etat, des postes, télégraphes et téléphones et des établissements énumérés (en note 2), ainsi que les sociétés exerçant leur activité hors de la France métropolitaine; souscription de parts de sociétés à responsabilité limitée, on a considéré que sur les 89 milliards de francs représentant le volume service des émissions des sociétés pétrolières et des facultés de financement de recherches pétrolières en 1957, 60 milliards de francs étaient destinés au financement d'investissement hors de la métropole.

(4) Non compris les crédits à l'exportation.

(5) Ces chiffres, publiés avant ceux de la commission des comptes de la nation, ont été établis sans qu'il puisse être tenu compte des derniers rectificatifs apportés aux comptes de la nation. Ils sont donc légèrement différents de ceux indiqués plus haut, qui sont plus récents.

Source: Fonds de développement économique et social.

b) Prêts des organismes spécialisés

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1952	1954	1955	1956	1957 (P.)
Crédit foncier (1)	22,5	29,8	28,6	48,8	51,1
Crédit national	10,4	14,3	21,8	28	23,7
Caisse nationale de crédit agricole	4,3	18,7	34,4	55	65
Caisse des dépôts et consignations (2)	70,2	141,3	169,7	213,2	249,7
Caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel (3)	1	1,1	1,2	1,8	2
Compagnies d'assurances (4).	7,8	11,4	17,9	2	8
Total	116,2	216,6	273,6	348,8	415,5

(1) Prêts sur ressources propres aux collectivités et prêts fonciers ordinaires.

(2) Ces chiffres comprennent les prêts directs réalisés par la caisse au profit des collectivités, les prêts obligataires spéciaux autres que ceux qui sont consentis à d'autres établissements spécialisés et les participations à des sociétés immobilières.

(3) Non compris les prêts accordés en réemploi des remboursements de prêts réalisés antérieurement sur avances de fonds.

(4) Emprunts recensés auprès de compagnies (sauf emprunts d'autres établissements et de budgets annexes).

Source: Fonds de développement économique et social.

c) Emissions sur le marché financier métropolitain

Versements en espèces. — Souscriptions nouvelles du public (1).

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1952	1954	1955	1956	1957
Valeurs à revenu fixe.					
Secteur public et semi-public:					
Emprunts d'Etat et P. T. T.	228	88	61	401	84
Collectivités publiques et groupements de sinistrés.	2	10	14	2	2
Entreprises nationales	31	70	49	90	139
Crédit national, Crédit foncier, Crédit agricole	8	72	64	59	100
Secteur privé:					
Obligations industrielles	7	44	84	74	60
Valeurs à revenu variable.					
Actions et parts S. A. R. L.	74	91	122	133	258
Certificats pétroliers	»	»	»	»	20
Emissions étrangères	»	»	4	13	»
Totaux	350	397	422	774	687

(1) Non compris les souscriptions de la caisse des dépôts et des compagnies d'assurances.

Sources: Fonds de développement économique et social et Conseil national du crédit.

d) Dépenses effectuées sur fonds publics

(Métropole et outre-mer.)

(En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1952	1954	1955	1956 (P.)	1957 (P.)
Dépenses directes de l'Etat et subventions (V et VI A)	177	201	(1) 202,5	272,7	555,6
Reconstruction (VII) :					
Dépenses en espèces	308	235,7	206	163,4	145
Mobilisation et remboursement des titres	16	33	48,2	58,3	60
Prêts du fonds de développement (sauf H. L. M.)	295	275	295,5	284,9	304,60
Prêts H. L. M.	51	70	72,8	99,8	143,7
Dépenses sur ressources affectées	»	39,1	54,7	82,1	89,2
Comptes spéciaux	23	6	5,8	7,9	42,4
Budgets annexes (charges propres)	2	42,5	41,9	49	49,8
Total dépenses d'investissement	872	902,3	927,4	1.018,1	1.190,3
Total dépenses publiques (2)	3.586	4.011	4.201	4.083	5.272
Pourcentage dépenses d'investissement des dépenses totales	24,3 %	22,5 %	22,5 %	21,8 %	22,5 %

(1) Non compris 7 milliards de dépenses perçues en recettes au F. D. E. S. (conversion) et 3,4 milliards de dépenses sur fonds de concours pour travaux d'intérêts militaires.

(2) Dépenses budgétaires, titre VIII inclus sans contraction, charges propres d'équipement des budgets annexes civils, dépenses du F. D. E. S. et excédent des dépenses des autres comptes spéciaux du Trésor.

Source : Fonds de développement économique et social.

e) Répartition des crédits a moyen terme mobilisables selon le secteur économique

Variation des en-cours.

1° *Crédits à moyen terme mobilisables.*

(Utilisation en milliards de francs.)

EN-COURS AU 31 DÉCEMBRE	1952	1954	1955	1956 (P.)	1957 (P.)
Construction	67	287	481	635	802
Entreprises nationales	126	206	222	268	318
Industrie et commerce	206	205	194	227	287
Agriculture	40	48	53	58	69
Total	439	746	950	1.188	1.476

2° *Crédits nouveaux.*

En tenant compte à la fois de la variation des en-cours et de l'estimation des amortissements effectués sur utilisation de crédits anciens, il est possible d'évaluer de façon approximative le volume des nouveaux crédits accordés dans l'année, ce qui donne une vue plus complète de l'importance des investissements financés dans chaque secteur par recours aux crédits à moyen terme mobilisables.

DÉSIGNATION	1955			1956			1957		
	Variation de l'en-cours	Amortissement.	NOUVEAUX crédits.	Variation de l'en-cours	Amortissement.	NOUVEAUX crédits.	Variation de l'en-cours.	Amortissement.	NOUVEAUX crédits.
Construction	+ 194	12	206	+ 172	50	222	+ 149	84	233
Entreprises nationales	+ 16	43	59	+ 46	49	95	+ 50	58	108
Industrie et commerce	— 11	75	64	+ 33	90	123	+ 60	85	145
Agriculture	+ 5	15	20	+ 5	16	21	+ 11	17	28
Total	+ 204	145	349	+ 256	205	461	+ 270	244	514

Source : Fonds de développement économique et social.

C. — **Investissements dans les pays d'outre-mer** (1).

a) Afrique du Nord

1. *Algérie*. (En milliards de francs courants.)

DESIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956	1957
A. — Fonds publics métropolitains	20,2	30,4	30,4	52,8	56,4	»
B. — Ressources privées mixtes recensées:						
Institutions financières métropolitaines	4,4	6,9	8,5	6	7,2	»
Augmentation de capital et émissions publiées au *Bulletin des Annonces légales obligatoires* de la métropole	0,1	0,7	1,5	20,3	20	»
Financement privé de la recherche pétrolière	0,7	4,5	7	3,8	3,6	»
C. — Ressources locales:						
Crédits des budgets locaux et bons d'équipement	20,7	15	14,8	15,6	14,2	»
Ressources de trésorerie	2,1	2,9	0,3	2,7	1,6	»
Prêts des établissements de crédit semi-publics locaux	4,6	»	0,6	1,7	2,1	»
Crédits bancaires	11,6	3,7	2,8	1,6	2,3	»
Ressources propres des établissements et collectivités	7,8	10,6	7	5,3	4	»
Habitat	»	»	17	9,5	1,7	»
Total	46,8	32,2	32,5	31,3	33,9	»
D. — Ressources étrangères	0,3	»	»	3	6	»
Total des ressources recensées ou évaluées	81,5	74,7	95,9	117,2	127,1	»

(1) L'état d'avancement des travaux en matière de comptabilité nationale ne permet pas encore de connaître d'une manière certaine le volume des investissements réalisés dans les pays d'outre-mer.

Source: Fonds de développement économique et social.

2. *Tunisie et Maroc*. (En milliards de francs courants.)

DESIGNATION	TUNISIE					MAROC				
	1952	1953	1954	1955	1956	1952	1953	1954	1955	1956
A. — Fonds publics métropolitains	12	15,1	14,5	13	5,8	14,6	22,2	20,9	23,8	19
B. — Ressources privées mixtes:										
Institutions financières métropolitaines	1,2	0,8	1,5	2,4	»	3,8	5,1	4,5	4,7	1,6
Augmentations de capital et émissions publiées au *Bulletin des Annonces légales obligatoires* métropolitain	1,2	1	»	»	0,7	0,9	3,4	1,1	2,4	3
Financement privé de la recherche pétrolière	1	1,6	0,9	»	0,3	0,4	»	0,1	»	»
Autres recours des sociétés locales au marché financier métropolitain et local	»	»	»	»	»	10	7,5	7	6	»
C. — Ressources locales	3,8	4,4	5,2	2,9	6,8	38,8	33,3	35,6	23	11,5
Total	19,2	22,9	18,2	12,8	»	68,5	71,5	69,2	50,6	35,6
D. — Ressources étrangères	0,9	1,4	1,1	1,6	»	»	2,4	1	»	»

Source: Fonds de développement économique et social.

b) Territoires d'outre-mer
(En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956
A. — Fonds publics métropolitains	68	72,3	80,3
B. — Ressources privées:			
Augmentations de capital et émissions publiées au *B. A. L. O.* de la métropole	3,7	2,7	0,7
Crédits bancaires	3,4	4,8	8,7
Apport propre des sociétés aidées par la caisse centrale de la France d'outre-mer	1,9	2,3	2,5
Financement privé pour la recherche pétrolière	»	0,5	2,8
Total	9	10,3	14,7
C. — Fonds publics locaux	31,5	33,6	27
Total des ressources évaluées et recensées	108,5	116,2	122
Pour évaluation: volume total des investissements	211	227	264

Source: Fonds de développement économique et social.

c) Départements d'outre-mer
(En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956
A. — Fonds publics métropolitains	6,6	8,3	10,4
B. — Ressources mixtes et locales:			
Augmentations de capital d'émission publiées au *B. A. L. O.*	»	»	0,5
Caisse des dépôts et consignations	»	»	0,1
Fonds publics locaux	0,5	0,8	0,2
Total	7,1	9,1	11,2

Source: Fonds de développement économique et social.

D. — **Logement.**

a) Part de la construction de logements et des réparations d'immeubles dans les investissements totaux de la nation et le produit national brut depuis 1949

Données statistiques extraites de la comptabilité nationale.

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Construction de logements et réparations d'immeubles (en milliards)	337	362	463	522	552	659	760	832	964
Total des investissements productifs (en milliards)	2.296	2.323	2.446	2.377	2.397	2.603	2.900	3.395	3.882
Pourcentage de la construction de logements et de la réparation d'immeubles dans les investissements	14,7	15,6	18,9	22	23	25,3	26,2	24,5	24,8
Produit national brut (en milliards)	8.600	9.850	12.110	14.340	14.930	15.790	17.020	18.590	20.520
Pourcentage de la construction de logements et de la réparation d'immeubles dans le P. N. B.	3,9	3,7	3,8	3,6	3,7	4,2	4,5	4,5	4,7

b) Financement total de la construction de logements
(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957
A. — Crédits nouveaux:				
Prêts H. L. M.	86	93	144	179
Prêts spéciaux (loi du 21 septembre 1950)	116	186	195	215
Autres crédits:				
Long terme	2	6	17	24
Moyen terme	29	32	28	31
Court terme	3	8	5	»
Total des crédits	236	325	389	449
B. — Autres ressources (évaluation)	297	352	386	451 (1)
C. — Total (évaluation)	533	677	775	900 (1)

(1) Chiffres provisoires.
Source : Conseil national du crédit.

c) Part de l'Etat dans le financement de la construction de logements
(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	RÉALISATIONS			PRÉVISIONS
	1954	1955	1956	1957
Logement des fonctionnaires	»	»	1	1
Dommages de guerre :				
Règlements en espèces (a)	111,5	88,5	97,8	89,7
Règlements par titres (b)	35	23,5	30,5	32
Versements du Trésor aux organismes d'habitations à loyer modéré de la métropole	67,5	69,5	94,8	138,7
Charges supportées par le Trésor pour la consolidation des crédits à moyen terme construction	»	»	»	(e) 19,6
Total fonds publics	214	181,5	223,1	281
Variation d'encours du crédit à moyen terme construction (c)	190	181	166	143
Consolidation des crédits à moyen terme par le Crédit foncier (c)	»	»	18	33
Emprunts des organismes d'habitation à loyer modéré bonifiés par le Trésor	9	13,5	17,5	22
Caisse des dépôts et Crédit foncier (autres que moyen terme ou bonifiés)	23	35,5	50,5	55
Solde des autres emplois et ressources	360	415,5	455,9	521
Total dépenses logements (d)	796	827	931	1.055,7

(a) Indemnités réglées en espèces pour la reconstruction d'immeubles d'habitation + avances aux associations syndicales de reconstruction + diverses dépenses directes de l'Etat (travaux préliminaires, travaux d'offices, constructions d'Etat et chantiers et chantiers expérimentaux).

(b) Titres remis en payement des indemnités de dommages de guerre pour la reconstruction d'immeubles d'habitation.

(c) Variation du volume des effets de mobilisation de crédit à moyen terme émis pour le financement de la construction. Ce chiffre est légèrement inférieur au volume total des effets émis par le Crédit foncier et le Sous-Comptoir des entrepreneurs.

(d) Payements effectués dans l'année pour la construction de logements (y compris la voirie intérieure, les frais divers et les honoraires d'architectes) ainsi que pour le gros entretien des immeubles d'habitation.

(e) Dépenses prévisibles inférieures de 4 milliards aux crédits ouverts par le projet de loi n° 5884 du 21 novembre 1957.

Source : Fonds de développement économique et social.

d) Constructions privées

1° *Prêts du Crédit foncier.*

Nature des prêts accordés et des constructions correspondantes.
(Ensemble des constructions.)

DÉSIGNATION	ANNÉES						
	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Nombre des prêts accordés (en milliers)	28,4	31,0	58,5	55,5	54,2	45,7	9,4
Montant total des prêts accordés (en milliards de francs)	72	93	185	217	233	210	49
Montant total des devis initiaux (1) (en milliards de francs)	132	160	285	314	337	300	71
Nombre de logements créés (en milliers)	36,7	48,9	107,3	126,4	128,6	113,8	27
Nombre total de pièces créées (2) (3) (en milliers)	142,5	185,5	408,3	485,6	495,6	439,9	103,1
Surface habitable totale créée (3) (en millions de mètres carrés)	3,12	3,86	7,66	8,91	9,10	7,87	1,9

Nota. — Les résultats détaillés correspondant aux années 1951 à 1953 ont été publiés en supplément trimestriel au *Bulletin mensuel de statistique*.

(1) Devis ne comprenant pas le prix d'acquisition du terrain ni les frais de viabilité.

(2) Les cuisines familiales sont comptées comme pièces.

(3) Y compris celles correspondant à des constructions ne donnant pas lieu à création de logements (agrandissement...).

Sources : Crédit foncier, I. N. S. E. E.

2° *Primes à la construction.*

DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Nombre de logements ayant fait l'objet d'une décision provisoire de prime (1)	11.155	66.530	70.994	109.285	178.203	197.332	211.000	140.000
Dont primes à 1.000 F	»	»	»	22.042	76.059	92.968	»	(2) 62.400
Nombre de logements ayant fait l'objet d'une décision définitive de prime (1)	106	6.039	20.346	30.808	52.806	82.834	107.000	125.000
Dont primes à 1.000 F	»	»	»	91	6.381	27.513	46.800	(2) 46.800
Montant total des primes payées (millions de francs)	»	»	655	1.757	3.720	7.269	12.507	»

(1) Ces chiffres s'entendent annulations non déduites.
(2) Le pourcentage de primes à 1.000 F a été plus fort en 1956 et 1957 que pendant les années antérieures.
Source: Fonds de développement économique et social.

3° *Permis de construire.*
(Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	UNITÉ	1954	1955	1956	1957	1958 1er trim.	1958 2e trim.	1958 3e trim. (P.)
Nombre de logements autorisés.								
France entière	Logement.	69.767	73.192	88.439	83.602	75.210	92.071	80.448
Dont: reconstructions	—	10.389	7.573	4.874	2.702	1.629	1.627	»
Dont: constructions neuves	—	59.378	65.619	83.565	80.899	73.581	90.444	8.043
Seine (ensemble du département)	—	7.665	10.815	12.193	10.028	9.267	11.102	»
Seine-et-Oise (ensemble du département)	—	6.367	6.671	6.803	7.792	10.840	8.799	8.130
Dimensions moyennes.								
Nombre moyen de pièces d'habitation par logement (*a*) (*b*)	Pièce.	»	»	3,6	3,6	3,6	3,5	»
Surface habitable par logement (*a*) (*c*)	M²	»	»	64	66	66	64	»
Répartition des logements autorisés selon le nombre de pièces d'habitation (b) (a).								
Logements d'une pièce	Pourcentage.	»	»	3	3	4	4	»
Logements de deux pièces	—	»	»	14	11	12	14	»
Logements de trois pièces	—	»	»	33	32	32,5	32	»
Logements de quatre pièces	—	»	»	32	35	34	33	»
Logements de cinq pièces	—	»	»	14	15	13,5	14	»
Logements de six pièces et plus	—	»	»	4	4	4	3	»
Ensemble	—		»	100	100	100	100	»
Répartition des logements autorisés selon la catégorie d'agglomération.								
Agglomération et zone suburbaine de Paris	Pourcentage.	»	»	20	20	24	20	»
Agglomération de 200.000 à 999.999 habitants	—	»	»	15	15	13	12	»
Agglomération de 100.000 à 199.999 habitants	—	»	»	7	7	7	9	»
Agglomération de 50.000 à 99.999 habitants	—	»	»	8	8	6,5	8	»
Agglomération de 20.000 à 49.999 habitants	—	»	»	12	11	9	12,5	»
Agglomération de 10.000 à 19.999 habitants	—		»	7	6,5	6	6	»
Agglomération de 5.000 à 9.999 habitants	—	»	»	7	7	6	6	»
Agglomération de 2.000 à 4.999 habitants	—	»	»	6	6	7,5	7	»
Unités rurales (*d*)	—	»	»	18	19,5	21	19,5	»
Ensemble	—	»	»	100	100	100	100	»

(*a*) La France entière (sauf Seine jusqu'au deuxième trimestre 1956 inclus).
(*b*) Pièce principale ayant plus de 6 m², y compris éventuellement la cuisine lorsque celle-ci a une surface habitable supérieure à 12 m². Les pièces annexes (salle de bains, w.-c., couloir, buanderie, etc.) ne sont pas comptées comme pièces d'habitation.
(*c*) Surface de plancher construite, sous déduction de l'espace occupé par les murs, cloisons, emmarchements et trémies d'escalier, gaines, embrasures de portes et fenêtres n'excédant pas 0,30 m de profondeur.
(*d*) Communes de moins de 2.000 habitants agglomérées au chef-lieu, non comprises dans une agglomération urbaine.
Sources: Ministère du logement et de la reconstruction, I. N. S. E. E

VI. — MARCHE MONETAIRE

A. — Marché monétaire. (Données d'ensemble.)

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1957				1938	1952	1953	1954	1955	1956	1957
	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim. (8).							
A. — *Banque de France.*											
Taux d'escompte de la Banque de France (1):											
1958	5	5	5	4,5	2,66	4	3,83	3,25	3	3	»
Avances sur titres (2):											
1958	7	7	7	7	3,7	4,5	4,5	5,5	4,5	4,5	»
Avances à trente jours (3):											
1958	3	3	3	3	2,66	3,5	3,5	3,25	3	3	3
Argent au jour le jour (7):											
1958	9	11,6	11	9	2,16	3,79	4,04	3,59	3,16	(7) 3,19	(7) 4,28
B. — *Or fin* (francs).											
1 gramme d'après le prix du kilogramme:											
1958	530	523	515	516	39,15	526	482	424	429	460	498
C. — *Devises.*											
Dollar (cours parallèle) (4):											
1958	454	447	442	443	34,95 (cours libre)	415	400	369	372	397	427
Franc suisse (cours parallèle) (5):											
1958	108	107	105	106	7,99 (cours libre)	96	93	86	88	95	102
Livre sterling (cours parallèle) (6):											
1958	1.236	1.247,7	1.245,5	1.240,3	170,9 (cours libre)	1.010	1.044	995	992,9	1.043	1.138,8

(1) 3 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 4 p. 100 à partir du 8 novembre 1951; 3,50 p. 100 (15 septembre 1953); 3,25 p. 100 (4 février 1954); 3 p. 100 (3 décembre 1954).

(2) A partir du 11 octobre 1951 et 4,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951.

(3) 3 p. 100 à partir du 9 octobre 1951 et 3,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951. — *N. B.:* Le taux des bons du Trésor a été abaissé de 0,25 p. 100 le 5 décembre 1954.

(4) Cours libre officiel moyen: 1954-1955-1956: 350.

(5) Cours libre officiel moyen: 1954-1955-1956: 350.

(6) Cours libre officiel moyen: 1954-1955-1956: 980.

(7) Effets publics plus effets privés.

(8) Moyenne octobre-novembre.

Sources: Banque de France, I. N. S. E. E.

B. — Ensemble des devises.

Cours de l'or et des principales monnaies étrangères.

(Cours moyen en francs français) (1).

PAYS	UNITES ET DIVISIONS	ANNEE 1938	TROIS DERNIÈRES ANNEES 1952	1953	1954	ANNEES 1955	1956	1957	1958
	Or:								
	Gramme de fin	39,15	526	482	424	429	460	498	515
	Pièce française de 20 F (5,806 g de fin)	225,75	4.078	3.673	2.754	2.639	3.232	3.716	3.476
Afrique du Sud	1 livre sud-africaine (20 shillings)	170,60	979	979	979	979	981	982	1.174
Allemagne occidentale	1 deutsche mark (100 pfennigs)	14,05	83,33	83,33	83,33	83,33	83,33	83,33	100
Argentine	1 peso argentin (100 centavos)	8,98	25	25,02	25,08	19,44	19,44	(3) 23,17	23,17
Australie	1 livre australienne (20 shillings)	136,40	782,50	782,50	782,50	783,12	784	785,37	938
Autriche	1 schilling (100 groschen)	5,05	13,46	13,46	13,46	13,46	13,46	13,46	16,15
Belgique-Luxembourg	1 franc belge (100 centimes):								
	Libre	1,18	7,02	7,01	7	7	7	7	8,40
	Parallèle	»	7,56	7,61	7,20	7,52	7,89	8,38	8,85
Brésil	1 cruzeiro (100 centavos)	2,03	18,87	9,20	8,20	5,44	5,40	5,19	2,69
Canada	1 dollar canadien (100 cents)	34,76	357,49	355,60	359,50	355	355,74	364,94	429,2
Danemark	1 couronne danoise (100 öre)	7,60	50,67	50,67	50,67	50,67	50,67	50,67	60,80
Egypte	1 livre égyptienne (100 piastres)	175,02	1.005	1.005	1.005	1.005	1.005	»	»
Espagne	1 peseta (100 centimos)	»	8,93	9,08	9,22	9,22	9,22	(2) 10	10
Etats-Unis	1 dollar (100 cents):								
	Libre	34,95	349,96	349,97	349,97	349,97	349,97	349,98	420,
	Parallèle	»	415	400	369	372	396,30	426	442
Finlande	1 mark finlandais (100 penni)	0,79	1,52	1,52	1,52	1,52	1,52	1,43	1,31
Grande-Bretagne	1 livre sterling (20 shillings):								
	Officiel	170,60	980	980	980	980	980	980	1.176
	Parallèle	»	1.009,80	1.044,10	995,2	992,09	1.043	1.139	1.240
Grèce	1 drachme (100 lepta)	0,31	0,023	0,012	(1) 11,67	11,59	11,70	(3) 14	14
Inde	1 roupie (16 annas = 64 pice)	12,77	73,50	73,50	73,50	73,52	73,67	73,72	88,13
Irak	1 livre irakienne (5 rials = 20 dirhams)	170,60	979,50	979,50	979,50	979,83	982,20	983,75	1.175,5
Israël	1 livre israélienne (1.000 prutot)	»	350	350	194,44	194,44	194,44	(3) 233,3	233,3
Italie	1 lire (100 centesimi)	1,84	0,56	0,56	0,56	0,56	0,56	0,56	0,67
Japon	1 yen (100 sen = 1.000 rin)	0,92	0,98	0,98	0,98	0,98	0,98	(3) 1,16	1,16
Mexique	1 peso mexicain (100 centavos)	8,15	40,50	40,57	(2) 28	28	28	28	»
Norvège	1 couronne norvégienne (100 öre)	8,94	49	49	49	49	49	49	59
Nouvelle-Zélande	1 livre néo-zélandaise (20 shillings)	137	973,50	973,50	973,50	973,79	975,65	976,29	1.167
Pakistan	1 roupie (16 annas = 64 pice)	12,80	105,72	105,72	105,72	73,55	73,67	73,72	88,13
Pays-Bas	1 florin (100 cents)	19,22	92,10	92,10	87,52	92,1	92,10	92,10	110,53
Pologne	1 zloty (100 groszy)	6,60	87,52	87,52	92,10	87,57	87,72	(3) 105	105
Portugal	1 escudo (100 centavos)	1,55	12,17	12,17	12,15	12,09	12,17	12,17	14,61
Suède	1 couronne suédoise (100 öre)	8,79	67,65	67,66	67,66	67,66	67,66	67,66	81,19
Suisse	1 franc suisse (100 centimes):								
	Libre	7,99	80,13	80,35	80,32	79,99	80,04	80,04	96,03
	Parallèle	»	96	93	86	88	94,60	102,02	105,3
Turquie	1 livre turque (100 piastres)	28,07	124,38	124,38	124,38	124,54	125	(3) 149,3	149,3
Union soviétique	1 rouble (100 kopecks)	»	87,50	87,50	87,50	87,50	87,50	(3) 105	105
Venezuela	1 bolivar (100 centimos)	11,10	104,72	104,72	104,72	104,73	104,82	(3) 125,87	125,78
Yougoslavie	1 dinar (100 paras)	0,83	1,17	1,17	1,17	1,17	1,17	1,17	1,44

(1) Echange de billets le 1er mai 1954 sur la base de 100 drachmes anciennes pour une nouvelle.
(2) A compter d'avril 1954.
(3) A compter d'août 1957.

N. B. — Rappelons qu'à côté du franc métropolitain ayant cours en Algérie, en Tunisie, au Maroc, à la Martinique, à la Guadeloupe et en Guyane, de la piastre indochinoise valant 10 francs métropolitains (à compter du 11 mai 1953) et de la roupie des Etablissements français de l'Inde, rattachée au dollar des Etats-Unis sur la base de 4,762 roupies pour un dollar, soit 1 roupie = 73,50 francs, existent depuis 1949 dans l'Union française: 1° le franc C. F. A. en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo, au Cameroun, à Madagascar, à la Réunion et à Saint-Pierre et Miquelon, valant 2 francs métropolitains; 2° le franc C. F. P. en Nouvelle-Calédonie, et dans les possessions françaises d'Océanie, valant 5,5 francs métropolitains; 3° le franc de Djibouti rattaché au dollar des Etats-Unis sur la base de 214,4 francs pour un dollar, soit 1 franc Djibouti = 1.64 franc métropolitain.

Source: Ministère des finances.

C. — Valeurs mobilières.

Indices des cours à la Bourse de Paris. (Moyennes hebdomadaires.)
(Moyenne 1949 = 100)

DÉSIGNATION	COEFFICIENT de raccord (*)	1950	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958 1er trim.	1958 2e trim.	1958 3e trim.	1958 4e trim. (oct.).
1. *Indice de 295 valeurs françaises à revenu variable*	11,4	90	143	159	214	302	308	390	377	339	340	345
185 valeurs métropolitaines	10,22	98	155	175	248	364	375	479	461	413	415	420
Dont :												
122 valeurs industrielles (1)	10,71	95	151	162	227	333	353	476	425	391	383	387
Pétrole, carburants	19,27	89	149	148	312	611	721	1.095	1.009	858	846	799
Industries extractives	13,79	88	126	137	147	179	191	222	219	207	212	211
Métallurgie	8,98	97	170	200	235	361	408	628	620	549	568	599
Constructions mécaniques, électriques et navales	12,64	105	170	195	285	350	291	283	263	248	249	254
Automobiles	8,50	111	180	169	280	495	420	395	374	355	360	357
Produits chimiques et électro-métalliques	5,89	82	118	160	169	276	324	410	415	382	391	414
Textiles	20,18	97	140	123	134	141	133	163	155	148	149	150
Transports	11,98	92	166	202	233	331	367	371	314	292	284	293
Grands magasins	5,97	96	143	188	293	484	647	799	724	680	686	697
Banques	4,47	128	205	272	464	643	617	689	715	683	727	784
Assurances	1,91	122	433	656	1.284	2.155	1.758	1.851	2.089	1.984	2.061	2.280
90 valeurs outre-mer	11,91	85	129	142	153	170	140	158	169	162	165	174
Agriculture	8,08	88	131	131	144	144	100	94	99	97	101	108
Caoutchouc (plantations)	2,65	94	168	119	113	155	143	177	175	189	193	204
Mines métalliques	8,46	82	121	149	172	215	199	241	221	239	238	243
Banques et sociétés foncières	9,54	84	119	141	166	175	135	138	148	147	153	168
Sociétés de portefeuille	20,14	86	115	118	119	133	97	110	132	123	127	131
20 valeurs de sociétés françaises exploitant à l'étranger	15,59	77	105	97	105	126	122	133	133	128	127	132
2. *Indice de 25 valeurs étrangères*	(4) 6,78	97	156	150	173	237	269	294	263	250	252	263
3. *Indice de 62 valeurs françaises à revenu fixe et indexé* (2)	»	99,8	111,2	113,6	116,4	127	132	127,2	127	125,5	130	130,8
Rentes perpétuelles (3)	»	98,2	113,9	117,2	117,7	122,6	118,6	106,9	105	108,2	121,4	119
Secteurs ind. public à revenu indexé (7)	»	99,3	137,1	142,3	153,2	188,6	128,1	242,7	244,5	236,1	242,2	243,5
Secteur libre (22)	»	104,1	102,8	106,1	111,4	120,9	119,5	106,5	105	104,9	108,2	110

(*) Ces coefficients, multipliés par les indices hebdomadaires base 100 en 1949, permettent d'obtenir des indices base 100 fin 1938 (31/12).

Les coefficients de raccord à la base 100 = moyenne 1938 sont les suivants:
Indice d'ensemble: 13,11; valeurs métropolitaines: 11,96; valeurs étrangères: 6,78; valeurs P. O. M.: 14,41; sociétés françaises à l'étranger: 15,43.

Les indices base 100 = moyenne 1938 doivent être divisés par les coefficients suivants si l'on veut les ramener à la base 100 = 1929:
Indice d'ensemble: 2,43; valeurs étrangères: 1,64; valeurs P. O. M.: 2,25; sociétés françaises à l'étranger: 2,49.

(1) Moyenne des indices en fin de mois

(2) Coefficient de raccord pour les valeurs françaises à revenus fixes: 1,09 (indices 1938 = 100 à diviser par 1,1 pour obtenir un indice des valeurs françaises à revenu fixe sur la base 100 en 1929).

(3) Moyenne des indices en fin de mois.

(4) Coefficient valable à la fois pour obtenir des indices base 100 au 31 décembre 1938 et base 100: moyenne 1938.

Source: I. N. S. E. E.

D. — Marché financier (taux).

(Moyennes hebdomadaires. — Pourcentages.)

DÉSIGNATION	1938	1950	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958 1er trim.	1958 2e trim.	1958 3e trim.	1958 4e trim. (oct.).
Valeurs à revenu variable (295) (actions)	4,29	5,08	5,47	5,45	3,96	2,99	3,38	3,01	3,23	3,4	3,4	3,2
Valeurs à revenu fixe et indexé (62)	»	»	»	»	»	4,73	4,73	5,72	5,82	5,77	5,4	5,3
Rentes perpétuelles	»	6,44	5,54	5,37	5,32	5,04	5,23	5,82	5,91	5,63	5,13	5,31
Secteur industriel public à revenu indexé.	»	5,72	5,18	5,62	5,31	3,94	3,13	3,39	3,74	3,95	3,64	3,84
Secteur libre	»	8,49	8,12	7,90	7,33	6,47	6,70	7,87	8,04	7,82	7,36	7,14
Obligations émises dans le mois non indexées.	6,93	7,02	6,61	6,27	6,39	5,84	5,94	6,37	6,52	6,06	7,31	»
Taux nominal d'émission des bons du Trésor à 1 an	3,13	2,5	2,5	2,67	3,48	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25

(1) Moyenne avril-mai.
Source: I. N. S. E. E.

VII. — FINANCES EXTERIEURES

A. — Balance commerciale (or inclus).
(En milliards de francs.)

1. Résultats globaux
(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958 I	1958 II	1958 III	1958 IV (oct.)
Balance générale:											
Importations	77,19	132,64	121,52	126,84	138,04	164,69	188,79	211,4	212,65	176,3	184,8
Exportations	65,33	118,04	117,24	126,04	141,32	135,22	157,45	178,6	171,15	161,48	206,5
Balance	— 11,86	— 14,60	— 4,28	— 0,80	+ 3,28	— 29,47	— 31,34	— 32,8	— 41,4	— 14,9	+ 21,7
Balance avec l'étranger:											
Importations	57,14	102,63	91,08	92,57	103,98	126,16	143,88	153,1	154,26	128,31	132,8
Exportations	38,10	68,18	73,87	80,47	96,77	91,74	102,85	112,5	108,76	104,77	125,6
Balance	— 19,04	— 34,45	— 17,21	— 12,1	— 7,21	34,44	— 41,03	— 40,6	— 45,5	— 26,54	— 7,2
Balance avec l'Union française:											
Importations	20,05	30,01	30,44	34,27	34,06	38,51	44,91	58,3	58,4	48	52
Exportations	27,23	49,86	43,37	45,56	44,55	43,48	54,60	66,1	62,4	59,71	81
Balance	+ 7,18	+ 19,85	+ 12,93	+ 11,29	+ 10,49	+ 4,97	+ 9,7	+ 7,81	4	+ 12	+ 29

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

a) *Pourcentages de couverture des importations par les exportations.*
(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958 1er trim.	1958 2e trim. (1).	1958 3e trim.	1958 4e trim.
Echanges avec l'étranger	79,4	66,1	66.7	68,4	81,1	86,9	93,1	72,7	71	73,5	70,5	79,3	»
Echanges avec l'Union française outre-mer	133,9	67,8	135,8	166,2	142,5	132,9	130,8	112,9	122	113,5	106,8	124,5	»
Echanges globaux	89,9	66,7	84,6	89	96,5	99,4	102	82	83	84,5	80,5	91,5	»

(1) Moyenne avril-mai.

b) *Part respective de l'étranger et de l'U. F. O. M. dans les échanges extérieurs de la France métropolitaine.*
(Moyennes mensuelles. — Pourcentages.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958 1er trim.	1958 2e trim. (1).	1958 3e trim.	1958 4e trim. (oct.).
Importations:													
Pourcentage étranger	88	73,1	74	74,4	75	73	75,3	76,6	76,2	72,4	72,6	72.8	71,9
Pourcentage Union française outre-mer	12	26,9	26	22,6	25	27	24,7	23,4	23,8	27,6	27,4	27,2	39,1
Exportations:													
Pourcentage étranger	84,2	72,6	58,3	57,8	63	63,8	68,5	67,8	65,3	63	62,6	63	60,8
Pourcentage Union française outre-mer	15,8	27,4	41,7	42,2	37	36,2	31,5	32,2	34,7	37	36,4	37	39,2

(1) Moyenne avril-mai.

c) *Evolutions annuelles.* (En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Importations:											
Etranger	51	34	682	793	1.272	1.232	1.093	1.111	1.248	1.514	1.727
Union française outre-mer	7	12	240	280	335	360	365	411	408	462	539
Total	58	46	1.922	1.073	1.607	1.592	1.458	1.522	1.656	1.976	2.266
Exportations:											
Etranger	41	22	456	686	933	818	887	965	1.161	1.101	1.234
Union française outre-mer	9	8	326	387	546	598	520	547	535	522	655
Total	50	30	782	1.073	1.479	1.416	1.407	1.512	1.696	1.623	1.889
Solde:											
Etranger	— 11	— 12	— 226	— 107	— 339	— 414	— 206	— 146	— 86	— 413	— 493
Union française outre-mer	+ 3	— 4	+ 86	+ 107	+ 211	+ 238	+ 155	+ 136	+ 126	+ 60	+ 116
Ensemble	— 8	— 16	— 140	0	— 128	— 176	— 51	— 10	+ 40	— 353	— 377

Source: Ministère des finances.

2. Répartition des échanges extérieurs par zone (étranger) or exclu

a) *Evolution en 1956 et 1957.*

Moyennes mensuelles (en milliards de francs).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
Zone dollar:					
Importations:					
1957	38,2	34,8	31	24,5	32,1
1958	27,3	29,1	22,8	»	»
Exportations:					
1957	13,7	13,2	14,7	13,6	13
1958	13,4	14	15,5	»	»
Soldes:					
1957	— 24,5	— 21,6	— 16,73	— 10,9	— 19,1
1958	— 14,15	— 15,1	— 7,3	»	»
Zone sterling:					
Importations:					
1957	40,7	43,3	36,2	38,8	39,7
1958	42,3	42,8	36	»	»
Exportations:					
1957	16	16,7	13,7	18,3	16,3
1958	18,6	19,1	14	»	»
Soldes:					
1957	— 24,7	— 26,6	— 22,5	— 20,5	— 23,4
1958	— 23,7	— 23,7	— 22	»	»
Autres zones:					
Importations:					
1957	76,7	71,9	63,5	69,8	70,5
1958	83,3	82,2	69,4	»	»
Exportations:					
1957	70,2	68,7	65,5	84,3	72,1
1958	80,2	75,5	72,1	»	»
Soldes:					
1957	— 6,5	— 3,2	+ 2	+ 14,5	+ 1,6
1958	— 3,1	— 6,7	+ 2,7	»	»

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

b) *Evolutions annuelles des échanges par zones monétaires.*

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Zone dollar:							
Importations	6,89	214,5	167,7	166,1	196,8	270,4	385,2
Exportations	2,35	76,9	97	95,2	110,4	130,8	156
Solde	— 4,95	— 137,6	— 70,7	— 70,9	— 88,1	— 161,6	— 229,2
Zone sterling:							
Importations	9,29	434,6	416,4	393,8	405,6	421,2	476,4
Exportations	4,34	152	142,3	153	201,6	177,6	195,6
Solde	— 3,95	— 282,6	— 274,1	— 240,8	— 214,8	— 243,6	— 280,8
Dont.							
Pays de l'O. E. C. E.:							
Importations	»	»	»	»	174	190,8	232,8
Exportations	»	»	»	»	146,4	120	129,6
Centres zones:							
Solde	»	»	»	»	— 27,6	— 70,8	— 103,2
Importations	»	»	»	»	628,8	770,4	846
Exportations	»	»	»	»	834	760,8	865,2
Solde	»	»	»	»	+ 205,2	— 116	+ 19,2
Dont participants à l'O. E. C. E.:							
Importations	»	»	»	»	464,4	579,6	645,6
Exportations	»	»	»	»	603,6	585,6	675,6
Solde	»	»	»	»	+ 139,2	+ 6	+ 30

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

3. Valeurs des échanges par groupements d'utilisation

(Moyennes mensuelles.) (En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1954	1955	1956	1957	1958 I	1958 II	1958 III
Importations.									
Alimentation humaine, boissons, tabacs:									
Etranger	7,61	12,30	8,72	3,89	16,15	12,78	16,49	16,48	11,25
U. F. O. M.	14,82	21,38	25,29	21,65	23,67	28,45	39,18	38,39	28,61
Total	40,96	33,68	34,01	31,54	39,82	41,23	55,67	54,87	39,86
Matières premières et demi-produits (or inclus) (total):									
Etranger	22,43	75,12	68,01	75,36	86,90	102,70	106,42	103,14	88,12
U. F. O. M.	4,9	8,11	8,11	12,21	14,60	16,19	18,86	19,65	19,06
Total	45,86	83,23	76,12	87,57	101,50	118,89	125,28	122,79	107,18
Dont:									
Energie, lubrifiant:									
Etranger	»	»	»	24,27	28,97	37,59	40,90	38,23	36,14
U. F. O. M.	»	»	»	0,15	0,11	0,21	0,70	0,68	0,90
Total	»	»	»	24,42	29,08	37,80	41,60	38,91	37,04
Demi-produits manufacturés:									
Etranger	»	»	»	17,87	21,44	23,97	27,97	27,27	22,24
U. F. O. M.	»	»	»	2,14	2,39	2,58	2,96	2,79	3,20
Total	»	»	»	20,01	23,83	26,55	30,93	30,06	25,44
Produits manufacturés:									
Etranger	8,57	15,21	15,83	18,72	23,13	28,40	29,72	34,65	28,92
U. F. O. M.	0,29	0,51	0,87	0,20	0,23	0,27	0,29	0,34	0,25
Total	8,86	15,72	16,70	18,92	23,36	28,67	30,01	34,99	29,21
Exportations.									
Alimentation humaine, boissons, tabacs:									
Etranger	4,26	5,83	9,65	14,85	11,31	14,37	13,41	13	9,78
U. F. O. M.	3,95	7,28	7,39	6,93	7,64	9,29	10,61	9,51	9,23
Total	8,21	13,11	17,04	21,78	18,95	23,66	24,02	22,51	19,1
Matières premières et demi-produits (or inclus) (total):									
Etranger	21,02	42,03	47,65	55,19	52,96	55,10	57,61	51,23	52,83
U. F. O. M.	6,3	13,68	11,37	12,15	11,54	14,11	17,65	15,77	16
Total	27,32	55,71	59,02	67,34	64,50	69,21	75,26	67	68,83
Dont:									
Energie, lubrifiant:									
Etranger	»	»	»	8,61	6,38	6,11	7,94	6,42	7,47
U. F. O. M.	»	»	»	2,69	2,90	2,86	4,03	3,84	4,05
Total	»	»	»	11,30	9,28	8,97	11,97	10,26	11,52
Demi-produits manufacturés:									
Etranger	»	»	»	33,54	32,39	35	36,95	33,64	35,20
U. F. O. M.	»	»	»	8,36	7,56	9,94	11,92	10,47	10,42
Total	»	»	»	41,90	39,95	44,94	48,87	44,11	45,62
Produits finis manufacturés:									
Etranger	12,82	20,32	23,17	26,77	27,50	33,38	41,51	44,55	39,15
U. F. O. M.	16,78	28,91	26,80	25,49	24,24	31,19	37,88	37,14	34,47
Total	29,6	49,23	49,97	52,26	51,74	64,57	79,39	81,66	73,62

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

4. Commerce extérieur de la France avec les principaux pays étrangers (or exclu).

Unité: milliards de francs

PAYS	1948	1949	1950	1952	1955	1956	1957
Allemagne:							
Importations	36,9	68,4	69,9	116,7	152,04	200,16	251,88
Exportations	23,4	39,9	84,3	79,9	158,32	168,12	204,96
Grande-Bretagne:							
Importations	18,6	32,5	40,0	53,2	62,64	80,52	83,88
Exportations	31,8	70,1	98,1	75,1	123,72	97,20	103,08
Italie:							
Importations	11,4	17,7	37,3	33,9	36,12	49,80	56,40
Exportations	4,6	15,7	27,9	37,6	64,92	65,28	75,36
Pays-Bas:							
Importations	16,2	22,5	24,0	33,4	48,36	54,24	55,80
Exportations	18,2	35,5	37,3	27,6	50,28	45,60	51,84
Suède:							
Importations	9,5	14,2	17,3	34,6	33,84	44,28	44,28
Exportations	13,1	16,2	24,7	22,2	31,68	24,96	26,88
Suisse:							
Importations	13,8	15,4	28,7	27,4	32,28	41,52	42,48
Exportations	23,7	27,3	40,9	47,1	74,16	78,84	85,92
U. E. B. L.:							
Importations	25,2	32,2	49,1	58,4	90,48	107,16	117,60
Exportations	31,3	45,1	68,9	79,5	117,6	124,68	140,28
Arabie séoudite et Koweit (1):					A. S. 22,20 K. 53,76	A. S.: 22,56 K.: 61,80	
Importations	»	51,5	50,6	116,3			24
Exportations	»	0,7	0,5	2,8	»	»	77,64
Irak:							
Importations	9,9	15,5	22,7	52,3	79,20	73,32	42,24
Exportations	1,5	0,4	0,4	1,1	»	»	»
Malaisie et anciens territoires britanniques d'Asie:							
Importations	4,7	6,5	14,2	24,3	29,52	22,80	22,08
Exportations	0,6	1,4	2,6	2,9	3,72	5,04	4,56
Pakistan et Union indienne (1):							
Importations	»	10,1	19,6	22,0	11,04	20,28	28,80
Exportations	»	3,2	8,8	13,4	4	21,96	26,52
Egypte:							
Importations	12,7	11,2	16,6	18,1	13,44	11,88	8,76
Exportations	6,3	11,1	19,3	17,6	22,1	8,64	2,64
Argentine:							
Importations	16,8	12,0	31,1	19,6	12,96	26,88	18,96
Exportations	6,3	55,4	33,1	12,6	22,56	11,04	13,32
Brésil:							
Importations	6,7	9,0	18,7	30,0	23,28	21,12	19,92
Exportations	4,9	5,7	17,3	25,4	25,32	11,52	16,92
Canada:							
Importations	9,3	10,4	6,8	25,1	20,88	24,12	25,32
Exportations	2,3	3,3	4,8	6,7	8,88	10,56	12,36
Etats-Unis:							
Importations	118,7	162,7	131,5	159,6	161,76	238,20	300,36
Exportations	15,8	15,7	43,7	54,8	71,40	78,36	89,64
Australie et Nouvelle-Zélande:					A.: 60,72 N.-Z.: 18,96	A.: 63 N.-Z.: 19,68	84,96 N.-Z.: 27,84
Importations	37,2	52,8	52,4	62,9	11,64	7,44	6,60
Exportations	2,0	5,6	11,2	9,6	1,80	1,56	1,92
Ensemble des pays étrangers:							
Importations	482,1	681,1	779,0	1.153,4	1.232,40	1.481,64	
Exportations	241,3	455,4	675,3	742,5	1.146,36	1.068,72	

(1) Les résultats de 1948 ont été publiés en utilisant un classement par pays différent du classement actuel. C'est pourquoi il n'a pas été possible, pour cette même année, d'isoler les chiffres relatifs au commerce de la France avec ces pays.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Les principaux fournisseurs et clients étrangers de la France en 1956 et 1957 (en milliards de francs):

I. — *Principaux fournisseurs.*

RANG 1956	RANG 1957	PAYS	VALEURS importées (non compris l'or industriel). 1956	1957
1	1	Etats-Unis	238,6	300,4
2	2	Allemagne (République fédérale)	199,0	219,8
3	3	Belgique-Luxembourg	106,9	117,6
6	4	Australie	63,1	85,0
4	5	Grande-Bretagne	80,7	83,9
7	6	Koweit	61,9	77,6
9	7	Italie	49,8	56,4
8	8	Pays-Bas	54,3	55,8
10	9	Suède	44,3	44,3
11	10	Suisse	41,5	42,5
5	11	Irak	73,3	42,3
25	12	Katar	12,2	28,4
19	13	Nouvelle-Zélande	19,7	27,8
13	14	Canada	24,1	25,3
14	15	U. R. S. S.	22,9	24,6
16	16	Arabie Séoudite	22,5	23,9
20	17	Iran	19,2	23,8
15	18	Malaisie et autres territoires britanniques d'Asie	22,8	22,1
18	19	Union Sud-Africaine	20,5	20,9
21	20	Finlande	17,6	20,2

NOTA. — L'Argentine est passée du douzième rang en 1956 (26,9 milliards) au vingt-deuxième rang en 1957 (18,9 milliards), et le Brésil du dix-septième rang en 1956 (21,1 milliards) au vingt et unième en 1957 (19,9 milliards).

II. — *Principaux clients.*

RANG 1956	RANG 1957	PAYS	VALEURS exportées (non compris l'or industriel) 1956	1957
1	1	Allemagne (République fédérale)	166,2	202,2
2	2	Belgique-Luxembourg	124,7	140,3
3	3	Grande-Bretagne	97,2	103,1
5	4	Etats-Unis	78,3	89,7
4	5	Suisse	78,8	85,9
6	6	Italie	65,4	75,4
7	7	Pays-Bas	45,7	51,8
9	8	Suède	25,0	26,9
8	9	Espagne	25,3	25,7
10	10	Union indienne	17,1	19,8
12	11	Danemark	14,4	18,3
13	12	U. R. S. S.	13,7	17,1
17	13	Brésil	11,6	16,9
16	14	Portugal	12,2	15,5
14	15	Norvège	13,6	15,5
15	16	Autriche	13,5	14,8
11	17	Finlande	16,2	13,9
19	18	Venezuela	11,1	13,4
20	19	Argentine	11,0	13,4
25	20	Grèce	8,8	12,5

NOTA. — La Pologne est passée du dix-huitième rang en 1956 (11,3 milliards) au vingt-septième en 1957 (7,7 milliards).

B. — **Indices des valeurs moyennes et taux de l'échange.**

L'institut national de la statistique et des études économiques calcule un indice du taux de l'échange, appelé aussi parfois « termes de l'échange », par traduction de l'expression anglo-saxonne « terms of trade », constitué par le rapport de l'indice des valeurs moyennes à l'exportation à l'indice des valeurs moyennes à l'importation.

Ces derniers indices sont établis à partir des données élaborées pour le calcul des indices du volume du commerce extérieur et « diffèrent largement de ceux qui pourraient être établis spécialement pour mesurer le niveau des prix à l'importation ou l'exportation ».

Ils sont affectés d'erreurs dues à la rigueur variable des contrôles douaniers et des évaluations douanières de prix, et sont établis à partir de groupes de marchandises dont l'homogénéité est rarement parfaite.

Ces indices des valeurs moyennes à l'importation et à l'exportation ne doivent donc être considérés que comme des « ordres de grandeur » et utilisés avec le « maximum de prudence ». « Il sera judicieux », précise l'I. N. S. E. E., « de ne tenir compte que des tendances se manifestant avec continuité pendant une assez longue période ». Les indices partiels relatifs aux produits fabriqués sont particulièrement approximatifs.

La validité de l'indice du taux de l'échange est donc liée à celle des indices des valeurs moyennes.

Si l'on prend: t = Taux de l'échange,
Ie = Indice des valeurs moyennes à l'exportation,
Ii = Indice des valeurs moyennes à l'importation,

On a: $t = 100 \frac{Ie}{Ii}$

Si $t > 100$, cela veut dire que, depuis l'année de base, le prix moyen de la masse des produits exportés a crû plus rapidement que le prix moyen de la masse des produits importés. Le taux de l'échange s'est amélioré. Il faut en moyenne exporter moins de produits nationaux pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers.

Si $t < 100$, le taux de l'échange se dégrade et la situation devient moins favorable.

Mais il faut toujours, précise l'I. N. S. E. E., rapprocher l'examen des variations du taux de l'échange de celui des variations de la balance commerciale.

En effet, l'amélioration du taux marque la hausse relative des prix nationaux et peut donc rendre déficitaire la balance commerciale ou aggraver le déficit existant en restreignant les exportations.

Inversement, la dégradation du taux, qui peut d'ailleurs résulter d'une dévaluation monétaire, peut faciliter le rétablissement de l'équilibre.

1. *Indices de valeurs moyennes* (1) (or exclu).

DÉSIGNATION	EXPORTATIONS						IMPORTATIONS					
	Indice 100 en 1949.		Indices 1956 = 100.				Indice 100 en 1949.		Indices 1956 = 100.			
	Année 1955.	Année 1956.	Année 1957.	1er trim. 1958.	2e trim. 1958.	3e trim. 1958.	Année 1955.	Année 1956.	Année 1957.	1er trim. 1958.	2e trim. 1958.	3e trim. 1958.
Alimentation, boissons, tabacs:												
Etranger	85	83	103	124	125	125	129	123	103	87	96	88
Zone franc	103	106	103	107	112	112	109	127	109	130	132	139
Ensemble	90	91	103	115	120	118	114	125	107	113	119	119
Produits bruts:												
Etranger	124	124	114	118	113	108	133	136	110	114	108	103
Zone franc	109	118	109	113	116	113	124	129	102	107	108	106
Ensemble	122	123	114	117	113	109	130	134	108	112	108	104
Energie, lubrifiants:												
Etranger	110	119	117	125	122	125	112	120	121	129	127	125
Zone franc	123	124	113	117	118	125	223	260	126	143	168	176
Ensemble	113	120	115	122	121	125	113	120	121	130	128	125
Produits manufacturés:												
Etranger	113	118	107	122	122	121	133	133	105	114	111	117
Zone franc	137	146	105	114	116	116	169	178	109	114	116	128
Ensemble	121	126	106	119	119	119	134	135	105	114	111	118
Indices globaux:												
Etranger	108	112	108	122	121	120	127	129	110	114	112	112
Zone franc	129	135	105	113	115	116	116	132	107	123	124	127
Ensemble	114	119	107	118	119	118	124	130	109	116	115	116

(1) Il est rappelé que les indices des valeurs moyennes sont des indices à pondérations variables dont les fluctuations peuvent traduire non seulement un mouvement du niveau moyen des prix, mais encore des changements intervenus dans la composition des échanges. Les prix utilisés pour le calcul de ces indices étant, en outre, relatifs à des marchandises dont la comparabilité dans le temps n'est pas toujours parfaite, les résultats donnés ci-dessus doivent être interprétés avec précaution. En particulier, les indices relatifs aux produits manufacturés doivent être considérés comme assez approximatifs.

2. *Termes de l'échange* (or exclu).

DÉSIGNATION	1949 = 100.		1956 = 100.				
	Année 1955.	Année 1956.	Année 1957.	Année 1958.			
				I	II	III	IV
Etranger	85	87	98	107	108	107	»
Zone franc	111	102	98	92	93	91	»
Ensemble	92	92	98	102	103	102	»

Source : I. N. S. E. E.

C. — **Balance des payements.**

1. Evolution d'ensemble

Métropole. (En millions de dollars, monnaie de compte.)

DÉSIGNATION	1938 (1)	1947	1948	1949	1950	1951	1952 (2)	1953	1954	1955	1956	1957
Exportations (métropole)	640	1.040	1.082	1.567	1.880	2.496	2.024	2.155	2.545	3.150	3.279	3.327
Importations (métropole)	870	2.492	2.510	2.035	1.958	3.267	2.643	2.494	2.724	3.064	4.087	4.276
Solde commercial de la métropole	— 230	— 1.452	— 1.428	— 468	— 78	— 771	— 619	— 339	— 179	+ 86	— 808	— 949
Solde des éléments non commerciaux (métropole)	+ 207	— 61	— 101	— 71	— 37	— 199	+ 28	+ 222	+ 441	+ 517	+ 125	— 254
Solde des payements courants des P. O. M.	— 60	— 163	— 208	— 167	— 123	— 88	— 68	— 103	— 68	— 196	— 151	— 208
Solde des payements courants	— 83	— 1.676	— 1.737	— 706	— 238	— 1.058	— 659	— 220	+ 194	+ 407	— 835	— 1.411

(1) Les chiffres de la balance des payements pour l'année 1938 sont donnés sous toutes réserves en raison du caractère incomplet et approximatif des statistiques recueillies jusqu'en 1939.

(2) A partir de l'année 1952 la rubrique « déficit des P. O. M. » ne représente plus que le solde des payements courants des pays d'outre-mer. Les sommes inscrites pour les années antérieures comprenaient en outre le solde des opérations en capital qui ne pouvait être ventilé, mais restait d'un ordre de grandeur insignifiant.

Pays d'outre-mer. (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Exportations	364	391	364	483	472	409	425
Importations	457	470	461	540	655	533	609
Solde commercial	— 93	— 73	— 97	— 57	— 183	— 124	— 184
Solde des éléments non commerciaux	»	+ 9	— 6	— 11	— 13	— 27	— 24
Solde des payements courants	— 93	— 68	— 103	— 68	— 196	— 151	— 208

Source : Office des changes.

2. Evolution de la balance des payements avec les différentes zones de 1951 a 1956

a) *Zone dollar* (y compris le Canada). (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Exportations	426	343	378	433	527	632	525
Importations	863	680	632	753	837	1.090	1.119
Balance commerciale	— 437	— 337	— 254	— 320	— 310	— 458	— 594
Solde des éléments non commerciaux	— 86	+ 175	+ 374	+ 503	+ 640	+ 472	+ 272
Solde des payements courants	— 523	— 162	+ 120	+ 183	+ 330	+ 14	+ 322

b) *Zone sterling.* (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Exportations	815	600	558	643	804	806	703
Importations	991	828	863	862	959	1.081	1.147
Balance commerciale	— 176	— 228	— 305	— 219	— 155	— 275	444
Solde des éléments non commerciaux	+ 55	+ 31	+ 31	+ 67	+ 112	+ 28	— 44
Solde des payements courants	— 121	— 197	— 274	— 152	— 43	— 247	— 488

c) *Pays membres de l'U. E. P. autres que la zone sterling. (Métropole — P. O. M.)* (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Exportations	1.130	1.049	1.095	1.446	1.778	1.781	1.943
Importations	1.351	1.141	1.022	1.155	1.458	1.917	1.998
Balance commerciale	— 221	— 92	+ 73	+ 291	+ 320	— 136	— 55
Solde des éléments non commerciaux	— 180	— 164	— 178	— 127	— 234	— 376	— 463
Solde des payements courants	— 401	— 256	— 105	+ 164	+ 86	— 512	— 518

d) *Autres pays.* (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Exportations	490	423	488	506	512	469	487
Importations	518	463	437	484	465	533	493
Balance commerciale	— 28	— 40	+ 51	+ 12	+ 47	— 64	— 6
Solde des éléments non commerciaux	+ 15	— 4	— 12	— 11	— 13	— 26	— 22
Solde des payements courants	— 13	— 44	+ 39	+ 3	+ 34	— 90	— 28

Source : Office des changes.

3. Evolution des règlements non commerciaux (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1954		1955		1956		1957		1955	1956	1957
	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Solde.	Solde.	Solde.
Touristes et voyageurs	185,1	130,8	195,3	169,2	154,7	232,7	138	228	+ 26,1	— 78	— 90
Transports	148,5	245,9	148,5	292,7	168,5	431	176	575	— 144,2	— 262,5	— 399
Assurances	26,7	37,4	34,7	42	31,7	41,3	32	43	— 7,3	— 9,6	— 11
Revenus du capital	118,7	79	152,1	87,2	199,3	103,6	211	110	+ 64,9	+ 95,7	+ 101
Revenus du travail	8,7	94	9,9	103,3	11,1	130,1	11	180	— 93,4	— 119	— 30
Revenus de la propriété intellectuelle	25,8	55,4	33,4	70,7	38,5	78,1	46	82	— 37,3	— 39,6	— 60
Intérêts des emprunts publics	5,6	81,7	10,2	71	19	65,3	8	68	— 60,8	— 46,2	+ 392
Dépenses et recettes de gouvernements étrangers	612,4	10	680,4	8,2	556,5	8,9	599	7	+ 672,2	+ 547,6	+ 3
Règlement d'opérations nées pendant la période des hostilités	6,3	1,3	0,3	2,6	2,2	2,4	6	3	— 2,3	— 0,2	— 8
Divers	262,8	235,2	330,9	244,7	337,9	328,5	351	359	+ 86,2	+ 9,4	»
Totaux	1.400,6	970,7	1.595,7	1.091,6	1.519,5	1.421,8	1.378	1.655	+ 504,1	+ 97,6	— 277

Source : Ministère des finances.

4. Position de la zone franc a l'Union européenne des paiements

Evolution de la position nette cumulatrice à l'Union européenne des paiements.
(En millions de dollars, unités de compte.)

DÉSIGNATION	1957							
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.
Position nette cumulative (en fin de mois)	— 1.565,5	— 1.653,5	— 1.747,2	— 1.855,4	— 1.934,3	— 2.040,9	— 2.173,5	— 2.221,1
Utilisation du quota :								
Crédit reçu	— 247,8	— 267,8	— 289,3	— 314,4	— 332,1	— 356,8	— 384,8	— 384,8
Or versé	— 898,5	— 964,6	— 1.034,8	— 1.312,2	— 1.371,4	— 1.451,3	— 1.554	— 1.599,6
Position nette mensuelle	— 70,5	— 88	— 93,7	— 108,2	— 78,9	— 106,6	— 132,6	— 47,6

DÉSIGNATION	1957				ANNÉE (Moyenne mensuelle.)	1958			
	Septembre.	Octobre.	Novembre.	Décembre.		Janvier.	Février.	Mars.	Avril.
Position nette cumulative (en fin de mois	— 2.250,7	— 2.289,5	— 2.319,6	— 2.337,2	— 2.337,2	— 2.358,5	— 2.390,7	— 2.447,1	— 2.505,4
Utilisation du quota :									
Crédit reçu	— 384,8	— 384,8	— 384,8	— 384,8	— 384,8	— 388	— 413,5	— 446,8	— 476
Or versé	— 1.627,2	— 1.664	— 1.692	— 1.707,6	— 1.707,6	— 1.723,6	— 1.728,2	— 1.749,5	— 1.776,7
Position nette mensuelle	— 29,6	— 38,8	— 30,1	— 17,6	»	— 21,3	— 32,2	— 56,4	— 58,3

DÉSIGNATION	1958					
	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre.	Octobre.
Position nette cumulative (en fin de mois)	— 2.582	— 2.628,8	— 2.657,4	— 2.680,9	— 2.705	— 2.739,5
Utilisation du quota :						
Crédit reçu	— 516,3	— 526,1	— 531,4	— 545,9	— 565,1	— 589,8
Or versé	— 1.811,1	— 1.846,3	— 1.867,7	— 1.874,9	— 1.877,9	— 1.885,8
Position nette mensuelle	— 76,6	— 46,8	— 28,6	— 23,6	— 24,1	— 34,5

Sources : O. E. C. E., I. N. S. E. E.

5. Balance du tourisme

Balance officielle en devises (Office des changes). (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Recettes (étrangers en France)	128	186	188	136	124	185	195	154,721	138,2
Dépenses (Français à l'étranger)	— 22	— 44	— 113	— 116	— 137	— 131	169,2	232,706	228,6
Totaux	+ 106	+ 142	+ 75	+ 20	— 13	+ 54	+ 26,1	— 78	— 90,4

Estimations globales de la direction générale du tourisme.

Dépenses des touristes étrangers en France. (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Dépenses comptabilisées par l'office des changes	128	186	188	136	174	185	195	154,721	138,2
Autres dépenses (1)	128	128	160	214	(1) 217	200	371	416	489

(1) Evaluation.

IV. — PRIX — COUT DE LA VIE

1. — PRIX

A. — Prix de gros.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

Les indices des prix de gros permettent de mesurer l'évolution du pouvoir d'achat de la monnaie à l'intérieur du circuit de la production et de la distribution.

L'indice publié par l'I. N. S. E. E. sur une base de 100 en 1949 suivait les variations des cours de 319 articles, choisis parmi ceux faisant l'objet des transactions « les plus importantes, les plus constantes ou les plus faciles à observer ». Des aménagements successifs de la liste des articles de référence de l'indice ont porté le niveau de ceux-ci à 373 en janvier 1953 et 488 en janvier 1954.

Un même produit peut figurer dans l'indice à chacun des stades successifs de sa préparation, mais sans qu'il y ait double emploi dans les pondérations (celles-ci étant établies d'après les transactions au dernier stade de vente en gros en 1949).

Les transactions sur les matières premières et les produits demi-finis sont assez bien représentées. Par contre, peu de produits manufacturés ont pu être considérés; ainsi l'indice métallurgique ne concerne que quelques produits finis peu ouvragés, tels que rails, poutrelles et tubes.

L'indice général des prix de gros recouvre trois secteurs essentiels: alimentaire (54 articles), énergétique (58 articles), industriel (207 articles). L'indice des prix des produits alimentaires est basé sur les prix du commerce de gros et ne saurait donc représenter les prix agricoles à la production. Aucune correction saisonnière n'est faite en raison de l'influence des conditions économiques générales, au moins aussi actives que les facteurs saisonniers, malgré l'intérêt reconnu d'un indice tenant compte de ces facteurs.

Les prix retenus sont soit des prix officiels, lorsqu'ils existent, soit, en général, les derniers en cours connus à la fin de chaque mois. Les taxes sont incluses le plus souvent possible

1. INDICES DES PRIX DE GROS

a) *Indices d'ensemble des 488 articles et ses composants.*

(1949 = 100.)

DÉSIGNATION	1957 I (mars)	1957 II (juin)	1958 I (mars).	1958 II (juin) (P).	1958 (Oct.)	ANNÉES 1950	1952	1954	1955	1956	1957
						(Moyenne mensuelle.)					
1. *Ensemble* (488 articles)	143,6	146,2	166,4	167,8	166,1	108,3	144,9	135,9	135,7	141,6	149,7
2. *Indices partiels par branches de production:*											
A. — Produits alimentaires (112 articles)	125,7	128,8	159,9	166,4	162,2	103,2	131	124,6	122,6	129,3	135,2
B. — Combustibles et énergie (57 articles)	154,1	160,8	177,8	173,6	178,5	105,6	142,3	138,9	139,5	144,3	161
C. — Produits industriels (319 articles):											
Ensemble	156,1	156,7	168,4	167	166,5	103,7	158,2	145,1	145,9	151,6	158,9
Produits métallurgiques	171,1	173,6	189,1	188,4	188,2	104,9	161,8	142,8	159,5	170,5	176,7
Produits chimiques	137,9	135,6	149,5	145,7	148	104,2	148,9	138,7	136,9	137,5	137,7
Caoutchouc	168,6	169,3	175,6	176,4	180,8	211	185	148,5	171,9	171,1	171,5
Cuirs	89,7	90,9	113,4	105,4	101,6	124,8	91,2	87,2	85	90,4	94
Corps gras industriels	90,7	90,3	98,6	98,2	102,8	97,2	93,7	88,7	85,6	87,8	91,2
Bois	230	232	252	253	252	104,1	219	198,9	201	227	234
Textiles	138,7	138,5	140,6	138,1	130,7	135,7	144	134,4	124,7	126	139,3
Pâtes à papier et vieux papiers	177,6	178,4	179,4	138,1	183	110,1	222	178	175,9	177,7	170,9
3. *Indices des matières premières industrielles* (73 articles)	175,2	174	183	180,7	177	125,2	175,4	159,4	162,2	169,5	177,1
4. *Indices des produits importés* (1):											
Ensemble (43 articles)	145,9	148	164,4	165	162,4	132,5	154,1	142,6	137,2	138,4	151,9
Matières premières industrielles importées	150,7	148,6	150,6	150	146,5	145,7	158,4	142,8	141,7	142,5	151,7
5. *Indices des fruits et légumes frais à Paris* (sur la base 1938 = 1; le niveau de 1949 est à 19)	126,2	166,5	110,4	111	97,2	97,4	118,7	126,2	123,4	180	100
6. *Indices des prix de gros des salaisons et de la charcuterie* (2) (3)	120	123	152	145	»	97,5	129,7	126,7	128	125,7	128

(1) (Voir plus loin l'évolution des indices U. S. A. et Grande-Bretagne). Cet indice ne constitue pas un indice des prix à l'importation; les cours ne sont pas, en effet, observés toujours directement au stade de l'importation et, d'autre part, seules les marchandises donnant lieu à des échanges réguliers et stables ont été prises en considération. L'indice a donc la signification limitée d'un indice des prix intérieurs de certains produits importés. Il permet d'observer le sens des tendances, d'autant plus qu'il concerne surtout des matières premières.

(2) Prix départ usine, toutes taxes comprises, relevés le 15 de chaque mois auprès d'un échantillon de producteurs par un syndicat professionnel; livraisons à certaines collectivités (intendance) exclues; coefficients de pondération établis sur évaluation des productions commercialisées en 1953; aux prix en vigueur en 1949.

(3) Evolution des prix du bétail: 1950: 93; 1951: 131,7; 1952: 133,1; 1953: 112. — Evolution des prix du porc sur pied: 1950: 95; 1951: 142,7; 1952: 136; 1953: 120.

(4) Chiffres provisoires.

Source: I. N. S. E. E.

b) *Indices annuels des prix des produits de la pêche.*

(Base 100 en 1949.)

MARCHÉS	GROUPES	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Débarquement	Morue et poissons saisonniers.....	110,4	101,5	116,3	122,8	137,6	158
	Poissons frais non saisonniers.....	128,1	118,0	136,4	136,2	148,9	162,6
	Crustacés et mollusques.....	189,5	196,2	198,0	256,5	315,9	367,5
	Ensemble	130,4	123,8	137,6	150,8	172,6	196,1
Marché de gros de Paris.	Poissons frais.....	127,6	119,3	136,1	135,1	144,6	159
	Crustacés et mollusques.....	162,7	164,7	182,4	179,2	194,9	232,7
	Ensemble	135,6	129,0	146,7	145,0	155,9	175,6
Ensemble des marchés..	Poissons frais:						
	Gros	125,9	121,1	129,8	132,2	144,9	163,2
	Détail	151,8	148,3	153,0	159,8	169,9	»

Source: I. N. S. E. E.

c) *Indices des prix de gros agricoles à la production.*

(Base 100 en 1955.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1952	1954	1955	1956	1957	1958			
								Mars.	Juin	Septembre.	Décembre.
Indice général.....	85,9	86,2	109,6	99,5	100	109,5	117,4	138,7	151,5	(145,9)	»
Production d'origine végétale.....	98,5	101,4	116,9	103,6	100	115,7	125,2	162,3	200,9	174,2	»
Dont:											
Blé	75,8	79,7	111,7	101,7	100	113,9	94,2	»	»	»	»
Pommes de terre.....	49,3	182,5	189	137,2	100	167,4	189,3	»	»	»	»
Vin	28	125,7	110,4	98,8	100	119,1	168,7	»	»	»	»
Production d'origine animale.....	80,4	79,6	106,4	97,6	100	106,8	114,2	128,8	130,8	(134)	»
Dont:											
Bétail sur pied.....	73,6	72,2	105,2	97,5	100	105,2	119,8	139,6	142,1	144,7	»
Lait	98	99	111,4	98,7	100	108,1	108,6	112,9	114,8	(119,7)	»
Volailles et lapins.....	74,9	74,6	102,6	97,1	100	105,7	101,8	112,3	104,6	121,1	»
Œufs	82,3	78,9	103,2	95,3	100	114,8	110,2	134,8	144,1	(128,4)	»

Source: I. N. S. E. E.

B. — Indice des prix de détail.

OBSERVATIONS PRÉALABLES SUR LA COMPOSITION ET L'UTILISATION DES INDICES

Deux indices des prix de détail sont publiés par l'Institut national de la statistique et des études économiques, l'un pour Paris, l'autre pour dix-sept villes de province.

1. L'indice *pour Paris* est un indice *des prix à la consommation familiale pour une famille de quatre personnes de condition modeste*, dont deux enfants à charge de moins de seize ans et dont le chef de famille salarié a une qualification professionnelle inférieure à celle de contremaître pour l'industrie et de comptable pour le commerce ou l'administration.

Les articles de référence se répartissent en cinq groupes.

Alimentation (41 articles, à l'exclusion des légumes et des fruits frais).

Chauffage et éclairage (7 articles: trois variétés de charbon, gaz de ville et trois tarifs d'électricité).

Produits manufacturés (115 articles: ménage, entretien, outillage, mobiliers, lingerie, habillement et chaussures).

Services (47 articles ou tarifs: loyers, transports, P. T. T., ressemelages, blanchissage, coiffeur, bains, instruction, soins médicaux, distractions...).

Divers (3 articles: tabac, cigarettes, journaux).

Au total, 213 articles, avec les pondérations suivantes, par groupes

Alimentation	68 p. 100
Chauffage et éclairage	4 —
Produits manufacturés	10 —
Services	15 —
Divers	3 —
	100 p. 100

Les prix des denrées alimentaires, des produits manufacturés et de certains services sont relevés périodiquement par des enquêteurs de l'I. N. S. E. E.; les prix et tarifs officiels ou imposés (transports, P. T. T., eau, gaz, électricité, tabac, etc.) sont constatés par les publications officielles.

Les prix de base correspondent à l'année 1949.

Les fruits et légumes frais étant exclus de l'indice d'ensemble, en raison des variations saisonnières importantes de leurs prix et des conditions très particulières de ce marché, un indice particulier est calculé et publié isolément.

2. L'indice pour *dix-sept villes de province* est établi dans des conditions analogues, pour l'ensemble des villes sièges des directions régionales de l'I. N. S. E. E., soit Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Il comprend un nombre moyen de 183 articles dont:

Trente-six produits alimentaires.
Cinq articles de chauffage et éclairage.
Cent onze produits manufacturés.
Vingt-huit « services » et trois « divers ».

La spécification exacte des articles varie en fonction des habitudes et des disponibilités locales et n'est donc pas celle adoptée pour Paris

Les relevés de prix sont effectués par des enquêteurs de l'I. N. S. E. E.

Les pondérations par groupes sont les mêmes que celles retenues pour l'indice parisien.

Ces deux indices ne sont *pas des indices de dépenses*. Ils sont en effet calculés à partir des budgets-types invariables correspondant à des habitudes de consommation à une époque donnée: ils mesurent les variations du pouvoir d'achat de la monnaie pour la catégorie de consommateurs considérée dont les besoins sont supposés constants pendant toute la période de calcul de l'indice.

1. INDICE D'ENSEMBLE DES PRIX DE DÉTAIL

a) *Indice des 250 articles.*

(Nouvel indice d'ensemble des prix de détail dans l'agglomération parisienne.)

(Base 100 pour la période du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957.)

DÉSIGNATION	1956			1957					1958			
	Juillet.	Septembre	Décembre.	Janvier.	Mars.	Juillet.	Septembre	Décembre.	Janvier.	Mars.	Juillet.	Octobre.
Indice d'ensemble	98,8	99,6	100,2	100,8	100,4	102,2	104,7	111,1	114,9	117,7	119,8	121
Dont:												
Alimentation et boissons	99,2	100,3	100,9	101,9	99,8	101,4	105	114,2	117,8	120,5	123,2	125
Habitation	97,2	97,6	100	100,6	101,5	104,6	107,2	111,5	114,3	116,8	117,2	117,4
Hygiène et soins	99,3	99,5	100	100,1	100,4	100,8	101,4	102,6	109,4	115,4	117,1	118,5
Transports	98,4	99	99,3	100,3	101	103,6	104,5	105,7	113,1	114,8	115,2	115,4
Habillement, linge	98,1	98,7	99,4	99,3	101,4	102,5	103,8	105,7	106,1	108,1	110,1	111,7
Distraction et divers	99,6	99,9	99,9	99,7	100	102,6	102,6	112,2	120,1	124,4	129,7	130,4

N. B. — Indice des 179 articles (indice des prix de détail servant de référence à l'indexation du salaire minimum national interprofessionnel garanti).

Seuls les résultats globaux de l'indice des 179 articles sont publiés. Sur la base 100 en juillet 1957, cet indice s'établissait à: 101 en août, 101,96 en septembre et 103,2 en octobre.

b) *Evolutions annuelles de 1950 à 1956 de l'indice des 213 articles* (1).

Indices des prix de détail.

DÉSIGNATION	ANNÉES (Moyenne mensuelle.)				
	1950	1952	1954	1955	1956
1. Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale (213 articles) (1949 = 100)	111,2	145,4	143,3	144,9	147,7
2. Indice du prix des denrées alimentaires (41 articles)	110,6	140,7	135	135,9	138,2
3. Indice des prix des objets manufacturés (115 articles)	102	131	126,3	126,5	128,5
4. Indice du prix du chauffage et de l'éclairage (7 articles)	109,8	172,5	171,8	170,2	164,5
5. Indice du prix des services (47 articles)	124	176	190	198	205
6. Indice « Fruits et légumes » frais (2)	103,3	136,1	144,6	144,7	195,2

(1) Cet indice n'est plus calculé depuis le mois de juillet, date à partir de laquelle il a été remplacé par l'indice des 250 articles (voir tableau suivant).

(2) Cet indice résulte de la comparaison du coût d'achat de paniers, dont la composition varie chaque mois, au prix de ces mêmes paniers le mois correspondant de l'année 1949. Il ne donne que des valeurs moyennes, alors que les cours des fruits et légumes frais sont très variables les uns par rapport aux autres.

Source: I. N. S. E. E.

c) *Indices des 179 articles servant de référence à l'indexation du salaire minimum national interprofessionnel garanti.*

(Base 100 en juillet 1957.)

	1957		1958			
	Septembre.	Décembre.	Janvier.	Mars.	Juin.	Octobre.
Ensemble	101,96	107,37	109,71	111,39	112,84	113,89

2. Indices des prix des véhicules a moteur

(Base 100 en 1949.)

Ces indices se rapportent aux ventes sur le marché intérieur des produits de l'industrie française des automobiles et des motocycles, vélomoteurs et cyclomoteurs pour les principaux modèles des grandes firmes.

Les coefficients de pondération sont établis d'après la valeur des différentes productions, calculée au tarif moyen de 1949 et compte tenu du nombre moyen annuel de véhicules livrés sur le marché français en 1949 et 1951 (l'année 1949 ne représentant pas une activité normale pour certains modèles nouveaux).

Ces tarifs adoptés correspondent aux prix-client départ usine. Ils ne comprennent ni les frais de sortie d'usine, ni le montant de la taxe locale. Des accords de prix ont été effectués pour tenir compte du prix de revient des modifications apportées à certains modèles.

DÉSIGNATION	MOYENNE MENSUELLE						MOYENNE TRIMESTRIELLE						
	Pondération	1950	1951	1952	1953	1954	Nouvelle pondération.	1955	1956	1957	1958 (mars).	1958 (juin).	1958 (sept.)
Voitures particulières	54	103,8	126,8	146,4	143,3	143,3	53	140,3	142,6	147,7	153,2	153,6	153,5
Véhicules utilitaires	33	104,2	134,2	155,6	154,5	154,5	29	154,5	160,7	169,6	181,1	184,5	184,5
Motocycles	13	106,1	124,9	145,5	143,6	143,6	18	135,8	137,7	141,5	147,6	147,6	141,5
Ensemble	100	104,2	129	149,3	147	147	100	143,7	147,3	153,2	160,6	161,8	160,9

Source : I. N. S. E. E.

3. Indices des prix de détail a Paris des appareils d'équipement ménager

Ces indices ont pour objet de représenter, de façon plus complète, les variations des cours des appareils ménagers, qui constituent une part importante de la construction mécanique et électrique, et ne sont compris que pour une petite fraction dans l'indice d'ensemble des prix à la consommation familiale (213 articles), établi pour suivre l'évolution des prix des denrées et services communément utilisés par les familles de condition modeste.

L'indice exclut les installations de chauffage central et les éléments constituant les salles de bains, mis généralement par le propriétaire à la disposition des occupants. Il comprend huit groupes distincts d'appareils, comprenant au total 191 modèles différents. Les indices de groupe sont des moyennes arithmétiques simples des indices établis pour chaque modèle de référence. L'indice d'ensemble est une moyenne arithmétique pondérée des indices de groupes. Les coefficients de pondération attribués aux groupes ont été déterminés compte tenu des chiffres d'affaires des producteurs français en 1950 et de la valeur des importations à la même date. Les appareils ménagers étant soumis à de fréquentes modifications de construction et de présentation, de nombreux raccords ont dû être effectués entre séries de prix légèrement différentes. Les prix retenus sont ceux affichés par les concessionnaires ou ceux découlant des barèmes établis par les fabricants majorés du montant des taxes applicables à la vente au détail.

Ces indices sont donnés avec une marge d'erreur qui n'est pas négligeable.

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	MOYENNE MENSUELLE					MOYENNE TRIMESTRIELLE					
		1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (mars.)	1958 (juin).	1958 (sept.)
Appareils de chauffage (38)	17	104,4	136,6	160,5	157,4	154,2	155,7	158,7	166,4	170,6	175,8	178,9
Cuisinières (35)	27	105,3	139	167,3	163,1	161	162,9	165,7	173,3	177,1	180,5	180,3
Réfrigérateurs (18)	6	102,9	116,3	120,9	116,4	109,2	103,6	102,8	105	109,6	112,4	108,2
Aspirateurs et cireuses (21)	5	105,4	124,8	114,7	142,2	141,7	142	143,4	141,6	144,8	155,1	147,7
Machines à laver (15)	4	108,5	135,5	153,8	153,3	152,7	153,1	153,9	154,1	160,6	169,9	167,9
Petits appareils électriques (29)	6	105,7	130,2	151,6	148,4	147,2	146,8	147,4	148	149,6	152,7	147,8
Machines à coudre (10)	9	110,7	127,1	142,4	141,1	143,2	145,3	147,2	154,2	165,6	172,3	173,3
Récepteurs radio (25)	26	102,1	124	143,6	141,4	138,1	136,2	136,9	140,4	148,9	150	154,2
Ensemble (191)	100	104,8	130,9	152,2	149,4	147,1	147,2	148,5	152,7	158,4	163,1	162,2

Source : I. N. S. E. E.

4. Indices des prix des produits industriels nécessaires aux exploitants agricoles
(1949 = 100.)

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958 Mars.	1958 Juin.	1958 Sept.
192	Energie	102,9	113,1	115,2	113,5	114	113	112,6	121,7	125,4	124,7	124,4
140	Entretien et renouvellement des bâtiments	102,8	135,2	152,4	142,9	139,7	142	148,7	155,8	167,7	169,3	170,8
310	Engrais et antiparasitaires	103,1	124,8	147,1	137,8	132,7	125	125,3	124,3	131,6	127,6	134,8
255	Machines et outils	101,6	130,3	151,1	150,4	138,5	136,3	139,5	144,9	159,7	159,8	160,4
103	Divers	106,3	160	171,6	154,5	147,6	144	146,2	144,1	149,7	155,5	160,7
	Ensemble	103	129,1	145,3	138,8	133,1	129,9	131,9	135,6	144,5	144	147,1

Source: I. N. S. E. E.

5. Indices des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques

N. B. — L'indice est établi d'après les articles réellement en vente chaque année à Paris par les pharmaciens au mois de février.

Indices des prix de 100 spécialités remboursées par la sécurité sociale.

1949	100	1954	161
1950	115	1955	161
1951	132	1956	161
1952	164	1957	161
1953	161	1958	157

Indice des prix des produits antibiotiques.

1949	100	1954	46
1950	78	1955	45
1951	64	1956	42
1952	62	1957	41
1953	51	1958	39

Source: I. N. S. E. E.

6. Indices des prix de détail des objets manufacturés

L'indice des prix à la consommation familiale ne comprenant que 115 objets manufacturés, échantillon insuffisamment représentatif, l'I. N. S. E. E. a calculé un indice annuel portant sur 1.173 articles témoins, d'après le dépouillement du catalogue publié chaque année entre mai et juillet par une maison de commerce spécialisée dans la vente par correspondance

Indices annuels des prix de détail de certains objets manufacturés.
(Base 100 en 1949.)

NUMÉRO du groupe	GROUPES	NOMBRE d'articles	INDICES 1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
1	Articles de cuisine, chauffage	107	94,4	118,9	142,9	135,4	135,1	134,8	137,5	142,3
2	Articles de ménage et d'équipement ménager	51	98,9	118,2	139,7	131,1	131,4	130	133	135,9
3	Mobilier et literie, y compris tapis	31	90,5	126,5	139,0	130,1	132,4	132,8	134,7	141,3
4	Produits d'entretien et de toilette, y compris parfumerie	62	105,5	134,4	153,7	151,2	148,8	147,6	153,1	161,3
5	Papeterie, articles de bureau	97	106,4	143,0	165,5	155,4	150,9	151,8	153	157,7
6	Librairie (ouvrages techniques)	56	123,0	142,3	177,5	183,1	191,1	194,8	198,1	206,4
7	Maroquinerie et articles de voyage	50	97,6	122,3	134,1	127,6	126,8	127	130,4	129,1
8	Petit outillage, quincaillerie, éclairage	153	107,9	136,6	168,6	155,4	151,6	155	162,3	166,3
9	Petit outillage agricole, jardinage	61	107,1	135,4	173,2	166,0	161,2	159,6	163,3	172,2
10	Armes, munitions, accessoires de chasse	98	113,4	137,1	166,4	162,4	157,6	157,2	166,6	171,3
11	Cycles, sports, camping	102	105,8	135,7	156,8	150,5	146,7	143	146,3	149,1
12	Jeux et jouets	50	105,7	137,5	171,0	162,2	161,3	157,8	153,5	158,6
13	Articles et engins de pêche, bateaux	66	110,6	143,2	169,8	164,3	160,6	160,1	165,6	172,4
14	Photographie, optique, instruments de mesure	67	113,8	141,2	174,8	161,9	161,9	164,9	170	170,7
15	Lingerie, bonneterie, mercerie	75	98,5	131,3	125,9	111,3	111,8	110,4	110,3	115,2
16	Habillement, chaussures	53	95,4	127,1	126,0	118,2	114,6	115	114,4	116,9
	Ensemble	1.173	105,4	133,9	157,0	149,3	147,6	147,3	151	155,5

Source: I. N. S. E. E.

7. Indices des prix des chambres d'hôtel
(1949 = 100.)

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	NOMBRE moyen d'hôtels suivis	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
France entière											
Catégorie luxe	28	130	126	141	166	188	195	199	205	216	252
Catégorie grand confort	58	716	124	141	171	196	204	209	215	226	262
Catégorie confort moyen	14	658	127	148	179	209	222	231	240	254	274
Ensemble	100	1.504	125	142	171	196	204	209	216	227	261

Source: I. N. S. E. E.

8. Indices annuels des prix des repas dans les établissements de tourisme (1949 = 100.)

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	NOMBRES moyens d'établiss. suivis.	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
France entière	100	239	112	121	140	151	157	159	161	169	188
I. Indices par catégories d'établissements											
Catégorie luxe	28	26	114	124	143	155	161	162	165	169	199
Catégorie grand confort	58	109	112	121	140	150	155	157	160	169	184
Catégorie confort moyen	14	104	109	115	136	147	154	158	160	167	180
II. Indices par groupes d'agglomérations											
Paris	30	28	107	115	135	140	142	141	140	147	167
Villes de plus de 100.000 habitants	17	42	144	126	146	154	161	164	168	177	190
Villes touristiques de moins de 100.000 habitants	53	169	115	122	142	156	164	166	171	178	199

Source: I. N. S. E. E.

9. Indice du cout de la construction

Immeubles à usage d'habitation. (IVe trimestre) (1953 = 100.)

ANNÉES	MOYENNE TRIMESTRIELLE I	II	III	IV	ANNÉE
1954	99	100	98	98	99
1955	101	102	104	106	103
1956	111	115	119	120	116
1957	122	125	128	132	127
1958	137	138	139	»	»

N. B. — Si 1944 = 1; 1938 = 9,78; 1954 = 237 (soit base 4e trimestre 1953 = 239).
Sources: M. R. L., I. N. S E. E.

10. Indices des transports S. N. C. F. pour l'usager

ANNÉES	INDICES DU PRIX MOYEN DU KILOMÈTRE VOYAGEURS — Grandes lignes — Place entière (tarifs de base) — 1re classe	2e classe	3e classe	Tous tarifs (indice pondéré)	Banlieue de Paris tous tarifs (indice pondéré)	Ensemble tous tarifs (indice pondéré)	INDICE PONDÉRÉ du prix moyen de la tonne/kilomètre marchandises
1949	100	100	100	100	100	100	100
1950	115,7	122,9	130,8	128,1	135,6	128,7	95,6
1951	117,2	147,5	133,3	129,2	163,6	131,5	112,0
1952	131,9	147,5	164,9	157,2	196,9	159,8	136,3
1953	153,0	172,2	193,0	179	205	181	137
1954	165,6	185,7	208,3	193	206	194	136
1955	165,6	185,7	208,3	192	203	193	131
	1re classe (1)		2e classe (1)				
1956	»		»	191	203	192	132
1957	»		»	192	203	193	132

(1) Depuis le 3 juin 1956.

II. — COUT DE LA VIE

A. — Indices de l'I. N. S. E. E.

Indice d'ensemble des prix a la consommation familiale a Paris (rappel) (1949 = 100.)

ANNÉES	I (mars.)	II (juin.)	III (septembre.)	IV (décembre.)	ANNÉE
1950	107,5	106,9	113,7	117,1	111,2
1951	123,6	129,2	133	142,9	130,1
1952	148,1	143,1	145,7	145,4	145,4
1953	145,2	145,4	141	142,1	143,7
1954	141,6	143,8	142,6	144,9	143,3
1955	144,9	144,7	145,5	146,3	144,8
1956	148,1	147	148,3	148	147,7 (1)
1957 (1)	147,3	149	153,7	163,1	151,6
1958 (1)	172,8	175,3	177	»	»

(1) Indice calculé d'après l'indice des 250 articles à l'aide du coefficient de raccord sur juillet 1957 = soit multiplié par 1,468.

B. — **Budgets types établis par les organisations syndicales et l'Institut d'observation économique.**

I. — BUDGET TYPE D'UN CÉLIBATAIRE A PARIS
(Montant en francs.)

DÉFINITION	MARS	JUIN	SEPTEMBRE	DÉCEMBRE
1952.				
C. G. T.-F. O. (1)	24.156,6	23.939	24.351,5	24.161,4
Commission supérieure des conventions collectives	20.233	19.770	»	»
I. O. E. (3)	»	»	»	»
C. F. T. C. (4)	151,4	148,9	151,3	155,7
1956.				
C. G. T. (2)	27.644 (5)	28.150	»	28.733
C. G. T.-F. O. (1)	28.976,4	29.264,3	28.329	28.514,7
I. O. E. (3)	27.962	26.967	26.988	27.427
C. F. T. C. (4)	171	168,5	166,4	169,2
1957.				
C. G. T. (2)	»	9	30.278	31.769
C. G. T.-F. O. (1)	28.534	29.479	31.296	32.940
I. O. E. (3)	27.445	29.034	28.963	30.993
C. F. T. C. (4)	170,4	176,4	180,6	196,7
1958.				
C. G. T. (2)	33.070	34.347	34.528	»
C. G. T.-F. O. (1)	35.117	36.519	36.934	»
I. O. E. (3)	32.957	34.342	33.959	»
C. F. T. C. (4)	211	212,8	211,6	»

(1) 1er du mois.
(2) 15 du mois.
(3) Budget du manœuvre. Base nouvelle depuis 1956.
(4) Indice base 100 en 1949 (fin de mois).
(5) Avril.

II. — BUDGET TYPE D'UNE FAMILLE DE QUATRE PERSONNES
(Evaluation de l'U. N. A. F.)

1° *Montants.*

Premier jour du mois.

ANNÉES	MARS	JUIN	SEPTEMBRE	DÉCEMBRE
1952	62.585	61.550	61.849	60.618
1956	70.092	73.324	67.953	69.922
1957	70.144	74.901	Non calculés.	80.177
1958	83.670	86.233	85.820	»

N. B. — Le budget a été calculé depuis le 1er janvier 1952 sur des bases nouvelles correspondant à une définition plus large des besoins, mieux adaptée à la disparition totale des mesures de restriction de la consommation.

2° *Indices* (base 100 en 1949).

15 du mois.

ANNÉES	MARS	JUIN	SEPTEMBRE	DÉCEMBRE
1956	165,3	166	157,1	158,6
1957	157,7	175	»	186,4
1958	199,8	206,5	198,7	»

V. — SALAIRES. — REVENUS

1. — SALAIRES

A. — Résultats de l'enquête du ministère du travail sur les taux des salaires horaires (1).

1. Indices moyens annuels depuis 1946

(1er janvier 1946 = 100.)

ANNÉES	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE (dont industries de transformation, bâtiment exclu) (1)
1946	121	125	122
1947	165	180	169
1948	251	278	259
1949	283	312	292
1950	311	343	321
1951	396	441	410
1952	464	510	478
1953	477	518	489
1954	506	559	522
1955	543	605	562
1956	592	648	609
1957	643	693	660

(1) L'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre est menée trimestriellement par la division statistique du secrétariat d'Etat au travail et à la sécurité sociale.

Effectuée par voie de questionnaires adressés aux employeurs, elle a porté sur 30.000 établissements de plus de dix salariés occupant plus de 4.200.000 personnes, y compris les houillères, les mines de fer, la Société nationale des chemins de fer français, la Régie autonome des transports parisiens, le Gaz de France, l'Electricité de France, soit approximativement 80 p. 100 de l'effectif du personnel travaillant dans les établissements de plus de dix salariés qui relèvent des secteurs professionnels considérés. Toutefois, en ce qui concerne les secteurs nationalisés cités ci-dessus, les renseignements sur les taux de salaires ne sont pas recueillis.

L'enquête couvre l'ensemble des activités, à l'exclusion de l'agriculture et des services publics. Elle ne touche ni les travailleurs isolés, ni le personnel domestique.

Source : Ministère du travail.

2. Evolution trimestrielle de l'indice général du taux des salaires horaires depuis 1951

(1er janvier 1946 = 100.)

ANNÉES	1er JANVIER	1er AVRIL	1er JUILLET	1er OCTOBRE	MOYENNE annuelle
1951	354	374	407	458	410
1952	470	475	479	481	478
1953	481	486	488	493	489
1954	500	516	521	522	522
1955	539	543	560	574	562
1956	589	597	610	620	609
1957	629	639	656	675	659
1958	700	727	745	(751)	»

Source : Ministère du travail.

3. Evolution trimestrielle des indices des taux de salaires horaires masculins et féminins depuis 1951

(1er janvier 1946 = 100.)

DATES	SALAIRES HORAIRES masculins	SALAIRES HORAIRES féminins
1952. — 1er janvier	456	504
1er avril	461	508
1er juillet	465	510
1er octobre	468	512
1953. — 1er janvier	469	512
1er avril	474	515
1er juillet	476	516
1er octobre	480	522
1954. — 1er janvier	487	529
1er avril	501	553
1er juillet	505	558
1er octobre	507	559
1955. — 1er janvier	521	582
1er avril	523	585
1er juillet	541	604
1er octobre	555	619
1956. — 1er janvier	570	633
1er avril	579	639
1er juillet	592	648
1er octobre	603	655
1957. — 1er janvier	612	665
1er avril	623	672
1er juillet	640	687
1er octobre	658	709
1958. — 1er janvier	683	734
1er avril	709	765
1er juillet	727	780

Source : Ministère du travail.

4. Indices par secteurs d'activités collectives

(1er janvier 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1er janvier.	1er avril.	1er juillet.	1er octobre.	ANNÉE (Moy.)
Indices par secteurs.					
Production des métaux:					
1956	100	100,6	103,5	103,6	102,6
1957	105	107,8	112,5	113,5	111,3
1958	119	123,2	124,5	124,8	»
Cuirs et peaux:					
1956	100	101	102,2	104,3	102,6
1957	105,8	107,6	108,6	113,3	110,3
1958	117,1	121,3	124,3	125,5	»
Industries chimiques (caoutchouc):					
1956	100	101,3	102,6	104,5	102,8
1957	105,4	107,4	110	113,5	110,6
1958	118,1	123,8	126,3	127,2	»
Bâtiment et travaux publics:					
1956	100	102,2	104,9	107,3	104,7
1957	108,5	110,9	114,2	116,9	114,1
1958	121,1	125,6	129,2	130,4	»
Industrie textile:					
1956	100	100,6	101,3	102,7	101,8
1957	104,8	105,4	109	110,5	108,7
1958	116	119,6	121,4	121,9	»
Transports (1949=287):					
1956	100	101,5	104,1	106,2	104
1957	108,4	108,4	111,7	115,4	112,7
1958	121,3	124,2	128,5	130,3	»
Papier, carton (1949=295):					
1956	100	101,5	103,1	104,3	103
1957	106,1	107,6	110,1	112,7	110,5
1958	117,4	122,9	126,1	127,2	»
Commerces alimentaires (1949 =300):					
1956	100	101,1	103,5	114,7	103,3
1957	106,7	108,2	110,2	105,1	111,4
1958	117,8	123,2	127,2	127,4	»

Source: Ministère du travail.

5. Indices des salaires horaires par sexe et qualification

(1er janvier 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1er janvier.	1er avril.	1er juillet.	1er octobre.	ANNÉE (Moy.)
A. — *Hommes.*					
Manœuvre ordinaire:					
1956	100	101,4	103,4	105	103,2
1957	106,3	107,8	110,1	113,9	110,9
1958	117,5	122,2	125,6	126,5	»
Manœuvre spécialisé:					
1956	100	101,4	103,5	105,4	103,4
1957	106,7	108,5	111,3	114,5	111,7
1958	118,6	123,1	126,2	127,2	»
Ouvrier spécialisé:					
1956	100	101,4	103,7	105,7	103,6
1957	107,3	109,1	112,1	115,1	112,4
1958	119,6	124	127,1	127,9	»
Ouvrier qualifié:					
1956	100	101,8	104,3	106,3	104,1
1957	107,9	110	113,1	116,2	113,4
1958	120,9	125,5	128,7	129,8	»
Ouvrier hautement qualifié:					
1956	100	101,9	104,5	106,6	104,3
1957	108,4	110,6	113,8	116,9	114
1958	121,7	126,4	129,4	130,8	»
B. — *Femmes.*					
Manœuvre ordinaire:					
1956	100	100,9	102,4	103,4	102,2
1957	104,2	105,3	106,8	110,7	108
1958	114,4	119,33	122,4	123	»
Manœuvre spécialisée:					
1956	100	100,8	102,1	103,6	102,3
1957	104,7	105,8	108	111,4	108,8
1958	115	119,9	122,4	123,5	»
Ouvrière spécialisée:					
1956	100	100,8	102,1	103,6	102,3
1957	105,2	106,3	109,3	112,3	109,6
1958	116,5	121,1	123,5	124,3	»
Ouvrière qualifiée:					
1956	100	101,3	102,8	104,5	103
1957	106,8	107,8	110	113,9	111,1
1958	118,4	123,5	125,1	126,2	»

Source: Ministère du travail.

6. Ecart moyen, à qualification égale, des salaires des femmes par rapport a ceux des hommes (écart en pourcentage des salaires masculins)

DATES	ECART MOYEN en pourcentage des salaires des hommes.
1er janvier 1946	15,0
1er janvier 1947	8,8
15 février 1948	6,3
1er janvier 1949	7,2
1er janvier 1950	7,8
1er janvier 1951	7,2
1er janvier 1952	7,3
1er janvier 1953	8,0
1er janvier 1954	8,4
1er janvier 1955	6,2
1er janvier 1956	6,4
Nouvelle série.	
1er janvier 1956	6,8
1er avril 1956	7,0
1er juillet 1956	7,3
1er octobre 1956	7,6
1er janvier 1957	7,8
1er avril 1957	8,1
1er juillet 1957	8,4
1er octobre 1957	8,6
1er janvier 1958	8,6
1er avril 1958	8,4
1er juillet 1958	8,6

Source: Ministère du travail.

7 Variations des taux des salaires moyens observés pour chaque catégorie professionnelle par rapport aux taux moyens des salaires des manœuvres ordinaires (salaires masculins)

(Nouvelle série.)

DÉSIGNATION	1er JANVIER	1er AVRIL	1er JUILLET	1er OCTOBRE
1957				
Manœuvre ordinaire	100	100	100	100
Manœuvre spécialisé	106	106	107	106
Ouvrier spécialisé	115	115	115	115
Ouvrier qualifié	130	130	131	131
Ouvrier hautement qualifié	150	150	152	151
1958				
Manœuvre ordinaire	100	100	100	»
Manœuvre spécialisé	107	106	106	»
Ouvrier spécialisé	116	115	115	»
Ouvrier qualifié	131	131	131	»
Ouvrier hautement qualifié	152	152	152	»

Source: Ministère du travail.

8. Abattements moyens des salaires de province par rapport a ceux de Paris depuis le 1er janvier 1952

Abattements légaux à appliquer au salaire minimum interprofessionnel garanti (à partir du 1er avril 1956).	1er janvier 1952	1er janvier 1953.	1er janvier 1954	1er janvier 1955.	1er janvier 1956	Nouvelle série								
						1er janv. 1956.	1er janv. 1957.	1er avril 1957.	1er juil. 1957.	1er oct. 1957.	1er janv. 1958.	1er avril 1958.	1er juil. 1958.	1er oct. 1958.
2,22 p. 100	9,7	11,7	13,3	13,1	12,7	12,9	15,6	15,8	15,7	16,5	16,2	16,1	16,1	»
4,44 p. 100	15,6	17,8	18,4	16,8	16,0	16,4	18,4	18,6	19,2	19,1	19,1	19	18,6	»
6,67 p. 100	20,3	21,7	22,8	20,6	20,1	20,5	22,4	22,9	23,3	23,2	23,3	22,7	22,2	»
8 p. 100	23,5	25,0	25,6	22,3	22,3	22,6	24,3	24,6	25,1	25,2	25,1	24,6	24	»

Source: Ministère du travail.

B. — **Indices des salaires horaires établis par les syndicats professionnels.**

1. Indices des salaires horaires par activité collective

France entière (1). — (1949 = 100).

Désignation	1957				1958				Années (moyennes mensuelles).					
	I (Janv.).	II (Avril).	III (Juillet)	IV (Oct.).	I (Janv.).	II (Avril).	III (Juil.).	Octobre.	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Construction électrique et mécanique (région parisienne): 1956	225	230	235	237	238	»	»	»	168,5	173,4	183	197	217	»
Fonderie: 1956	217	224	232	235	245	»	»	»	161,1	163,7	171	187	207	230
Grosse forge: 1956	220	221	»	»	241	»	»	»	175	171,9	174	197	211	»
Industrie de la laine: 1956	212	210	217	221	240	242	239	(2) 255	156	168,1	176	189	203	219
Industrie du coton: 1956	239	242	254	257	267	277	277	(2) 277	189,2	196,8	206	215	»	254

(1) Salaires réellement payés, y compris heures supplémentaires et primes diverses permanentes.
(2) Septembre.
Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

2. Indices des salaires horaires par profession (1)

Métaux (région parisienne).

T = temps, R = rendement.

Désignation	1958								Années (Moyenne mensuelle.)											
	Janvier.		Avril.		Juillet.		Octobre.		1952		1953		1954		1955		1956		1957	
	T	R	T	R	T	R	T	R	T	R	T	R	T	R	T	R	T	R	T	R
Ajusteur	264	254	276	261	281	264	289 (2)	265 (2)	174	169	180	175	193	184	210	201	227	223	249	241
Modeleur-mécanicien	239	250	247	256	251	261	254 (2)	261 (2)	171	172	175,6	177,3	181	190	195	209	214	225	229	238
Mouleur à main	252	249	260	257	263	260	263 (2)	260 (2)	166	165	173,6	167,6	181	176	191	191	214	211	238	232
Lamineur à froid	»	263	»	274	»	280	»	280 (2)	»	167	»	181,6	»	190	»	200	»	223	»	246

(1) Salaires ouvriers masculins y compris indemnités, mais majorations pour heures supplémentaires et prime de transport exclues.
(2) Septembre.
Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

3. Indices des salaires horaires par qualification individuelle (1)

Métaux (région parisienne) (1949 = 100).

DESIGNATION	1958				ANNÉES			
	I Janvier.	II Avril.	III Juillet.	IV Octobre.	1952	1955	1956	1957
Manœuvre ordinaire:								
Temps	247	259	261	(2) 264	171	198	217	235
Rendement	263	270	272	(2) 274	172	205	223	246
	Février.	Mai.	Août.	Novembre.				
Ouvrier spécialisé: temps et rendement	253	260	263	»	198	198	218	236
Professionnel: temps et rendement	260	267	260	»	»	202	223	243
Ensemble des ouvriers: temps et rendement	253	263	265	»	»	199	220	239

(1) Salaires ouvriers masculins y compris indemnités mais majorations pour heures supplémentaires et primes de transport exclues.
(2) Septembre.
Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

4. Charges sociales dans la construction mécanique et électrique

Ce coefficient est établi par le syndicat de la construction mécanique et électrique de la région parisienne et il est utilisé dans le calcul de l'indice total des salaires horaires majorés au titre des heures supplémentaires, du travail de nuit ou du dimanche et des jours fériés.

(1949 = 38,21.)

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	MOIS: 1957				1958				ANNÉES (moyennes mensuelles).					
	I Janvier.	II Avril.	III Juillet.	IV Octobre.	I Janvier.	II Avril.	III Juillet.	IV Octobre.	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Pourcentage des salaires	42,69	43,14	42,57	42,54	49,59	45,27	45,01	45,25 (1)	38,92	39,94	39,53	40,56	41,47	42,97

(1) Août.
Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

C. — **Revenus mensuels nets des salariés.**

Indice des salaires mensuels nets

(Ensemble professionnels et manœuvres) (1).

Cet indice calculé par le ministère du travail tient compte des taux de salaire horaire, de la durée du travail, des retenues de sécurité sociale, de la surtaxe progressive, des primes de transport et prestations familiales.

1° *Evolution annuelle* (moyenne).

DESIGNATION	COEFFICIENT de raccordement pour base 100 en 1938	1950	1951	1952	1953	1954	1955
(1949 = 100.)							
Zone 0 p. 100:							
Célibataire	(10,12)	116	145	169	175	192	204
Père de deux enfants	(13,72)	112	140	162	167	176	186
Père de cinq enfants (2)	(16,74)	108	136	155	159	168	179
Zone 7,50 p. 100:							
Célibataire	(12,80)	112	143	164	168	182	195
Père de deux enfants	(17,67)	109	137	158	161	169	180
Père de cinq enfants (2)	(23,24)	106	134	152	154	163	175

(1) Pondération: Manœuvre = 1. — Professionnel = 3
(2) Dont deux enfants âgés de plus de dix ans.

2° *Evolution trimestrielle.*

DÉSIGNATION	1955				1956			
	I Janvier.	II Avril.	III Juillet.	IV Octobre.	I Janvier.	II Avril.	III Juillet.	IV Octobre.
Zone 0 p. 100:								
Célibataire	195	197	203	209	213	219	228	233
Père de deux enfants	180	182	186	190	195	198	205	209
Père de cinq enfants	175	175	178	181	183	186	190	193
Zone 4,44 p. 100:								
Célibataire	187	188	194	202	207	212	219	224
Père de deux enfants	173	175	179	185	189	193	198	202
Père de cinq enfants	170	172	175	178	181	185	188	191

3° *Nouvelle série.*

(Bases et pondérations modifiées.) (Janvier 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1957				DÉSIGNATION	1957			
	I Janvier.	II Avril	III Juillet.	IV Octobre.		I Janvier.	II Avril	III Juillet.	IV Octobre.
Zone 0 p. 100:					Zone 4,44 p. 100.				
Célibataire	111,8	114	116,5	123	Célibataire	109,1	111,1	114,6	118,7
Père de deux enfants	108,7	111,2	114,4	117,2	Père de deux enfants	107,2	109,1	111,6	114,6
Père de cinq enfants	105,7	107,3	109,5	112,9	Père de cinq enfants	105,3	106,5	108,1	111,3

1958.

(Janvier 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	JANVIER	AVRIL	JUILLET	OCTOBRE	DÉSIGNATION	JANVIER	AVRIL	JUILLET	OCTOBRE
Zone 0 p. 100:					Zone 4,44 p. 100:				
Célibataire	125,1	128,4	131	131,9	Célibataire	121,4	125,8	128,8	129,1
Père de deux enfants	120,5	123,8	125,7	126,3	Père de deux enfants	117,8	121,3	123,4	124,1
Père de cinq enfants	116,6	118,7	120	120,4	Père de cinq enfants	116,5	117,7	119	119,4

D. — Salaires agricoles.

1. Nombre de salariés

a) Répartition des permanents par catégories professionnelles (enquête par sondage de l'I. N. S. E. E.).

DÉSIGNATION	ENQUÊTE de 1953.	ENQUÊTE de 1954.	ENQUÊTE de 1955.	ENQUÊTE de 1956	ENQUÊTE de 1957.
Personnel de direction	2,7	2,5	1,7	1,3 (2)	
Ouvriers qualifiés (1)	29	28,5	30,5	28,5	30,1
Domestiques, ouvriers agricoles	47,1	47,1	49	51,5	48,9
Servantes de ferme	11,1	11,1	10,1	10,3	11,3
Ouvriers à capacité réduite et jeunes gens	10,1	10,8	8,7	9	8,2
	100	100	100	100	100

(1) Maîtres, valets, fermiers, ouvriers et ouvrières spécialisés.

(2) Nombres absolus pour 1956 (1.000)

	1956	1957
Personnel de direction	7	8
Ouvriers qualifiés	187	175
Domestiques, ouvriers agricoles	341	285
Servantes de ferme	67	66
Ouvriers à capacité réduite et jeunes gens	58	47
Total	660	581

b) *Répartition selon le mode de rémunération.*

(En pourcentage.)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956
Personnel logé et nourri	58,8	59,4	57,7	51
Personnel logé	17,5	18,4	21,1	23,1
Personnel nourri	8,2	7,5	7,3	10
Personnel ni logé, ni nourri	15,5	14,7	15,9	15,9
Ensemble	100	100	100	100

2. Revenu global des salariés agricoles

1° 1952-1953.

DÉSIGNATION	MILLIARDS de francs.
Salaires en espèces.	
Salariés nourris et logés: 694.000 à 111.600 F par an	77
Salariés nourris seulement: 147.500 à 192.000 F par an	28
Salariés logés seulement: 111.000 à 131.000 F par an	14
Salariés ni logés, ni nourris: 147.500 à 216.000 F par an	32
Total	150
Avantages en nature.	
Autoconsommation	30
Achats complémentaires de nourriture	35
Total	65
Total général	215

N. B. — A défaut d'autres données, on a pris pour les avantages en nature les chiffres de la campagne 1951-1952. Ces chiffres sont peut-être un peu faibles car si, considérant que les avantages en nature compensent *grosso modo* les espèces qui ne sont pas versées aux salariés, on refait le calcul en supposant qu'aucun salarié n'est nourri, ni logé, on obtient entre 225 et 235 milliards.

Si l'on s'en tenait au salaire minimum garanti moyen de 14.000 F par mois, on obtiendrait 185 milliards.

Comme il est peu probable que les salaires soient inférieurs au minimum garanti ou très supérieurs aux salaires donnés par l'enquête, on peut estimer que le revenu global des salariés agricoles est compris entre 175 et 245 milliards de francs

2° 1953-1954.

DÉSIGNATION	MILLIARDS de francs.
Salariés nourris	
Hommes: 530.000 à 125.000 F	66
Femmes: 145.000 à 100.000 F	15
Total	81
Salariés non nourris:	
Hommes: 290.000 à 235.000 F	68
Femmes: 95.000 à 185.000 F	18
Total	86
Ensemble	167
Avantages en nature:	
Autoconsommation	30
Achats complémentaires de nourriture	30
Total	60
Total général	227

3° 1954-1955. (Salaire moyen.)

CATÉGORIE professionnelle	LOGÉ et nourri	LOGÉ seulement	NOURRI seulement	NI NOURRI ni logé
Personnel de direction.	(*) 20.140	(*) 34.820	»	(*) 53.650
Maîtres valets et ouvriers spécialisés	16.650	22.790	(*) 17.360	25.500
Domestiques, ouvriers agricoles	12.360	19.480	14.450	21.660
Servantes de ferme et ouvrières spécialisées	9.860	15.570	(*) 13.080	(*) 23.450
Jeunes gens et ouvriers à capacité réduite	5.940	(*) 12.630	(*) 8.050	(*) 13.950
Ensemble	11.720	20.970	14.450	24.030

(*) Les salaires moyens marqués d'un astérisque, se rapportant à des effectifs faibles (inférieurs à une centaine dans l'échantillon), peuvent être entachés d'une forte erreur aléatoire et ne sont donnés qu'à titre indicatif.

4° 1955-1956. (Enquête de mars 1958.)

CATÉGORIE professionnelle.	MODE DE RÉMUNÉRATION			
	Logé et nourri.	Logé seulement.	Nourri seulement.	Ni nourri ni logé.
Personnel de direction:				
Salaire moyen	(*) 19.430	(*) 35.800	»	(*) 47.670
Effectif	1	4	»	2
Maîtres, valets et ouvriers spécialisés:				
Salaire moyen	19.190	25.590	(*) 20.030	29.040
Effectif	32	69	13	49
Domestiques et ouvriers agricoles:				
Salaire moyen	14.400	22.000	16.410	25.100
Effectif	114	53	33	26
Servantes de ferme et ouvrières:				
Salaire moyen	11.350	(*) 16.210	(*) 16.310	(*) 24.410
Effectif	34	13	3	8
Jeunes gens et ouvriers à capacité réduite:				
Salaire moyen	6.640	13.560	8.970	15.350
Effectif	34	4	5	3
Ensemble:				
Salaire moyen	13.360	23.410	16.750	27.440
Effectif	215	143	54	88

(*) Les salaires moyens marqués d'un astérisque, se rapportant à des effectifs faibles (inférieurs à une centaine dans l'échantillon), peuvent être entachés d'une forte erreur aléatoire, et ne sont donnés qu'à titre indicatif.

II. — REVENUS DE L'AGRICULTURE

1. Evolution globale

a) *Estimation grossière* (milliards de francs).

DESIGNATION	1937-1939	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956	1956-1957
Recettes	87	1.405	1.575	1.730	2.030	2.205	2.250	2.305	2.450	2.255
Dépenses	18,5	355	400	460	580	605	625	670	745	845
Revenu net	68,3	1.050	1.175	1.270	1.450	1.600	1.625	1.635	1.705	1.710

(= ordre de grandeur de la production nette au coût des facteurs.)

Définitions

Recettes = valeur des ventes de l'agriculture aux autres secteurs économiques + valeur des produits récoltés et consommés à la ferme.
Dépenses = valeur des achats de matières, services et biens d'équipement par l'agriculture aux autres secteurs de l'économie.
Revenu net ou balance de trésorerie = recettes — dépenses.

N. B. — Autoconsommation:

1937-1939	18,5	1950-1951	335	1953-1954	405
1948-1949	315	1951-1952	385	1954-1955	400
1949-1950	325	1952-1953	415	1955-1956	440

Part du revenu net (pourcentage):

1937-1939	28,8	1950-1951	27,9	1953-1954	26,2
1948-1949	30	1951-1952	28,1	1954-1955	25,7
1949-1950	29,3	1952-1953	27,7	1955-1956	25,5

Source: I. N. S. E. E.

b) *Répartition du revenu net.*

(En ordre de grandeur, avec une marge d'erreur importante.)

DESIGNATION	1937-1939	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956	1956-1957
Propriétaires	7	110	110	120	155	(1) 160	(2) 150	(3) 130	(5) 125	»
Salariés	10,5	150	160	175	205	215	225	240	245	»
Exploitants	44,5	790	905	975	1.090	1.225	1.250	1.270	(4) 1.335	1.315

(1) Impôt foncier: 20 milliards.
(2) Impôt foncier: 22 milliards.
(3) Impôt foncier: 23 milliards.
(4) Compte non tenu de la sécurité sociale.
(5) Impôt foncier: 25 milliards.
Source: I. N. S. E. E.

2. Recettes de l'agriculture

(En milliards de francs.)

a) *Evolution du montant des recettes de l'agriculture.*

PRODUITS	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
Produits végétaux.				
Blé	230	255	280	250
Betteraves industrielles	50	60	53	52
Pommes de terre	80	58	36	57
Légumes frais	160	155	165	210
Légumes secs	10	10	10	10
Fruits	75	70	75	70
Vin	(1) 165	200	(1) 185	200
Autres produits végétaux	105	90	90	100
Total produits végétaux	875	900	(1) 895	950
Produits animaux.				
Viande	615	625	700	740
Produits laitiers	(1) 440	(1) 460	(1) 430	455
Volailles et lapins	150	145	150	165
Œufs	115	110	120	130
Autres produits animaux	10	10	10	10
Total produits animaux	(1) 1.330	(1) 1.350	(1) 1.410	1.500
Total général	2.205	2.250	(1) 2.305 (2.200 à 2.700)	2.450

(1) Evaluation rectifiée.

Source : I. N. S. E. E.

b) *Part des principales productions dans les recettes de l'agriculture.*

MOYENNE DE 1937-1938 ET 1938-1939		1953-1954		1954-1955		1955-1956	
Viande	22,5	Viande	22	Viande	30,5	Viande	30
Blé	17	Lait	20,5	Lait	18,5	Lait	18,5
Lait	13,5	Blé	11,5	Blé	12	Volailles et œufs	12
Vin	11,5	Volailles et œufs	11,5	Volailles et œufs	11,5	Blé	10
Volailles et œufs	11,5	Vin	9	Vin	8	Légumes	9
Légumes	9,5	Légumes	7,5	Légumes	7,5	Vin	8
Pommes de terre	4	Fruits	3,5	Fruits	3,5	Fruits	3,5
Fruits	3,5	Betteraves industrielles	2,5	Betteraves industrielles	2,5	Pommes de terre	2,5
Betteraves industrielles	2,5	Pommes de terre	2,5	Pommes de terre	1,5	Betteraves industrielles	2,5

Source : I. N. S. E. E.

3. Dépenses de l'agriculture

a) *Analyse détaillée des dépenses de* 1937-1938 *à* 1952-1953. (En milliards de francs.)

N. B. — Erreur possible en plus ou en moins de l'ordre d'au moins 20 p. 100 (évaluations).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE 1937-1938 et 1938-1939	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
1° *Matières.*											
Semences	0,35	0,35	0,35	9	8	9	13	15	15	»	20
Alimentation du bétail	4,0	3,8	3,9	40	55	60	80	82	70	»	90
Engrais	2,7	3,15	2,9	55	60	70	90	90	110	125	(145)
Antiparasitaires	0,5	0,45	0,5	5	8	10	18	16	18	17	45 à 50
Carburants	0,35	0,45	0,4	19	30	28	30	30	35	»	»
Electricité	0,15	0,15	0,15	5	6	7	10	15	15	»	»
Ficelle-lieuse	0,15	0,15	0,15	6	6	7	11	11	5	»	»
Divers	0,3	0,3	0,3	5	7	8	10	10	10	»	»
Total (environ)	8,5	8,8	8,65	145	180	200	260	270	280	»	320
2° *Travaux et services.*											
Battages	0,5	0,85	0,7	10	11	13	15	17	19	»	(20)
Entretien	3,8	4,25	4,0	70	70	85	100	105	105	»	(30)
Assurances	0,8	0,9	0,9	12	18	20	25	25	27	»	(35)
Echanges bétail	0,7	0,7	0,7	20	15	20	25	30	25	»	»
Vétérinaires	0,3	0,3	0,3	6	8	10	13	15	15	»	»
Frais généraux et divers	0,4	0,4	0,4	6	8	10	10	10	10	»	»
Total (environ)	6,5	7,4	7,0	125	130	160	190	200	200	»	230
3° *Renouvellement* (1).											
Bâtiments et capital d'exploitation (1)	3,5	3,1	3,3	85	80	90	120	120	130	140	175
Total général (environ)	18,5	19,3	18,9	355	390	450	570	590	610	650	725

(1) Les dépenses relatives aux bâtiments, véhicules, etc., ont été grossièrement réparties avec l'entretien et le renouvellement.
Source: I. N. S. E. E.

b) *Répartition des dépenses.*

1° Répartition des dépenses (en pourcentage).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
Matières	46	46	46	41	46	44	46	46	46	»	44
Travaux et services	35	38	37	35	33	36	33	34	33	»	32
Renouvellement (bâtiments et capital d'exploitation)	19	16	17	24	21	20	21	20	19	21	24

On ne note pas de changement important par rapport à l'avant-guerre dans la répartition des dépenses de l'agriculture, abstraction faite des campagnes 1945-1946 à 1947-1948, période de pénurie des produits industriels nécessaires à l'agriculture.
Source: I. N. S. E. E.

2° Proportions des principaux postes dans le total des dépenses (en pourcentage).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
Alimentation du bétail	22	20	21	11	14	13	14	14	11,5	»	12,5
Engrais	15	16	15	16	15	16	16	15	18	19	20
Carburants	2	2	2	5	8	6	5	5	5,5	»	»
Machines agricoles et tracteurs	10	8	9	17	14	13	14	14	14,5	14,5	»

Source: I. N. S. E. E.

VI. — COMPTABILITE NATIONALE

1. Produit national.

(En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	(1) 1957
Production nationale	»	7.710	8.810	10.810	12.800	13.300	14.030	15.180	16.510	18.310
Services rendus par les salariés des ménages et administrations privées	»	120	120	160	190	200	220	230	250	280
Services rendus par les salariés des administrations	»	730	900	1.110	1.320	1.390	1.480	1.550	1.760	1.880
Autres éléments du produit national	»	40	40	30	30	40	60	60	70	50
= Produit national brut aux prix du marché	444	8.600	9.850	12.110	14.340	14.930	15.790	17.020	18.590	20.520
— Amortissements	— 47	— 880	— 950	— 1.240	— 1.470	— 1.480	— 1.510	— 1.540	— 1.640	— 1.770
= Produit national net aux prix du marché	397	7.720	8.900	10.870	12.870	13.450	14.280	15.480	16.950	18.750
— Impôts indirects nets de subventions	— 41	— 1.090	— 1.380	— 1.800	— 2.170	— 2.260	— 2.430	— 2.510	— 2.720	— 3.070
= Produit national net au coût des facteurs ou revenu national	356	6.630	7.520	9.070	10.700	11.190	11.850	12.970	14.230	15.680

(1) Chiffres provisoires.
Source: Commission des comptes de la nation.

2. Produit national.

(En francs constants.)

DÉSIGNATION	AUX PRIX DE 1954								
	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957 (1)
Production nationale	11.170	12.070	12.510	12.770	13.320	14.030	14.970	15.650	16.670
Services rendus par les salariés des ménages et des administrations	210	210	210	210	220	230	230	240	260
Services rendus par les salariés des administrations	1.330	1.310	1.380	1.460	1.450	1.480	1.470	1.650	1.690
Autres éléments du produit national	30	20	30	30	40	60	70	70	70
= Produit national brut aux prix du marché	12.740	13.670	14.130	14.470	15.030	15.790	16.740	17.610	18.690

(1) Chiffres provisoires.
Source: Commission des comptes de la nation.

3. Revenu national et revenu disponible.

(En milliards de francs constants.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	(1) 1957
Rémunération des salariés	184	3.580	4.010	5.090	6.110	6.080	6.930	7.510	8.410	9.240
Revenus nets de la propriété et de l'entreprise allant aux ménages	(2) 170	2.710	3.130	3.550	4.080	4.160	4.300	4.070	5.020	5.480
Revenus nets de la propriété et de l'entreprise allant aux sociétés	(2) 14	360	410	460	550	670	650	810	850	1.080
Revenus nets de la propriété et de l'entreprise allant aux administrations	(3) 12	— 40	— 50	— 40	— 80	— 50	— 70	— 70	— 110	— 180
Transferts divers	»	20	20	30	30	30	40	50	60	60
Revenu national net	356	6.630	7.520	9.070	10.700	11.190	11.850	12.970	14.230	15.680
Impôts directs	»	— 410	— 540	— 600	— 670	— 810	— 790	— 810	— 990	— 1.190
Revenu national net disponible après impôts	»	= 6.220	= 6.980	= 8.470	=10.030	=10.380	=11.060	=12.160	=13.240	=14.490
+ Impôts allant aux administrations	»	+ 1.500	+ 1.920	+ 2.400	+ 2.840	+ 3.070	+ 3.220	+ 3.320	+ 3.710	+ 4.260
± Solde de transferts et prêts du reste du monde	»	+ 150	+ 40	+ 180	+ 230	+ 90	— 20	— 90	+ 410	+ 440
Disponibilités nationales nettes ou dépense nationale brute	»	= 7.870	= 8.940	=11.050	=13.100	=13.540	=14.260	=15.390	=17.360	=19.190
+ Amortissements	»	+ 880	+ 950	+ 1.240	+ 1.470	+ 1.480	+ 1.510	+ 1.540	+ 1.640	+ 1.770
Disponibilités nationales brutes ou dépense nationale brute	»	= 8.750	= 9.890	=12.290	=14.570	=15.020	=15.770	=16.930	=19.000	=20.960

(1) Chiffres provisoires. — (2) Après payement des impôts directs sur les entreprises. — (3) Y compris les impôts directs versés par les entreprises.
Source: Commission des comptes de la nation.

4. Dépense nationale.

(En milliards.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	(1) 1957
a) *En francs courants.*										
Consommation des ménages	328	5.960	6.760	8.390	9.730	10.180	11.700	11.460	12.690	13.920
+ Consommation des administrations publiques	58	1.110	1.340	1.720	2.240	2.350	2.370	2.370	2.750	2.990
+ Formation brute de capital	59	1.680	1.790	2.180	2.600	2.490	2.700	3.100	3.560	4.050
= Dépense nationale brute	= 445	= 8.750	= 8.890	=12.290	=14.570	=15.020	=15.770	=16.930	=19.000	=20.960
± Cessions nettes des biens et services au reste du monde	— 1	— 150	— 40	— 180	— 230	— 90	+ 20	+ 90	— 410	— 440
= Produit national brut aux prix du marché	= 444	= 8.600	= 9.850	=12.110	=14.340	=14.930	=15.790	=17.020	=18.590	=20.520
b) *En francs constants.*										
Aux prix de 1954.										
Consommation des ménages	8.320	8.560	9.140	9.510	9.770	10.300	10.700	11.320	12.040	12.750
+ Consommation des administrations publiques	1.370	1.930	2.030	2.100	2.380	2.400	2.370	2.300	2.600	2.710
+ Formation brute de capital	1.470	2.570	2.580	2.560	2.570	2.480	2.700	3.060	3.360	3.630
= Dépense nationale brute	=11.160	=13.060	=13.750	=14.170	=14.720	=15.180	=15.770	=16.680	=18.000	=19.090

(1) Chiffres provisoires.

Source: Commission des comptes de la nation.

5. Evolution du revenu national de 1901 à 1953.

M. A. Sauvy a présenté, dans son rapport au Conseil économique de mars 1954, une évaluation en francs constants 1938 des chiffres du revenu national estimés pour les années 1901 à 1913 :

« Pour les années 1938 et 1948 à 1952, ont été utilisés les chiffres du produit national net malgré les critiques que soulèvent ces chiffres. Pour les années 1921 à 1947, les chiffres calculés par le commissariat au plan, il s'agit cette fois de la production nette au coût des facteurs, il aurait mieux valu suivre la même série qu'après 1949, les éléments n'en ont pas été retrouvés. Les chiffres ont été raccordés en tout cas de façon à assurer une bonne comparabilité. Mais il est possible que de 1921 à 1938, une légère distorsion ait résulté de la non-idenlité des définitions.

« Enfin pour 1901 à 1913, il s'agit de calculs personnels correspondant à la notion de production brute. Le raccord a été fait d'après les données directes de 1913 à 1938.

« Telle qu'elle est, la série n'est donc pas absolument homogène. Elle donne cependant une idée du développement de la richesse française depuis le début du siècle. »

Evolution du revenu national de 1901 à 1953.

ANNÉES	EN milliards de francs 1936	BASE 100 en 1913	BASE 100 en 1929	BASE 100 en 1938	REVENU par tête (en milliers de francs 1938)	ANNÉES	EN milliards de francs 1936	BASE 100 en 1913	BASE 100 en 1929	BASE 100 en 1938	REVENU par tête (en milliers de francs 1938).
1901	242	73	»	»	5,5	1931	428	130,5	91,5	»	10.2
1902	240	73,1	»	»	5,8	1932	398	121,3	87,8	»	9,5
1903	247	75,3	»	»	6	1933	400	121,9	88,2	»	9,5
1904	267	81,4	»	»	6,5	1934	392	119,5	86,5	»	9,3
1905	264	80,5	»	»	6,4	1935	375	114,3	82,7	»	8,9
1906	270	82,3	»	»	6,5	1936	371	113,1	81,8	»	8,8
1907	277	84,5	»	»	6,7	1937	384	117	85	»	9,1
1908	279	85,1	»	»	6,7	1938	380	115,8	83,9	100	9
1909	288	87,8	»	»	6,9	1939	407	124,1	89,8	107	9,7
1910	288	87,8	»	»	6,9	1940	336	102,4	74,2	88,4	8,2
1911	300	91,5	»	»	7,2	1941	266	81	58,7	70	6,7
1912	328	100	»	»	7,8	1942	238	72,6	52,5	62,6	6
1913	328	100	»	»	7,8	1943	226	68,9	49,9	59,5	5,8
1920	270	82,3	»	»	6,9	1944	191	58,2	42,1	50,3	4,9
1921	250	76,2	»	»	6,3	1945	207	63,1	45,7	54,4	5,2
1922	304	92,7	»	»	7,7	1946	315	96	69,5	82,9	7,8
1923	329	100,3	»	»	8,2	1947	341	104	75,2	89,7	8,4
1924	381	116,1	»	»	9,4	1948	366	111,6	80,7	96,2	8,8
1925	384	117,1	»	»	9,5	1949	414	126,2	91,4	109	9,9
1926	401	122,2	»	»	9,8	1950	447	136,2	98,7	117,6	10,6
1927	387	118	»	»	9,4	1951	462	140,8	102	121,6	10,9
1928	410	125	»	»	9,9	1952	470	143,3	103,8	123,7	11
1929	453	138,1	100	»	10,9	1953	475	144,8	104,8	125	11,1
1930	447	136,3	98,7	»	10,7						

Source: C. E., rapport M. A. Sauvy, mars 1953.

VII. — CONSOMMATION

1. Evolution de la consommation en 1956 et 1957.

DÉSIGNATION	1956	1957		INDICE	INDICE	INDICE
	Milliards de francs courants.	Milliards de francs courants.	Milliards de francs prix 1956.	de valeur 1957/1956	de prix 1957/1956	de volume 1957/1956.
0. Produits agricoles	1.281	1.301	1.309	101,5	99,4	102,1
1. Produits des industries alimentaires	3.676	3.914	3.803	106,4	102,9	103,5
2. Energie	562	611	563	108,7	108,5	100,1
3. Produits des industries des métaux	796	899	869	112,9	103,5	109,2
4. Produits des industries chimiques	455	502	505	110,4	99,4	110,9
5. Textiles et cuirs	1.764	1.972	1.889	111,7	104,4	107,1
6. Produits des industries diverses	975	1.122	1.073	115,0	104,5	110,0
7. Bâtiment et travaux publics	107	128	116	119,6	110,3	108,4
8. Transports et télécommunications	324	356	346	109,8	102,9	106,8
9. Services	2.211	2.443	2.345	110,4	104,2	106,0
Totaux	12.154	13.248	12.818			
Moyenne	.....	.....	.....	109,1	103,4	105,5

Source: Projet de loi de finances pour 1958 (rapport économique).

2. Consommation des administrations.

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	DÉPENSES MILITAIRES			DÉPENSES CIVILES		
	1955	1956	1957	1955	1956	1957
Bâtiment et travaux publics	35	45	46	143	152	198
Produits des industries des métaux	309	404	(1) 478	22	26	26
Autres produits	105	132	161	155	173	161
Totaux	449	581	685	320	351	385

(1) Sur les 74 milliards d'augmentation de ce poste de 1956 à 1957, 43 apparaissent dans les mouvements divergents du solde du compte des fabrications d'armement (créditeur de 13 en 1956, débiteur de 30 en 1957).

Source: Projet de loi de finances pour 1958 (rapport économique).

3. Consommation territoriale, aux prix de 1954.

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
1. Alimentation et boissons:								
11. Produits à base de céréales	479	511	507	529	538	537	559	580
12. Légumes	504	495	480	493	496	518	514	549
13. Fruits	274	289	313	319	300	330	292	297
14. Viandes, volailles, œufs, poissons	1.206	1.236	1.333	1.438	1.511	1.593	1.639	1.705
15. Lait, fromages	361	379	369	379	400	413	418	428
16. Corps gras	364	384	375	415	437	449	471	498
17. Produits à base de sucre et de cacao	171	183	187	209	225	233	263	289
18. Produits alimentaires divers	44	45	47	50	50	51	56	59
19. Boissons	750	816	835	848	855	883	914	963
Total alimentation et boissons	4.153	4.338	4.446	4.680	4.812	5.007	5.126	5.368
2 Habillement	1.212	1.325	1.334	1.386	1.426	1.526	1.613	1.752
3. Habitation	1.328	1.424	1.454	1.490	1.571	1.707	1.851	1.976
4. Hygiène et soins	500	540	586	612	683	721	814	928
5. Transports et communications	539	624	678	687	746	824	881	912
6. Culture, loisirs, distractions	606	641	645	671	688	745	811	859
7 Hôtels, cafés, restaurants (val. aj.)	312	350	370	383	384	403	412	428
8 Consommations diverses	188	201	212	222	230	245	264	282
Total consommations non alimentaires	4.685	5.105	5.279	5.481	5.731	6.171	6.676	7.137
Consommation territoriale totale	8.838	9.443	9.725	10.161	10.543	11.178	11.802	12.505

Source: C. R. E. D. O. C.

4. Consommation territoriale, aux prix de 1954.

(Répartition en pourcentage.)

DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
1. Alimentation et boissons:								
11. Produits à base de céréales	5,4	5,4	5,2	5,2	5,1	4,8	4,7	4,6
12. Légumes	5,7	5,2	4,9	4,9	4,7	4,6	4,4	4,4
13. Fruits	3,1	3,1	3,2	3,1	2,9	3	2,5	2,4
14. Viandes, volailles, œufs, poissons	13,7	13,1	13,7	14,2	14,3	14,2	13,9	13,6
15. Lait, fromages	4,1	4	3,8	3,7	3,8	3,7	3,5	3,4
16. Corps gras	4,1	4,1	3,9	4,1	4,1	4	4	4
17. Produits à base de sucre et de cacao	1,9	1,9	1,9	2	2,1	2,1	2,2	2,3
18. Produits alimentaires divers	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
19. Boissons	8,5	8,6	8,6	8,4	8,1	7,9	7,7	7,7
Total alimentation et boissons	47	45,9	45,7	46,1	45,6	44,8	43,4	42,9
2 Habillement	13,7	14,1	13,7	13,6	13,5	13,6	13,9	14
3. Habitation	15	15,1	15	14,7	14,9	15,3	15,7	15,8
4. Hygiène et soins	5,7	5,7	6	6,3	6,5	6,5	6,9	7,4
5. Transports et communications	6,1	6,6	7	6,7	7,1	7,4	7,5	7,3
6. Culture, loisirs, distractions	6,9	6,8	6,6	6,6	6,5	6,6	6,9	6,9
7. Hôtels, cafés, restaurants (val. aj.)	3,5	3,7	3,8	3,8	3,7	3,6	3,5	3,4
8 Consommations diverses	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3
Total consommations non alimentaires	53	54,1	54,3	53,9	54,4	55,2	56,6	57,1
Consommation territoriale totale	100	100	100	100	100	100	100	100

Source: C. R. E. D. O. C.

B. — DONNEES ETRANGERES COMPARATIVES

CADRE DE PRESENTATION

N. B. — Les chiffres entre parenthèses ont un caractère provisoire.

Pages

1° *Population:*
- *a)* Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays. 142
- *b)* Estimation de la population totale pour quelques pays 142

2° *Production:*
- *a)* Résultats agricoles..... 143
- *b)* Production industrielle..... 148

3° *Activité de la main-d'œuvre:*
- *a)* Indice de l'emploi..... 155
- *b)* Durée hebdomadaire du travail..... 155
- *c)* Chômage 155

4° *Commerce extérieur.*
- *a)* Indices du quantum..... 156
- *b)* Indices de valeur unitaire..... 156
- *c)* Pourcentage de couverture des importations par les exportations 156
- *d)* Situation des pays membres de l'U. E. P..... 157
- *e)* Balance des payements..... 158
- *f)* Aide économique internationale aux pays peu développés en 1954-1956..... 159

5° *Transports:*
- *a)* Transports ferroviaires..... 159
- *b)* Flotte marchande mondiale..... 159
- *c)* Transports aériens..... 161
- *d)* Parc automobile..... 161

6° *Prix et coût de la vie:*
- *a)* Indices des prix de gros..... 162
- *b)* Indices du coût de la vie..... 162
- *c)* Prix agricoles et prix généraux..... 162
- *d)* Indices des matières premières..... 163
- *e)* Indices mondiaux de frets..... 163
- *f)* Rapport prix reçus/prix payés par les agriculteurs.... 163

7° *Salaires et revenus:*
- Gains dans les industries manufacturières..... 163

Pages

8° *Consommation:*
- *a)* Répartition des dépenses de consommation privée dans quelques pays..... 164
- *b)* Laine (consommation mondiale)..... 165
- *c)* Coton (consommation mondiale)..... 165
- *d)* Fibres textiles d'habillement (consommation mondiale) 165
- *e)* Acier (consommation apparente)..... 165
- *f)* Consommation d'énergie par habitant..... 165
- *g)* Consommation de produits pétroliers..... 165
- *h)* Sucre (production et consommation mondiales)..... 166

9° *Commerce intérieur*..... 166

10° *Données monétaires et financières:*
- *a)* Cours des changes..... 167
- *b)* Réserves or-devises..... 167
- *c)* Cours des actions industrielles..... 167
- *d)* Comptes budgétaires et dette publique dans quelques pays 168

11° *Revenu national:*
- *a)* Estimation du revenu national de 1948 à 1956..... 168
- *b)* Répartition du revenu national..... 169
- *c)* Origine par branche d'activité du produit intérieur brut 170
- *d)* Dépense imputée au produit intérieur brut..... 171

12° *Logement et construction:*
- *a)* Evolution de la construction de logements dans quelques pays..... 173
- *b)* Indices des prix de gros des matériaux de construction..... 173

13° *Investissements* 174
- *a)* Financement des investissements..... 174
- *b)* Pourcentage de la formation brute de capital par rapport au produit national brut..... 174
- *c)* Répartition de la formation de capital fixe..... 175
- *d)* Production par tête, capital par tête et rapport capital-production dans les industries de transformation.. 176

1° POPULATION

a) Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays. (P. 4.000.)

PAYS	1938		1954		1956		1957		1958	
	N	M	N	M	N	M	N	M	N	M
Allemagne occidentale	19,7	11,4	16,1	10,6	16,5	11,2	17	11,3	»	»
Australie	17,5	9,6	22,5	9,1	22,5	9,1	22,9	8,8	»	»
Autriche	13,9	14	14,9	12,1	16,6	12,4	16,8	12,7	»	»
Belgique	16	13,2	16,8	11,9	16,8	12,1	17	12,4	»	»
Canada	20,7	9,7	28,5	8,2	28	8,2	28,2	8,2	»	»
Espagne	20,1	19,3	20	9,1	20,7	9,9	21,7	10	»	»
France	14,9	15,8	18,9	12,4	18,5	12,5	18,5	12	»	»
Italie	(1) 23,8	14,1	18,2	9,2	18,1	10,3	18,2	10	»	»
Pays-Bas	20,5	8,5	21,6	7,5	21,2	7,8	21,2	7,5	»	»
Royaume-Uni	15,5	11,8	15,6	11,4	16,1	11,7	16,5	11,5	»	»
Suède	14,9	11,5	14,6	9,6	14,8	9,6	14,6	9,9	»	»
U. S. A.	17,6	10,6	24,9	9,2	24,9	9,4	25	9,6	»	»

(1) Territoire d'avant guerre.
Source : O. N. U.

b) Estimation de la population totale pour quelques pays.

(En millions.)

PAYS	ANNÉES					
	1938	1946	1949	1956	1957	1958
Allemagne occidentale	(3)	43,93	47,70	50,78	51,47	»
Allemagne orientale	(3)	16,89	17,68	16,58	16,40	»
Argentine	13,72	15,65	16,74	19,49	19,86	20,25
Australie	6,90	7,46	7,90	9,43	9,64	»
Autriche	6,76	7	6,94	6,98	7	»
Belgique	8,37	8,36	8,61	8,92	8,99	»
Brésil	39,48	47,31	50,77	59,85	61,27	62,72
Bulgarie	6,25	7	7,21	7,6	7,67	»
Canada	11,45	12,62	13,45	16,08	16,59	17,05
Chili	4,91	5,64	5,96	6,94	7,12	»
Chine	(5)	»	(4) 541,7	621,2	640	»
Egypte	16,29	18,79	19,88	23,52	24,02	»
Espagne	25,28	27,01	27,65	29,20	29,4	29,7
Grèce	7,12	»	7,48	8,03	8,09	»
France	41,10	40,28	41,40	43,65	44,07	44,5
Hongrie	9,17	9,04	9,25	9,83	9,81	9,85
Inde	307,69	340,80	353,83	387,35	392,4	»
Indonésie	68,41	»	74,80	84	85,1	»
Iran	»	17,41	18,46	18,94	19,25	19,72
Italie	42,98	45,29	46,31	48,28	48,48	48,63
Japon	70,53	75,80	81,3	90	90,9	91,60
Mexique	19,07	23,18	25,13	30,54	31,43	32,35
Pays-Bas	8,68	9,42	9,96	10,88	11	11,2
Pakistan	(6)	»	74,25	83,28	84,45	85,63
Pologne	»	23,96	24,41	27,82	28,3	»
Portugal	7,50	8,12	8,33	8,84	8,91	8,98
Roumanie	15,75	15,8	16,05	17,58	17,83	»
Suède	6,30	6,72	6,95	7,32	7,37	»
Suisse	4,19	4,41	4,64	5,04	5,12	5,18
Thaïlande	14,75	17,04	18,14	20,69	21,076	»
Turquie	(1) 17,02	19,20	20,48	24,80	25,50	»
Royaume-Uni	47,49	49,22	50,36	51,21	51,45	»
U. R. S. S.	(6)	»	»	(2) 200,20	»	»
U. S. A.	129,97	141,39	149,18	168,17	171,23	174,06
Yougoslavie	15,38	»	16,13	17,88	»	»
Monde	2.560	2.603	2.647	»	»	»

N. B. — On a retenu les principaux pays dont la population était dans l'ensemble égale à au moins 5 millions d'habitants.

(1) Estimation au 1er octobre 1937-1938 : non compris le Habay (environ 204.000 habitants au moment du transfert).
(2) Estimations au 1er avril.
(3) Population totale de l'ensemble de l'Allemagne en 1939 : 59.657 millions d'habitants.
(4) Population de la Chine en 1937 : 452,5 millions d'habitants, et en 1948 : 463,5.
(5) Population du Pakistan en 1951 : 70,9 millions d'habitants.
(6) Population de l'U. R. S. S. en 1939 : 170,5 millions d'habitants.

Source : O. N. U.

2° PRODUCTION

(En ordre de grandeur.)

a) Résultats agricoles.

1. Indices du volume de la production brute par grandes régions

Production totale. (1934-1938 = 100.)

RÉGIONS	1948-49 1950-51	1952-53	1953-54	1954-55	1955-56	1956-57
Europe occidentale	103	107	123	124	125	126
Amérique du Nord	135	138	148	142	149	154
Amérique latine	123	121	131	137	141	144
Extrême-Orient (Chine exclue)	99	104	113	115	120	124
Proche-Orient	116	121	143	141	146	151
Afrique	124	128	145	147	150	155
Océanie	112	113	123	125	130	129
Ensemble	114	118	130	131	135	138
Total mondial (estimation pour Europe orientale, Chine, U. R. S. S.)	108	113	117	119	»	»

Source: O. N. U. (F. A. O.).

Production alimentaire. (Avant guerre = 100.)

RÉGIONS	1948-1949 1950-1951	1952-1953	1955-1956	1956-1957	1957-1958 (1)
Europe de l'Ouest	103	114	124	124	126
Amérique du Nord	138	152	153	162	157
Amérique latine	128	136	145	154	154
Extrême-Orient	99	105	121	124	123
Proche-Orient	114	135	147	153	158
Afrique	123	134	147	152	148
Océanie	111	117	127	119	115

(1) Chiffres préliminaires.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

Production par tête. (Avant guerre = 100.)

RÉGIONS	1948-1949 1950-1951	1952-1953	1955-1956	1956-1957	1957-1958 (1)
Europe de l'Ouest	94	102	108	108	109
Amérique du Nord	118	123	117	121	116
Amérique latine	98	97	96	100	97
Extrême-Orient	84	85	93	94	92
Proche-Orient	95	104	108	110	111
Afrique	102	106	110	112	107
Océanie	96	93	93	80	81

(1) Chiffres préliminaires.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

2. Indices de la production agricole pour quelques pays

(Avant guerre = 100.)

PAYS	PRODUITS ALIMENTAIRES						TOUS PRODUITS					
	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956	1956-1957	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956	1956-1957
Allemagne occidentale ..	110	113	119	119	117	121	110	113	118	119	117	121
Australie	99	116	120	117	125	116	101	119	121	120	130	127
Autriche	92	100	109	105	113	115	92	100	110	105	113	114
Belgique-Luxembourg	118	124	125	133	141	135	118	123	124	132	141	134
Canada	147	179	165	118	152	169	149	180	166	121	155	174
Danemark	122	129	135	134	131	135	122	129	135	134	131	134
Espagne	104	101	96	102	96	100	105	103	98	104	99	103
France	101	108	117	125	121	116	102	108	117	125	122	117
Italie	119	119	134	126	138	136	118	118	133	125	136	134
Pays-Bas	127	130	129	136	136	133	128	132	130	137	138	135
Royaume-Uni	123	127	139	138	138	146	122	127	137	137	137	145
Suède	110	114	114	113	103	112	110	114	115	113	103	112
Suisse	110	118	117	119	117	115	110	118	117	119	117	115
U. S. A.....	136	146	145	146	150	156	134	142	142	142	146	150

Source: O. N. U. (F. A. O.).

3. Céréales

a) *Situation 1956 et 1957 en Europe occidentale et en Amérique du Nord.*

RÉGION ET CÉRÉALE	SUPERFICIE (Milliers d'hectares.)		PRODUCTION (Milliers de tonnes.)		RENDEMENT (100 kilogrammes-hectare.)		
	1956	1957	1956	1957	1956	1957	1957 (1956 = 100).
Europe occidentale:							
Blé	18.848	21.196	31.967	39.506	17,0	18,6	109
Seigle	3.897	3.838	7.129	7.197	18,3	18,7	102
Orge	8.250	7.969	18.962	17.176	23,0	21,6	94
Avoine	8.191	7.312	15.912	13.236	19,4	18,1	93
Maïs	5.619	5.527	10.060	10.689	17,9	19,3	108
Etats-Unis:							
Blé	20.160	17.466	27.140	25.238	13,5	14,4	107
Seigle	662	696	548	672	8,3	9,6	116
Orge	5.191	6.056	8.110	9.370	15,6	15,5	100
Avoine	13.613	14.477	16.734	19.418	12,3	13,4	109
Maïs	30.735	29.254	77.666	83.941	28,5	28,9	101
Canada:							
Blé	9.219	8.511	15.596	10.165	16,9	11,9	70
Seigle	221	223	218	217	8,3	9,6	115
Orge	3.395	3.805	5.858	4.790	17,2	12,6	73
Avoine	4.738	4.458	8.088	5.934	17,1	13,3	78
Maïs	206	208	707	748	34,3	35,9	105

Sources: F. A. O., Economie et statistique agricoles (janvier 1958) et I. N. S. E. E.

b) *Blé.*

(1.000 tonnes.)

PAYS	1934-1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale.	2.505	2.471	2.893	3.487	3.843
Australie	4.200	5.939	4.569	3.674	2.640
Autriche	417	350	452	570	574
Belgique	450	596	589	603	771
Canada	7.170	9.999	8.407	15.596	10.165
Espagne	(1) 4.364	2.580	4.798	4.207	4.391
France	8.143	8.082	10.566	5.683	11.020
Italie	7.254	7.020	7.283	8.681	8.449
Pays-Bas	430	425	397	309	393
Royaume-Uni	1.743	2.239	2.828	2.891	2.723
Suède	696	698	1.021	952	741
U. S. A.	19.476	31.262	26.778	27.332	25.776
U. R. S. S.	38.090	»	»	»	»
Europe	42.300	»	45.980	42.770	52.060
Monde (U. R. S. S. exclue)	128.600	139.200	152.200	158.800	160.000

Source: O. N. U. (F. A. O.).

c) *Avoine.*

Production (1.000 tonnes).

PAYS	1948-1952	1954	1956	1957	1958
Allemagne occidentale.	2.500	2.473	2.452	2.228	»
Australie	560	596	642	388	»
Autriche	275	334	374	340	»
Belgique	483	452	484	454	»
Canada	6.328	4.731	8.088	5.931	»
Espagne	519	526	452	535	»
France	3.393	3.574	4.604	2.579	2.694
Italie	495	546	506	581	560
Pays-Bas	419	465	483	505	»
Royaume-Uni	2.852	2.479	2.526	2.179	»
Suède	804	863	1.149	849	927
U. S. A.	18.970	20.460	16.883	18.991	18.220
U. R. S. S.	»	»	»	»	»
Europe	19.950	19.440	21.040	18.470	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	50.000	50.100	52.100	49.200	»

Source: O. N. U. (F. A. O.).

d) *Orge.*

Production (1.000 tonnes).

PAYS	ANNEES				
	1948-1952	1954	1956	1957	1958
Allemagne occidentale.	1.397	1.920	2.310	2.504	»
Australie	532	667	1.118	635	»
Autriche	210	312	385	392	»
Belgique	244	247	288	296	»
Canada	4.282	3.821	5.858	4.790	4.983
Espagne	1.909	2.205	1.551	1.881	»
France	1.534	2.525	6.413	3.626	4.031
Italie	258	278	276	296	280
Pays-Bas	202	207	273	292	314
Royaume-Uni	2.060	2.280	2.845	2.997	»
Suède	231	361	612	560	660
U. S. A.	5.843	8.257	8.205	9.486	9.854
U. R. S. S.	»	»	»	»	»
Europe	15.070	18.030	23.690	22.850	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	54.300	67.200	75.400	73.700	»

Source: O. N. U. (F. A. O.).

e) *Maïs.*

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1954	1956	1957	1958
Argentine	7,9	8,4	2,5	2,7	4,8	»
Brésil	5,68	6,16	6,7	7,7	»	»
France	0,54	0,19	0,9	1,7	1,4	»
Italie	3	2,21	2,96	3,4	3,5	»
Roumanie	4,03	»	»	3,9	6,4	»
U. R. S. S.	4,65	»	»	»	»	»
U. S. A.	53,7	85,8	77,6	87,7	86,4	»
Yougoslavie	4,71	3,72	3	3,4	5,6	»
Europe	17,4	15,4	15,8	17,9	23	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	110,4	137,8	149,3	163,9	168,1	»

Source: O. N. U. (F. A. O.).

f) *Riz.*

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-1938 (moyenne).	1949	1954	1956	1957
Afrique	2,18	3,3	3,8	4,4	4,8
Chine (22 provinces)	(1) 50,06	44,5	70,8	82,5	»
Inde	34,2	34,7	37,3	43,1	»
Indochine	6,5	4,6	»	»	»
Japon	11,5	(3) 12,22	11,4	13,1	14,3
Pakistan	(2) 11,1	12,4	12,8	13,7	13,4
U. S. A.	0,95	1,85	2,9	2,2	1,9
Europe	1,14	1,08	1,7	1,5	1,6
Monde (U. R. S. S. exclue)	151,2	151,2	189,4	215,2	211

(1) Moyenne 1931-1937.
(2) Moyenne 1936-1938.
(3) Iles Ryu-Kyû exclues.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

4. Pommes de terre

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale	19,6	20,87	26,8	26,7	26,3
Australie	0,34	0,48	0,47	0,44	0,50
Autriche	2,84	2,01	2,8	3,2	4
Belgique	3,17	2,05	2,6	2	2
Canada (1)	1,91	2,43	1,4	1,9	1,9
Espagne	(3) 4,87	2,56	4	4,3	»
France (2)	17,16	10,98	17	18,2	14,9
Italie	2,63	2,61	3,2	3,4	3,1
Pays-Bas	2,72	4,60	4,1	3,4	»
Royaume-Uni	5,01	9,18	7,4	7,6	5,8
Suède	1,85	1,72	1,42	2,07	1,4
U. S. A.	10,02	11,20	9,9	11	10,7
U. R. S. S.	74	»	»	»	»
Europe	135	116	143,3	152,1	143
Monde (U. R. S. S. exclue)	159	146	173	183,4	175,6

(1) Terre-Neuve exclue.
(2) Production des jardins incluse
(3) Moyenne 1931-1935.
Source: O N. U. (F. A. O.).

5. Huiles et graisses

a) *Huiles et graisses.*

Production et exportations mondiales (en milliers de tonnes-courtes, équivalent huile).

(Le classement est effectué suivant l'importance décroissante des productions 1956.)

A — Graisses animales. (1)	B — Huiles végétales alimentaires. (2)	C — Huiles de palme. (3)		MOYENNE 1935/39.	1955	1956
Lard			P	3.500	4.295	4.460
			E	180	345	375
Beurre			P	4.280	3.855	3.915
			E	460	400	485
Suifs et graisses			P	1.550	2.980	3.140
			E	245	850	985
	Soya		P	1.355	2.245	2.500
			E	435	577	845
		Coco	P	2.135	2.215	2.365
			E	1.205	1.300	1.435
	Cacahuètes		P	1.665	2.190	2.265
			E	852	876	870
	Coton		P	1.390	2.040	1.940
			E	182	396	400
	Tournesol		P	625	1.260	1.365
			E	36	46	34
		Palme	P	1.090	1.340	1.340
			E	536	594	615
	Huile d'olive		P	975	822	1.152
			E	113	88	60
	Colza		P	1.330	1.178	1.070
			E	63	51	68
Total A			P	9.330	11.130	11.515
			E	885	1.595	1.845
	Total B (4)		P	8.055	10.435	11.037
			E	1.759	2.086	2.340
		Total C (4)	P	3.650	4.055	4.220
			E	2.121	2.324	2.485
Huiles industrielles (5). — Total D			P	1.570	1.410	1.818
			E	935	714	600
Huiles marines (6). — Total E			P	1.055	1.035	1.090
			E	710	725	760
Total général (A + B + C + D + E)			P	23.660	28.065	29.680
			E	6.410	7.444	8.030

(1) Beurre, lard, suifs et graisses. — (2) Graines de coton, cacahuètes, soya, tournesol, graines de colza, sésame, huile d'olive. — (3) Coco, palmiste, babassu. — (4) Y compris tous autres corps gras du groupe considéré. — (5) Graine de lin, de ricin, oiticica, huile d'abrasin, périlla. — (6) Baleine, spermaceti, poisson (y compris le foie).

Sources: d'après les données publiées dans *Foreign Crops and Markets* (*United States Department of Agriculture*), septembre 1957. — I. N. S. E. E.

b) *Arachides.*

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1954	1956	1957
A. O. F.	(1) 0,71	0,85	0,79	1,1	1,2
Chine	(2) 2,74	2,98	2,83	»	»
Inde	(3) 3.19	3,43	3,88	4,27	4,33
U. S. A.	0.54	0.85	0,46	0,73	0,68
Monde (U. R. S. S. exclue)	8.9	10,3	10,6	13,2	13,5

1) 1937. — (2) Moyenne 1931-1937 — (3) Moyenne 1936-1938

Source: O. N. U. (F. A. O.)

6. Produits laitiers

(Moyennes mensuelles.)

a) *Lait* (lait de vache) (millions de tonnes).

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957	1958
Allemagne occidentale	»	0,9	1,42	1,42	1,44	»
Australie	0,45	0,46	0,46	0,55	0,50	»
Autriche (1)	0,2	0,14	0,2	0,22	0,22	»
Canada	0,6	0,62	0,64	0,64	0,65	»
France	11,5	11	(2) 1,55	1,54	»	»
Pays-Bas (3)	»	0,36	0,48	0,48	»	»
Royaume-Uni (3)	0,49	0,66	0,91	0,96	»	»
Suède (3)	0,25	0,3	0,3	0,33	»	»
U. S. A.	4	4.3	4,6	4,7	4,8	»

(1) 1934-1938.
(2) 180 millions d'hectolitres environ.
(3) Lait livré par les fermiers.

Source: O. N. U. (F. A. O.).

b) *Beurre* (laitier) (1.000 tonnes). (Moyennes mensuelles.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957	1958
Allemagne occidentale	»	19,7	25,3	25,1	26	»
Australie	(1) 14	13,6	15,0	17,4	16,1	»
Autriche	(2) 2,2	2,08	1,9	2	2,6	»
Canada	9,3	10,6	11,8	11,5	11,5	»
Danemark	15,3	13	15	13,8	14,6	»
France (3)	(18,7)	(17,5)	»	»	»	»
Nouvelle-Zélande	(1) 15	14	15,7	17,2	16,8	»
Pays-Bas	8,4	7	6,8	6,4	7,2	»
Royaume-Uni	1,6	0,9	1,9	2,1	2,8	»
Suède	6,1	8,17	7,7	6,9	7,3	»
U. S. A.	61,4	53,4	54,8	53,3	53,7	»

(1) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 juin.
(2) 1934-1938.
(3) Très approximatif (production fermière incluse).

Source: O. N. U. (F. A. O.).

c) *Fromages* (1.000 tonnes). (Moyennes mensuelles.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957	1958
Allemagne occidentale	»	12,5	24,4	13,1	12,9	»
Australie	(1) 1,7	3,65	5	3,3	3,3	»
Canada	4,9	4,3	4,2	3,2	3,6	»
Danemark	(1) 2,6	5,3	8,1	7	8,2	»
France	(22)	(21,2)	32,4	»	»	»
Nouvelle-Zélande	(1) 7,7	8,4	10,5	8,2	8	»
Pays-Bas	10,4	11,7	16,4	12,7	13,5	»
Royaume-Uni	3,2	2,8	8,5	8,4	9,6	»
Suède	3	5,5	5,5	4,2	4,3	»
Suisse	4,4	4,5	5,4	4,7	4,9	»
U. S. A.	24,5	45.3	62,7	52,4	53,9	»

(1) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 juin.
(2) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 septembre.

Source: O. N. U. (F. A. O.).

7. Indications sur le cheptel mondial

Effectifs.
(Millions de têtes.)

PAYS	1939 (1)				1955-1956				1956-1957				1957-1958			
	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux	Bovins.	Porcs	Ovins.	Chevaux	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux
Allemagne occidentale.	12,2	5,7	1,8	2,4	11,5	14,6	1,2	1	11,8	14,4	1,14	1	»	»	1,13	»
Australie (2).....	12,8	1,15	111	1,7	16,4	1,2	139	0,7	17,2	»	149,8	0,7	»	»	149,5	»
Argentine	33	4	44	8,3	45,4 (3)	38	45,2	5,8	44,2	»	45,7	»	»	»	»	»
Brésil	40,7	21,7	10,7	6,6	63,6	38,6	18,5	7,6	66,7	41,4	18,9	7,9	»	»	20,2	»
Canada (fermes).....	8.2	4,8	2,7	2,8	9,7	6	1,2	0,8	9,8	»	1,2	0,7	10,3	»	1,1	»
France	15,6	7,1	9,9	2,7	17,6	7,7	8,2	2,16	17,8	7,7	8,4	2,09	18	»	8,6	»
Inde	138	2,7	»	1,8	158,7	4,6	39,2	1,5	»	»	»	»	»	»	»	»
Nouvelle-Zélande	4,5	»	32	»	»	»	40,2	»	»	»	38,2	»	»	»	»	»
Royaume-Uni	8,9	4,7	20,8	1,1	11	5,5	23,6	0,2	11	5,9	24,8	0,2	»	»	26,3	»
Turquie	9,3	»	25,2	0,96	11,06	»	26,4	1,2	11,5	»	28	1,2	»	»	29,2	»
Uruguay	8,3	»	17,9	0,6	7,3	»	23,3	»	»	»	»	»	»	»	»	»
U. R. S. S.....	163	30	57	17,5	67,07	52,1	125	14,2	70,4	56,4	129,8	»	»	»	»	»
U. S. A. (fermes).....	66	50	52	10,6	96,8	55,2	31,3	2,7	95,5	52,7	30,8	»	94	»	31,3	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	626	262	660	74	799	337,3	783,8	73.2	80,9	»	822,5	»	»	»	»	»
Europe (U. R. S. S. exclue)	102	79	126	»	108	98,6	130	14,7	108	»	131	»	»	»	»	»
Amérique du Nord et centrale	95	64	60	»	135	78,4	39	8,9	134	»	38	»	»	»	»	»
Amérique du Sud.....	106	30	97	»	149	49,1	118	17,3	152	»	119	»	»	»	»	»
Asie	227	85	130	»	281	108,8	181	14	289	»	208	»	»	»	»	»
Afrique	78	3	107	»	108	4,2	136	3	102	»	135	»	»	»	»	»
Océanie	18	2	143	»	23	2,2	179	1.1	24	»	192	190	»	»	»	»

(1) Dernières estimations avant le 31 décembre 1939.
(2) Quelques Etats seulement.
(3) Juin.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

8. Production totale de viande

(Milliers de tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

PAYS	1948-1952	1954	1956	1957	1958
Argentine.....	96,2	97,8	145,1	126,9	»
Australie.....	85,3	101,3	99,6	109	»
Canada.....	51,4	57,6	65,8	66,2	»
Danemark.....	38,7	57,8	61,5	67,9	»
Allemagne occidentale.....	(1) 95,3	144,2	160,8	174,9	»
Italie.....	38,2	45,6	52,5	52,4	»
Royaume-Uni.....	85,6	138,2	138,1	141,3	»
Etats-Unis.....	764,3	899,8	1.007,6	965,4	»

(1) Moyenne de quatre années.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

9. Café

Production et exportations mondiales.
(En millions de sacs de 132,3 livres.)

AMÉRIQUE du Sud.	AFRIQUE	AMÉRIQUE du Nord.	ASIE et Océanie.	1956-1957		SECONDE estimation 1957-1958
Brésil.....	.....	.....	.....	P.	18,0	22,0
				E. (1)	11,8	18,0
Colombie..	.....	.....	.....	P.	7,2	7,1
				E.	6,4	6,3
	A. O. F....	.....	.....	P.	1,93	1,68
				E.	1,85	1,80
		Mexique...	.....	P.	1,75	1,65
				E.	1,55	1,45
	Ouganda...	.....	.....	P.	1,32	1,40
				E.	1,25	1,35
	Angola.....	.....	.....	P.	1,35	1,30
				E.	1,34	1,29
		Salvador...	.....	P.	1,45	1,35
				E.	1,35	1,25
			Indonésie..	P.	1,40	1,40
				E.	1,10	1,10
		Guatemala.	.....	P.	1,29	1,30
				E.	1,04	1,05
	Congo belge	.....	.....	P.	0,88	1,03
				E.	0,85	0,98
Total (2)..	.....	.....	.....	P.	26,8	30,5
				E.	19,3	25,3
	Total (2)..	.....	.....	P.	8,6	9,1
				E.	8,3	8,6
		Total (2)..	.....	P.	8,1	8,3
				E.	6,3	6,4
			Total (2)..	P.	2,55	2,57
				E.	1,54	1,56
Total général.....				P.	46,1	50,5
				E.	35,5	41,9

(1) Production exportable.
(2) Y compris autres pays du groupe.
Sources: *Foreign Crops and Markets* (*U. S. Department of Agriculture*), septembre 1957; I. N. S. E. E.

10. Moyens de production

Tracteurs agricoles (répartition par groupes continentaux) (1.000).

PAYS	1952	1953	1954	1955	1956
Amérique du Nord et Amérique centrale.....	4.550	4.710	4.898	5.121	5.257
Europe	1.265	1.430	1.733	2.009	2.341
Océanie	200	230	250	273	295
Afrique	125	140	154	169	182
Amérique du Sud.....	115	137	150	170	189
Asie (1).....	50	65	73	83	96
Monde (2).....	6.300	7.951	8.596	9.274	9.937

(1) Non compris la Chine continentale.
(2) Non compris l'U. R. S. S.
Source: F. A. O.

b) **Production industrielle.**

1. Indices de la production industrielle pour quelques pays (1)
(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1956	1957
Allemagne occidentale.....	40	112	139	147
Autriche	54	114	138	146
Belgique	87	106	122	123
Canada	79	98	114	114
Espagne (2).....	72	104	119	»
France	79	110	133	145
Italie	62	109	128	138
Japon	38	108	142	161
Pays-Bas	70	110	124	126
Royaume-Uni	83	107	112	114
U. S. A.....	78	93	107	107
U. R. S. S.....	45	113	141	155
Europe	68	110	120	126
Monde (U. R. S. S. incluse)..	73	100	116	118

(1) Bâtiment exclu, sauf pour le Royaume-Uni.
(2) Mines, électricité seulement.
Source: O. N. U.

2. Production mondiale de matières premières et électricité (1)
(En volume.)

PRODUITS	UNITÉS	MONDE (U. S. A. compris.) (Moyennes trimestrielles.)			
		1938	1954	1956	1957
Houille et lignite (2).	Millions de tonnes.	287	322	360	360
Pétrole brut.....	—	61	158	189	196
Electricité (2).....	10^9 kWh.	106	306	367	390
Fonte (2) (3).....	Millions de tonnes.	17	32	40	42
Acier (2) (4).....	—	23	45	57	59
Cuivre (5).....	Milliers de tonnes.	476	620	755	755
Plomb (5).....	—	393	435	465	478
Zinc (6).....	—	373	538	620	633
Etain (6).....	—	41	47	45	43
Caoutchouc (7).....	—	231	458	479	480
Ciment (2).....	Millions de tonnes.	20	42	51	53

(1) Chacune des séries figurant au tableau exclut l'U. R. S. S. dont les données ne sont pas disponibles.
(2) Non compris la Chine
(3) Y compris les ferro-alliages.
(4) Lingots et moulages bruts.
(5) Production de fonderies.
(6) Contenu en métal du minerai d'étain ou des concentrés d'étain.
(7) Caoutchouc naturel.
Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

3. Charbon (houille)

(Moyennes mensuelles.) (Millions de tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale.	11,4	8,6	10,67	11,20	11,096
Belgique	2,46	2,32	2,44	2,45	2,42
Canada	1	1,3	0,97	0,95	0,83
Espagne	0,47	0,89	1,03	1,07	1,16
France	3,87	4,3	4,53	4,59	4,73
Italie	(1) 0,12	0,92	0,89	0,90	0,85
Japon	4,05	3,2	3,56	3,88	4,35
Pays-Bas	1,12	0,97	1	0,99	0,95
Royaume-Uni (2)	19,2	18,2	18,9	18,8	18,9
Suède	0,036	0,026	0,022	0,024	0,025
U. S. A. (3)	29,8	36,3	31,6	39,7	38,7
U. R. S. S.	11,1	»	20,31	25,31	38,6

(1) Vénétie julienne incluse.
(2) Irlande du Nord exclue.
(3) Lignite incluse.

Source: O. N. U.

4. Electricité (1)

(Moyennes mensuelles.) (Millions de kilowatts-heure.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale.	»	»	5.710	7.090	7.648
Autriche	158	350	643	775	832
Belgique	440	680	862	987	1.051
Canada	2.180	3.889	5.761	6.807	7.521
Espagne	229	469	873	1.160	1.216
France	1.548	2.380	3.798	4.486	4.786
Italie	1.295	1.732	2.965	3.383	3.560
Japon (3)	2.723	3.006	4.967	6.130	6.476
Pays-Bas (3)	307	390	882	1.037	1.114
Royaume-Uni (2)	2.031	4.050	6.075	7.263	7.581
Suède (3)	680	1.337	1.996	2.219	2.414
U. S. A.	9.484	24.258	45.387	57.067	53.642
U. R. S. S.	3.300	»	12.558	16.000	17.460

(1) Centrales et autres productions en général.
(2) Irlande du Nord exclue.
(3) Importation plus production.

Source: O. N. U.

5. Pétrole

1° *Production de pétrole brut*

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale.	46	70	222	292	330
Arabie séoudite	6	1.995	3.871	4.017	4.030
Bahreïn	94	125	125	126	133
Canada	73	228	1.082	1.937	2.045
Colombie	248	349	461	509	528
France	6	4,8	42,4	105,1	117,9
Indonésie	616	494	898	1.061	1.289
Irak	358	339	2.552	2.591	1.809
Iran	863	2.270	292	2.207	2.927
Koweït	»	1.032	3.977	4.582	4.774
Mexique	459	652	997	1.081	1.058
Pérou	175	165	190	212	213
Qatar	»	8	398	490	551
U. S. A.	13.676	»	26.070	29.475	29.469
U. R. S. S.	2.520	»	4.940	6.980	8.190
Venezuela	2.292	5.751	8.432	10.960	12.365

Source: O. N. U.

2° *Production nette des raffineries.*

(En milliers de tonnes.) (Tous produits pétroliers.)

PAYS	1948	1954	1956	1957
Royaume-Uni	4.701	25.910	26.210	25.271
France	7.580	21.847	24.680	22.814
Italie	2.170	15.041	17.708	19.563
Pays-Bas	1.557	10.422	13.434	14.070
République fédérale	646	7.857	10.307	10.779
Belgique	170	3.507	5.113	4.874
Suède	505	1.803	1.933	2.127
Autriche	338	1.293	2.073	2.110
Portugal	284	697	850	955
Canada	»	20.100	27.300	»
U. S. A.	»	330.500	378.100	»

Source: O. E. C. E.

6. Acier brut

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale.	1.492	763	1.453	1.932	2.042
Belgique	190	321	414	532	523
Canada	98	241	241	401	381
France	518	763	886	1.116	1.175
Italie	194	171	351	492	566
Japon	539	259	646	926	1.048
Luxembourg	120	189	236	288	291
Royaume-Uni	880	1.317	1.568	1.749	1.837
Suède	82	114	155	202	204
U. S. A.	2.400	5.895	6.676	8.710	8.521
U. R. S. S.	1.500	1.942	3.453	4.050	4.250
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues)	7.625	11.300	15.000	19.100	19.600

Source: O. N. U.

7. Aluminium (1)

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale (1re fusion)	6,72	2,42	10,77	12,28	12,82
Autriche	(2) 0,37	1,23	4,77	5,90	6,07
Canada	5,4	28	42,2	46,9	42,1
France (1re fusion)	3,78	4,51	10,02	12,48	13,35
Italie	2,15	2,14	4,79	5,28	5,55
Japon (1re fusion)	1,20	1,77	4,43	5,50	5,66
Norvège	2,42	2,98	5,11	7,66	7,97
Royaume-Uni (1re fus.)	1,95	2,57	2,67	2,34	2,49
Suisse	2,2	1,8	2,2	2,5	2,6
U. S. A. (1re fusion)	10,8	45,6	110,4	126,9	124,6
Monde (U. R. S. S. exclue)	45	96	182	243	242

(1) Aluminium (production des fonderies).
(2) 1937.
Source: O. N. U.

8. Cuivre (1)

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale (2)	11,48	8,59	13,74	15	15,24
Belgique	»	»	12,8	14,07	12,71
Canada (2)	17,2	17,3	19,1	25	24,5
Chili	28,1	29,3	28,2	38,3	37,5
Congo belge	10,33	11,78	18,77	20,88	19,39
France (3)	0,52	0,41	0,80	0,55	0,44
Japon (2)	»	3,21	5,74	7,71	9,08
Mexique	3,49	4,77	4,57	4,57	5,05
Rhodésie du Nord (4)	18	21,9	32,1	32,5	35,2
Royaume-Uni (2)	»	»	11,6	9,6	9,3
U. S. A.	43,8	58,4	71,5	93,1	89,1
U. R. S. S.	9,6	»	»	»	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	160	173	207	252	252

(1) Cuivre neuf (production de fonderie). — (2) Cuivre raffiné, 1re fusion. — (3) Récupération. — (4) Cuivre raffiné inclus.
Source: O. N. U.

9. Caoutchouc

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Canada (1)	»	3,95	7,33	10,22	11,19
Ceylan	4	8	8	8,1	8,3
Indochine (1) (3)	5,10	3,64	6,61	8,53	7,60
Indonésie	27	36,6	63	58,1	58
Malaisie	30,4	57	49,7	53	54,1
Thaïlande (2)	3,52	7,98	9,88	11,31	11,26
U. S. A. (1)	»	33,3	52,7	91,4	94,7
Monde (caoutchouc naturel)	77	126	153	162	160

(1) Synthétique. — (2) Exportation nette. — (3) Cambodge et Viet-Nam.
Source: O. N. U.

10. Laine

a) *Production totale de filés de laine.*
(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale.	3,94	5,42	8,77	9,82	10,33
Belgique	2,15	2,97	3,23	3,78	3,93
France (1)	9,8	10,2	10,7	11,8	12,8
Japon (1)	4,48	1,37	6,38	8,78	9,67
Royaume-Uni (1) (2)	21,4	20	20,4	20	20,3
U. S. A. (1)	21,8	26	23,2	27,8	24,8

(1) Purs ou mélangés. — (2) 1937.
Source: O. N. U.

b) *Production mondiale de laine selon l'importance des producteurs.*

(En millions de livres de 453 grammes, base en suint.)

A — Océanie.	B — Amérique du Sud.	C — U. R. S. S.	D — Europe.	E — Asie.	F — Afrique.	G — Amérique du Nord.	1936-1940	1956	1957 (1)
Australie							1.052	1.565	1.603
		U. R. S. S.					310	520	»
Nouvelle-Zélande							314	487	490
	Argentine						411	419	441
					Union Sud-Africaine		252	301	311
						Etats-Unis	471	300	295
	Uruguay						126	174	176
			Europe-Est				105	120	120
				Chine			88	105	110
			Royaume-Uni				110	104	105
				Turquie			68	85	86
			Espagne				80	84	82
				Inde			95	72	74
	Brésil						35	62	63
			France				43	56	60
	Chili						33	48	48
				Iran			36	44	43
					Maroc		35	36	36
				Irak			22	33	34
				Pakistan			»	32	33
			Yougoslavie				35	33	33
			Italie				30	31	30
					Algérie		23	26	26
			Grèce				19	24	24
			Portugal				16	23	23
				Syrie			17	20	20
	Pérou						19	20	20
			Irlande				17	18	18
						Mexique	10	9	13
					Tunisie		12	12	12
			Allemagne occidentale				22	11	10
				Japon			»	8	9
			Norvège				6	8	8
					Egypte		7	8	8
						Canada	16	8	8
	Iles Falkland						4	5	5
			Pays-Bas				6	4	4
Total A							1.370	2.050	2.095
	Total B						640	740	765
		Total C					310	520	»
			Total D				500	525	525
				Total E			375	465	475
					Total F		335	390	400
						Total G	495	320	315
Total général							4.020	5.010	5.095

(1) Données provisoires.

Source: d'après les donneés publiées dans *Foreign Crops and Markets* (*U. S. Department of Agriculture*), septembre 1957.

11. Coton

a) *Situation mondiale.*
(Millions de tonnes.)

	1956-1957	1957-1958 (1)	+ POURCENTAGE 1957-1958 - 1956-1957
Production :			
Etats-Unis	13,0	11,7	— 10
Reste du monde libre	15,9	16,4	+ 3
Autres pays	9,3	8,6	— 7
Total	38,2	36,7	— 4
Absorption	39,6	39,2	— 1
Variation des stocks	— 1,4	— 2,5	
Stocks de fin de campagne	22,2	19,7	— 11

(1) Provisoire.
Sources : Revue « Coton », novembre 1957 ; I. N. S. E. E.

b) *Production de filés de coton.*
(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957	1958
Allemagne occidentale	22,18	19	30,77	33,02	34,82	»
Argentine	2,03	5,83	7,05	8,44	8,05	»
Belgique (1)	»	»	9,38	9,05	9,29	4,74
Canada	4,51	6,75	5,18	5,95	5,60	6,71
Espagne	»	4,96	4,44	4,96	5,09	28,9
France (1)	20,8	19	24,6	23,4	26,1	57,2
Inde	(2) 49,3	50,3	59	63,2	67,3	12,8
Italie	11,6	15,2	14,1	12,8	14,4	36,7
Japon	46,2	13,1	38,7	41,1	43,1	5,42
Pays-Bas (1)	4,3	4,67	5,72	5,82	6,03	16,8
Royaume-Uni	39,7	»	31,8	26,6	27,5	»
U. S. A.	(3) 119	»	»	»	»	»
U. R. S. S.	»	»	0,81	0,81	»	»

(1) Purs ou mélangés. — (2) Inde britannique et Etats indiens. — (3) 1939.
Source : O. N. U.

12. Ciment
(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957	1958
Allemagne occidentale (1)	711	705	1.357	1.638	1.604	»
Argentine	103	121	140	172	197	»
Autriche	54	91,5	135,2	161,4	177,4	»
Belgique	250	244	365	389	392	»
Brésil	51,5	107	206,4	270,5	»	»
Canada	73	211	299	380	458	»
Espagne	»	155	277	333	374	»
France	343	556	796	949	1.059	»
Inde	(2) 119	221	372	417	474	»
Italie (3)	384	336	731	945	989	»
Japon	494	273	890	1.085	1.265	»
Royaume-Uni	653	780	1.013	1.081	1.013	»
U. S. A.	1.497	2.952	3.869	4.679	4.381	»
U. R. S. S. (1)	487	(4) 849	1.583	2.072	2.400	»
Monde (Chine et U. R. S. S. exclues)	6.683	9.000	11.000	17.000	17.600	»

(1) 1936.
(2) Inde britannique et Etats indiens.
(3) Depuis 1950, les chiffres représentent 97,98 p. 100 de la production totale.
(4) 1950.
Source : O. N. U.

13. Automobiles

1° *Production de véhicules automobiles* (1). (En milliers d'unités.)

a) Voitures de tourisme.

PAYS	1938	1948	1954	1956	1957	1958
Etats-Unis	2.001,0	3.999,3	5.558,4	5.816,4	6.112,8	»
Canada	123,8	166,8	284	375	339,7	»
Royaume-Uni	341,0	328,5	769,2	707,6	860,8	»
Allemagne occidentale	(2) 274,9	29,9	518,2	847,8	958,9	»
France	182,4	100,1	437	648,5	723,7	»
Italie	59,0	43,1	180,7	279,7	318,5	»
U. R. S. S.	»	(3)	94,7	97,8	114	»
Monde	2.987,7	4.582,1	7.816,4	10.650	11.500	»

(1) Non compris l'U. R. S. S., l'Europe orientale et la Chine continentale.
(2) Allemagne d'avant guerre.
(3) 1950 = 64,6.

b) Véhicules utilitaires.

PAYS	1938	1948	1954	1956	1957	1958
Etats-Unis	488,1	1.376,3	1.941,6	1.104	1.107,6	»
Canada	42,3	96,9	68,2	99,2	71,5	»
Royaume-Uni	104,0	170,0	268,7	297	288,2	»
Allemagne occidentale	(1) 63,5	29,6	162,1	227,3	252,8	»
France	45,0	98,3	163	178,6	204	»
Italie	11,8	16,3	36,2	36,2	33,8	»
U. R. S. S.	»	(2)	300,8	357,6	372	»
Monde	783,4	1.819,1	1.827,5	2.568	2.628	»

(1) Allemagne d'avant guerre.
(2) 1950 = 294,4.
Source: O. N. U.

14. C. E. C. A

1° *Fonte et acier.*

DÉSIGNATION	ALLEMAGNE (République fédérale) sans la Sarre.	SARRE	BELGIQUE	FRANCE	ITALIE	PAYS-BAS	COMMUNAUTÉ (5)
a) Extraction brute du minerai de fer (1.000 tonnes) :							
1952	15.408	»	132	41.184	1.320	»	65.292
1956	16.928	»	144	53.359	2.650	»	(6) 80.675
1957 (p.)	18.320	»	138	58.527	2.611	»	87.439
b) Fonte brute (1) (1.000 tonnes) :							
1952	12.877	2.550	4.775	9.772	1.143	539	34.732
1956 (p.)	17.577	3.017	5.658	11.419	1.935	664	43.542
1957 (p.)	18.358	3.126	5.547	11.907	2.138	702	45.109
c) Acier brut (1.000 tonnes) :							
1952	15.806	2.823	5.098	10.867	3.535	685	41.816
1955	21.335	3.165	5.894	12.631	5.395	979	52.625
1956	23.189	3.375	6.376	13.441	5.911	1.051	56.799
1957 (p.)	24.507	3.463	6.267	14.100	6.766	1.483	59.779
d) Nombre d'ouvriers dans l'industrie sidérurgique (2) (1.000) (fin de période) :							
1955 (3)	152.518	26.131	49,401	122.355	54.002	6.984	428.888
1956 (3)	158.387	26.959	52.213	125.942	55.318	7.250	444.334
1957 (4)	168.426	27.065	53.077	126.057	56.430	7.424	456.988

(1) Y compris ferro-manganèse carburé, la production de fonte, de spiegel et de ferro-manganèse des fours électriques à fonte et pour l'Allemagne (République fédérale), ferro-silicium au haut fourneau.
(2) Au sens du traité.
(3) En décembre.
(4) Juin.
(5) Dont Luxembourg : 1955 = 7.204 ; 1956 = 7.594.
(6) Dont Luxembourg : 1955 = 3.048 ; 1956 = 3.272.

Source : C. E. C. A

2° *Houille.*

DÉSIGNATION	ALLEMAGNE (République fédérale) sans la Sarre.	SARRE	BELGIQUE	FRANCE	ITALIE	PAYS-BAS LUXEMBOURG	COMMUNAUTÉ
a) Production de la houille (1.000 tonnes) :							
1952	123.278	16.235	30.384	55.365	1.089	12.532	238.883
1955	130.728	17.329	29.978	55.335	1.136	11.895	246.401
1956	134.407	17.090	29.555	55.129	1.076	11.836	249.092
1957 (p.)	133.156	16.455	29.086	56.794	1.019	11.376	247.888
b) Ouvriers inscrits au fond dans les mines de houille (1.000) (fin de mois) :							
1952	322,1	38,4	119,4	165,9	7,9	29,6	683,5
1955	328,8	37,2	101,9	144,5	5,7	30,6	648,7
1956	333,6	36,9	102,1	140,2	5,1	30,7	648,3
c) Stocks totaux de houille (en fin de période) (1.000 tonnes) :							
1952	465	462	1.673	4.213	53	237	7.103
1955	572	238	371	5.983	65	292	7.511
1956	700	102	179	4.524	29	259	5.793
1957 (p.) (1)	»	»	»	»	»	»	7.273

(1) Stocks totaux de houille aux mines de la Communauté, non compris les stocks de houille des cokeries minières et fabriqués d'agglomérés miniers.

Source : C. E. C. A

3° ACTIVITE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

a) **Indice de l'emploi** (agriculture exclue).
(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1956	1957	1958
Allemagne occidentale.	82	105	118	122	120 (mars).
Australie (1).....	92	104	109	110	110 (juin).
Autriche	98	104	114	117	120 (juin).
Canada	85	98	108	112	116 (juil.).
France (2).....	96	101	103	106	107 (juin).
Japon	83	103	117	126	133 (juin).
Royaume-Uni (3).....	96	102	104	105	104 (juil.).
U. S. A (4).....	92	98	105	106	106 (août).

(1) Sylviculture et pêche comprises.
(2) Certains semis exclus.
(3) Irlande du Nord exclue.
(4) Compris employeurs, sylviculture, pêche, piégeage.
Source: O. N. U.

b) **Durée hebdomadaire du travail** (industries manufacturières).
(Heures.)

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale.	49,6	46,5	48,6	48	»
Canada	»	42,3	40,6	41,1	40,4
France	38,8	43,8	44,6	45,4	45,7
Japon	»	(1) 47,9	46,5	50,2	50,2
Royaume-Uni	46,3	45	46,3	46	45,8
Suisse	46,3	47,4	47,7	47,7	47,4
U. S. A.....	35,6	39,2	39,7	40,4	39,8

(1) 1950.
Source: B. I. T.

c) **Chômage.**

Nombre de chômeurs enregistrés, secourus ou assurés (1).

Moyennes mensuelles (1.000).

PAYS	1938	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale.....	»	1.230	1.221	761	662
Belgique	»	174	224,8	144,8	116,5
Espagne	»	160	122,6	105,9	»
France (chômeurs secourus).....	373,6	39,7	62,4	31,6	18,3
Italie	810	1.673	1.959	1.937	1.757
Pays-Bas	324 (1937)	42	60,2	30,3	41,4
Suède	67	26	25,4	19,1	23,5
Suisse	52,6	8,1	4,3	3	2
Royaume-Uni	1.786,5	338	317,8	287,1	347,2
U. S. A.....	10.390	3.395	3.578	2.822	2.936

(1) Tableau valable pour suivre l'évolution d'un même pays.
Source: B. I. T.

4° COMMERCE EXTERIEUR

a) Indices du quantum.

Ces indices reflètent les variations dans le volume des marchandises importées et exportées après élimination de l'effet des variations des prix (commerce spécial).

(1953 = 100.)

PAYS	1948		1950		1954		1956		1957	
	I	E	I	E	I	E	I	E	I	E
Allemagne occidentale (1)	»	»	75	55	123	122	171	165	192	188
Australie	97	82	135	91	136	98	157	111	135	125
Belgique-Luxembourg	86	69	92	83	110	109	136	136	139	133
Canada (2)	66	88	72	83	93	97	126	113	121	115
France	84	48	89	95	108	116	142	120	150	132
Italie	57	66	73	92	104	107	125	148	136	155
Pays-Bas	64	34	92	69	125	114	154	130	158	136
Royaume-Uni (2)	»	»	90	106	101	104	112	119	116	121
Suède	85	69	92	99	115	110	136	128	144	138
Suisse	92	66	101	77	115	105	151	128	116	137
U. S. A	78	81	92	73	93	97	111	116	114	123

(1) Or inclus.
(2) Importations spéciales, exportations nationales.
Source: O. N. U.

b) Indices de valeur unitaire.

Ces indices reflètent les variations des prix moyens des marchandises importées et exportées, compte tenu des variations de volume des importations et des exportations.

(Commerce spécial.) (1953 = 100.)

PAYS	1948		1950		1954		1956		1957		1958	
	I	E	I	E	I	E	I	E	I	E	(2e trim.)	(2e trim.)
Allemagne occidentale	»	»	95	81	98	98	102	101	103	103	93	102
Australie (1)	68	59	78	79	98	98	102	82	104	92	»	68
Belgique-Luxembourg	84	95	87	89	96	94	99	103	102	106	»	»
Canada (2)	91	85	101	92	100	97	103	103	107	103	»	102
France	59	68	87	85	99	94	102	99	112	106	»	»
Italie	98	103	88	94	98	99	103	102	108	102	»	»
Pays-Bas	85	96	93	95	98	98	102	102	107	105	100	99
Royaume-Uni (2)	»	»	84	84	99	99	104	105	106	110	97	109
Suède	72	76	82	75	99	98	103	103	106	105	100	101
Suisse	112	101	91	93	99	99	101	96	103	98	99	99
U. S. A. (3)	85	98	88	88	103	99	105	103	105	107	»	106

(1) Commerce général.
(2) Importations générales, exportations nationales.
(3) Importations spéciales, exportations nationales.
N. B. — En principe, évaluation C. I. F. des importations et F. O. B. des exportations.
Source: O. N. U.

c) Pourcentage de couverture des importations (C. I. F.) par les exportations (F. O. B.).

PAYS	1952	1956	1957
Allemagne occidentale	105	110	114
Belgique-Luxembourg	100	97	93
Canada (1)	108	84	88
Danemark	89	84	86
France (2)	68	72	83
Italie	59	69	70
Japon	63	77	67
Pays-Bas	95	64	76
Royaume-Uni	82	81	82
Suède	91	88	88
Suisse	91	70	79
U. S. A. (1)	142	145	160

(1) Importation F. O. B.
(2) Commerce avec l'étranger.
Source: I. N S. E. E.

d) **Situation des pays membres de l'U. E. P.**

Situation pour le mois d'octobre 1958.

(En millions d'unités de compte.)

PAYS MEMBRES et leurs zones monétaires.	EXCÉDENT (+) ou déficit (—) net pour le mois.	RÉGLÉ PAR (1) Versement (ou remboursement) d'or: Par le pays membre	Versement (ou remboursement) d'or: Au pays membre.	Octroi (ou remboursement) de crédit: Au pays membre	Octroi (ou remboursement) de crédit: Par le pays membre (2)	CRÉDIT REMBOURSÉ au cours du mois par le pays membre (+) ou au pays membre (—) en vertu d'accords bilatéraux d'amortissement.	POSITION au 30 septembre 1957. — Créance du pays membre (+) ou dette du pays membre (—) vis-à-vis de l'Union. (3)
Autriche	— 5,2	3,9	»	1,3	»	— 0,1	+ 3,8
Belgique-Luxembourg	+ 14,8	»	11,1	»	3,7	— 2,2	+ 153,2
Danemark	— 8,9	6,7	»	2,2	»	+ 1,0	— 67,7
France	— 34,5	7,9 (*e*) (18,0)	»	8,6	»	+ 1,9	— 466,3
Allemagne	+ 50,4	»	37,8	»	12,6	— 1,8	+ 976,7
Grèce	— 8,5	6,4	»	2,1	»	»	— 10,5
Islande	— 0,8	0,6	»	0,2	»	+ 0,0	— 6,5
Italie	+ 15,1	»	11,3	»	3,8	»	— 3,7
Pays-Bas	+ 29,5	»	22,1	»	7,4	— 1,6	+ 106,8
Norvège	+ 1	»	0,7	»	0,2	+ 1,0	(4) — 85,1
Portugal	— 6,3	(*b*) 6,3	»	»	«	»	(5) Néant.
Suède	— 5,8	4,3	»	1,4	»	— 0,7	+ 1,9
Suisse	— 10,5	(*b*) 10,5	»	»	»	»	(5) Néant.
Turquie	+ 2,2	»	1,6	»	0,5	»	(4) — 31,1
Royaume-Uni (*)	— 32,4	24,3	»	8,1	»	+ 2,6	— 351,9
Totaux	± 112,9	70,8	84,6	24	28,2	± 6,4	+ 1.242,4 — 1.022,8

(*) L'Irlande est comprise dans la zone monétaire du Royaume-Uni qui comprend également les territoires d'outre-mer du Royaume-Uni et les pays non participants de la zone sterling.

(1) Les règlements sont effectués pour 75 p. 100 en or (ou en dollars) et pour 25 p. 100 en crédit, à l'exception des cas suivants:

(*a*) France : le montant de 25,9 millions d'unités de compte qui aurait dû être réglé en or par la France a été couvert à concurrence de 18 millions d'unités de compte par l'octroi de « prêts spéciaux » de l'Union à la France;

(*b*) Portugal, Suisse: le quart de ces montants correspond à la fraction de leurs déficits dont le Portugal et la Suisse auraient eu le droit d'obtenir le règlement sous la forme de crédit, mais qu'ils ont préféré régler temporairement en or (ou en dollars) conformément à l'article 11 (*d*).

(2) Ces chiffres ne comprennent pas les « prêts spéciaux » accordés par les pays membres à l'Union et les montants d'or correspondants payés par les pays membres à l'Union.

(3) Ces chiffres ne comprennent pas les « prêts spéciaux » accordés par l'Union et à l'Union.

(4) Les chiffres des dettes vis-à-vis de l'Union indiqués ci-dessus ne comprennent pas les soldes initiaux attribués à titre de prêt à la Norvège et à la Turquie, soit 10 millions et 25 millions d'unités de compte respectivement.

(5) Ces chiffres ne comprennent pas les montants correspondant à la fraction de leurs déficits dont le Portugal et la Suisse auraient eu le droit d'obtenir le règlement sous forme de crédit mais qu'ils ont préféré régler temporairement en or (ou en dollars), conformément à l'article 11 (*d*) et (*e*). Après exécution des opérations pour octobre, ces montants s'élèvent à 33,9 millions d'unités de compte pour le Portugal et 19,7 millions d'unités de compte pour la Suisse.

N. B. — A la suite des opérations relatives au mois d'octobre 1958, les avoirs en or et les avoirs convertibles de l'Union qui s'élevaient à 430,8 millions d'unités de compte après les opérations pour septembre 1958, ont été portés à 431,3 millions d'unités de compte.

e) **Balance des payements.**

Balance des règlements courants (en millions d'unités monétaires nationales, sauf indications contraires).

DÉSIGNATION	U. S. A. (1)	ROYAUME-UNI	FRANCE	ALLEMAGNE	ITALIE	PAYS-BAS	CANADA
			(Milliards de francs.)				
Exportations de marchandises:							
1954	12.814	2.820	890,6	22.459	986,6	8.842	3.929
1955	14.264	3.076	1.102,5	26.296	1.110,9	9.860	4.332
1956	17.321	3.414	1.147,5	31.530	1.309	10.415	4.833
1957	19.327	(2) 3.508	595,6	(2) 37.319	728	(3) 11.320	4.909
Importations de marchandises:							
1954	— 10.354	— 3.006	— 953,4	— 18.462	— 1.387,2	— 9.731	— 3.916
1955	— 11.516	— 3.442	— 1.072,3	— 22.887	— 1.524,3	— 10.491	— 4.543
1956	— 12.791	— 3.475	— 1.430,5	— 26.658	— 1.750	— 12.302	— 5.567
1957	— 13.291	(2) — 3.605	— 830,8	— 29.553	— 984,2	(2) 13.068	— 5.487
Soldes des règlements commerciaux:							
1954	+ 2.460	— 186	— 62,8	+ 3.997	— 397,6	— 889	+ 13
1955	+ 2.748	— 366	+ 30,2	+ 3.409	+ 413,4	— 631	— 211
1956	+ 4.530	— 61	— 283	+ 5.872	— 441	— 1.887	— 734
1957	+ 6.036	(2) — 97	(3) — 235,20	+ 7.766	— 256,2	(2) — 1.748	— 578
Services (net):							
1954	— 739	+ 421	+ 150,5	— 15	+ 262	+ 1.228	+ 386
1955	— 897	+ 321	+ 178,6	— 464	+ 292,3	+ 1.590	— 395
1956	— 956	+ 398	+ 12,7	— 373	+ 286,2	+ 1.283	— 538
1957	— 426	+ 397	— 76,3	— 61	+ 118,1	+ 1.346	— 767
Solde des règlements courants de marchandises et services:							
1954	+ 1.721	+ 235	+ 87,7	+ 3.982	— 135,6	+ 339	— 373
1955	+ 1.851	— 45	+ 208,8	+ 2.945	— 121,1	+ 959	— 606
1956	+ 3.574	+ 301	— 270,3	+ 5.499	— 154,8	— 604	— 1.272
1957	+ 5.610	(2) + 300	(3) — 311,5	(2) + 7.705	— 138,1	(2) — 402	— 1.345

(1) Aide étrangère exclue de la statistique pour biens et services. Dépenses militaires comprises dans les services, à l'exclusion de l'aide étrangère. Le chiffre des règlements commerciaux comprend l'or non monétaire.
(2) Chiffres provisoires.
(3) Première partie de l'année.

N. B. — Les présentations ne sont pas exactement comparables, surtout pour les postes invisibles et l'or « non monétaire ».

Source: International Financial Statistics.

f) Aide économique internationale aux pays peu développés, en 1954-1956.

(En dollars par habitant.)

PRODUIT NATIONAL BRUT PAR HABITANT				AIDE reçue par habitant (en dollars).
Moins de 100 dollars.	De 100 à 200 dollars.	De 200 à 300 dollars.	Plus de 300 dollars.	
			Israël	83,0
Jordanie	.....	.....	.....	80,9
	Libye	.....	.....	54,8
	Laos	.....	.....	49,9
Corée du Sud	.....	.....	.....	31,4
	Tunisie	.....	.....	28,3
		Chine (Formose)	.....	24,5
	Maroc	.....	.....	17,7
	Bolivie	.....	.....	14,9
	Viet-Nam ...	.....	.....	13,4
	Cambodge ..	.....	.....	11,1
			Liban	10,9
		Costa-Rica...	.....	10,7
Iran	.....	.....	.....	9,5
	Guatemala ..	.....	.....	8,1
			Uruguay	6,0
	Nicaragua ..	.....	.....	5,8
		Panama	.....	5,7
		Brésil	.....	5,0
	Equateur ...	.....	.....	4,5
Libéria	.....	.....	.....	4,4
		Salvador	.....	4,0
Pakistan ...	.....	.....	.....	3,8
	Paraguay ...	.....	.....	3,6
	Pérou	.....	.....	3,1
		Mexique	.....	2,7
	Honduras ...	.....	.....	2,2
	Egypte	.....	.....	2,1
	Ceylan.....	.....	.....	2,1
Thaïlande ...	.....	.....	.....	2,0
		Philippines..	.....	2,0
Afghanistan.	.....	.....	.....	1,4
Népal	.....	.....	.....	1,3
			Colombie ...	1,3
		Irak	.....	1,2
Birmanie ...	.....	.....	.....	0,9
			Cuba	0,9
Inde	.....	.....	.....	0,6
	Syrie	.....	.....	0,6
Indonésie ...	.....	.....	.....	0,5
		République Dominicaine	.....	0,5
Ethiopie.....	.....	.....	.....	0,5
	Soudan	.....	.....	»
Yemen	.....	.....	.....	»
			Venezuela ...	— 0,1 (1)
	Arabie séoudite	.....	.....	— 0,2 (1)
			Chili	— 0,8 (1)
			Argentine ..	— 1,2 (1)

(1) Pays dont les remboursements ont excédé temporairement l'aide.

Source: D'après l'annuaire statistique 1957 des Nations Unies.

5° TRANSPORTS

a) Transports ferroviaires.

INDICES DU TONNAGE KILOMÉTRIQUE POUR QUELQUES PAYS

(Moyenne mensuelle: 1938 = 100.)

PAYS	1949	1954	1956	1957
Allemagne occidentale (1)	»	113	134	135
Autriche	162	171	206	213
Belgique	110	110	134	127
Canada	209	217	»	»
Danemark	135	153	»	»
France	155	157	190	202
Italie	»	115	135	124
Pays-Bas	»	164	174	166
Suède	191	242	291	»
U. S. A.....	176	179	210	200

(1) 1936 = 100.

Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

b) Flotte marchande mondiale.

(D'après l'American Bureau of Shipping au 30 juin 1955.)

1. NAVIRES DE 1.000 TONNEAUX DE JAUGE BRUTE ET AU-DESSUS

(En milliers de tonnes de port en lourd.)

PAYS	1955		1954	
	Flotte totale	Pétroliers	Flotte totale	Pétroliers.
Total	127.203	39.054	121.863	36.011
Etats-Unis	35.746.	6.802	36.863	6.941
Commonwealth britannique..	25.763	7.725	25.369	7.394
Norvège	10.332	6.305	9.565	5.693
Libéria	6.297	3.656	3.651	2.609
Panama	5.854	3.356	6.038	3.578
Italie	4.994	1.795	4.750	1.612
Japon	4.884	1.036	4.552	922
France	4.449	1.765	4.283	1.442
Pays-Bas	4.228	1.172	3.961	941
Suède	3.797	1.264	3.644	1.266
Allemagne	3.341	357	2.799	303
U. R. S. S.....	2.372	360	2.181	274
Danemark	2.181	771	2.096	653
Espagne	1.426	265	1.408	249
Grèce	1.736	247	1.646	193
Argentine	1.163	151	1.179	454

2. Répartition de la flotte mondiale par groupes d'âges en juillet 1957

D'après le Lloyd's Register
(en pourcentage de tonnage pour chaque groupe).

AGE MOYEN en années.	— 5	5/9	10/14	15/9	20/24	+ 25	TONNAGE total en tonneaux de jauge brute.
Monde entier.	22	16	34	10	3	15	110.246.081
Etats-Unis ..	4	3	67	17	»	9	25.910.855
Royaume-Uni	23	21	29	12	6	9	19.857.491
Norvège	38	32	12	6	4	8	8.488.164
Libéria	51	10	30	4	1	4	7.466.429
Italie	22	8	33	8	2	27	4.551.956
Japon	32	31	21	3	3	10	4.415.070
Pays-Bas	29	15	25	14	5	12	4.335.356
Panama	15	16	36	9	2	22	4.129.029
France	26	31	26	5	4	8	4.009.783
Allemagne ..	48	21	5	4	5	17	3.605.687
Suède	34	20	21	6	4	15	3.047.535
U. R. S. S...	14	5	12	5	7	57	2.708.607

Source: I. N. S. E. E.

3. Navires marchands de plus de 100 tonneaux de jauge brute en construction dans le monde au 31 mars 1958

(En milliers de tonneaux de jauge brute.)

Total mondial	10.065 (+ 117) (1)
Royaume-Uni	2.264 (— 82)
Japon	1.458 (— 131)
Allemagne	1.058 (+ 130)
Italie	884 (— 55)
Etats-Unis	797 (+ 102)
Pays-Bas	695 (+ 52)
Suède	564 (— 48)
France	557 (+ 35)
Norvège	314 (— 9)
Espagne	277 (+ 13)
Danemark	236 (+ 60)
Finlande	202 (— 7)
Pologne	168 (— 18)
Belgique	153 (+ 8)
Yougoslavie	142 (— 4)

(1) Les nombres entre parenthèses représentent la différence par rapport au 31 décembre 1957.

4. Pétroliers

1° *Flotte mondiale des pétroliers de 500 tonneaux de port en lourd et au-dessus au 1er juillet 1957.*

(En milliers de tonneaux de jauge brute.)

PAVILLON	1er JANVIER 1957	1er JUILLET 1957
Britannique	8.517	8.848
Libérien	6.324	7.873
Norvégien	7.067	7.324
Etats-Unis	6.175	5.909
Panamien	3.446	3.468
Français	2.036	2.123
Italien	1.992	2.115
Suédois	1.641	1.723
Hollandais	1.671	1.718
Japonais	1.184	1.254
Danois	876	948
Russe	654	710
Allemand	619	625
Argentin	445	445
Espagnol	361	384
Grec	281	304
Brésilien	255	245
Finlandais	216	217
Hondurien	213	198
Vénézuélien	194	185
Mexicain	185	176
Belge	164	164
Portugais	120	122
Autres	618	623
Total	42.254	47.701

Source: Davies and Newman Ltd, à Londres. *Daily Freight Register* du 11 juillet 1957.

2° *Répartition des pétroliers dans le monde par groupe d'âge en juillet 1957 d'après le* Lloyd's Register.

(En pourcentage de tonnage pour chaque groupe.)

AGE MOYEN en années.	— 5	5-9	10-14	15-19	20-24	+ 25	TONNAGE total en tonneaux de jauge brute.
Monde entier.	38	22	24	7	3	6	29.937.882
Royaume-Uni	35	23	26	9	4	3	5.585.860
Norvège	42	38	8	5	3	4	4.747.002
Libéria	66	17	10	2	3	2	4.142.706
Etats-Unis ..	15	6	61	13	2	3	4.142.640
Panama	24	28	30	8	3	7	2.135.244
Italie	42	6	26	6	5	15	1.342.492
France	44	22	23	3	5	3	1.304.172
Pays-Bas.....	48	9	16	13	7	7	1.116.746
Suède	45	29	16	2	4	4	938.771
Japon	42	26	25	4	2	1	848.258
Danemark ..	49	36	7	1	2	5	588.302

Source: I. N. S. E. E.

3° *Pétroliers de plus de 100 tonneaux de jauge brute en construction dans le monde au 31 mars 1958.*

(En milliers de tonneaux de jauge brute.)

PAYS	NOMBRE	TONNEAUX jauge brute.	PAYS	NOMBRE	TONNEAUX jauge brute.
Total mondial.	363	5.053	Pays-Bas	23	341
Royaume-Uni..	76	1.069	France	16	296
Japon	51	799	Allemagne	54	295
Etats-Unis	28	652	Norvège	16	199
Italie	31	557	Danemark	10	153
Suède	23	362	Espagne	13	135

Source: *Lloyd's Register of Shipping.*

c) **Transports aériens.**

Trafic de l'aviation civile.

Moyennes mensuelles (en millions).

PAYS	VOYAGEURS-KILOMETRE			
	1938	1954	1956	1957
Australie	5,8	129,8	162,8	172,01
Belgique	1,5	40,7	56,6	77,4
Canada	1,5	135,4	196,2	230,2
France	6,1	226	301,4	319,4
Pays-Bas	5	113,5	143,8	164,5
Suède	1,15	31.6	47,4	61,8
Suisse	1,13	37,3	50,3	72,8
Royaume-Uni	7,1	203,2	281,9	321,4
U. S. A.....	72	2.764,05	3.705	4.192

PAYS	FRET TONNES-KILOMETRE			
	1938	1954	1956	1957
Australie	•	6,5	6,9	6,8
Belgique	0,07	1,9	2,5	2,8
Canada	0,18	2,6	3,7	4,1
France (Air France)...	0,2	7,6	8,8	9,7
Pays-Bas	0,25	4,4	5,9	6,4
Suède	0,065	0,93	1,1	1,4
Suisse	0,022	0,75	1,3	1,7
Royaume-Uni	1,3	6,7	8,8	9,7
U. S. A.....	•	61,4	85,1	92,9

Source: O. N. U.

d) **Parc automobile.**

1. VOITURES DE TOURISME

(8 passagers maximum.)

(1.000)

PAYS	1938	1953	1955	1956
Etats-Unis	25.000	46.500	52.700	54.300
Royaume-Uni	1.830	2.800	3.550	3.918
Canada	1.160	2.510	2.935	3.187
France	2.020	2.020	3.016	3.477
Allemagne occidentale.	(1)1.270	1.251	1.819	2.205
Australie	535	1.408	1.347	1.472

(1) Allemagne entière.

Source: O. N. U.

2. VÉHICULES UTILITAIRES

(Camions, autobus, cars, tracteurs, remorques et semi-remorques.)

(1.000)

PAYS	1938	1953	1955	1956
Etats-Unis	4.200	9.800	10.600	10.960
Royaume-Uni	280	1.400	1.190	1.250
Canada	223	877	977	1.008
France	285	1.254	1.323	1.426
Allemagne occidentale.	(1) 420	935	1.096	1.199
Australie	240	579	650	679

(1) Allemagne entière.

Source: O. N. U.

6° PRIX ET COUT DE LA VIE

a) Indices des prix de gros.

Indice général (1953 = 100).

PAYS	1948	1950	1954	1956	1957	1958
Allemagne occidentale	(1) 90	85	98	103	105	117 (août).
Belgique	94	93	99	104	106	101 (juil.).
Canada	88	96	98	102	103	103 (juil.).
France	65	78	98	102	108	121 (août).
Espagne	57	72	100	114	133	147 (juil.).
Grèce	»	71	112	129	130	127 (juil.).
Italie	104	93	99	102	103	101 (juil.).
Japon	36	70	99	102	105	97 (août).
Pays-Bas	75	87	101	104	107	104 (juin).
Royaume-Uni (2)	67	80	100	108	112	113 (juil.).
Suède	72	76	99	108	110	107 (août).
Suisse	102	95	101	103	105	101 (août).
U. S. A.	95	94	100	104	107	108 (août).

(1) Juillet-décembre.
(2) Produits finis.

N. B. — Ces notices ne sont pas exactement comparables: leur évolution doit donc être observée en ordre de grandeur.

Source: O. N. U.

b) Indices du coût de la vie.

(Indices des prix de biens et services achetés en général par les familles des travailleurs résidant dans les agglomérations urbaines.)

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1950	1954	1956	1957	1958
Allemagne occidentale	93	93	100	105	106	111 (juil.).
Autriche (Vienne)	50	70	105	108	112	114 (août).
Belgique (1)	95	91	101	104	107	108 (août).
Canada	84	89	101	102	106	108 (août).
Espagne	79	92	101	111	123	139 (mai).
France (Paris)	60	77	100	103	106	123 (août).
Grèce	63	78	115	126	129	131 (juil.).
Italie	86	86	103	109	110	114 (juin).
Japon	62	77	106	106	109	108 (juil.).
Pays-Bas	77	91	104	108	114	118 (juin).
Royaume-Uni	77	81	102	(2) 112	116	119 (août).
Suède	77	79	101	109	113	119 (juil.).
Suisse	96	94	101	103	105	108 (août).
U. S. A.	90	90	100	102	105	108 (août).

(1) Loyer exclu.
(2) Raccordé à janvier 1956.

Source: O. N. U.

c) Prix agricoles et prix généraux: évolution comparée.

(1953 = 100.)

PAYS	PREMIÈRE période.		DEUXIÈME période.			1957 (dernier mois connu).
	1948	1951	1952	1954	1956	
I. — Nombres indices des prix des produits agricoles						
A. — Grands exportateurs de produits agricoles.						
Canada	105	121	113	96	95	94
Etats-Unis	111	117	110	99	91	94
B. — Pays importateurs.						
Belgique	106	105	103	98	97	99
Finlande	81	93	101	100	111	122
Norvège	71	98	103	108	»	»
Pays-Bas (1949 = 100)	81	99	105	101	101	101
Suisse	»	»	»	»	»	»
C. — Autres pays.						
Italie	93	101	100	99	106	102
Suède	71	89	98	98	113	109
France	80	96	105	99	103	113
II. — Prix de gros						
A. — Grands exportateurs de produits agricoles.						
Canada	88	109	102	98	102	103 (sept.)
Etats-Unis	95	104	101	100	104	107 (oct.)
B. — Pays importateurs.						
Belgique	94	113	107	99	104	106
Finlande	68	105	104	100	103	113
Norvège	66	94	101	102	109	113
Suisse	75	107	104	101	107	»
C. — Autres pays.						
Italie	104	106	100	99	102	103
Suède	72	100	106	99	108	110
France	65	100	103	98	103	105

Sources: F. A. O., Bulletin mensuel: *Economie et statistiques agricoles.*

d) Indices des matières premières.

1. U. S. A.

Indice « Moody's » des prix de gros à New-York.

Cet indice, publié quotidiennement par Moody's, société privée spécialisée dans les études financières, est une moyenne pondérée des prix des quinze principales marchandises pour lesquelles il y a un commerce actif et qui présentent un intérêt spéculatif.

Les marchandises prises en considération ont les coefficients de pondération suivants:

Blé	13	Laine	4	Maïs	4
Coton	13	Cuirs	5	Soie	4
Porcs	13	Cuivre	5	Argent	3
Ferraille	10	Café	4	Plomb	3
Sucre	10	Caoutchouc	4	Cacao	2

31 décembre 1931 = 100. (Moyennes mensuelles.)

	MOIS				ANNEE
	I	II	III	IV	
1950	355	380,3	455,6	481,1	418
1952	445,5	434	434	410	431
1953	411	417	419	400	412
1954	423	437	421	408	422
1955	407	404	404	403	405
1956	400,5	418,4	421	428,5	418,5
1957	421	414	418,5	389	412
1958	396	397,5	(397,1)	»	»

Source: I. N. S. E. E.

2. Grande-Bretagne

Indice « Reuter » des prix de gros à l'importation en Grande-Bretagne.

Cet indice, publié quotidiennement par l'agence d'information Reuter, est basé sur la moyenne géométrique pondérée des prix de vingt et un articles, avec les coefficients de pondération suivants:

Blé	17	Laine	5	Cacao	2
Coton	14	Etain	5	Coprah	2
Sucre	9	Argent	4	Plomb	2
Or	8	Graines de lin	4	Zinc	1
Cuivre	6	Arachides	3	Poivre	1
Riz	6	Jute	2	Chanvre	1
Maïs	5	Graine de soja	2	Shellac	1

La pondération a été établie en fonction de l'importance des diverses marchandises intervenant dans le commerce mondial. La base de l'indice est le 18 septembre 1931 = 100, dernier jour ouvrable avant que le Royaume-Uni ait abandonné l'étalon-or

(Moyennes mensuelles.)

	MOIS				ANNEE
	I	II	III	IV	
1950	471	488	530,5	563	513
1952	579	544,5	541	518	546
1953	511	498	489	480	494,5
1954	487	489	488	493	488
1955	505	497	486	486	493
1956	485	486	479	490	485
1957	491	473	449	426	460
1958	416	415,2	(412,8)	»	»

Source: I. N. S. E. E.

e) Indices mondiaux de frets.

(Moyennes annuelles des indices.)

ANNÉES	NORWEGIAN SHIPPING NEWS				CHAMBER of Shipping Indices généraux (3)	
	Cargaisons sèches (1)		Produits pétroliers (2)			
	Au voyage	A temps	£ Tarif Scale	$ Tarif U. S. M. C.	Indice normal	Indices des affrètements
1947	110,0	102,1	»	»	»	»
1948	90,4	96,3	»	»	»	»
1949	81,7	78,7	103,8	68,9	»	»
1950	89,4	76,1	152,7	100,9	»	»
1951	176,7	210,7	300,8	206,0	»	»
1952	112,7	115,3	227,0	160,8	119,2	100,0
1953	87,8	68,4	89,8	66,6	77,5	60,6
1954	93,5	79,9	81,2	62,5	86,1	71,7
1955	129,3	140,0	118,6	92,0	127,7	129,8
1956	152,7	196,8	223,4	162,5	157,0	172,9
1957 (Déc.)	88,6	73,5	51	43,8	71,6	63
1958 (Avr.)	74,8	65,4	39	41,2	62,7	»

(1) Base: juillet-décembre 1947 = 100.
(2) Base: Tarif Scale = 100; tarif U. S. M. C. = 100.
(3) Base 1952 = 100.

Source: I. N. S. E. E.

f) Rapport prix reçus/prix payés par les agriculteurs.

(Avant guerre = 100.)

PAYS	1952	1953	1954	1956	1957
Norvège (1938-1939 = 100)	119	96	103	96	93
Canada (1935-1939 = 100)	119	111	106	101	96
Etats-Unis (1935-1939 = 100)	117	108	100	96	95
Allemagne occidentale (1950-1951 = 100)	99	97	100	105	»
Belgique (1951-1952 = 100)	97	93	91	82	80
Autriche (1937 = 100)	88	86	87	81	»

Source. O. N. U. (F. A. O.)

7° SALAIRES ET REVENUS

Gains dans les industries manufacturières.

Taux horaires.

PAYS	1952	1953	1954	1956	1957
Allemagne occidentale (marks) (1)	1,56	1,63	1,67	1,94	2,13
Canada (cents) (2)	129,2	135,8	140,8	151,5	160
France (francs) (3)	120,7	124,2	131,3	152,6	164,5
Italie (lires)	165	169	175	198	»
Suède (couronnes) (4)	3,63	3,79	3,94	4,62	»
Royaume-Uni (pence) (5)	39,6	41,7	44,3	51,8	55,3
U. S. A. (cents) (6)	167	177	181	198	207

(1) Construction et carrières comprises.
(2) Non compris payement en nature.
(3) A partir de 1956, série revisée.
(4) Y compris les mines (Irlande avant 1953).
(5) Données annuelles (octobre).
(6) Non compris payements en nature et certains payements en espèces.

Source: O. N. U.

8° CONSOMMATION

a) Répartition des dépenses de consommation privée dans quelques pays.

PAYS ET UNITÉ MONÉTAIRE	ANNÉES	TOTAL Valeur	ALIMENTS	TABACS Boissons	HABILLEMENT	LOYER, EAU	CHAUFFAGE Eclairage	MENAGE	SANTE	TRANSPORTS Communications	RÉCRÉATIONS Loisirs	AUTRES
Australie (millions de livres)	1950 (1)	2.007	(2) 26	(2) 11	16	7	2	12	(4)	(3) 3	(4)	23
	1953 (1)	2.794	(2) 27	(2) 11	14	7	2	11	(4)	(3) 3	(4)	25
	1954 (1)	3.057	(2) 26	(2) 11	14	8	2	11	(4)	(3) 3	(4)	25
	1955	3.300	(2) 27	(2) 11	13	8	(4)	11	(4)	(4)	(4)	30
Belgique (1.000 millions de francs)	1950	264,6	31	10	13	12	4	12	5	6	4	3
	1953	296,2	32	9	11	13	4	11	5	7	5	3
	1954	305	32	9	10	14	4	11	5	7	5	3
Canada (millions de dollars)	1950	12.038	(2) 23	(2) 9	12	11	4	12	6	14	5	4
	1953	15.113	(2) 23	(2) 9	11	13	4	11	6	14	4	5
	1954	15.814	(2) 23	(2) 9	11	13	4	11	6	14	4	5
	1955	16.880	(2) 22	(2) 8	10	14	4	12	6	14	4	6
France (1.000 millions de francs)	1951	8.130	39	8	16	3	4	9	6	7	7	1
Japon (1.000 millions de yen)	1950 (5)	2.442	62		8	(6) 6	4	(6)	»	»	»	20
	1953 (5)	4.355	56		9	(6) 8	4	(6)	»	»	»	23
	1954	4.716	56		8	(6) 8	4	(6)	»	»	»	24
	1955	5.040	55		8	(6) 8	4	(6)	»	»	»	25
Pays-Bas (millions de fuilders)	1950	12.440	36	»	20	6	»	9	»	»	»	29
	1953	14.070	59	»	16	6	»	8	»	»	»	31
	1954	15.460	38	»	16	7	»	8	»	»	»	31
	1955	16.700	38	»	17	7	»	8	»	»	»	30
Suisse	1950	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	1953	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	1954	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	1955	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Royaume-Uni (millions de livres)	1950	9.348	29	17	13	8	4	11	2	7	6	3
	1953	11.210	31	16	11	9	4	11	2	8	5	3
	1954	11.970	31	16	11	9	4	11	2	8	5	3
	1955	12.757	31	15	12	8	4	11	2	9	5	3
Etats-Unis (millions de dollars)	1950	192.168	(2) (7) 26	(2) (7) 7	10	11	3	12	6	13	5	(8) 7
	1953	227.733	(2) (7) 28	(2) (7) 6	9	12	3	11	6	13	5	(8) 7
	1954	233.552	(2) (7) 27	(2) (7) 6	9	13	3	11	6	13	5	(8) 7
	1955	250.601	(2) (7) 27	(2) (7) 6	9	12	3	11	6	14	5	(8) 7

(1) Exercice commençant le 1er juillet.
(2) Les boissons non alcooliques entrent dans les aliments.
(3) Prix des billets de chemin de fer, de tramways, d'autobus, de ferry-boats et d'avions seulement.
(4) Compris sous la rubrique « Autres ».
(5) Exercice commençant le 1er avril.
(6) Les meubles et articles de ménage sont compris dans le loyer.
(7) Entrent dans cette rubrique les dépenses faites dans les restaurants, hôtels et clubs, y compris la valeur des services.
(8) Y compris les impôts personnels sur la propriété immobilière.

b) **Laine (consommation mondiale).**

Estimation de la consommation mondiale

(En millions de lbs, base lavée.)

PRINCIPAUX consommateurs	1934-1938	1950	1954	1956
Allemagne occidentale (1)	81,5	57,9	68,8	80
Australie	16	26,5	25,4	29,5
Belgique	27	36,5	28,7	25,4
Canada	9	14,5	9,1	16
France	105	115	116,3	225,7
Italie	26	57,2	53,8	56,3
Japon	49	19,2	49,9	77,3
Pays-Bas	5,6	16,8	11,3	12,5
Suède	5	10,2	5,4	5,1
Royaume-Uni	197,5	235	209,4	215,5
U. S. A.	140,5	264	160,5	183,5
Total	919	1.197	1.162	1.294

(1) Allemagne totale.
Source: O. N. U.

c) **Coton (consommation mondiale).**

(En millions de balles.)

RÉGIONS	1955-1956	1956-1957 (1)	POURCENTAGE en plus ou en moins
Etats-Unis	9,2	9,0	— 2
Europe occidentale	7,0	7,3	+ 4
Reste du monde occidental	12,3	13,0	+ 6
Total monde occidental	28,5	29,3	+ 3
U. R. S. S.	4,4	4,7	+ 7
Chine	3,5	3,7	+ 6
Europe orientale	1,5	1,5	»
Total	9,4	9,9	+ 5
Total mondial	37,9	39,2	+ 3,5

(1) Préliminaire
Sources: « Coton » (janvier 1957), I. N. S. E. E.

d) **Fibres textiles d'habillement.**

Consommation mondiale.

DÉSIGNATION	1955	1956 (1)	+ %
Coton:			
Consommation totale (millions de tonnes).	8,04	8,45	+ 5
Consommation par habitant (kilogrammes).	3,02	3,14	+ 4
Pourcentage de la consommation toutes fibres.	68	68	
Laine:			
Consommation totale (millions de tonnes).	1,19	1,30	+ 9
Consommation par habitant (kilogrammes).	0,46	0,48	+ 2
Pourcentage de la consommation toutes fibres.	10	10	
Rayonne et acétate:			
Consommation totale (millions de tonnes).	2,28	2,37	+ 4
Consommation par habitant (kilogrammes).	0,83	0,88	+ 6
Pourcentage de la consommation toutes fibres.	20	19	
Autres fibres artificielles:			
Consommation totale (millions de tonnes).	0,25	0,30	+ 20
Consommation par habitant (kilogrammes).	0,09	0,11	+ 22
Pourcentage de la consommation toutes fibres.	2	3	
Total:			
Consommation totale (millions de tonnes).	11,76	12,42	+ 6
Consommation par habitant (kilogrammes)	4,40	4,61	+ 5

(1) Préliminaire.
Source: « Coton » (janvier 1957).

e) **Acier.**

Consommation apparente exprimée en équivalent d'acier brut.

(1.000 tonnes.)

PAYS	MOYENNE 1936-1938	MOYENNE 1950-1952	ANNÉE 1955	ANNÉE 1956
Australie	1.221	2.287	3.064	3.003
Allemagne occidentale	»	11.933	21.397	21.520
Belgique - Luxembourg	1.555	2.290	2.683	2.733
Canada	1.702	4.808	5.021	6.420
Chine (1)	1.504	1.242	3.479	5.325
France	5.457	8.426	10.397	12.319
Espagne	377	887	1.458	1.498
Italie	2.280	3.479	5.660	5.794
Japon	5.590	4.837	7.282	9.956
Pays-Bas	1.167	1.768	2.522	2.580
Royaume-Uni	10.921	14.661	18.684	19.476
Suède	1.367	2.282	2.921	2.817
Suisse	436	838	1.140	1.321
U. S. A.	40.999	87.211	102.456	100.910
U. R. S. S.	17.523	»	43.534	47.043

(1) Chine continentale.
Source: O. N. U.

f) **Consommation d'énergie par habitant.**

Consommation totale, en tonnes d'équivalence, houille.

PAYS	1937	1949	1955	1956
Autriche	1,04	1,47	2,20	2,43
Belgique-Luxembourg	4,02	3,45	4,10	4,34
France	2,12	2,11	2,44	2,68
Allemagne	(1) 3,02	2,35	3,35	3,60
Italie	0,66	0,58	1,05	1,12
Pays-Bas	1,79	1,83	2,22	2,45
Norvège	3,44	3,97	5,34	5,66
Espagne	0,40	0,56	0,80	0,88
	(1935)			
Suède	2,5	2,82	4,15	4,59
Suisse	1,81	1,89	2,87	3,18
Royaume-Uni	4,28	4,30	4,98	5,03
Europe (U. R. S. S. exclue)	2,16	»	2,53	2,68
Afrique	0,15	0,20	0,26	»
Canada (2)	4,91	6,4	7,57	8,52
U. S. A.	5,89	6,92	8,25	8,58
Amérique du Sud	0,25	0,33	0,55	0,59
Asie	0,18	0,16	0,21	0,23
Monde	0,94	»	1,27	1,35

(1) Allemagne entière y compris Sarre.
(2) Y compris Terre-Neuve.
Source: O. N. U.

g) **Consommation de produits pétroliers.**

(1.000 tonnes) (*).

PAYS	TOUS PRODUITS				
	1947	1954	1955	1956	1957
Royaume-Uni	11.972	19.427	21.513	23.435	22.933
France (et Sarre)	5.019	14.188	15.896	17.733	17.798
Italie	2.877	8.314	9.313	10.972	11.868
République fédérale	1.623	8.145	10.184	13.048	14.452
Suède	3.228	6.493	8.078	9.467	8.837
Pays-Bas	2.049	3.630	4.583	5.396	5.518
Belgique-Luxembourg	1.258	3.436	3.903	4.916	5.050
Danemark	1.065	2.183	2.749	3.649	3.490
Norvège	751	1.979	2.436	2.716	2.800
Suisse	884	1.756	2.050	2.683	2.780
Autriche	350	1.316	1.645	2.057	1.918
Grèce	507	1.172	1.194	1.379	1.443
Turquie	310	1.068	1.198	1.255	1.400
Portugal	603	847	919	1.018	1.069
Irlande	435	810	948	1.240	1.150
Ensemble des pays de l'O. E. C. E.	33.031	75.243	86.895	101.081	103.036

(*) Sans la consommation des raffineries et le fuel de soute.
Source: O. E. C. E.

h) Sucre.

Production et consommation mondiales.

(En millions de tonnes de sucre centrifugé, en équivalent de sucre brut.)

Les groupes continentaux sont classés suivant l'ordre dégressif de la consommation globale.

GROUPES CONTINENTAUX	AVANT GUERRE	1955-1956	1956-1957 (prélimin.).
Europe Ouest:			
P (production)	4,1	7,0	6,5
C (consommation)	6,9	9,2	9,6
Rapport P/C	0,60	0,75	0,70
Kg par habitant (consommation)	25,2	29,5	30,4
Amérique du Nord:			
P (production)	1,9	2,2	2,3
C (consommation)	6,5	8,4	8,8
Rapport P/C	0,30	0,20	0,20
Kg par habitant (consommation)	46,4	46,6	47,6
U. R. S. S., Europe orientale et Chine.			
P (production)	5,2	7,4	7,6
C (consommation)	4,4	6,8	7,4
Rapport P/C	1,05	1,10	1,05
Asie:			
P (production)	4,3	5,5	5,7
C (consommation)	3,2	5,9	6,2
Rapport P/C	1,35	0,95	0,95
Kg par habitant (consommation)	4,6	6,2	6,6
Amérique du Sud:			
P (production)	1,8	4,2	4,7
C (consommation)	1,4	3,6	3,8
Rapport P/C	1,30	1,15	1,25
Kg par habitant (consommation)	16,6	29,1	30,1
Afrique.			
P (production)	1,1	2,2	2,2
C (consommation)	0,8	2,2	2,3
Rapport P/C	1,35	1,0	0,95
Kg par habitant (consommation)	5,2	10,1	10,4
Amérique centrale:			
P (production)	5,1	8,5	9,2
C (consommation)	0,6	1,5	1,6
Rapport P/C	8,5	5,70	5,75
Kg par habitant (consommation)	16,8	26,5	27,3
Océanie:			
P (production)	1,8	2,4	2,4
C (consommation)	0,5	0,7	0,7
Rapport P/C	3,5	3,5	3,5
Kg par habitant (consommation)	45,1	47,3	48,3
Monde entier:			
P (production)	25,3	39,4	40,6
C (consommation)	24,3	38,3	40,4
Kg par habitant (consommation) (1)	14,3	17,7	18,3

(1) Moyenne non compris U. R. S. S., Europe orientale et Chine.

Source: d'après les données de la F. A. O. (Bulletin mensuel: *Economie et Statistiques agricoles*) mars 1957.

9° COMMERCE INTERIEUR

(Indices de la valeur.)

(1953 = 100.)

DÉSIGNATION	1948	1954	1956	1957	1958
1. *Gros.*					
Allemagne occidentale (1)	»	107	130	141	»
Australie	50	114	140	148	»
Belgique (2)	89	107	132	131	»
Canada	78	97	124	124	»
Pays-Bas (2)	56	112	136	139	»
Royaume-Uni (3)	88	100	106	106	»
Etats-Unis	85	99	115	115	»
2. *Détail.*					
Allemagne occidentale	»	107	132	144	»
Australie	42	110	132	137	»
Belgique	71	106	124	129	»
Canada	65	100	118	121	»
France (2)	77	111	143	164	»
Norvège	66	107	100	105	»
Pays-Bas	80	110	133	136	»
Suisse	88	105	120	128	»
Royaume-Uni (4)	»	106	105	110	»
Etats-Unis	»	100	112	118	»

(1) Alimention. — (2) Grandes épiceries. — (3) Textiles. — (4) 1955 = 100.

Source: O. N. U.

10° DONNEES MONETAIRES ET FINANCIERES

a) Cours des changes.

Bourse de Zurich.

(Moyenne achats et ventes en fin de mois ou d'année.)
(Valeur en francs suisses pour 100 unités nationales.)

PAYS	1949	1951	1954	1956	1957	1958 (mars).
Allemagne occidentale (deutschmark)	73,50	85,50	99	100,75	101,5	101,75
Belgique (franc belge)	8,59	8	8,50	8,40	8,45	8,55
Canada (dollar canadien)	375	428	4,42	4,45	4,34	4,37
Etats-Unis (dollar)	429	436	4,29	4,20	4,29	4,29
France (franc français)	1,10	1	1,14	1,05	0,89	0,95
Pays-Bas (florin)	101	105,5	112	111	113,25	113,25
Italie (lire)	0,66	0,64	0,67	0,68	0,69	0,69
Royaume-Uni (livre)	1.000	1.040	11,45	11,20	11,60	12

Sources: *New Zürcher Zeitung*, I. N. S. E. E.

b) Réserves or-devises (officielles).

(Millions de dollars fin de période.)

PAYS	1929	1938	1949	1956	1957	1958
1. Etats-Unis	3.900	(1) 1.459	24.560	(3) 22.058	(3) 22.857	(3) 21.082 (août)
2. Allemagne occidentale	»	»	200	4.291	5.643	6.063 (août)
3. Royaume-Uni	(2) 710	(2) 2.875	1.690	(3) 2.133	(3) 2.273	3.089 (août)
4. Canada (5)	(3) 78	220	1.120	1.944	1.836	1.931 (août)
5. Inde (6)	(3) 217	485	1.980	1.360	872	640 (août)
6. France	(3) 1.633	2.790	(4) 800	(3) 1.356	775	»
7. Italie	»	»	»	1.308	1.532	1.694 (mai)
8. Belgique	(3) 169	736	900	1.143	1.131	1.406 (août)
9. Pays-Bas	(2) 180	1.005	385	1.072	1.056	1.342 (août)

(1) A partir de 1938, réserves en or du Trésor et de la partie active du fonds de stabilisation.
(2) Réserves or de la banque d'Angleterre (et du fonds d'égalisation en 1938) or et dollars en 1949, 1954...
(3) Or.
(4) Cotisations du fonds monétaire international.
(5) Devises presque entièrement en dollars des Etats-Unis.
(6) Devises presque entièrement en livres sterling, y compris quelques titres à long terme.

Sources: Fonds monétaire international, O. N. U.

c) Cours des actions industrielles.

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1956	1957	1958 (Juillet.)
Canada (1)	67	114	177	169	158
Etats-Unis (2)	64	122	200	192	195
France (6)	68	140	218	295	235 (juin)
Pays-Bas (3)	173	125	164	144	147
Royaume-Uni (4)	98	130	138	146	110
Suisse (5)	90	111	145	144	135

(1) Moyenne des cotations du jeudi. — (2) Moyenne des cotations du mercredi. — (3) Moyenne des cotations journalières. — (4) Cotations du dernier jeudi du mois. — (5) Moyenne des cotations du vendredi. — (6) Dernier vendredi du mois.

Sources: Fonds monétaire international, O. N. U.

d) **Comptes budgétaires et dette publique dans quelques pays.**

(En millions d'unités.)

	ALLEMAGNE occidentale (1)	BELGIQUE (4)	CANADA (2)	FRANCE (4)	INDE (2-3)	ITALIE (1)	JAPON (2)	PAYS-BAS (4)	ROYAUME-UNI (2)	U. S. A (1)
1955										
Recettes	23.692	81.543	4.000	3.261	6.165,6	2.330,4	1.007	6.810	4.929	60.390
Dépenses	21.123	102.350	4.151,7	3.441	9.344,6	2.744	1.052	6.885	4.997	64.570
Solde	+ 2.569	— 20.807	— 151,7	— 180	— 3.179	— 413,6	— 45	— 75	— 68	— 4.180
Dette intérieure	10.699	287.300	17.551,7	4.727,2	29.359,2	4.257,4	441	17.571	25.103,4	274.418
Dette extérieure	9.432	24.298	399,8	1.027,3	1.154,1	»	96	2.013	2.130,4	»
1956										
Recettes	26.111	90.165	4.400	3.653	6.925,7	2.571,5	1.033	6.990	5.115,7	68.165
Dépenses	22.596	95.017	4.305,7	4.141	10.758,8	2.886,8	1.044	7.291	5.256	66.540
Solde	+ 3.515	— 4.852	— 94,3	— 488	— 3.833,1	— 315,3	— 11	— 301	— 140,3	+ 1.626
Dette intérieure	10.347	292.499	18.772,4	5.413,1	31.943,4	4.573,3	426	16.514	25.245,3	272.825
Dette extérieure	9.539	25.333	351,8	953,8	1.181,9	»	89	1.947	2.074,7	»
1957										
Recettes	28.198	89.192	5.149	4.136	7.912	2.667,9	1.103	7.263	5.373	70.989
Dépenses	27.855	103.078	4.725,1	4.781	13.305,9	2.990,1	1.122	7.858	5.704	69.344
Solde	+ 343	— 13.886	+ 423,9	— 645	— 5.393,9	— 322,2	— 19	— 595	— 331	— 1.645
Dette intérieure	10.275	»	17.947,3	»	35.072,8	4.772,4	409	»	(5) 4.472,2	270.634
Dette extérieure	9.430	»	351,8	»	1.414	»	85	»	2.065,3	»
1958										
Recettes	29.295	»	5.170	»	9.561,4	»	1.181	7.614	5.556	73.525
Dépenses	34.594	»	4.677,1	»	16.162,1	»	1.196	7.941	5.681	71.996
Solde	5.299	»	+ 492,9	»	— 6.600,7	»	— 15	— 327	— 125	+ 1.529
Dette intérieure	»	»	»	»	40.396,5	»	»	»	»	»
Dette extérieure	»	»	»	»	2.294,7	»	»	»	»	»

(1) Année finissant le 30 juin. — (2) Année finissant le 31 mars. — (3) Gouvernement central. — (4) Année civile. — (5) A court terme seulement.

Source: O. N. U.

11° REVENU NATIONAL

a) **Estimation du revenu national de 1948 à 1956.**

(= Somme des revenus échéant pendant l'année aux facteurs de production fournis par les résidents, avant déduction des impôts indirects; = rémunération du travail + revenu des entreprises individuelles + loyers; intérêts et dividendes + épargne et impôts directs des sociétés + revenu de l'Etat et des collectivités locales.)

Le classement par ordre décroissant est approximatif.

(N = Monnaie nationale).

PAYS	REVENU GLOBAL (en millions)					
	1948	1952	1954	1955	1956	1957
1. Etats-Unis (dollar)	223,5	272,2	301,8	330,2	394,4	364
2. Royaume-Uni (livre)	9.472	12.653	14.476	15.283	16.467	17.418
3. France (franc)	»	10.500	11.500	12.800	14.230	15.680
4. Allemagne occidentale (deutschmark)	»	101,4	117	134,3	147,9	160,3
5. Canada (livre canadienne)	12.003	18.654	19.032	20.683	23.054	23,834
6. Italie (lire)	6.051	8.368	9.881	10.789	11.469	12.231
7. Australie	1.923	3.554	4.051	4.341	4.678	4.625
8. Suède (couronne) (1)	23.740	36.492	38.788	41.505	44.796	48.291
9. Belgique (franc belge) (1)	257,8	320,4	347,4	368,5	391,4	413,5
10. Pays-Bas (guilder)	12.910	17.920	21.420	23.900	25.460	28.240
11. Suisse (franc suisse)	17.340	20.320	22.600	24.130	25.630	26.900
12. Danemark (kroner)	15.434	21.356	23.410	24.035	25.485	»

(1) Produit national brut au coût des facteurs. Estimations officielles ajustées conformément aux définitions des Nations Unies.

Source: O. N. U.

b) Répartition du revenu national.

PAYS	REVENUS des ménages et rémunération des travailleurs.	ENTREPRISES individuelles.	LOYERS et intérêts	DIVIDENDES	ÉPARGNE sociétés	IMPOTS directs sociétés	REVENU NET ÉTAT Collectivités locales	REVENU NET ÉTAT Moins intérêts de la dette publique et de la dette des consommateurs.
	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100
Australie:								
1938	59	20	16	4	5	2	5	(— 8) (1)
1949	53	31	8	3	5	4	1	(— 5)
1952	59	28	5	2	3	5	1	(— 3)
1954	60	23	6	3	5	4	2	(— 3)
1955	61	22	7	3	4	4	2	(— 3)
1956	60	23	7	3	3	5	2	(— 3)
1957	63	20	7	3	3	5	2	(— 3)
Belgique:								
1938	»	»	»	»	»	»	»	»
1949	55	30	10	3	2	2	1	(— 3)
1952	55	30	9	5	2	3	1	(— 2)
1954	54	30	11	3	2	2	»	(— 3)
1955	54	30	11	3	3	2	»	(— 3)
1956	55	29	11	3	3	2	»	(— 3)
1957	56	28	11	3	2	2	»	(— 2)
Canada:								
1938	62	20	»	»	2	2	3	(— 4)
1949	60	22	»	»	4	6	3	(— 4)
1952	62	19	6	2	4	7	3	(— 3)
1954	68	14	8	1	4	6	3	(— 4)
1955	65	14	9	1	5	6	3	(— 3)
1956	65	15	9	1	5	6	3	(— 4)
1957	68	12	9	1	4	6	3	(— 3)
France:								
1938	51	33	»	1,5	4	1	1	(— 5)
1949	53	»	»	»	6	6	»	»
1952	57	33	2	3	3	2	1	(— 1)
1954	58	31	2	3	3	3	1	(— 1)
1955	58	31	2	3	4	2	1	(— 1)
1956	59	30	3	3	3	3	1	(— 2)
1957	59	30	2	3	4	3	1	(— 2)
Japon:								
1938	39	31	16	5	3	4	2	»
1949	42	49	2	1	1	3	2	»
1952	45	44	2	1	3	5	1	(— 1)
1954	50	38	4	1	3	4	1	(— 1)
1955	48	39	4	1	4	4	1	(— 1)
1956	49	36	4	2	5	4	1	(— 1)
1957	49	34	5	2	5	5	1	(— 1)
Pays-Bas:								
1938	51		44		4	1	4	(— 3)
1949	54		42		(2)	5	2	(— 2)
1952	54		35		5	7	3	(— 4)
1954	54		36		7	4	2	(— 3)
1955	54		37		6	4	2	(— 2)
1956	55		36		5	5	2	(— 2)
1957	55		36		5	5	2	(— 3)
Suisse:								
1938	49	21	17	6	5	2	(2)	»
1949	60	21	10	2	3	2	(2)	»
1952	61	19	8	5	5	2	(2)	»
1954	60	19	8	5	5	3	(2)	»
1955	60	19	8	4	6	3	(2)	»
1956	61	18	8	4	6	3	(2)	»
1957	»	»	»	»	»	»	»	»
Royaume-Uni:								
1938	63	»	22		»	2	»	(— 6)
1949	63	12	11		»	6	1	(— 5)
1952	71	11	10		3	8	1	(— 5)
1954	72	10	10		6	6	1	(— 4)
1955	73	9	11		5	6	1	(— 5)
1956	74	9	10		6	5	1	(— 5)
1957	74	9	10		6	5	1	(— 5)
Etats-Unis:								
1938	67	17	12	5	»	2	»	(— 3)
1949	65	16	8	3	5	5	»	(— 2)
1952	67	14	8	3	3	7	»	(— 2)
1954	69	14	9	3	2	6	»	(— 3)
1955	68	13	9	3	3	7	»	(— 3)
1956	70	12	9	3	2	7	»	(— 3)
1957	71	12	9	3	2	7	»	(— 3)

(1) Ensemble: loyers et intérêts, dividendes, épargne des sociétés, impôts directs des sociétés, revenu Etat et collectivités locales = 20.
(2) Inclus avec le revenu des entreprises individuelles.

Source: O. N. U.

c) **Origine par branche d'activité du produit intérieur brut.**

PAYS	PRODUIT intérieur net (*)	ORIGINE							
		Agr. Sylv Pêche	Ind. extr	Ind manuf	Constr	Transp. et communications.	Com gros, détail	Admin publique et Défense (1)	Autres services (2)
		P. 100	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100
France (1.000 millions de francs):									
1952	12.040	16	3	3	6	9	13	11	12
Canada (millions de dollars) (3):									
1938	4.259	13	6	24	4	11	13	10	19
1952	20.825	13	4	29	6	11	13	6	13
1954	21.818	10	4	28	6	12	13	7	20
1955	23.750	10	4	29	7	11	13	7	19
1956	26.959	10	5	28	6	12	13	6	20
1957	28.018	7	5	28	6	12	14	7	21
Allemagne occidentale (millions de deutschmark):									
1952	92.024	12	49		6	8	9	8	6
1954	132.124	9	43		6	10	12	9	11
1955	151.184	9	42		6	10	12	9	12
1956	166.132	9	6	37	6	10	13	9	12
1957	180.949	9	6	37	6	8	13	9	12
Italie (milliards de lires):									
1952	9.258	25	1	24	4	7	11	10	4
1954	10.943	24	1	32	6	9	9	10	9
1955	11.966	24	1	32	6	9	9	10	9
1956	12.746	21	1	32	6	10	9	11	10
1957	13.618	20	1	32	7	10	9	11	18
Royaume-Uni (millions de livres sterling) (4):									
1952	13.785	5	4	36	6	10	12	7	20
1954	15.671	5	4	38	5	10	12	7	19
1955	16.661	5	3	39	6	11	12	7	17
1956	18.065	4	4	38	6	11	12	7	18
1957	19.152	4	4	38	6	11	12	7	20
Etats-Unis (milliards de dollars) (5):									
1938	67,2	9	2	22	3	10	18	13	23
1952	288	6	2	31	5	9	17	12	18
1954	297,1	6	2	30	5	8	17	12	20
1955	322,1	5	2	32	5	8	17	12	19
1956	347,3	5	2	32	5	8	16	12	19
1957	361,7	5	2	31	5	8	17	12	20

(*) Produit intérieur brut au prix de marché.
(1) Administration, défense, justice, police (les entreprises publiques et autres services sont classés avec les industries correspondantes).
(2) Banques, assurances, affaires immobilières, services médicaux et domestiques, instruction...
(3) Produits intérieurs bruts aux prix de marché.
(4) Produit intérieur brut au coût des facteurs.
(5) Bénéfice des entreprises de l'Etat exclu.
Source. O. N. U.

d) **Dépense imputée au produit intérieur brut.**

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Canada.							
Total (millions de dollars)	18.167	21.230	23.759	24.724	24.641	27.149	30.071
Dépenses de consommation:							
Privée	66 %	63 %	60 %	61 %	64 %	63 %	62 %
De l'Etat	10	12	14	15	15	14	14
Formation brute de capital fixe:							
Etat	3	3	3	3	3	4	4
Entreprises publiques	2	2	2	3	3	2	3
Entreprises privées	16	16	16	17	17	17	19
Augmentation des stocks	3	5	2	2	— 1	1	2
Exportations de biens et services	22	23	23	21	20	21	20
Moins: importations de biens et services	— 22	— 24	— 20	— 22	— 21	— 22	— 24
Allemagne occidentale.							
Total (millions de deutschmark)	97.151	119.536	134.020	143.606	154.407	176.282	193.069
Dépenses de consommation:							
Privée	63 %	60 %	59 %	59 %	59 %	58 %	58 %
De l'Etat	15	15	16	16	15	14	14
Formation brute de capital fixe:							
Etat							
Entreprises publiques	19	19	19	20	21	22	23
Entreprises privées							
Augmentation des stocks	4	4	4	1	1	3	1
Exportations de biens et services	12	16	17	18	20	21	23
Moins: importations de biens et services	— 13	— 14	— 15	— 14	— 16	— 18	— 19
Italie.							
Total (millions de lires)	8.658	10.048	10.654	11.663	12.449	13.622	14.594
Dépenses de consommation:							
Privée	72 %	71 %	73 %	72 %	70 %	68 %	68 %
De l'Etat	10	11	12	12	12	12	12
Formation brute de capital:							
Etat	2	2	3	3	3	3	2
Entreprises publiques	16	16	17	16	17	17	18
Entreprises privées	»	»	»	»	»	»	»
Augmentation des stocks	1	2	»	»	»	1	1
Exportations de biens et services	11	12	10	11	11	12	13
Moins: importations de biens et services	— 12	— 14	— 15	— 14	— 13	— 13	— 14

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Royaume-Uni.							
Total (millions de livres sterling)	12.887	14.379	15.717	16.758	17.733	18.941	20.392
Dépenses de consommation:							
Privée	73 %	70 %	67 %	67 %	68 %	67 %	66 %
De l'Etat	16	18	19	19	18	17	18
Formation brute de capital fixe:							
Etat	1	1	1	1	1	1	1
Entreprises publiques	5	5	6	7	6	6	5
Entreprises privées	7	6	6	6	7	8	9
Augmentation des stocks	2	4	»	1	»	2	1
Exportations de biens et services	22	24	23	20	20	21	21
Moins importations de biens et services	— 22	— 28	— 22	— 21	— 20	— 22	— 21
Etats-Unis.							
Total (millions de dollars)	285,3	329,1	346,7	363,8	361,3	391,5	414,2
Dépenses de consommation:							
Privée	67 %	62 %	62 %	63 %	65 %	64 %	64 %
De l'Etat (1)	12	17	20	20	19	18	18
Formation brute de capital fixe:							
Etat (1)	2	2	2	2	2	2	2
Entreprises publiques	»	»	»	»	»	»	»
Entreprises privées	16	14	13	14	14	15	15
Augmentation des stocks	3	3	4	4	»	2	1
Exportations de biens et services	4	5	5	4	4	4	5
Moins importations de biens et services	— 4	— 3	— 3	— 4	— 4	— 5	— 5
France.							
Total (milliards de francs)	9.650	11.910	14.210	14.600	15.520	16.870	18.270
Dépenses de consommation:							
Privée	67 %	68 %	67 %	67 %	67 %	67 %	68 %
De l'Etat	14	14	16	16	15	14	15
Formation brute de capital fixe:							
Etat	1	2	2	2	2	2	2
Entreprises publiques / Entreprises privées	15	16	15	14	15	15	16
Augmentation des stocks	3	2	2	1	1	1	1
Exportations de biens et services	15	16	14	14	14	14	13
Moins: importations de biens et services	— 15	— 18	— 16	— 14	— 14	— 13	— 15

(1) Les dépenses de l'Etat en équipement et l'augmentation des stocks de quelques organismes d'Etat sont comprises dans les dépenses de consommation de l'Etat et des collectivités locales.

12° LOGEMENT ET CONSTRUCTION

a) Evolution de la construction de logements dans quelques pays.

(Moyenne mensuelle.)

PAYS	1950	1952	1956	1957
Allemagne occidentale (1)	25.164	36.500	46.600	41.203
Belgique (2)	2.984	2.232	2.783	2.740
Canada	7.418	6.091	11.308	9.774
France (3)	7.660	10.714	29.480	(9) 22.500
Italie (4)	6.119	9.677	19.176	»
Japon (5)	29.907	19.608	31.666	26.758
Pays-Bas (6)	3.942	4.550	5.690	7.366
Suisse (7)	1.111	1.190	1.377	1.532
Royaume-Uni	17.119	20.693	25.640	25.632
U. S. A. (8)	116,3	93,9	93,2	86,8

(1) Construction achevée y compris reconstruction et restauration.
(2) Construction achevée y compris reconstruction, transformation et extension.
(3) Autorisations de bâtir délivrées.
(4) Construction achevée. A partir de 1954, y compris les logements dans les bâtiments à usage autre que l'habitation.
(5) Construction commencée.
(6) Construction achevée y compris les habitations reconstruites.
(7) Construction achevée dans quarante-deux villes.
(8) Logements commencés (non compris les fermes). Depuis 1954, basé sur un échantillon revisé.
(9) 270.000 au total.

Source: O. N. U.

b) Indices des prix de gros des matériaux de construction.

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1956	1957	1958 Juillet.
Suisse	91	101	123	126	122
U. S. A.	87	100	109	109	108
Italie	85	101	101	103	102
Canada (1)	77	98	103	105	104
Belgique	81	104	107	112	115
Royaume-Uni	77	101	110	109	106
France	58	100	103	107	119

(1) Construction non résidentielle.

Source: O. N. U.

13° INVESTISSEMENTS

a) *Financement des investissements.*

DÉSIGNATION	INVESTISSEMENTS Brutes	INVESTISSEMENTS Nets	FONDS publics en pourcentage du brut	AIDE américaine en pourcentage du brut	MARCHE financier en pourcentage du brut	CAISSES d'épargne et établissements spéciaux en pourcentage du brut	BANQUES commerciales en pourcentage du brut	AUTRES RESSOURCES Brutes (1) en pourcentage du brut	AUTRES RESSOURCES Nettes (2) en pourcentage du brut
Allemagne (milliards de Deutschmarks) :									
1949	16.100	9.300	14,9	1,9	1,9	»	72,7	72,7	63,4
1950	18.300	11.800	15,9	9,7	1	»	»	57	34,2
1951	22.950	15.375	19	3,6	1,4	10	(4) 3,7	63	44,7
1952	25.500	16.630	21,5	2,1	2,5	9,1	(4) 3	60,7	39,9
Angleterre (millions de livres sterling) :									
1949	1.599	875	»	»	»	(3) 1,4	»	»	»
1950	1.697	881	»	»	»	(3) 2,4	»	»	»
1951	1.862	960	31	»	10	(3) 0,8	»	54	»
1952	2.000	1.178	34	»	15	(3) 1,4	»	51	»
Belgique (milliards de francs belges) :									
1949	42.444	»	19,2	»	12,9	23,8	»	45	»
1950	55.911	»	19,2	»	8,7	18,7	»	51	»
1951	54.213	»	21,3	»	8,3	16,2	»	55,3	»
1952	»	»	»	»	»	»	»	»	»
France (milliards de francs) :									
1949	1.514	689	(5) 46,9	15,8	3,3	2,1	(6) 4,5	43,5	0
1950	1.606	636	(5) 46,7	10,1	3,7	3,7	(6) 1,4	44	0
1951	2.230	1.090	(5) 30,8	4,1	4	3,7	(6) 3	59,3	16
1952	2.322	1.122	29,7	»	4,1	3,4	(6) 7	56,5	9,9

(1) Autofinancement, amortissements industriels, court terme, etc.
(2) Autofinancement net (moins amortissements industriels), court terme, etc.
(3) Evaluation
(4) L'augmentation des dépôts d'épargne de ces banques a représenté : en 1951, 2,1 p. 100 ; en 1952, 3,9 p. 100 du montant des investissements bruts.
(5) Inclus dans les fonds publics.
(6) L'augmentation des dépôts à échéance de ces banques a représenté les pourcentages suivants du montant des investissements bruts : 1949, 1,3 p. 100 ; 1950, 1,4 p. 100 ; 1951, 1,1 p. 100 ; 1952, 0,8 p. 100.

Source : Rapport de la commission de financement du 2e plan. — Rapport du groupe de travail « Fonds privés »

b) *Pourcentage de la formation brute de capital par rapport au produit national brut.*

PAYS	UNITÉ MONETAIRE Pour les colonnes (1) et (2).	ANNÉE	(1) Produit national brut aux prix du marché	(2) Formation brute de capital (a)	(3) Colonne (2) en pourcentage de colonne (1)
Allemagne occidentale	Millions de deutschmark	1951	113.719	29.151	26
		1952	126.120	30.953	25
Belgique	Milliards de francs belges	1951	353,5	55	16
		1952	360,5	55,2	15
France	Milliards de francs français	1951	11.920	2.320	19
		1952	13.650	2.220	16
Italie	Milliards de lires	1951	9.832	2.088	21
		1952	10.394	2.315	22
Luxembourg	Milliards de francs belges	1951	13,6	(b)	(b)
		1952	14,4	(b)	(b)
Pays-Bas	Millions de guilders	1951	21.960	5.350	24
		1952	22.692	3.820	17
C. E. C. A. (total)	Milliards de dollars	1951	90,1	19,5	22
		1952	99,1	19,6	20

(a) Comprend les variations de stocks, excepté pour la Belgique, où seule est comprise la formation fixe de capital
(b) Non disponible
(1) Statistics of National Product and Expenditure 1938, 1947 to 1952, O. E. C. E. Paris 1954
(2) Pour 1953, les chiffres ne sont pas encore disponibles pour la plupart des pays sur une base permettant une présentation sous une forme comparable

Source : Statistics of National Product and Expenditure 1938, 1947 to 1952. O. E. C. E., Paris 1954.

c) *Répartition de la formation de capital fixe.*

PAYS	1950	1952	1955	1956
Allemagne occidentale.				
Construction totale	9.045	11.670	18.655	20.770
Machines et matériel	9.410	13.800	21.115	23.330
Accroissement des stocks	3.721	5.122	5.306	2.560
Formation brute de capital	22.176	30.592	45.076	46.660
A déduire: amortissements	10.095	13.317	15.428	17.540
Formation nette de capital	12.081	17.275	29.648	29.120
Canada.				
Habitations	845	826	1.499	1.575
Autres constructions et travaux	1.493	2.204	2.688	3.552
Machines et matériel	1.449	1.985	2.032	2.613
Accroissement des stocks	497	493	330	637
Formation brute de capital	4.284	5.508	6.549	8.377
A déduire: amortissements	1.613	2.095	2.852	3.125
Formation nette de capital	2.671	3.413	3.697	5.252
Italie.				
Habitations	230	386	715	790
Autres constructions et travaux, machines et matériel..	1.297	1.715	2.035	2.202
Accroissement des stocks	123	10	190	138
Formation brute de capital	1.650	2.091	2.940	3.130
A déduire: amortissements	748	973	1.194	1.291
Formation nette de capital	902	1.118	1.746	1.839
Royaume-Uni.				
Habitations	331	494	640	656
Autres constructions et travaux (1)	466	561	763	894
Machines et matériel (1)	905	1.059	1.452	1.589
Accroissement des stocks	210	50	325	250
Formation brute de capital (1)	1.460	2.062	3.132	3.332
A déduire: amortissements	998	1.287	1.551	1.652
Formation nette de capital	462	775	1.581	1.680
France.				
Habitations	240	520	750	800
Autres constructions et travaux	520	690	840	910
Machines et matériel	800	1.160	1.330	1.510
Accroissement des stocks	310	300	130	250
Formation brute de capital	1.870	2.670	3.050	3.470
A déduire: amortissements	950	1.470	1.530	1.570
Formation nette de capital	920	1.200	1.520	1.900
Etats-Unis.				
Habitations	13,7	12,6	17,6	16,3
Autres constructions et travaux	15,6	19,4	25,1	28
Machines et matériel (2)	21,1	23,1	23,7	28,1
Accroissement des stocks	7	4,3	5,8	4,2
Formation brute de capital	57,4	59,4	72,2	76,7
A déduire: amortissements	23	27,5	35,5	38,3
Formation nette de capital	34,4	31,9	36,7	38,4

(1) Les investissements consacrés à la défense militaire sont compris dans les deuxième et troisième rubriques, mais n'entrent pas dans le total de la formation brute de capital.

(2) Non compris les investissements de l'Etat.

d) *Production par tête, capital par tête et rapport capital-production dans les industries de transformation* (a).

ANNÉES	PRODUCTION PAR TÊTE			CAPITAL PAR TÊTE			RAPPORT CAPITAL-PRODUCTION		
	Royaume-Uni (b).	Allemagne occidentale (b).	Etats-Unis (b).	Royaume-Uni (b).	Allemagne occidentale (b).	Etats-Unis (b).	Royaume-Uni.	Allemagne occidentale.	Etats-Unis.
1929.....	1,3	1,7	3,8	1,3	1,9	4,9	1	1,1	1,3
1937-1938..	1,7	1,9	3,8	1,3	1,8	4,2	0,8	0,9	1,1
1948.....	2,1	»	4,7	1,7	2	4,6	0,8	»	1
1956.....	2,3	2,2	5,9	2,2	2,3	5,2	1	1	0,9

(*a*) Production par tête et capital par tête en dollars à pouvoir d'achat de 1950.
(*b*) 1.000 dollars.
Source: The Banker, avril 1957.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.